

# Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16104 - 7 F

MARDI 5 NOVEMBRE 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Les choix de M. Séguin pour Matignon

Le président de l'Assemblée nationale prépare le programme d'un gouvernement qui serait déterminé à mettre en œuvre « l'autre politique ». Les travaux de ses conseillers défendent une idée commune pour sortir de la déflation : changer de politique monétaire. p. 7

## Lagarrière : l'erreur du « Monde »

Contrairement à ce que nous avons affirmé dans nos éditions datées 3-4 novembre, le président de Matra-Hachette n'est pas mis en examen pour « escroquerie, faux et usage de faux, infraction à l'article 433-2 de la loi de 1966 sur les sociétés », mais uniquement pour « abus de biens sociaux ». Le Monde présente ses excuses à ses lecteurs et à Jean-Luc Lagardère. p. 18

## Chaos au Zaïre

Les affrontements armés continuent dans l'est du Zaïre où près d'un million de réfugiés tentent de fuir. Notre envoyé spécial, Frédéric Frischer, raconte le divorce entre l'armée et le gouvernement à Kinshasa. p. 4, 15 et notre éditorial p. 17

## M. Bayrou prend date

Dans un livre intitulé « Le droit au sens », le ministre de l'éducation se pose en chef de file d'une génération « novatrice » d'une nouvelle manière de faire de la politique. p. 8

## Le Mois de la photo



Expos, films, vidéos et débats sont au programme de cette biennale organisée par la Ville de Paris. p. 25

## Des alcools attrape-jeunes

Les brasseries lancent de nouveaux produits pour attirer une clientèle de jeunes : des bières et des cidres fortement alcoolisés. p. 10

## Les énergies guadeloupéennes

D'ici à l'an 2000, un quart de la production d'électricité de la Guadeloupe devrait être assuré par les énergies renouvelables (solaire, éolienne, géothermique, etc.). p. 12

## Du chaud en boîte

Une centaine de distributeurs automatiques vont bientôt proposer en France des plats chauds. p. 23

Abonnement : 3 DM, Amis-Guyane, 9 F, Autriche, 25 F, Belgique, 25 F, Canada, 2,25 \$, Chili, 2,25 \$, Espagne, 2,25 \$, France, 2,25 \$, Grèce, 2,25 \$, Irlande, 2,25 \$, Italie, 2,25 \$, Japon, 2,25 \$, Pays-Bas, 2,25 \$, Portugal, 2,25 \$, Royaume-Uni, 2,25 \$, Suisse, 2,25 \$, Turquie, 2,25 \$, USA, 2,25 \$, Venezuela, 2,25 \$.

M 0147 - 1105 - 7.00 F

## L'avance de Bill Clinton se réduit à la veille du scrutin présidentiel américain

Bob Dole compte sur le vote des indécis et la remontée de Ross Perot

A QUELQUES HEURES du scrutin présidentiel américain du 5 novembre, l'écart semble se resserrer entre le président sortant, le démocrate Bill Clinton, et son adversaire républicain, l'ancien sénateur du Kansas, Bob Dole. Si la plupart des sondages donnaient encore, dimanche 3 novembre, une confortable avance - plus de dix points - à M. Clinton, tout se passe comme si les attaques lancées, par la presse et par les républicains, contre certaines irrégularités du financement de la campagne démocrate commençaient à porter. C'est sans doute trop tard pour Bob Dole. La majorité des analystes observent cependant le rétrécissement de l'écart des intentions de vote entre Bill Clinton et Bob Dole, une remontée du « troisième » candidat, Ross Perot, et la diminution du nombre des indécis, phénomène qui devrait davantage profiter au candidat républicain qu'à son adversaire démocrate.

Convoqués qu'aucune voix ne saurait être négligée, les deux principaux candidats terminent leur campagne en multipliant les appa-



ractions publiques. Alors que Bob Dole attaque durement son adversaire sur sa morale personnelle, le président sortant fait mine d'être au-dessus de la mêlée et présente son bilan, riche de bons indices économiques.

Deux ans après la défaite des siens aux élections législatives, Bill Clinton a remarquablement « rebondi » grâce à son flair politique. Virtuose du repositionnement, le président sortant a su occuper le centre-droit du terrain politique, à mi-chemin entre le Parti démocrate et le Parti républicain. En empruntant à ce dernier nombre de ses thèmes les plus populaires, qu'il s'agisse de la défense des valeurs familiales ou de la lutte contre la délinquance, il a privé le Parti républicain d'une partie de son fonds de commerce. Bob Dole, porté à dépeindre une Amérique que les Américains ne reconnaissent pas, en a durement souffert. Jusqu'à ces derniers jours où les sondages lui donnent enfin un (tout) petit peu d'espoir.

Lire pages 2 et 16



## La bonne santé des Etats-Unis

« LE MONDE ÉCONOMIE » consacre son dossier au retour du « plein emploi » aux Etats-Unis. Malgré les licenciements massifs opérés par les grands groupes ces dernières années, l'économie américaine a créé, depuis janvier 1993, plus de 10,5 millions d'emplois. Le taux de chômage a reculé de 7,5 % à 5,2 %. Les nouveaux jobs n'y sont pas que des « petits boulots » précaires, mal payés et sans couverture sociale. Ce sont, au contraire, et de plus en plus, des emplois qualifiés et bien rémunérés dans les métiers de la santé, du droit ou de l'informatique.

Lire pages 1 à XII

## Le « rapt motivé », spécialité yéménite

IL EST FRANÇAIS, diplomate arrivé en poste depuis un mois, et libre depuis vendredi. Au Yémen, l'enlèvement d'étrangers est devenu en quatre ans la procédure administrative la plus directe entre certaines tribus et les autorités de Sanaa. Les premières veulent-elles obtenir des secondes la modification d'un tracé de route, la perception d'une « taxe » pour compenser le passage d'un oléoduc sur leur territoire, voire la libération de détenus de droit commun ? Des touristes, des techniciens ou des diplomates étrangers de passage font les frais pendant quelques jours de ce mode de communication entre un pouvoir central et ses administrés.

Comme dans la plus pure geste coloniale, la première victime de cette vieille pratique politique remise au goût du jour avait été un topographe de l'Institut géographique national (IGN). Il avait été détourné de ses mesures savantes, en janvier 1992, par des Bani Dabiyane. Le dernier otage en date, Serge Lefèvre, attaché d'ambassade, a été enlevé par la tribu des Jihm, qui est, avec celle des Toalman, la grande spécialiste du « rapt motivé ». Il avait été mo-

mentanément relâché une première fois, samedi 26 octobre, avant d'être repris par ses geôliers, dans leur fief de la région de Maarib, à environ 200 kilomètres à l'est de la capitale Sanaa.

Les Jihm souhaitent obtenir une indemnisation à la suite des inondations qui ont entraîné, cet été, la mort de soixante-cinq personnes, ainsi que des postes dans l'administration et une compensation pour un terrain qu'ils réclament à Sanaa. Impuissant, le ministre français des affaires étrangères a observé un silence prudent en assurant « suivre la situation de très près », et en espérant surtout que l'issue de cette nouvelle affaire ne dérogerait pas à la règle.

Car les enlèvements de ressortissants étrangers - au moins soixante-dix depuis 1992 - se soldent en général par d'heureux épilogues, des libérations rassurantes et, à l'occasion, des souvenirs impérissables. La mésaventure avait « pimenté » le séjour yéménite des dix-sept touristes français capturés en janvier. Détenus par la tribu des Al Aslam, qui escomptaient ainsi obtenir l'affranchissement de l'un des leurs -

lui-même appréhendé à la suite de l'enlèvement d'un Américain -, ils avaient pu goûter au séjour chez l'habitant sans être tenus - sur une élégance - aux rigueurs du jeûne du Ramadan alors en vigueur. Gratifiés de présents au moment de leur libération, ils avaient connu un sort nettement plus enviable que leurs hôtes, qui avaient dû subir un assaut meurtrier mené en représailles par l'armée yéménite.

Confiant dans le savoir-faire du pouvoir, qui traite chaque dossier en alternant les ouvertures et les menaces, les autorités françaises ont retenu leur souffle. Agacé par un premier échec, après un trop diligent communiqué de victoire qui avait, tous comptes faits, incité les Jihm à conserver par devers eux l'infortuné diplomate, Sanaa s'était résigné à engager des négociations directes avec les ravisseurs. Ces derniers étaient revenus sur leurs revendications en demandant simplement le pardon. Les forces de sécurité yéménites risquent pourtant de leur faire payer cher cette nouvelle offensive « catégorielle » et médiatique.

Gilles Paris

## La mort de Bokassa I<sup>er</sup>

L'ANCIEN chef d'Etat de Centrafrique est mort d'une crise cardiaque, dimanche 3 novembre dans la soirée, à son domicile de Bangui. Agé de soixante-quinze ans, Jean-Bedel Bokassa souffrait d'hypertension. Jean de la Guérinière brosse le portrait de cet ancien des Forces françaises libres qui quitta l'armée de terre en 1961 pour organiser les troupes de la jeune République centrafricaine. Le général de Gaulle lui donnait du « frère d'armes » tout en le considérant comme un soldat. Longtemps considéré par Paris comme un bouffon, il finit par se faire sacrer empereur. Sous l'hermine se cachait un bourreau aux méthodes impitoyables.

Lire page 14 et la chronique de Pierre Georges page 30

## Temps de travail : les risques de la « loi Robien »

CHAQUE JOUR qui passe le confirme : la loi Robien sur la réduction du temps de travail s'impose comme le dernier dispositif social à la mode. Faute d'autres perspectives politiques, elle catalyse aussi les énergies pour le débat.

Un matin, c'est le groupe AXA (8 500 salariés) qui annonce qu'il s'appuie à engager une négociation avec l'objectif de créer 350 emplois supplémentaires en contrepartie d'une diminution de 10 % du temps de travail qui lui permettra d'obtenir les exonérations prévues par le texte. 40 % la première année, 30 % pendant les six suivantes. Juste avant, Yves Rocher avait manifesté la même intention : succédant à d'autres candidats dont, pêle-mêle, le groupe de bonneterie Weill, le producteur d'aluminium Pechiney, le malheureux Moulinex et quelques autres entreprises plutôt mal en point. En échange de la promesse de maintenir ou d'augmenter leurs effectifs pendant deux ans, nombre d'entreprises se prennent à rêver, soit qu'elles voient là un moyen de sortir de leurs difficultés, soit qu'elles y trouvent l'occasion de soigner leur image à peu de frais.

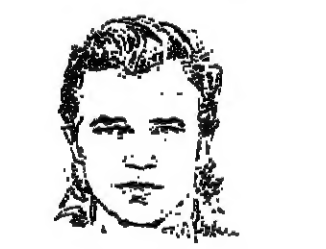
C'est Edmond Maire, président de VVF (Villages-vacances-famille) et ancien secrétaire général de la CFDT, qui a donné le ton à cet engouement soudain. L'ancien syndicaliste, devenu patron d'une importante association du secteur des loisirs (1 700 salariés), a tout suite compris qu'il pouvait réconcilier son expérience d'hier et ses responsabilités d'aujourd'hui. En signant un accord novateur qui améliore au passage le sort des travailleurs saisonniers, il s'est engagé à embaucher 170 personnes de plus, donnant des leçons de hardiesse à ses collègues chefs d'entreprise après des années de silence officiel. Cinq cent mille emplois en un an, c'est possible, affirme-t-il à l'adresse de tous ceux qui, comme lui, préfèrent « les risques de la réussite » à « la certitude du déclin » (Le Monde du 2 novembre).

Présentement, selon les décomptes du ministère du travail, quarante entreprises représentant 6 500 salariés auraient déjà abouti à un accord, une centaine d'autres étant en passe de conclure.

Alain Lebaube

Lire la suite page 17

## Un clandestin dans la course



RAPHAËL DINELLI

QUINZE concurrents officiels et un navigateur « pirate » ont quitté le port des Sables-d'Olonne (Vendée), dimanche 3 novembre, pour un tour du monde en solitaire sans escale. Raphaël Dinelli, skipper de 28 ans, est parti sans pavillon de course. Le jury lui reproche son manque d'expérience. Il bénéficie cependant de la bénédiction de l'organisateur de l'épreuve.

Lire page 23

International	2	Aujourd'hui	21
France	7	Agenda	24
Société	10	Abonnements	24
Régions	12	Météorologie	24
Cartes	13	Mots croisés	24
Horizons	14	Culture	25
Entreprises	18	Communication	28
Finances/marchés	20	Radio-Télévision	29



**ÉTATS-UNIS** Même si la plupart des sondages donnaient toujours une confortable avance au président sortant, Bill Clinton, à quelques heures du scrutin du 5 novembre, l'écart avec le républicain Bob Dole

semblait se resserrer quelque peu. Les républicains espèrent pouvoir compter sur le vote des indécis. ● L'APATHIE de l'opinion pourrait se traduire par un nombre croissant d'abstentionnistes, mardi, phénomène



qui traditionnellement nuit plus aux démocrates qu'aux républicains. L'indépendant Ross Perot, lui, voit son score augmenter dans les sondages et pourrait frôler les 10 %. ● M. CLINTON mène une fin de cam-

pagne tambour battant, notamment pour essayer de faire pencher la balance au Congrès en faveur de son camp et, en cas de victoire personnelle, disposer ainsi d'une majorité sur le Capitole.

## La fin de la campagne électorale donne un peu d'espoir à M. Dole

A quelques heures du vote, des sondages laissent penser que le scrutin pourrait être plus serré qu'annoncé. Le candidat républicain voudrait rééditer l'exploit de Harry Truman qui, en 1948, en dépit de tous les pronostics, avait été élu

### WASHINGTON

de notre correspondant  
Dans un ultime baroud d'honneur, Bob Dole, challenger de Bill Clinton à l'élection présidentielle de mardi 5 novembre, donne battu par l'ensemble des sondages, a lancé pour les derniers jours de la campagne une « tournée de la victoire » qui l'emmène, nuit et jour, d'Est en Ouest et du Nord au Sud, aux quatre coins d'un pays jusqu'ici obstinément sourd à ses appels.

Si l'on en croit le présentateur du journal télévisé de NBC, Tom Brokaw, le mot d'ordre de cette campagne aura été : « Réveille-moi quand c'est fini ». Pourtant, le panache avec lequel l'ex-sénateur du Kansas achève, à soixante-trois ans, ce qui est sans doute la dernière campagne de sa vie, a suscité ce week-end un sursaut d'intérêt chez les commentateurs. Atterrissant à

quatre heures du matin à Newark, devant un petit groupe de fidèles du New Jersey, Bob Dole paraît beaucoup plus en forme que sa fille de quarante et un ans. Robin, qui a du mal à garder les yeux ouverts. Loin de l'éreinter, le pèlerin à l'air de le régénérer. Le candidat républicain refuse de s'avouer vaincu, évoque les grands retournements électoraux de l'histoire américaine et serre dans ses bras une biographie de Harry Truman, élu contre toute attente en 1948.

Et si le miracle se produisait ? Mathématiquement, c'est possible. Si, ce dernier week-end, la plupart des sondages accordaient toujours à Bill Clinton une avance supérieure de 10 points sur son adversaire - samedi 2 novembre, le sondage quotidien CNN-USA Today accordait 50 % des intentions de vote à Bill Clinton, 37 % à Bob

Dole et 7 % à Ross Perot, et un sondage ABC donnait les mêmes à 51 %, 40 % et 8 % - certaines études d'opinion présentent un résultat beaucoup plus serré. Selon le sondage quotidien Reuter-Zogby qui formule ses questions

différemment, l'écart séparant les deux grands candidats ne serait plus que de 3,8 points. Les républicains ont toujours prédit que l'écart se resserrerait à la fin de la campagne, et cette confirmation de leurs prévisions pour-

rait fournir à l'équipe de M. Dole la dynamique qui, jusqu'ici, lui a fait si cruellement défaut.

### BATAILLONS D'INDÉCIS

Ce qui permet à Bob Dole de nourrir ce fol espoir est le nombre inhabituellement élevé d'indécis dans tous les sondages. Or l'évolution du dernier sondage Reuter-Zogby montre que lorsque le nombre d'indécis baisse, le score de M. Dole monte. Ces bataillons d'indécis qui fient la différence pour Harry Truman contre Tom Dewey, le candidat républicain espère les convaincre en concentrant ses attaques sur l'intégrité morale de M. Clinton, argument qui, maintient-il, touche les Américains.

L'indifférence qui a marqué cette campagne présidentielle laisse, d'autre part, prévoir un taux d'abstention plus élevé qu'à l'accoutumée. Or l'abstention est

traditionnellement plus forte au sein de l'électorat démocrate que chez les républicains.

Pour Bob Dole, c'est la Californie qui, au bout du compte, détermine la clé du succès. Avec les 54 voix de son collège électoral, attribuables dans leur totalité au candidat qui y arrive en tête, la Californie constitue la condition sine qua non d'une victoire à la Maison Blanche. Cette dernière requiert un minimum de 270 voix des grands électeurs (sur 438). S'il emporte la Californie, le Texas et la Floride, Bob Dole engrange 111 voix ; le reste peut alors être grappillé dans des États moins peuplés, en particulier dans l'Ouest. Politiquement, estimait un expert ce week-end, cela relèverait du « miracle cataclysmique ». Mais sur le papier, tout est possible.

Sylvie Kauffmann

## Bill Clinton devant les électeurs : du travail de « pro »

### SPRINGFIELD (Virginie)

de notre envoyé spécial  
Springfield la républicaine attend le président. Avec 81 % des suffrages en 1990, John Warner, le sénateur (républicain) sortant, y est solidement installé, et celui qui tente de le détrôner, son homonyme et démocrate Mark Warner, aura fort à faire. Qu'importe ! L'humour des militants démocrates, ce jour-là, est comme le temps : au beau fixe. En attendant Bill Clinton qui se laisse désirer, les organisateurs alternent musique rock et flots d'éloquence des élus locaux.

A ces derniers la tâche de décocher des flèches acérées contre Bob Dole, ce qui permet au candidat démocrate d'ignorer superbement son adversaire. Presque jusqu'au dernier jour, ce fut la règle d'or d'une campagne électorale menée avec brio : rester à l'écart des polémiques, sourd aux attaques des républicains visant son intégrité, sinon son honnêteté. Jusqu'au mardi fatidique, seul le silence peut préserver l'image présidentielle : « Je mène une campagne d'idées, non d'insultes... »

Avec cette inimitable mimique qui le fait apparaître victorieux et modeste à la fois, Bill Clinton, descendu d'hélicoptère, s'avance vers

l'habituelle forêt de pancartes brandies par les militants. Souriant, vêtu de bleu marine et cravaté de rouge ; resplendissant. Son discours achevé, il entamera la partie de son « job » qu'il affecte de ne plus : le bain de foule.

Malgré son retard et la fébrilité des organisateurs de son programme, il serra des centaines de mains, embrassera les bébés, signant encore des autographes, alors que le gros de la foule s'est déjà dispersée. Ailleurs, il ne ratera pas l'enfant gravement malade ou le handicapé courageux, prendra les lettres tendues, lancera quelques réparties drôles, reviendra en arrière pour oublier personne, pour répondre à une ultime question. Toujours souriant, jovial même, formidable de contact et d'aisance. Du travail de virtuose.

### DE RETOUR A LITTLE ROCK

Le président, plaisante-t-on à la Maison Blanche, croit que s'il a l'occasion de serrer la main et de regarder dans les yeux chaque Américain, il bénéficiera d'un raz-de-marée électoral... Comment ne pas songer à son adversaire républicain, qui semble toujours attendre la fin de ses propres discours ? Au cours des six derniers

jours de la campagne, Bill Clinton aura revisité quatorze États, prononcé plus de vingt-cinq discours, dépensé quelque 1,5 million de dollars (7,7 millions de francs) par jour en spots télévisés, et participé avec autant de plaisir aux mêmes bains de foule, avant de s'arrêter, mardi 5 novembre, à Little Rock, dans cet État de l'Arkansas où sa carrière politique a commencé.

Tout au long de ce périple, le chef de la Maison Blanche aura feint d'ignorer l'entêtant parfum de scandale qui entoure le financement de sa campagne électorale. Sautant de ville en ville à bord du Boeing présidentiel, Air Force One, il « décline poliment » la proposition de Ross Perot de participer à un débat sur ses « manquements éthiques ». Et s'il se laisse parfois aller à répondre à Bob Dole, « notre adversaire », c'est pour lui faire pesamment la leçon : « Je n'aime pas cette rhétorique crétarde, ces attaques personnelles et ces tentatives pour convaincre les gens que votre opposant n'est pas quelqu'un de bien... »

A Springfield comme ailleurs, il brodera le tableau d'une Amérique qui a confiance en elle, prête à franchir sous sa houlette ce « pont vers le XXI<sup>e</sup> siècle », et que, inlassablement, il prend à témoin, soulevant son approbation. Comme Ronald Reagan avant lui, Bill Clinton a compris que les Américains réclamaient une vision optimiste de leur avenir. Par chance, le trait n'a pas besoin d'être forcé : un taux de chômage de 5,2 %, un déficit budgétaire à son plus bas niveau depuis quinze ans, une inflation apparemment défunte...

Grâce aux bons indices économiques, M. Clinton n'aura eu aucun mal à accentuer un contraste qui lui est favorable. Il est, lui, le messager des « bonnes nouvelles », alors que son adversaire, qui n'a cessé de décrire une Amérique gravement malade, est un prophète de malheur. Les rôles ainsi répartis, Bill Clinton a poursuivi, de meeting en meeting, cette cour assidue et systématique de diverses clientèles électorales, en annonçant ou rappelant telle ou telle mesure sectorielle. Il s'est particulièrement adressé à l'électorat féminin, qui constitue son principal réservoir de voix. Selon les sondages, M. Clinton y compte 57 % de partisans, contre 29 % seulement pour Bob Dole.

Ce dernier week-end électoral, M. Clinton était au Texas, solide bastion républicain, pour y délivrer un ultime message présidentiel : « Beaucoup de gens traitent les élections comme autant d'occasions de nous diviser », a-t-il vertueusement regretté.

L. Z.

## Le « clintonisme », ou comment renaître au centre droit après plusieurs morts annoncées

### WASHINGTON

de notre correspondant  
A suivre le déroulement du mandat de Bill Clinton, l'impression prévaut que l'homme qui sollicite de nouveau la confiance des Américains n'a plus grand-chose de commun avec celui qui est entré à la Maison Blanche en 1992. Cette mue politique s'est produite en 1994, date charnière qui permet d'isoler deux demi-mandats présidentiels, le second apparaissant à bien des égards comme l'opposé du premier.

Le candidat démocrate est un homme qui sait « rebondir » et dont le talent est avant tout de percevoir, puis d'exploiter, les faiblesses de ses adversaires. Au lendemain du raz-de-marée électoral de novembre 1994 qui a permis aux républicains de prendre le contrôle des deux Chambres du Congrès - pour la première fois en quarante ans -, les politologues avaient conclu que le Grand Old Party allait imprimer sa marque sur la vie politique américaine en imposant les propositions radicales du « Contrat avec l'Amérique ».

Quant au chef de la Maison Blanche, abasourdi par la déroute électorale de son parti, il paraissait n'avoir d'autre solution que celle d'adopter, au moins sur le plan intérieur, une attitude de défense passive. Or rien ne s'est déroulé comme prévu : si bien des idées républicaines ont trouvé une traduction politique, c'est souvent Bill Clinton qui en a récolté les bénéfices. L'ampleur même de sa défaite lui a permis de se lancer dans une brillante reconquête d'un électorat qui avait paru le répudier.

La victoire de ses adversaires eût-elle été plus relative, le rebond politique de M. Clinton n'aurait sans doute pas été possible. En ce sens, il doit une fière chandelle à Newt Gingrich, le speaker de la Chambre des représentants, héros devenu « démon » d'une révolution conservatrice que ses thuriféraires ont cru à l'unisson de l'humour de l'Amérique. Or, en 1994, loin de vouloir un bouleversement politique, celle-ci a simplement souhaité donner un coup d'arrêt aux dérives d'une administration démocrate à la fois brouillonne et dogmatique.

Les Américains ne réclamaient pas la fin de l'État, ils exigeaient que celui-ci cesse de se mêler de tout, et surtout qu'il fasse mieux les tâches qu'il peut seul exercer. Avoir su interpréter le vote-sanction de ce scrutin à mi-mandat, pour ensuite se mettre au diapason des frustrations de l'immense marais électoral qu'on appelle la « classe moyenne », est à mettre

au crédit du sens politique de Bill Clinton. Le chef de la Maison Blanche rachetait ainsi ses propres erreurs de 1993 et 1994. Elu comme un modéré et sur la promesse que, contrairement à George Bush, il allait s'atteler aux problèmes quotidiens des Américains, il a vite oublié la plupart de ses engagements.

Il s'est lancé dans une politique sans boussole, à la fois progressiste sur le plan des mœurs et dans le domaine social, et conservatrice en matière économique, augmentant notamment les impôts d'une classe moyenne à qui il avait fait miroiter des allégements fiscaux.

## Rarement un président aura été mieux servi par les cycles de l'économie !

L'échec de la réforme du système de santé constitue le symbole d'un premier demi-mandat qui ne répond pas aux attentes d'une Amérique impatiente devant la lenteur de la reprise économique. Passé le vote-sanction de novembre 1994, M. Clinton va laisser les chefs de la nouvelle majorité occuper le devant de la scène politique. Puis, lorsque les propositions les plus extrêmes des nouveaux venus républicains (les « freshmen ») provoquent des réactions négatives dans l'opinion, il s'efforce d'en tirer avantage. La « résistance » devient stratégie politique : le chef de la Maison Blanche se pose en garant des « valeurs fondamentales » et des acquis sociaux.

Il se « repositionne », sachant qu'il lui faut se situer au centre droit, à mi-chemin entre le Parti républicain et le Parti démocrate, pour espérer retrouver les faveurs de l'électorat. Cet agiornamento trouve sa traduction dans le discours sur l'état de l'Union, en janvier 1995, centré sur la reconquête de la classe moyenne. M. Clinton décrète que « l'ère du Big Government est terminée », et propose aux Américains un « nouveau contrat social » qui offre à tous des « opportunités ».

Il emprunte surtout aux républicains une poignée de thèmes qui leur sont chers, comme la défense des valeurs familiales et la lutte contre la criminalité. Cette manière de couper l'herbe sous le pied de ses adversaires en s'appropriant les aspects les plus po-

pulaires de leur programme va faire merveille, d'autant que ceux-ci s'altèrent, par leurs excès, la sympathie des Américains : lors des négociations budgétaires de l'hiver 1995, Bill Clinton gagna la bataille de l'opinion en la convainquant que l'intransigeance du Grand Old party est responsable des « fermetures successives de l'administration ». En même temps, il se rallie à l'objectif des républicains visant à atteindre l'équilibre budgétaire en 2002.

L'arme du veto présidentiel apparaît alors utilisée à bon escient, pour résister aux débordements de la révolution conservatrice. Cette métamorphose politique est achevée avec la réforme du Welfare (l'aide sociale), qui remet en cause soixante ans d'état-providence, et bien des illusions de la base démocrate. Une brillante stratégie politique ? Sans aucun doute.

Mais celle-ci aurait probablement été inefficace sans un environnement économique porteur. Au moment où il sollicite un nouveau mandat présidentiel, M. Clinton peut se targuer d'un bilan flatteur : un taux de chômage ramené à 5,2 %, contre 7,3 % il y a quatre ans ; un déficit budgétaire limité à 107 milliards de dollars, en baisse de 63 % par rapport à 1992 ; une inflation apparemment domptée, enfin un début de progression des salaires.

En six mois, l'Amérique est passée d'un état d'anxiété économique chronique à la perception collective selon laquelle les choses vont « dans la bonne direction ». En ne cessant de répéter que 10,5 millions d'emplois ont été créés depuis le début de son mandat, Bill Clinton a montré aux Américains la réalité d'une prospérité à laquelle ils refusaient de croire. En chemin, il a négligé une explication connue de tous les économistes : rarement un président aura été mieux servi par les cycles de l'économie ! Car la reprise était en chemin alors que George Bush était encore à la Maison Blanche.

Le rôle de M. Clinton ne fut pas négligeable, notamment parce qu'il avait commencé à réduire le déficit budgétaire dès 1992, et que sa politique fiscale a rassuré les marchés. Pourtant, s'il fallait attribuer la responsabilité première de ce « bien-être économique » qui joue un rôle si déterminant dans le scrutin présidentiel, c'est d'abord à la politique des taux d'intérêt, à la fois rigoureuse et fine, de la Réserve fédérale qu'il faudrait songer.

Laurent Zecchini

## Vienne 4 fois par jour

A partir du 26 octobre 1996, Austrian Airlines vous propose 4 vols quotidiens entre Paris-Charles de Gaulle et Vienne avec « Grand Class Europe » destinée aux voyageurs d'affaires. Paris-Vienne en aller-retour journée et. à Vienne, bien sûr, toutes les correspondances vers 23 villes d'Europe Centrale.

welcome to Austrian Airlines

AUSTRIAN AIRLINES

CEI  
4 LI  
Film  
Sep  
Le i  
serv  
CEI  
Film  
VO :  
moi  
40-3  
VF :  
2 : (i  
39-1  
10 :  
tion  
Para  
résé  
Lyon  
Fauv  
tion  
nass  
10 :  
50 : i  
Conv  
serv  
betti  
tion :  
PASS  
Film :  
Gau  
40 : i  
Juille

Les réfor  
dans les p

la police rouma



## Les réformes de l'Etat tardent dans les pays ex-communistes

La croissance ralentit en Europe centrale et orientale

Pour la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), chargée d'accompagner l'ancien « empire » communiste vers l'économie de mar-

ché, plusieurs pays ont déjà fait des progrès majeurs. Mais elle suggère la mise en place de « filets de sécurité » pour faire face à des inégalités grandissantes.

**TAUX DE CROISSANCE** moins rapide, rythme de changements structurels plus lent, augmentation des inégalités et de la pauvreté : l'étude annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), publiée lundi 4 novembre, s'interroge sur le début d'une nouvelle phase dans la transition de l'Est vers l'économie de marché, après l'effondrement économique consécutif à celui des régimes communistes, au début des années 90, puis le boom de l'activité dans plusieurs Etats, à partir de 1993.

L'Europe centrale et les pays baltes vont connaître en moyenne, cette année, le premier ralentissement de leur croissance depuis la fin de la récession, en 1993 : leur produit intérieur brut devrait croître de 4 %, contre 5,2 % en 1995. En Albanie, Lituanie, Pologne, Roumanie et Slovaquie, la croissance s'est nettement ralentie tandis que la Bulgarie a carrément replongé dans la récession. Plusieurs Républiques de l'ex-URSS (la Russie en premier lieu) enregistrent toujours des taux de croissance négatifs, les plus faibles étant en Ukraine et au Tadjikistan (-7 %). La palme de l'année revient en revanche à la Géorgie (+8 %), frappée, il est vrai, par une crise particulièrement grave en 1992-1994.

La tâche remplie par la BERD - l'accompagnement de l'ancien empire communiste vers l'économie libérale - est compliquée par l'hétérogénéité toujours grandissante de la zone. La République tchèque, la Hongrie, la Pologne sont, cette année, devenues membres du « club » des pays industriels de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).

La BERD les considère déjà, de même que la Slovaquie, la République tchèque, la Pologne, la Hongrie, les trois Etats baltes, comme des « économies de marché ». Et la Banque, les économistes de Londres notent qu'en Azerbaïdjan, Biélorussie, Tadjikistan, Turkménistan, « le progrès dans la transition est très lent... la majeure partie de l'activité reste étroitement contrôlée ». Sans surprise, aucun de ces Etats n'est encore sorti de la récession.

Malgré la diversité de la région et le ralentissement récent de la croissance, il est désormais clair pour tous que la transition d'un système économique à l'autre prendra fin

dans un avenir plus ou moins lointain. Encore que pour la BERD, les transformations les plus « faciles » (libéralisation des prix, privatisation des petites entreprises...) ont été menées au début de la transition. Reste à mener les réformes les plus délicates, qui prendront le plus de temps à réaliser. Le secteur financier, en particulier, reste sous-développé, et ces derniers mois, la Bulgarie, le Kirghizistan, la Lettonie, la Lituanie, la République tchèque, la Russie, ont tous connu des troubles bancaires sérieux. Les politiques monétaires très strictes, le volume de crédits non performants, l'insécurité des situations économiques, l'insuffisance des systèmes de supervision bancaire, ainsi que la mauvaise collecte de l'épargne des ménages, rendent très difficile l'accès de prêts à long terme, pourtant nécessaires, à tout investissement ambivalent.

**FRANCHISES FISCALES** Quel que soit le stade de la transition, la question de la réforme de l'Etat est posée dans toute la région. Car tous les pays sont confrontés à des problèmes d'administration des impôts et de franchises fiscales, de financement des retraites, de distributions de privilèges divers à certains individus ou entreprises. Et ce sont les Etats qui devront mettre en place des « filets de sécurité » pour faire face aux inégalités et à la pauvreté grandissantes.

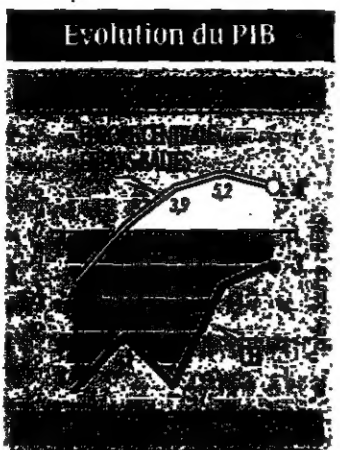
A l'aube de cette nouvelle étape dans la transition, il reste à savoir vers quel type de croissance à moyen terme s'oriente la région.

### Marasme à Sofia

A l'est, la Bulgarie est le seul pays dont la croissance soit redevenue négative (-4 % en 1996, contre +2,6 % en 1995) et le seul, avec la Roumanie, à avoir subi une hausse sensible de l'inflation (85 %, contre 32,9 %). Elle est aussi l'un de ceux dont la compétitivité à l'exportation s'est détériorée, malgré la chute de la monnaie. La dégradation récente des résultats économiques bulgares explique largement la défaite, dimanche 3 novembre, du socialiste Ivan Marazov, au deuxième tour de l'élection présidentielle. La flambée de l'inflation s'explique notamment, selon la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), par la chute du taux de change nominal, elle-même conséquence de l'effondrement de la confiance en la stabilité du système financier. La mise en œuvre de politiques monétaires et industrielles plus cohérentes depuis la mi-1994, dans le cadre d'un accord avec le Fonds monétaire international, vise à restaurer les équilibres, mais amplifie, à court terme, la chute du produit intérieur brut.

policiers locaux. « Avant, les affrontements étaient interethniques, des groupes de villageois attaquaient des habitations roms, lors d'expéditions qui se voulaient punitives. Maintenant, la menace vient d'une institution officielle : la police... »

**ACTIVITES ROUTINIÈRES** A Colentina, une localité citée parmi d'autres, les « raids » policiers seraient devenus « une activité routinière », visant à déloger les Roms du quartier, qu'ils sont aujourd'hui accusés de « squatter », après y avoir été installés dans les années 70, pour servir de main-d'œuvre sur les chantiers du régime Ceausescu. Privés de leurs emplois, les habitants roms survivent en vendant des morceaux de carton aux usines de recyclage, tandis que les femmes ramassent des bouteilles sur les décharges



Evolution du PIB

Une activité similaire à celle des « dragons » de l'Asie du Sud-Est ? Ou une croissance qui s'essouffera rapidement, faisant de l'Europe pauvre un boulet pour sa voisine, l'Union européenne, elle-même généralement enlisée dans des difficultés économiques ?

La BERD affiche néanmoins son optimisme : elle estime que la meilleure utilisation du travail, des matières premières et du capital, ainsi que le niveau d'investissement, permettent d'anticiper des taux de croissance annuels de 4 à 5 % jusqu'à la fin de la décennie.

Françoise Lazare

## L'avocat Petar Stoïanov remporte l'élection présidentielle en Bulgarie

Le représentant de la droite modérée, qui a recueilli plus de 60 % des suffrages face au ministre socialiste Ivan Marazov, succède à la tête de l'Etat à l'ancien dissident Jeliou Jeleu

### BUCAREST

La très confortable élection, dimanche 3 novembre, de Petar Stoïanov à la présidence de la République bulgare consacre la victoire d'un homme tolérant qui incarne le nouveau visage, plus modéré, de la droite anticomuniste. Agé de quarante-quatre ans, cet avocat francophone originaire de Plovdiv, la deuxième ville du pays, s'est progressivement imposé au sein de l'Union des forces démocratiques (UFD), le principal rassemblement anticomuniste, à la faveur de la déroute subie par l'opposition lors des législatives de 1994.

Vice-ministre de la culture pendant l'éphémère gouvernement minoritaire UFD de Filip Dimitrov en 1991-1992, puis vice-président de l'UFD, M. Stoïanov, intellectuel pragmatique, a toujours prôné le dialogue avec les autres formations de droite. Il avait également obtenu le soutien de l'ex-roi bulgare, Simeon II. A l'inverse, M. Dimitrov avait préféré rompre avec le parti de la minorité turque et plusieurs autres formations plutôt que de mettre une sourdine à son anticomunisme « revanchard ».

### RASSEMBLEMENT

Elu grâce à ses talents de rassembleur plus que pour son charisme, M. Stoïanov, inconnu du grand public il y a quelques mois, a donc parachevé, dimanche, la mutation de l'UFD. Il confirme ce qu'ivan Kostov, le président de ce rassemblement, qualifiait de « victoire de la nouvelle culture politique contre l'ancienne », au lendemain de l'écrasant succès remporté par M. Stoïanov sur l'ex-dissident et président sortant Jeliou Jeleu lors des primaires organisées au printemps dernier.

M. Stoïanov fait preuve de la même volonté de conciliation vis-à-vis du gouvernement. Il a ainsi tenu à préciser qu'en tant que président il aurait « un seul parti, la Bulgarie ». Partisan d'un « dialogue politique tolérant », il a même souligné qu'il soutiendrait « tous les pas positifs du gouvernement du Parti socialiste (PSB) au pouvoir ». Décrit par ses amis comme « un homme de conviction », il ne saurait pourtant être suspecté d'indul-

gence envers les ex-communistes, rebaptisés socialistes. Il n'a pas oublié que son père, poursuivi pour ses prises de position en faveur de la démocratie, a passé plusieurs années dans un camp de travail, après l'arrivée des communistes au pouvoir.

Doté de prérogatives avant tout honorifiques, le nouveau président ne devrait pas manquer de mettre en avant la légitimité tirée de sa très large victoire pour faire entendre sa voix. Mais il devra faire preuve de ce mélange de souplesse et de fermeté qu'on lui accorde généralement pour ne pas attaquer de front le gouvernement et le Parlement.

### COMITÉ DE SALUT NATIONAL

M. Stoïanov rêve ainsi d'élections législatives anticipées, qu'il n'a toutefois pas les moyens légaux de provoquer. L'exercice est d'autant plus périlleux que les sources de conflit entre les « bleus de l'opposition » et les « rouges du pouvoir » ne manquent pas, notamment dans le domaine de la politique extérieure et principalement vis-à-vis de Moscou. Le nouveau chef de l'Etat souligne l'importance traditionnelle des liens bulgares-russes, mais avertit qu'ils doivent être « affranchis d'idéologie ». Pour leur part, les socialistes

campent sur leur ancienne position en faveur de « relations privilégiées » et multiplient, depuis près de deux ans, les gestes de rapprochement avec la Russie dans les domaines commerciaux, énergétiques et militaires. De même, M. Stoïanov s'est toujours déclaré en faveur d'une intégration rapide de son pays au sein de l'Union européenne et de l'OTAN, alors que le président du PSB et actuel premier ministre, Jean Videnov, entend consulter la population par référendum avant même le début des négociations avec Bruxelles et l'Organisation atlantique.

Sur le plan de la politique intérieure, les approches sont également très divergentes. M. Stoïanov, qui dit représenter « une nouvelle majorité de gens appauvris et de ceux qui ont peur de l'étranger », reproche aux socialistes d'avoir arrêté les réformes et provoqué la faillite économique du pays. Il les accuse également de collusion avec la « mafia » bulgare. L'institution présidentielle ne disposant que d'une dizaine de conseillers, généralement tenus à l'écart par le gouvernement, il a ainsi annoncé qu'il comptait s'appuyer sur un « comité de salut national » indépendant pour sortir le pays de la crise.

Christophe Chatelot

## La police roumaine accusée de brutalités contre la minorité rom

Un rapport dénonce des raids dans les quartiers tziganes

LE 6 JUIN, vers 5 heures du matin, une cinquantaine de policiers roumains font irruption dans le quartier de Colentina, à Bucarest, peuplé essentiellement de Roms. « J'ai été réveillé par des coups de pied », raconte un homme de cinquante-cinq ans. Ils nous ont poussés dans des véhicules et emmenés au commissariat. Au moins vingt personnes, hommes, femmes et enfants, ont été regroupés là. Nous avons été roués de coups de pied, frappés et insultés. Ils nous ont ensuite infligé des amendes allant jusqu'à 150 000 lei (250 francs) par personne, pour domiciliation illégale. Depuis le début de l'année, la communauté rom de Colentina a fait l'objet d'« au moins quatre » descentes musclées des forces de l'ordre roumaines, note un rapport publié récemment par le Centre européen des droits des Roms (CEDR), une organisation soutenue par le financier américain George Soros et basée à Budapest, dénonçant la « violence officielle » qui frappe la population rom de Roumanie (environ deux millions de personnes), la plus importante en Europe centrale.

Depuis la chute des régimes communistes à l'Est, les cas de violence contre les Roms (5 millions de personnes, soit la plus importante minorité ethnique en Europe centrale) ont été récurrents, signe d'un racisme assez répandu. Mais, depuis deux ans, une nouvelle dérive est apparue en Roumanie, explique ce rapport, qui met directement en cause les méthodes

policières locales. « Avant, les affrontements étaient interethniques, des groupes de villageois attaquaient des habitations roms, lors d'expéditions qui se voulaient punitives. Maintenant, la menace vient d'une institution officielle : la police... »

**ACTIVITES ROUTINIÈRES** A Colentina, une localité citée parmi d'autres, les « raids » policiers seraient devenus « une activité routinière », visant à déloger les Roms du quartier, qu'ils sont aujourd'hui accusés de « squatter », après y avoir été installés dans les années 70, pour servir de main-d'œuvre sur les chantiers du régime Ceausescu. Privés de leurs emplois, les habitants roms survivent en vendant des morceaux de carton aux usines de recyclage, tandis que les femmes ramassent des bouteilles sur les décharges

publiques. Rafelés par des policiers tenant des chiens en laisse, puis maltraités, de nombreux Roms ont été contraints à de longs travaux de nettoyage.

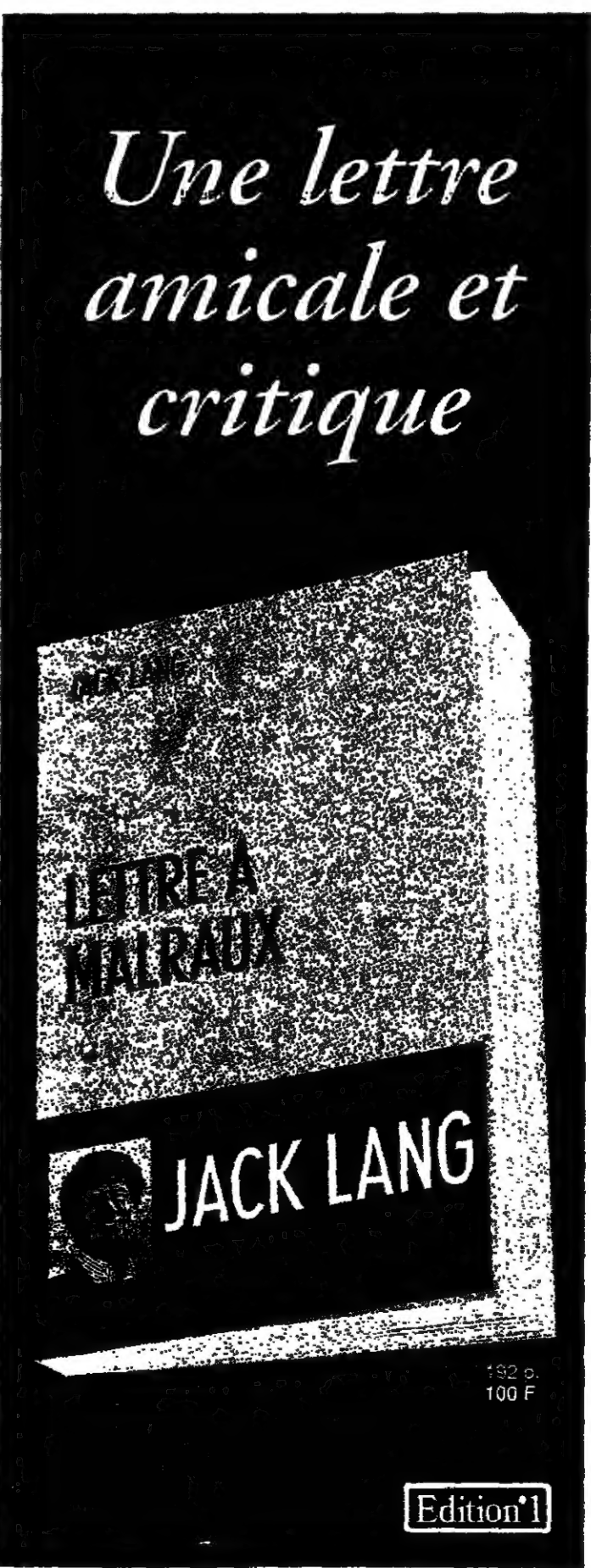
Plusieurs « bavures » policières ont, par ailleurs, été relevées. Malgré l'absence de statistiques fiables (les incidents ne sont pas tous signalés par les Roms, qui craignent des représailles), la fréquence de ces bavures « semble augmenter », indique le rapport du CEDR, qui dénonce l'insuffisance des poursuites judiciaires. Le 9 mai dernier, dans la commune de Marușel (sud de la Roumanie), Mircea Muresul Mosor (26 ans) a été tué d'une balle dans le dos par un policier qui a, par la suite, déclaré avoir agi en « autodéfense », le jeune Rom l'ayant « menacé » avec un bâton. Le 2 juin, à Colentina, dans le nord du pays, quatre policiers ont ouvert le feu dans un ver-

ger sur un groupe de Roms, dont des femmes et des enfants, à la suite d'une dispute où il était question de « fraises volées ». Nelu Craitar (17 ans) a été gravement blessé, et Alexandru Rezmives (30 ans) a dû être amputé d'une jambe.

La multiplication depuis deux ans des incidents violents intervient après le rapatriement forcé de dizaines de milliers de Roms roumains qui s'étaient rendus en Allemagne, notamment pour fuir la vague d'attaques racistes des années 1990-92. Un accord germano-roumain, conclu en mars 1993, a, en effet, systématisé le retour des Roms dans leur pays. Les autorités de Bucarest s'étaient engagées à « réintégrer » les réfugiés, recevant en échange une somme équivalant à 100 millions de francs. C'est à l'issue de ce reflux, estime le CEDR, que « les raids policiers dans les quartiers roms sont devenus récurrents ».

Le CEDR souligne que « les Roms sont la cible la plus fréquente des exactions des forces de l'ordre ». Et ce, en dépit des mesures (suivies de peu d'effet) prises sous la pression internationale en 1994 par les dirigeants roumains, pour tenter d'enrayer la violence inter-ethnique. Le CEDR estime que les intimidations, les raids matinaux et les agressions répétées de la police roumaine contre les Roms constituent « une approbation tacite et officielle du racisme » qui frappe cette minorité.

Natale Nougayrède





## « Kengo, tu es rwandais, fous le camp ! »

Le premier ministre zairois est la première victime de la campagne anti-Tutsis qui s'exacerbe dans la capitale, Kinshasa, où les relations s'enveniment entre l'armée et le gouvernement

Les manifestations contre eux se multiplient à Kinshasa, de nombreux Tutsis habitant la capitale zairoise sont en train de fuir vers Brazzaville. Le premier ministre, Léon Kengo Wa Dondo, né d'un père juif

### KINSHASA

de notre envoyé spécial  
Une semelle de fer à repasser et la carcasse d'un réfrigérateur fondue sous l'effet de la chaleur émergent d'un tas de cendres noires. Tout ce qui se trouvait à l'intérieur de l'institut pédagogique national de Mibisa n'ont eu qu'à traverser la route, samedi 2 novembre, pour finir dans les débris d'un bâtiment soudanais, officiellement pour mater des rebelles fidèles à l'ancien dictateur Idi Amin Dada - s'agit-il ? Le ressentiment zairois augmente. La xénophobie n'est pas loin.

Le premier ministre, Léon Kengo Wa Dondo, né d'un père juif polonais et d'une mère à moitié tutsie, n'est pas épargné. « Kengo, tu es rwandais, fous le camp ! » Tshisekedi revient, Kengo a vendu le pays ! », scandent les étudiants en manifestant, vendredi 1<sup>er</sup> novembre, dans les rues de Kinshasa, avant d'aller jeter des pierres sur la façade de l'ambassade du Rwanda. Ils ne savaient pas, à ce moment-là, que l'ambassadeur, Antoine Ntshimukunda, s'est déshonoré de Kigali. Une décision qu'il a justifiée, samedi, à la radio et à la télévision zairoise : « Je suis en désaccord profond avec mon gouvernement. Je suis donc obligé de jeter l'éponge. Je ne peux soutenir, en aucun cas, la révision des frontières héritées de la colonisation. C'est un principe fondamental. J'espère que le gouvernement zairois pourra assurer ma protection... »

Le premier ministre est sous le

feu continu de ses détracteurs et de ses ennemis politiques, qui demandent sa démission au double motif que 25 % de sang tutsi coule dans ses veines et que son gouvernement ne fait pas face à la situation dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu. Il a échappé de peu à une motion de défiance au Parlement de transition, jeudi 3 octobre, lors d'une séance de questions orales (Le Monde du 2 novembre). Il s'était pourtant montré extrêmement prudent, essayant de ménager toutes les susceptibilités et toutes les tendances politiques. Il avait pris soin de féliciter les militaires et d'affirmer avec force que jamais le Zaïre n'aurait s'assoir à une quelconque table de discussions tant qu'un soldat envahisseur foulerait le sol national. Des propos qu'il a réitérés le lendemain, lors d'une conférence de presse organisée après la cérémonie de clôture des 28<sup>es</sup> assises de l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française, reconnaissant tout de même jouer le bouc émissaire dans cette affaire. Mais le soir même, après avoir reçu une délégation des Nations unies et l'envoyé spécial de l'Union européenne dans la région des Grands Lacs, l'italien Aldo Ajello, il expli-

quait, dans les salons de sa résidence, à un groupe de journalistes qu'il serait disposé à participer à une réunion internationale pour peu qu'un cessez-le-feu fût instauré rapidement.

« L'Etat est en faillite. Les militaires ne prendraient pas le pouvoir pour gérer cette faillite », explique un proche d'Etienne Tshisekedi, figure emblématique de l'opposition

« D'origine tutsie, Kengo doit partir ». « Le Zaïre humilié prêt pour un cessez-le-feu », tiraient deux quotidiens samedi matin. Faut-il voir une relation de cause à effet ? Toujours est-il qu'à la mi-journée, le général Eluki, le chef d'état-major des armées, convoquait une conférence de presse - à

l'insu du gouvernement - et tenait des propos peu amènes pour le premier ministre et son cabinet. « Nous demandons au gouvernement de transition de mettre les moyens à la disposition des Forces armées zairoises (FAZ) afin qu'elles puissent bouter les envahisseurs hors du territoire national. Nous regrettons que le gouvernement n'ait pas l'air de bouger pour le moment. Nous insistons pour que le gouvernement fasse son travail et permette aux FAZ de montrer de quoi elles sont capables », a notamment dit le général Eluki, félicitant au passage le « Haut Conseil de la République-Parlement de transition (HCR-PT) et le peuple zairois, qui ont montré leur nationalisme ».

Assis à l'ombre d'un grand arbre, à l'état-major des forces armées, entouré d'un grand nombre de généraux et d'officiers supérieurs en treillis, le général Eluki a déploré la « complicité de certains frères zairois qui sont en train de freiner l'action des FAZ. Nous tirons la sonnette d'alarme pour que ces brebis galeuses cessent, sinon nous nous occuperons d'elles », a-t-il menacé.

La « grande muette » zairoise est sortie de sa réserve d'une façon si peu orthodoxe qu'elle a pu laisser penser un moment que le gé-

néral avait envisagé de prendre en main les destinées du pays. Une perspective qui n'inquiète pas M. Mankendi Wa Muhumbaz, le directeur de cabinet d'Etienne Tshisekedi, figure emblématique de l'opposition. Au premier ministre de la transition par la conférence nationale souveraine en 1992. « L'Etat est en faillite. Les militaires ne prendraient pas le pouvoir pour gérer cette faillite », affirme-t-il.

Reste à savoir si le gouver-

## L'Union européenne enjoint à Kigali de faciliter les secours aux réfugiés dans l'est du Zaïre

IL ÉTAIT de plus en plus difficile, lundi 4 novembre, d'obtenir des informations sur le sort tragique d'environ un million de réfugiés dans l'est du Zaïre, depuis l'évacuation, samedi, sur le Rwanda, d'une centaine de représentants d'organisations humanitaires et de journalistes qui se trouvaient à Goma. Cette ville zairoise est à son tour, après Uvira et Bukavu, livrée à elle-même et isolée par les combats. Des tirs sporadiques provenant du centre-ville et de l'aéroport de Goma ont été entendus, dimanche matin 3 novembre, depuis la localité voisine de Gisenyi, du côté rwandais de la frontière.

Le Rwanda a une nouvelle fois démenti, dimanche, toute intrusion en territoire zairois. Emmanuel Ndiraho, porte-parole du ministère rwandais de la défense, a déclaré : « Nous n'avons absolument pas l'intention d'intervenir officiellement et militairement au Zaïre, a-t-il dit à Gisenyi. Si nous découvrons que des soldats de l'APR sont présents à Goma, nous les ferons passer en conseil de discipline... » Samedi 2 novembre, des envoyés spéciaux de l'agence Reuter avaient pourtant assisté à l'entrée de troupes rwandaises à Goma.

Il est à craindre que des dizaines de milliers de réfugiés ne meurent victimes de la faim ou d'épidémies si aucun secours ne leur parvient très rapidement. Se-

lon Peter Kessler, du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), le camp de Mugunga - le plus grand du monde -, à la périphérie de Goma, abriterait désormais plus de 400 000 personnes dans des conditions déplorables. 300 000 autres réfugiés seraient en marche vers d'autres camps du Nord-Kivu.

### ZONES INHOSPITALIÈRES

A Genève, le Haut Commissaire du HCR, M. Sadako Ogata, a lancé, dimanche, un dramatique appel à la création de couloirs humanitaires dans l'est du Zaïre : « Ceci peut être le dernier appel lancé à tous ceux qui sont impliqués dans ce terrible conflit, ou il sera trop tard, a-t-elle déclaré. Les combattants doivent cesser d'attaquer les réfugiés. Les réfugiés des plus grands camps de la région sont en train de fuir vers certaines zones les plus inhospitalières et inaccessibles du Zaïre. Plus ils se déplacent vers l'ouest, plus il sera difficile pour nous de les atteindre. (...) Nous devons maintenant ouvrir des lignes de secours d'urgence. A moins que nous n'ayons accès rapidement aux réfugiés, de nombreux enfants, femmes et vieillards, malades et blessés, vont mourir. » Le consul honoraire de France à Goma, Patrick Lumes, a jugé, dimanche, que faute d'une intervention dans les quarante-huit heures, « ce ne sera plus la

peine que [les organisations humanitaires] se dérangent ».

A Bruxelles, notre correspondant, Philippe Lemaître, nous signale qu'Emma Bonino, commissaire européenne chargée de l'action humanitaire, a adressé au gouvernement rwandais une sorte de mise en demeure, lui enjoignant de rendre possible l'acheminement de secours vers Goma. « Il serait bon de rappeler aux autorités rwandaises que ces réfugiés sont, dans leur immense majorité, des citoyens rwandais, a-t-elle déclaré. Garantir la sécurité de tous les civils innocents est donc, en premier lieu, leur responsabilité. Pour la même raison, le Rwanda sera tenu pour responsable de toute expulsion de masse, aussi bien que des mauvais traitements infligés à d'innocents réfugiés hutus. Même un gouvernement issu de la communauté qui a été victime du génocide de 1994 a le de-

voir de respecter le droit international et les conventions humanitaires ».

La « machinerie humanitaire » semble prête à se remettre en mouvement. Les personnels du HCR, de la Croix-Rouge et des autres organisations non gouvernementales, que la guerre a contraints de quitter le territoire du Kivu, paraissent disposés à y revenir. « Echo », l'Office pour l'action humanitaire de l'Union européenne, dispose dans la région de stocks de nourritures, de médicaments, d'équipements, suffisants pour venir efficacement en aide aux réfugiés, et aussi de la logistique nécessaire. Il manque le feu vert de Kigali pour traverser le lac Kivu ou atterrir à l'aéroport de Goma dans des conditions de sécurité satisfaisantes. L'Unicef, Fonds des Nations unies pour l'enfance, a commencé, dimanche, un pont

aérien entre Copenhague et Kampala (Ouganda) pour acheminer une aide d'urgence.

A Bruxelles, on paraît redouter que la conférence qui doit réunir, mardi à Nairobi, les pays de la région des Grands Lacs, ne soit pas concluante. Devraient y participer, d'abord, les ministres des affaires étrangères, puis, mercredi, les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays de la zone (le Zaïre, le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda, la Tanzanie, le Kenya, la Zambie, l'Éthiopie, le Cameroun - ce dernier en tant que pays exerçant la présidence de l'OUA). Dimanche soir, certaines sources annonçaient l'arrivée possible de Paul Kagame, vice-président et homme fort du Rwanda.

### PROTECTION MILITAIRE

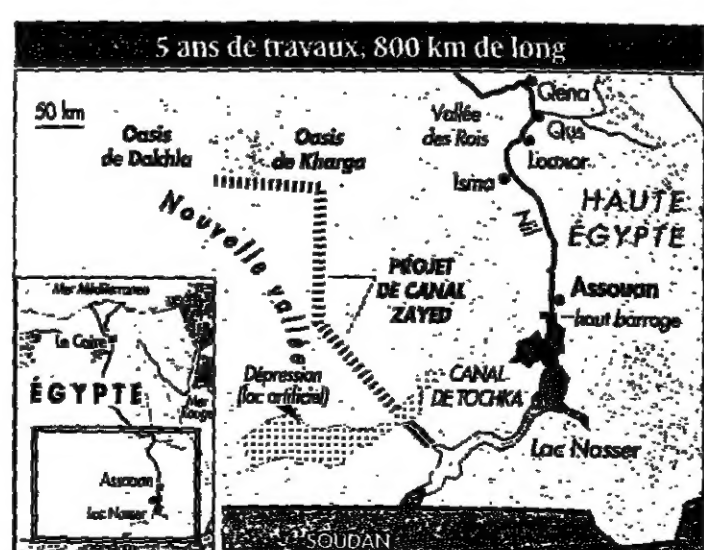
Dans le court terme, la principale raison d'être de cette conférence serait de recommander, et

par là-même de rendre possible, une action de sauvetage humanitaire. Exigera-t-elle une protection militaire et, si tel est le cas, les Européens, le cas échéant aidés par les Sud-Africains, seront-ils prêts à fournir cet appui ? Rien n'est clair.

Les Européens se concertent, mais hésitent. Hervé de Charette, le ministre français des affaires étrangères, a téléphoné à Jacques Santer, le président de la Commission de Bruxelles, ainsi qu'à Dick Spring, son collègue irlandais qui dirige actuellement les travaux des Quinze. De ces entretiens, il ressort que les Français ne semblent toujours pas prêts à envoyer des troupes. Mais Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'aide humanitaire, plaide pour une action rapide, dont il est pourtant difficile d'imaginer qu'elle puisse se faire sans un minimum d'assistance armée.

## L'Egypte perce un nouveau canal pharaonique

Le « Nil parallèle » reliera le lac Nasser à des oasis



Le canal de Toshka débouche sur un déversoir de 6 000 kilomètres carrés dont le niveau varie entre 180 mètres et 121 mètres au-dessus du niveau de la mer. Une sorte de dépression pouvait être transformée en lac artificiel, d'une contenance de 120 milliards de mètres cubes d'eau. Jusqu'à cette année, le canal de Toshka avait été totalement inutile. Au lieu de monter, le niveau des eaux envasées derrière le barrage n'avait fait que descendre, à cause de la faiblesse des pluies en Éthiopie, source du Nil bleu. Un record a même été enregistré en 1984,

quand la crue (de juillet à octobre) n'a apporté que 35 milliards de mètres cubes d'eau, beaucoup moins que la consommation annuelle de l'Égypte - qui est de 55,5 milliards de mètres cubes. Durant ces sept années de vaches maigres (1979-1986) il a fallu puiser sur les réserves plus de 60 milliards de mètres cubes, et le niveau de l'eau derrière le barrage est nettement descendu sous les 170 mètres.

Après des années de crues moyennes, le Nil, selon les experts, a abordé en 1995 un cycle de bonnes crues. Le niveau, au mo-

ment de l'ouverture du canal de Toshka, avait atteint 178,27 mètres et l'apport en eau prévu jusqu'à la fin du mois est de 144 milliards de mètres cubes. Le record absolu de 150 milliards de mètres cubes avait été enregistré en 1987.

« Si [l'ancien président] Gamal Abdel Nasser n'avait pas nationalisé le canal de Suez en 1956, l'Égypte aurait connu des inondations catastrophiques », disent les Nasseriens. Le refus de financer la construction du haut barrage d'Assouan par la Banque mondiale avait poussé Nasser à nationaliser le canal, afin de trouver les fonds nécessaires à son projet jugé inutilement titanique.

Aujourd'hui, la presse égyptienne a baptisé le nouveau projet « la pyramide de l'an 2000 ». Le coût du « Nil parallèle » de 800 kilomètres, qui joindra le lac Nasser à la Nouvelle Vallée, est estimé à près de 10 milliards de francs. Il sera financé par l'Égypte et par Chéikh Zayed Ben Sultan Al Nahyane, président de l'Etat des Émirats arabes unis. Selon les prévisions, la durée des travaux sera de cinq ans et permettra, à terme, de bonifier plus de 200 000 hectares, soit près de 7 % de la superficie actuellement cultivée. Ce sera la plus forte augmentation des terres agricoles depuis Méhémet Ali (1769-1849), le fondateur de l'Égypte moderne.

Alexandre Bucciardi

VOUS CHERCHEZ UN LIVRE ÉPUISÉ ? Une seule adresse LE TOUR DU MONDE et son réseau de 250 correspondants 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS Tél. : 01.42.88.73.59 Fax : 01.42.88.40.57

1996 : 10<sup>e</sup> édition, 3 volumes Le Guide du Pouvoir Biographies & photos - 990 F - Éditions Jean-François Doumic T<sup>0</sup> 04.70.89.53.33

NOUVELLE MONDEO vous ne verrez plus la route comme avant

■ Sécurité globale  
■ Tenue de route exemplaire  
■ Équipement incomparable

ESSAIS : 01.47.39.71.13

Ford SAEVA PARIS OUEST - 129 bd. Jean-Jaures - 92 CLICHY



## Le Tribunal suprême espagnol statue sur l'opportunité de poursuivre M. Gonzalez dans l'affaire des GAL

MADRID. Le Tribunal suprême espagnol devait décider, lundi 4 novembre, de faire comparaître ou non Felipe Gonzalez, l'ancien chef du gouvernement socialiste, dans l'affaire des GAL. Groupes anti-terroristes de libération, véritables « commandos de la mort » qui sont responsables d'une vingtaine d'assassinats dans les milieux séparatistes basques durant les années 80. Bien qu'il ait été directement mis en cause, Felipe Gonzalez a toujours nié que son gouvernement ou lui-même ait jamais couvert ni soutenu l'activité des GAL. M. Gonzalez peut soit être blanchi de toute accusation, solution proposée par l'Assemblée des procureurs, soit être entendu comme simple témoin, soit enfin, ce qui serait sans doute un coup d'arrêt pour sa carrière politique, convoqué en tant qu'accusé. — (Correa.)

## Large victoire du parti au pouvoir aux municipales en Albanie

TIRANA. Le Parti démocratique (PD, au pouvoir) du président albanais Sali Berisha a enregistré une large victoire aux municipales du 20 octobre, selon les résultats officiels définitifs communiqués, samedi 2 novembre, par la commission électorale centrale. Le PD a remporté 58 postes de maire de ville sur les 64 que compte le pays et 267 des 310 postes de maire de commune, selon le président de la commission électorale centrale. Le taux de participation a été de 72 %, a-t-il indiqué. Le Parti socialiste (PS, ex-communiste), principal parti d'opposition, qui contrôlait près de la moitié des maires et des communes depuis les municipales en 1992, a subi un sévère revers en étant battu même dans les régions traditionnellement communistes du sud du pays. — (AFP)

## Le cardiologue DeBakey à Moscou pour l'opération de Boris Eltsine

MOSCOU. Le cardiologue américain Michael DeBakey, arrivé incognito dimanche à Moscou, devait participer, lundi 4 novembre, à un coule médical susceptible de fixer le moment de l'opération de Boris Eltsine, selon son porte-parole. Attendez cette semaine, elle ne sera annoncée qu'« au moment du début » de l'opération. M. DeBakey a eu des propos optimistes, situant les probabilités d'accident entre 2 et 4 %, pour une opération prévue, selon le Kremlin, pour durer six à huit heures. Alors que l'opposition communiste affirme que, quel qu'en soit le résultat, M. Eltsine doit démissionner pour raison de santé, son épouse Naina a démenti samedi qu'il soit tombé sous la coupe de leur fille Tatiana, comme l'affirme la presse. — (AFP)

## Probable victoire de la coalition du président Milosevic aux élections en Serbie

BELGRADE. La coalition de gauche du président Slobodan Milosevic s'oriente vers une victoire sans appel aux élections législatives et municipales de dimanche 3 novembre en République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro), d'après les premiers résultats partiels disponibles. Après le dépouillement de quelque 240 000 bulletins de ce premier scrutin depuis la fin de la guerre, elle est créditée de deux fois plus de suffrages que la coalition d'opposition Zajedno (Ensemble) et le Parti radical serbe (SRS, ultranationaliste). — (AFP Reuters)

## Le Danemark présente ses excuses à Salman Rushdie

COPENHAGUE. Le premier ministre danois Poul Nyrup Rasmussen a présenté, dimanche 3 novembre, au nom du gouvernement, des « excuses sans réserves » à l'écrivain britannique Salman Rushdie pour avoir annulé, pour des raisons de sécurité, sa visite prévue le 14 novembre au Danemark. Un envoyé spécial danois sera dépêché dans les prochains jours en Grande-Bretagne pour rencontrer Salman Rushdie, a indiqué M. Rasmussen. L'auteur des Versets sataniques devait recevoir à Copenhague le prix de littérature Aristeion de l'Union européenne. L'annulation de cette visite, jeudi, a soulevé un tollé au Danemark. L'opposition de droite a réclamé le départ du ministre de la Justice et menacé le gouvernement minoritaire de centre gauche d'un vote de défiance. — (AFP)

## Pékin prépare son futur contrôle de Hongkong

HONGKONG. Pékin a marqué de son empreinte l'avenir politique de Hongkong en choisissant, dimanche 3 novembre, les 400 membres du comité de sélection qui nommera les premiers organes exécutif et législatif devant gouverner la colonie britannique après sa rétrocession à la Chine le 1<sup>er</sup> juillet 1997. Aucun membre de la mouvance démocratique de l'actuelle colonie britannique n'a été retenu parmi les 340 résidents de Hongkong qui siègeront dans ce comité. En revanche, 260 sélectionnés ont des liens politiques avec la Chine. Le comité doit élire, parmi huit prétendants, le successeur de l'actuel gouverneur, Chris Patten, à la tête de l'exécutif. Le choix sera annoncé le 11 décembre. Le comité doit aussi mettre sur pied une assemblée provisoire — se substituant au Conseil législatif (Legco) récemment élu — qui devrait rester en place un an maximum et décider du mode de scrutin de la future assemblée permanente. — (AFP)

## Premier tour de la présidentielle malgache

TANANARIVE. La participation au premier tour, dimanche 3 novembre, de l'élection présidentielle, où quinze candidats briguaient les suffrages de 6 millions d'électeurs, a dépassé largement les 50 %, selon les premières estimations officielles. Cette participation serait supérieure à celle du référendum de 1995, mais inférieure aux 75 % du premier tour de la présidentielle de 1992. Les premiers résultats, après le dépouillement, lundi, de moins de 5 % des bulletins exprimés, donnaient en tête l'ex-président Didier Ratsiraka et le premier ministre et chef d'Etat par intérim Norbert Ratsirahonana. — (AFP)

## Le gouvernement israélien assouplit les conditions d'obtention du port d'arme

Le nombre de licenciés pourrait atteindre le million

Le ministère de l'intérieur israélien a décidé d'assouplir les critères d'obtention du port d'arme. Cette mesure décriée risque de faire

passer, en quatre ans, le nombre de licenciés de 300 000 à 1 million, soit presque un quart de la population israélienne. L'assouplissement, déci-

dé par le ministre de l'intérieur, tranche avec la tendance à la restriction observée dans de nombreux pays occidentaux.

JÉRUSALEM

de notre correspondant Les visiteurs étrangers sont souvent frappés par le nombre d'Israéliens qui, dans la vie de tous les jours, portent leur pistolet glissé dans la ceinture. Est-ce un facteur de sécurité que d'autoriser davantage d'Israéliens à se promener avec une arme à feu ? C'est ce dont est convaincu le ministre de l'intérieur, Elie Suissa. La télévision, en relayant la semaine dernière sa décision d'assouplir les critères pour l'obtention du port d'arme, a accompagné cette annonce d'une photo du ministre, membre du parti religieux Shass, en plein exercice de tir, pistolet au poing et protection phonique sur les oreilles.

La décision de M. Suissa contre-dit les dispositions arrêtées par son prédécesseur travailliste, Haim Ramon, dont l'objectif affirmé était de réduire autant que possible le nombre des civils armés. Elle prend aussi le contre-pied de la tendance à restreindre le port d'arme, constatée ces dernières années dans la plupart des pays occidentaux.

L'âge minimal pour l'obtention d'une licence a été ramené de 21 à 20 ans. Tout soldat ayant servi activement dans une unité de combat peut désormais disposer d'une telle licence, qui n'était accordée aux soldats de réserve qu'à partir du grade de lieutenant-colonel. Pour les soldats n'ayant pas servi comme combattants, le grade minimal est désormais celui de lieutenant.

Des militaires et des policiers ont critiqué la décision du ministre de l'intérieur

En vertu des règles formulées en 1995 par le gouvernement travailliste, et qui sont maintenues, les colons, les volontaires engagés dans les services de sécurité, ceux qui travaillent dans les territoires

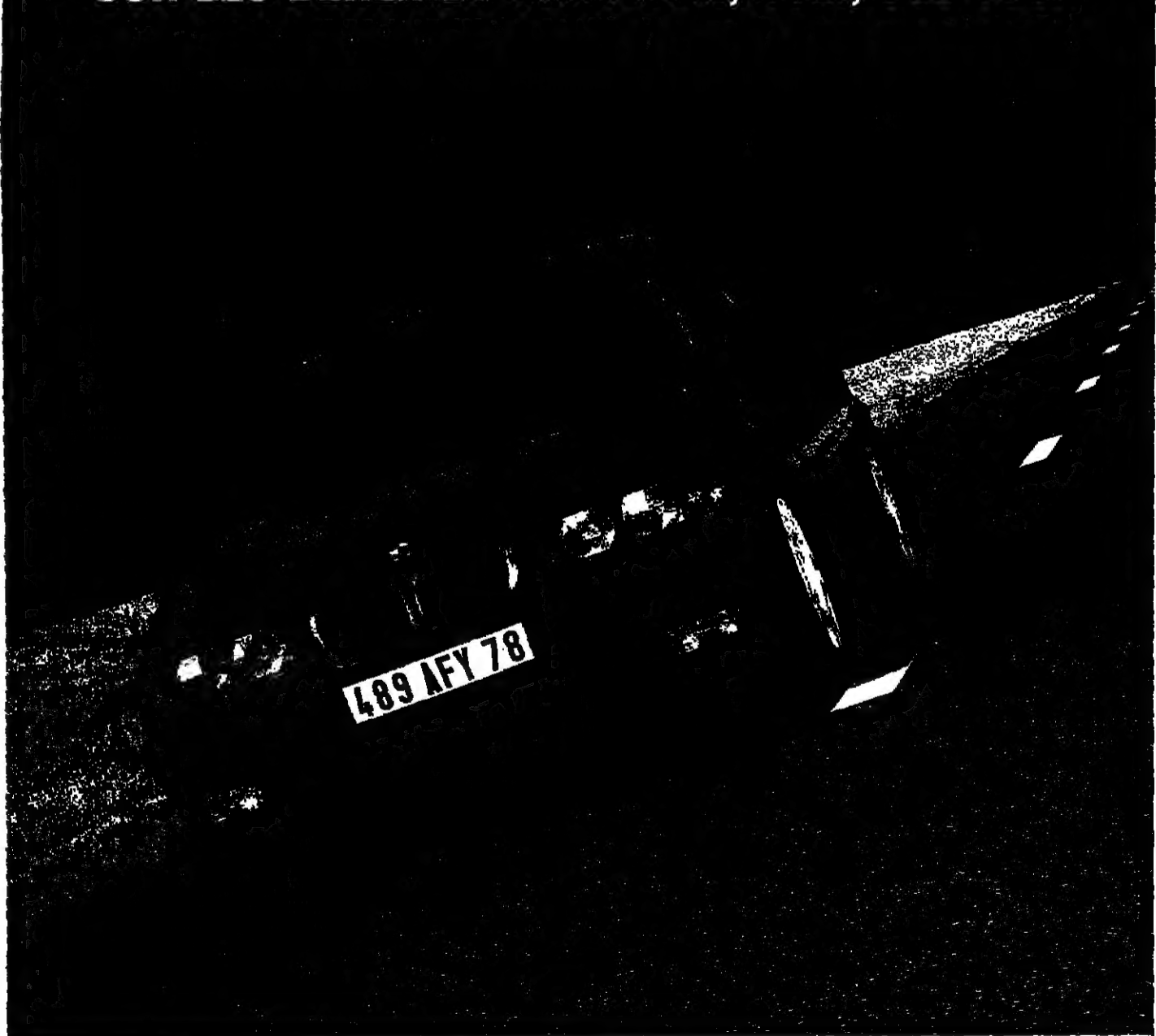
palestiniens, les chauffeurs transportant des explosifs et les personnes maniant bijoux et diamants ont droit au port d'arme. M. Suissa a fait valoir qu'il serait utile, en cas d'attentat, qu'un grand nombre de citoyens soient armés. « Si y a la paix, nous adopterons des critères plus rigoureux pour les armes, mais dans la situation actuelle il faut autoriser l'octroi de licences aux personnes appropriées », a-t-il déclaré lors d'une visite à l'implantation juive de Gush Katif, dans la bande de Gaza.

Au plus fort de la vague d'attentats du printemps, un automobiliste palestinien, qui avait perdu le contrôle de son véhicule, avait été tué par balle, à Jérusalem, par deux civils armés. Sa voiture avait heurté un groupe d'Israéliens qui attendaient un bus. Une passante avait été tuée, et huit autres personnes blessées. L'enquête avait établi qu'il s'agissait d'un accident et non d'un attentat. En 1992, un malade mental avait tué quatre employés d'une institution psychiatrique de Jérusalem. Le malade disposait d'une arme et d'un permis de port

d'arme. Une commission avait alors constaté que les critères pour l'attribution des permis étaient vagues et laissaient aux fonctionnaires chargés de les attribuer une marge d'appréciation excessive.

Actuellement, il y a en Israël quelque 300 000 civils détenteurs d'une licence de port d'arme. Avec les critères fixés par M. Suissa, ce nombre risque de croître rapidement et d'atteindre 1 million en l'an 2 000, selon les spécialistes des questions de sécurité. Les organisations féministes craignent une augmentation du nombre des femmes tuées par leur mari armé. Dénonçant la discrimination qui résulte du fait que les femmes ne servent pas dans les unités de combat et seront donc automatiquement écartées, elles ont menacé de déposer un recours auprès de la Cour suprême. Des militaires et des policiers ont également critiqué le ministre de l'intérieur. « Il y a déjà assez de violence dans la société israélienne. Il n'en sortira rien de bon si l'on tranche le pays d'encre plus d'armes », a déclaré le général de réserve Dan Shomron. — (Interim.)

4,9% DE 12 À 60 MOIS  
SUR LES BERLINES BMW 316i, 318i, 318 TDS.



4,9% DE 12 À 60 MOIS  
AVEC APPORT LIBRE.

Exemple de financement pour 10 000 F

empruntés sur 60 mois, T.E.G. 4,9 % :

60 mensualités de 188,25 F (hors assurances

facultatives) soit un coût total du crédit de 1 295 F.

Prix maximum conseillé des berlines BMW 316i,

318i, 318 Tds au 1/10/96 : 139 900 F, 149 900 F,

159 900 F. Extrait des équipements disponibles de

série : ABS, courroie gonflable de sécurité conducteur (Airbag), rétroviseurs extérieurs asphériques dégivants à réglage électrique, appuis-tête amovibles, dossiers de banquette arrière rabattables, protection contre le vol anti-démarrage SPA 7 clés, direction assistée asservie au régime moteur, vitres avant électriques avec fonction pégé et anti-pincement, verrouillage centralisé, sièges avant réglables en hauteur...

Ces modèles sont également disponibles en

version Workline avec un équipement de série enrichi.

\*Offre de financement valable pour l'achat d'une berline BMW Série 3 quatre cylindres neuve (BMW 316, 318 et 318 Tds) commandée entre le 02/11/96 et le 14/10/96 et immatriculée avant le 31/12/96. Sous réserve d'acceptation de votre dossier par BMW France, SNC au capital de 80 000 000 F.

RCS Paris B 345 606 442.

PNA partenaire de BMW.

3615 BMW (1,29 Fin).





## En soutenant les talibans à Kaboul, le Pakistan prend le risque de s'isoler sur la scène régionale

Islamabad craint, à son tour, une contagion fondamentaliste

Alors que les talibans (étudiants en religion) et les troupes du gouvernement renversé continuent de s'affronter au nord de Kaboul, la situation se déte-

riorise dans l'ouest de l'Afghanistan, où les forces du général Dostom et du commandant Massoud se préparent à lancer une offensive sur Herat.

Au Pakistan, le soutien d'Islamabad aux talibans commence à être critiqué, les observateurs estimant qu'il joue contre les intérêts du pays.

### ISLAMABAD

de notre envoyé spécial

Derrière le spectaculaire et rapide succès des talibans en Afghanistan, se profile, entre autres, l'ombre du Pakistan. Que le grand voisin des Afghans fournisse une aide militaire - ce qu'il nie - ou apporte un soutien « moral et diplomatique » - ce qu'il admet - aux nouveaux maîtres de Kaboul, le fait est que le gouvernement pakistanais a joué un rôle déterminant dans les derniers développements de la crise afghane.

La composante ethnique du mouvement de ces talibans - dont beaucoup ont étudié dans des écoles coraniques pakistanaises - explique, en partie, le choix d'Islamabad : la plupart des « étudiants en théologie » afghans sont des Pachtones, l'ethnie numériquement la plus forte

voir pachtone à Kaboul amical à son égard mais à la condition qu'il ne soit pas enclin à soutenir un particularisme pachtone à l'intérieur des frontières du Pakistan ». Tout comme il avait donné sa préférence aux partis pachtones fondamentalistes à une époque où il se chargeait de la répartition de l'armement fourni par la CIA aux différents groupes moudjahidines de la résistance antisoviétique, le Pakistan a pesé de tout son poids dans le « phénomène » taliban.

Quand les « étudiants en religion » surgissent sans coup férir sur la scène politico-militaire afghane, il y a deux ans, les Pakistanais sont immédiatement soupçonnés d'être à la racine même de leur émergence. Notamment Nasirullah Babar, l'actuel ministre de l'Intérieur, ancien général d'ethnie pachtone et proche du clan Bhutto, qui fut, dans les années 70, gouverneur de la province du Nord-Ouest. Son association avec ses « frères » afghans ne date pas d'hier, et il voit dans les talibans une solution viable pour l'Afghanistan, alors que le pays est déchiré par une guerre de factions depuis 1992, date de la chute du gouvernement ex-communiste de Kaboul.

M. Babar va s'appuyer dans cette tâche sur un parti politique ultra-orthodoxe, le Jamiat Ulema-e-Islami (JUI), qui est curieusement membre de la coalition de M<sup>re</sup> Bhutto et possède une vaste influence sur les *madrasas* du Pakistan où ont étudié les talibans.

Au même moment, les fameux services secrets de l'armée pakistanaise (ISI) ont « lâché » leurs anciens alliés fondamentalistes afghans, tel Gulbuddin Hekmatyar, chef du puissant Hezb-e-Islami. Ce dernier avait choisi le camp de Saddam Hussein durant la guerre du Golfe et, surtout, il est chassé par les talibans dans son réduit de Charzayab, au sud de Kaboul, alors que les « étudiants » s'approchent pour la première fois de la capitale en février 1996. Gulbuddin Hekmatyar n'est plus l'homme de la situation.

Mais rien n'est aussi simple dans ce Pakistan aux centres de pouvoir traditionnellement éclatés : si le gouvernement loue à fond la carte des talibans, l'application de cette politique est moins cohérente qu'il n'y paraît. Car s'il semble que le bureau du ministre de l'Intérieur, Nasirullah Babar, coordonnerait désormais mieux ses efforts avec l'ISI dans

son soutien aux talibans, les rivalités traditionnelles entre « services » concurrents persistent.

Par ailleurs, « les agences de renseignement gouvernementales n'ont pas les moyens d'assurer une aide militaire d'importance aux talibans, alors que le pays est en pleine crise économique », affirme un expert pakistanais des questions afghanes selon lequel la politique afghane d'Islamabad est « chaotique et désordonnée ».

« Le Pakistan n'a pas besoin d'aider militairement les talibans car ils n'ont pas de problèmes de recrutement ni d'armements. Mais Islamabad assure la logistique et le ravitaillement des troupes, et le ministre de l'Intérieur Babar est directement impliqué dans l'assistance aux talibans », remarque de son côté l'ancien chef d'état-major de l'armée, le général Aslam Beg.

### Vive tension près de la frontière iranienne

Des combats à l'arme lourde ont de nouveau opposé, dimanche 3 novembre, sur le front nord de Kaboul, les forces des talibans et les troupes de la coalition conduite par le commandant Ahmed Shah Massoud et le général Rachid Dostom. Selon les témoignages de réfugiés, il semble que les forces de M<sup>re</sup> Massoud et Dostom aient l'intention de se diriger vers le terrain après s'être parfois approchées à une dizaine de kilomètres de Kaboul sur la « vieille route ».

La tension est également très vive dans l'ouest du pays, où des rumeurs font état d'une prochaine offensive du camp anti-taliban. Un porte-parole du général Dostom a annoncé que ce dernier se préparait à reprendre Herat, ville proche de la frontière avec l'Iran. Selon diverses sources, les forces des M<sup>re</sup> Massoud et Dostom sont en train de masser des troupes dans cette région, notamment celles de l'ancien gouverneur de Herat, Ismaél Khan, qui avait abandonné la ville aux talibans il y a juste un an pour se réfugier en Iran. - (AFR)

Des experts occidentaux remarquent, en revanche, que les succès des talibans sont en partie liés aux informations militaires fournies aux « étudiants » par les services pakistanais. Et que toute aide concrète de l'Arabie saoudite, voire des Etats-Unis, transite forcément par le territoire pakistanais.

Enfin, la politique pakistanaise à l'égard de l'Afghanistan aura donné des résultats mitigés. Les favoris d'Islamabad se sont certes emparés de Kaboul le 27 septembre dernier. Mais les mesures extrêmes prises, notamment à l'encontre des femmes, ont ruiné la crédibilité des talibans en quelques semaines, forçant même les Américains, au départ plutôt favorables aux « étudiants », à prendre leurs distances. Et le Pakistan se retrouve avec l'embarassante réputation d'avoir été l'un des instruments de l'arrivée au pouvoir

hanes, elles-mêmes autrefois ennemies.

« Si la guerre continue en Afghanistan et que le pays éclate, c'est le Pakistan qui en paiera les conséquences », déclarait Nasirullah Babar au Monde, la semaine dernière, entre deux visites à Kaboul. Mais certains Pakistanais commencent à se demander si, en soutenant les talibans, Islamabad n'a pas joué le mauvais cheval.

L'armée elle-même commence à se méfier des conséquences de l'« idéologie » taliban dans ce Pakistan qui se veut un rempart contre l'expansion du fondamentalisme musulman. Surtout lorsque l'on sait que de nombreux jeunes pakistanais guerrieroient en ce moment, au nom du « jihad », aux côtés de leurs anciens collègues des écoles coraniques...

Bruno Philip

## Le roi du Cambodge renonce à une amnistie générale

Les ex-communistes se sont opposés au retour de personnalités exilées pouvant renforcer le parti de Norodom Sihanouk

BANGKOK de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Le soixante-quatrième anniversaire de Norodom Sihanouk, remonté sur son trône en 1993, s'est déroulé, jeudi 31 octobre, sans emphase autour d'une cérémonie bouddhiste de purification. L'annonce d'une large amnistie royale, qui devait être l'événement du jour, n'a pas eu lieu : dans une lettre diffusée le 27 octobre, le monarque avait déclaré qu'il y renonçait à la suite de la protestation d'étudiants appartenant « à un certain parti politique ».

Le parti ainsi visé ne peut être que le Parti du peuple cambodgien (PPC), héritier du régime mis en place par les Vietnamiens en 1979 et qui partage le pouvoir avec le Funcinpec royaliste du prince Ranariddh, fils du roi et premier ministre. Surtout depuis deux ans, le PPC a beaucoup recruté en milieu étudiant en vue des élections générales prévues en 1998.

Dans leur pétition au roi, les étudiants s'étaient, notamment, opposés à l'amnistie de Norodom Sihanouk, demi-frère de Sihanouk et ancien ministre des affaires étrangères, condamné par contumace, au début de l'année, à dix ans de prison, apparemment pour avoir exprimé en privé l'intention d'« attenter à la vie de Hun Sen, deuxième premier ministre et vice-président du PPC. Le prince Sihanouk vit actuellement en France.

### LE CAS DE HUN SARY

L'origine de cette affaire est le 14 septembre - avec les plus grandes réserves et à la demande des deux co-premiers ministres - à l'eng Sary, un dissident khmer rouge qui négociait à l'époque avec le gouvernement depuis début août, tractations qui viennent finalement d'aboutir à la conclusion d'un accord. Puisque l'ancien numéro trois d'un régime qui, de 1975 à 1979, a fait probablement deux millions de victimes était amnistié, comment ne pas accorder un « pardon » à ceux qui ont été condamnés pour les crimes les plus graves ?

A cette question, Hun Sen a répondu, dans un entretien publié le 4 octobre par le bimensuel *Phnom Penh Post*, que l'amnistie de l'eng Sary avait pour seule raison le rétablissement de la paix. Elle ne visait pas l'individu lui-même. Le vice-président du PPC s'opposait donc à l'élargissement d'autres hommes politiques, condamnés pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le processus de paix.

Pour le PPC, qui s'est cependant gardé de le clamer, l'amnistie générale du 31 octobre avait pour principal objet de permettre le retour au Cambodge du prince Sihanouk, ce qui aurait pu redonner un coup de fouet au Funcinpec, dont il a été le secrétaire général jusqu'au début de l'année. Le mouvement royaliste paraît, en effet, avoir été marginalisé au sein de l'appareil d'Etat par un PPC redevenu tout-puissant.

La dernière tentative de Norodom Sihanouk pour renforcer son

### Accord de paix avec les Khmers rouges dissidents

Le gouvernement cambodgien et la faction dissidente des Khmers rouges, dirigée par l'eng Sary, ont signé un accord de paix qui va officiellement entrer en vigueur cette semaine, ont annoncé, dimanche 3 novembre, des représentants des deux parties. Les Khmers rouges dissidents seront intégrés dans les Forces armées royales dès mercredi 6 novembre. « Nous réviserons des uniformes gouvernementaux », a déclaré un adjoint d'El Chhien, le commandant en chef des forces d'eng Sary. La cérémonie aura lieu dans le fief des Khmers rouges dissidents, à Pailin, dans le nord-ouest du pays. Depuis la rupture de la faction dissidente avec le commandement central des Khmers rouges, début août, celle-ci agitait comme une force armée autonome dans les zones sous son contrôle. L'accord de paix signé avec la faction d'eng Sary confine le noyau dur des poipolistes à l'extrême nord du pays, près de la frontière thaïlandaise. - (AFR)

autorité remonte à 1994 : Hun Sen y avait mis un terme en lui adressant une missive rappelant que, selon la Constitution de 1993, « le roi règne mais ne gouverne pas ». Revenu au Cambodge en juillet dernier, après trois mois d'exil, Sihanouk doit se contenter de dénoncer les pires excès - déforestation, corruption, répression des libertés -, cultivant ainsi l'image d'un monarque soucieux du bien-être de ses sujets, mais dont le poids politique ne se lit, pour le moment, qu'en pointillés.

Jean-Claude Pomonti

## Les investisseurs étrangers au Vietnam font preuve de prudence après l'engouement initial

Certaines entreprises françaises continuent de parier sur l'ouverture de la région d'Ho Chi Minh-Ville

### PHU MY

de notre envoyé spécial

Les investisseurs étrangers affichent ces derniers temps une certaine morosité sur le Vietnam. Après le relatif engouement du début des années 90, la prudence paraît de mise. Dans les huit premiers mois de 1996, les investissements étrangers agréés ont chuté de 38 % par rapport à la même période de l'année précédente. Sur le total de 110 milliards de francs d'investissements étrangers agréés depuis l'application, en 1988, d'un code, moins de 30 % sont réalisés. 238 projets, représentant 7 milliards de francs, ont été abandonnés.

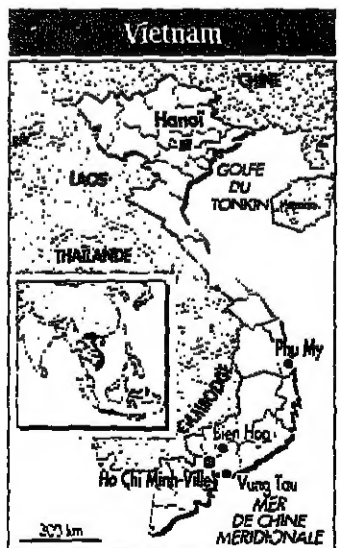
Certaines évolutions font, en effet, réfléchir. Le trou de la balance commerciale est passé de 11,5 milliards de francs en 1995 à 17,85 milliards de francs pendant les seuls neuf premiers mois de 1996. Surtout, les importations (20,85 milliards de francs pendant les neuf premiers mois de cette année) ont représenté presque le double des exportations (38,7 milliards de francs). Autre point noir, le rythme de la croissance de la production industrielle ralentit légèrement, passant de 14,5 % en 1995 à 13,5 % pendant les neuf

mois de l'année. Enfin, la firme hongkongaise Political & Economic Risk Consultancy a placé en mars le Vietnam au premier rang des pays à risques sur une liste de douze pays asiatiques.

### CENTRALES ÉLECTRIQUES

Ces tendances ne semblent pas, toutefois, décourager les investisseurs asiatiques. Aux premiers rangs, les quatre « dragons » de l'Asie orientale (Taïwan, Singapour, Hongkong et Corée du Sud) et le Japon constituent, à eux seuls, près de 60 % des engagements. Séoul, en particulier, met les bouchées doubles en misant apparemment sur le long terme. Les vastes ressources humaines du Vietnam sont un facteur déterminant.

D'un autre côté, le taux de croissance est évalué dans une fourchette de 9 % à 9,5 % en 1996, soit légèrement supérieur à l'année précédente. Le taux d'inflation a été ramené à moins de 5 % cette année, contre 20 %, l'an dernier. En outre, sur des crédits décaissés par la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement, la réhabilitation d'une infrastructure en ruine s'effectue.



Si l'activisme des Asiatiques tranche avec la prudence des Européens, des entreprises originaires du Vieux Continent sont néanmoins très présentes. De retour au Vietnam depuis 1989, le groupe EMC (Entreprise minière et chimique) a ainsi aménagé le premier port en eaux profondes du pays à Phu My, sur un bras mort de la rivière de Saigon, à mi-

chemin entre la grande métropole méridionale d'Ho Chi Minh-Ville et le centre pétrolier et côtier de Vung Tau.

Quand la deuxième tranche de travaux sera terminée en 1997, Phu My pourra accueillir 2 millions de tonnes de marchandises par an. Le port fluvial d'Ho Chi Minh-Ville, qui est situé au cœur d'une région dont le taux de croissance est évalué à 15 % par an, peut traiter 10 millions de tonnes de marchandises par an. Pour un investissement légèrement inférieur à 100 millions de francs, EMC aura donc augmenté de 20 % les capacités portuaires du premier pôle de développement du Vietnam.

Cette opération est entreprise en jumelage avec le lancement progressif de cinq usines d'alimentation animale et d'engrais, un marché très porteur dans un pays dont près de 80 % des 75 millions d'habitants sont encore des ruraux. Proconco, filiale locale d'EMC, prévoit de produire 1 million de tonnes d'équivalent aliments pour animaux en l'an 2000, soit le dixième des besoins du cheptel vietnamien à cette date.

Pour réussir sa réimplantation, après une vingtaine d'années

d'absence, EMC a donc limité les risques en choisissant des créneaux porteurs comme l'élevage et le transport fluvial. Le port de Phu My, dont la capacité de stockage va être portée à 60 000 tonnes, sera doublé d'une usine d'engrais d'une capacité de 350 000 tonnes par an. Les Vietnamiens ont prévu l'aménagement, dans le même secteur, de deux centrales électriques. Le transport fluvial et maritime demeure, de loin, le moins onéreux, les usines de Proconco à Bien Hoa, grande banlieue industrielle d'Ho Chi Minh-Ville, ont également été construites au bord d'un cours d'eau.

### MARCHÉS VIÉRIQUES

Parallèlement, France Hybrides, une filiale d'EMC, a installé à Din Quan, dans une ferme désaffectée et située à une centaine de kilomètres au nord d'Ho Chi Minh-Ville, une station de sélection de reproducteurs porcins en important, en 1996, cent vingt-cinq truies et quatorze verrats. Ces activités, selon Jean-Luc Richard, directeur pour l'Asie de la SCEA, filiale d'EMC qui les cofinancie, s'appuient sur les unes les autres sur des marchés pratiquement

vierges. D'un autre côté, l'approche prudente du marché s'est révélée, pour l'instant, payante. Proconco devrait ainsi réaliser en 1996, au bout de quatre ans, des bénéfices de 15 millions de francs, soit 50 % de plus que l'année précédente.

Il reste qu'en 1997 EMC deviendra le troisième investisseur français au Vietnam derrière les Sucrières de Bourbon et les BSI (Brasseries Glacières Internationales), si l'on ne tient pas compte de l'exploration pétrolière (Total). « Nous sommes conscients des difficultés qui demeurent sur notre chemin », rappelle, à ce sujet, Bernard Pache, président du directoire d'EMC, tout en se réclamant d'un optimisme pragmatique.

A ce stade de son développement au Vietnam, EMC semble, cependant, démontrer qu'une connaissance honnête du terrain, le choix d'un marché porteur et le recours, quand il le faut, aux moyens du bord sont des atouts dans un système qui éprouve encore du mal à trouver ses marques et dans un pays qui demeure encore à l'aube de son développement.

J.-C.P.

POLITIQUE

Philippe S...

Assemblée...

formule...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...



« AUTRE POLITIQUE » Philippe Séguin a fait travailler les experts qui sont proches de lui sur ce que pourrait être son programme s'il était appelé à succéder à Alain

Juppé au poste de premier ministre. Le président de l'Assemblée nationale n'a pas encore arbitré entre les différentes options qui lui sont proposées. ● SES CONSEILLERS s'ac-

cordent pour recommander un changement de politique monétaire - négocié avec l'Allemagne ou imposé au travers d'une crise - et de politique fiscale, la baisse des taux d'in-

térêt et celle des impôts devant relancer l'activité économique. ● LE CHOIX de la rigueur ou du déficit budgétaire n'est, en revanche, pas tranché parmi les experts ségu-

nistes, qui se partagent entre une conception « de gauche », fondée sur un renforcement de l'action publique, et une conception « de droite », à dominante libérale.

## Philippe Séguin tient prêt un programme de gouvernement

Le président de l'Assemblée nationale, soucieux de parer à toute éventualité et de démontrer qu'une politique différente de celle d'Alain Juppé peut être formulée, dispose à présent des notes de « ses » experts. Entre rigueur et relance, il garde ouvertes plusieurs options

JACQUES CHIRAC pourrait-il un jour remplacer Alain Juppé et nommer Philippe Séguin au poste de premier ministre ? S'il y a un homme politique pour lequel la question ne peut pas relever de la politique-fiction, c'est évidemment... M. Séguin lui-même. Le chef de l'Etat est le seul à détenir la réponse, mais le président de l'Assemblée nationale a jugé, au début de l'été, qu'il ne pouvait pas prendre le risque de ne pas être prêt à prendre les rênes de Matignon si, d'aventure, on les lui confiait.

Aussi a-t-il demandé secrètement à plusieurs de ses proches ou de ses conseillers de réfléchir aux mesures d'urgence que pourrait prendre un gouvernement qu'il se serait amené à diriger. Ce travail, réalisé dans des conditions d'extrême confidentialité, est maintenant achevé : M. Séguin dispose depuis peu de plusieurs notes qui décrivent par le menu les dispositions concrètes qui pourraient être prises dans le cadre de l'une ou l'autre option.

Ces pistes de réflexion sont évidemment à manier avec prudence. D'abord, elles ne signifient pas que M. Séguin croie aujourd'hui plus qu'hier en sa bonne étoile de « premier-ministère ». En fait, dans ce domaine, le sentiment du président de l'Assemblée nationale a fluctué. Au lendemain de la grève de novembre-décembre 1995, il a senti que la course pour Matignon était sans doute de nouveau lancée. Son discours, très remarqué, prononcé le 26 janvier à Aix-la-



Chapelle en témoigne. En ce début d'année 1996, la controverse sur les critères de convergence était vive. C'est ce moment que M. Séguin a choisi pour jouer sur un registre sur lequel on ne l'attendait pas. « Si l'on veut sauver le projet de monnaie unique », avait-il affirmé, il faut « une initiative franco-allemande ».

Sur le fond, le propos n'avait pas surpris, le président de l'Assemblée nationale ayant déjà souvent dit que, respectueux des institutions, il prenait en compte le vote des Français lors du référendum de 1992. A l'époque, la forme choisie, plus simple, qu'à l'accoutumée,

avait fait sensation : tous les observateurs avaient bien compris que M. Séguin se posait en successeur possible de M. Juppé. C'est donc dans ce contexte qu'il a demandé à ses conseillers, quelques mois plus tard, de prendre la plume. A toutes fins utiles.

### CONSEILLERS ÉCARTÉS

Les pistes de réflexion sont à examiner avec d'autant plus de précaution qu'elles ne reflètent pas la pensée personnelle de M. Séguin. Si ces notes ont été écrites pour nourrir sa réflexion et témoigner donc de l'esprit dans lequel travaillent les experts aux-

quels il accorde sa confiance, elles n'ont pas encore été validées par lui ni n'ont fait l'objet d'une tentative de synthèse. M. Séguin n'a, pour l'instant, jamais jugé utile de réunir autour d'une même table les différents experts qui travaillent pour lui. D'ailleurs, dans son entourage, si l'on confirme l'existence de ces notes, on dément qu'elles révèlent une quelconque arrière-pensée politique. Tout juste, dit-on, M. Séguin a-t-il cherché à établir la pertinence des idées qu'il professe.

Parmi les nombreuses notes reçues par le président de l'Assemblée nationale dans le courant du mois de septembre, l'une a été rédigée en commun par un économiste travaillant dans un grand groupe français et un directeur de banque. Une deuxième note a été rédigée par un haut fonctionnaire. Un troisième document a été rédigé par l'économiste Gérard Lafay, professeur à Paris-II. Bien que cela ne soit pas présenté comme tel, l'économiste Nicolas Baverrez vient, de son côté, de signer dans le numéro d'octobre de *La Revue des Deux Mondes* un article qui résume certaines des propositions qui ont été soumises à M. Séguin.

De son côté, s'il n'a pas participé directement à l'exercice, l'ancien patron de la banque Arjil, Christian Giacomotto, fait souvent part, par écrit, de ses réflexions au président de l'Assemblée nationale et lui a ainsi adressé au cours de ces dernières semaines plusieurs notes, dont l'une traite de questions sociales et une autre du dossier des

privatisations. L'électrique patron du groupe Finalac, Marc Ladrè, de Lacharrière, ne peut, lui, être classé parmi les experts ni même être étiqueté comme « séguiniste » - c'est, en réalité, un ami du président de l'Assemblée nationale, mais il prodigue régulièrement ses conseils à son ancien condisciple de l'ENA.

Présidé par Jean Jacquet, le Club Valmy, qui fait partie de la mouvance séguiniste, même s'il regroupe des personnalités de tous horizons politiques, met par ailleurs la dernière main à des propositions concrètes dans le domaine de l'emploi.

### RÉPONSES DISCORDANTES

Logiquement, les points de vue exprimés par ces différents experts se rejoignent donc sur certains points. C'est, sans surprise, le cas pour la politique monétaire : dans ce domaine, les séguinistes sont unanimes pour dire qu'un changement de cap est la condition sine qua non d'une sortie de la déflation et d'un retour à la croissance. Ensuite, les notes expriment des points de vue souvent différents. Après avoir fait sauter le « verrou » monétaire, faudrait-il envisager un plan de rigueur ? Quelle politique fiscale faudrait-il conduire ? En fait, sur ces questions - et sur de nombreuses autres, - les réponses suggérées à M. Séguin sont souvent discordantes.

C'est d'ailleurs en cela que ces notes retiennent l'attention. Si elles apportent la preuve que M. Séguin retient - ou a retenu, au

début de l'été - l'hypothèse d'un changement de gouvernement, elles mettent aussi en évidence la complexité de la planète séguiniste, qui regroupe des sensibilités plus diverses qu'on ne le croit : des « colbertistes » aussi bien que des « libéraux », des partisans de la « MittelEuropa » et des zlateurs de la « grande Europe », des dévaluationnistes purs et durs et d'autres plus tempérés, des « accros » de la rigueur et des adeptes de la relance.

Et puis, surtout, ces notes éclairent, pour la première fois, ce que pourrait être, concrètement, le séguinisme. Que ferait précisément le président de l'Assemblée nationale s'il était aux commandes ? Dans le passé, on lui a souvent reproché de se montrer évasif sur la question. Lui-même, d'ailleurs, ne fait rien pour lever le mystère. Défendant la primauté du politique sur le technique gestionnaire, il a coutume de répondre à cette interrogation par cette boutade : « Que ferais-je ? Je parlerais... »

Cependant, dans cette hypothèse, il lui faudrait aussi agir. Dans quel sens ? Avec un brin de prétention, les séguinistes disent parfois que les questions qu'ils soulèvent traversent tous les partis : ceux de droite et ceux de gauche. A la lecture de ces notes, on sent bien que le compliment peut leur être retourné : il y a incontestablement un séguinisme de gauche et un séguinisme de droite.

Laurent Mauduit

## « Réconcilier le pays avec la chose publique »

QUE FERAIT Philippe Séguin s'il accédait à Matignon ? Et comment arbitrerait-il entre les suggestions, parfois contradictoires, des experts proches de lui ? Dans la conjoncture présente, alors que la succession d'Alain Juppé n'est pas officiellement ouverte, il n'est guère probable sur le sujet. Tout juste l'entend-t-on prononcer quelques petites phrases sibyllines, suggérant que la politique suivie n'est pas celle qui a sa préférence. A examiner ses discours récents, il est pourtant possible d'imaginer, sur quelques grandes questions, quelle serait sa boussole.

Il a souvent laissé entendre que, les Français ayant ratifié par référendum le traité de Maastricht, il respecterait scrupuleusement ce choix, mais il a aussi fait comprendre que, si une conférence intergouvernementale a lieu, c'est bien que le débat est encore ouvert (Le Monde du 19 septembre). Ainsi défend-il l'idée que la France devrait négocier avec l'Allemagne afin d'indéfinir la construction européenne, avec un triple objectif : faire figurer l'emploi dans les critères de convergence ; instaurer des contreparties politiques aux nouveaux pouvoirs, notamment monétaires, qui sont prévus, et, par voie de conséquence, clarifier les compétences respectives de la Banque de France et du gouvernement ; étudier la parité du franc vis-à-vis du mark, avant que celle-ci ne soit pérennisée lors de la création de la monnaie unique.

### ÉLOGE DU PRAGMATISME

En cas de refus des Allemands, que se passerait-il ? Ne faudrait-il pas craindre une réaction très négative des marchés, qui pourraient voir dans cette dernière demande l'abandon de la politique du franc fort ? M. Séguin n'a jamais clairement répondu à la question, mais, à l'entendre, on se prend à penser qu'il ne craindrait pas une telle réaction et qu'il aurait même tendance à la souhaiter. Plusieurs de ses conseillers le disent ouvertement : une crise, dans ce domaine, aurait une fonction curative.

Sur le choix entre la relance ou la rigueur, qui devrait être fait lors de ce changement de politique monétaire, M. Séguin ne s'est pas davantage exprimé ouvertement. Là encore, il a parfois laissé entendre qu'il agirait avec pragmatisme, en ne répondant pas à faire des économies sur les dépenses de fonctionnement de l'Etat pour relancer les dépenses d'investissement. Plus précisément, sa ligne de conduite pourrait être, selon un schéma assez proche de celui défendu par Jean Arthuis, de consacrer deux budgets distincts : un budget de fonctionnement, équilibré, et un budget d'investissement, financé par l'emprunt.

Dogmatique, M. Séguin ne l'est donc pas. C'est du moins l'image qu'il aime à donner de lui-même. Il en veut, pour preuve non seulement son approche des problèmes budgétaires, mais aussi, plus globalement, celle du rôle de la puissance publique dans une économie de marché. Mais d'Épinal, n'a-t-il pas « municipalisé » le cinéma de la ville et concédé au privé le service de l'eau et de l'assainissement ? Le président de l'Assemblée nationale se plaît souvent à citer cet exemple, double sous-entendu est transparent : en charge des affaires du pays, il ferait de même, rendant des arbitrages en fonction de critères d'efficacité et non de partis pris idéologiques. Autrement dit, il n'aurait pas plus le culte de la nationalisation que celui de la privatisation. « Nationalisation ne rime pas forcément avec mauvaise gestion », lui arrive-t-il de dire.

A ces précisions près, M. Séguin répète à l'envi le vœu sur ce qu'il ferait. Pourquoi le ferait-il, d'ailleurs ? Premier ministre, c'est « un métier de chien », dit-il parfois. Et puis, surtout, à entendre le président de l'Assemblée nationale, on comprend que l'urgence, à ses yeux, c'est de « réconcilier le pays avec la chose publique », beaucoup plus que de l'assommer avec des réformes techniques.

L. M.

## Ouvrir les « verrous » monétaires et fiscaux

VOICI les grandes orientations suggérées dans les notes reçues par Philippe Séguin. Pour mieux cerner les questions en débat, Le Monde a, en outre, interrogé plusieurs experts proches du président de l'Assemblée nationale.

● La politique monétaire. Sur ce point, les experts séguinistes sont unanimes : il faudra changer radicalement de cap. Pour sortir de la déflation, M. Baverrez souligne ainsi, dans *La Revue des Deux Mondes*, qu'il faudra ouvrir le « verrou monétaire » en décidant « une diminution brutale des taux courts [...], qui devront être maintenus à 0 % en termes réels jusqu'au retour d'une croissance de 3 % par an ». Résumant pour Le Monde la note qu'il a rédigée, M. Lafay défend le même point de vue : « Confronté à une surévaluation perverse vis-à-vis de toutes les grandes monnaies », estime-t-il, chaque gouvernement, en Allemagne comme en France, « doit imposer à sa banque centrale un objectif de réduction de cette anomalie ». « Cela implique, d'une part, dit-il, de maintenir à zéro, pendant une période suffisamment longue, les taux d'intérêt réels à court terme ; d'autre part, de faire connaître aux marchés internationaux un tel objectif de change afin de guider leurs anticipations ».

Comment cet objectif pourrait-il être atteint ? Pour lever toute ambiguïté, une note suggère de revoir sur certains points la loi qui a instauré l'indépendance de la Banque de France, mais, même si cette réforme n'était pas décidée, un gouvernement aurait toute latitude pour agir en ce sens, en « décrochant » le franc du mark. En respectant les règles actuelles du système monétaire européen, qui autorise une fluctuation de plus ou moins 15 % ? Pour un expert, l'interrogation n'a pas le moindre sens : « Si l'on se pose la question, cela veut dire que l'on est hésitant. Or cela ne peut réussir que si l'on est complètement déterminé, pour obtenir des taux zéro. Cela dit, le plus vraisemblable, c'est qu'il faudra aller au-delà des 15 % ».

Pour un autre, en revanche, les engagements européens de la France exigent du nouveau gou-

vernement qu'il respecte cette fourchette de 15 %. « En théorie, la meilleure solution est évidemment une solution coopérative », confie-t-il.

Pour sauver le projet de monnaie unique, M. Giacomotto estime pour sa part qu'il faudra en priorité engager une négociation avec les Allemands sur plusieurs points : la parité des différentes monnaies qui participent à l'euro, la parité de l'euro vis-à-vis du dollar et du yen et, enfin, la constitution d'un contrepoint institutionnel, limitant les prérogatives de la banque centrale européenne. En cas d'échec, il partage l'idée que la France pourrait faire jouer cette marge de fluctuation de 15 %.

● Les réformes de structure. Pour la majorité des experts, un nouveau gouvernement ne devrait pas avoir pour priorité d'engager de telles réformes. Son souci devrait d'abord être de relancer la croissance. « Qu'ont fait les pays qui sont sortis de la crise, comme les États-Unis et le Japon ? Ils ont laissé filer leur monnaie pour avoir plus de croissance et, ensuite, ils ont réduit leurs déficits et ont annoncé pour plus tard les réformes structurelles, observe l'un d'entre eux. Juppé, lui, a voulu faire strictement l'inverse ».

● La politique budgétaire. La majorité des experts séguinistes sont donc d'accord pour considérer qu'il faut inverser la politique

économique, mais plusieurs d'entre eux sont conscients que la mise en œuvre de cette nouvelle politique serait délicate. Faudrait-il donc envisager d'accompagner l'annonce de ce virage d'un plan de rigueur, pour rassurer les marchés financiers ? L'une des notes remises à M. Séguin le juge indispensable. Dans cette optique, une idée est avancée : la suppression de vingt mille postes de fonctionnaires.

Un autre expert estime qu'il faudrait envoyer un signal de rigueur, mais craint qu'il ne soit politiquement contre-productif. « Les marchés, explique-t-il, ont toujours deux attentes : ils veulent plus de flexibilité et plus d'économies. Or, comme il est inconcevable de les satisfaire sur le premier point, nous ne pourrions pas les décevoir sur le second ; mais, dans cette hypothèse, mieux vaudrait faire des économies sur les dépenses de transferts, y compris celles en faveur des entreprises ».

Un troisième expert, qui juge inévitable, au moins pour un temps, une légère dérive des déficits, critique ces pistes : « Si c'est l'austérité, confie-t-il, ce sera sans moi... »

● La politique fiscale. Dans *La Revue des Deux Mondes*, M. Baverrez conseille de lever un second verrou : le verrou fiscal. Ce qu'il faut dit-il, c'est « un choc inverse à celui de 1995-1996, restituant aux ménages et aux entreprises la centaine de milliards de francs qui leur a été confisquée, en privilégiant les

mesures les plus favorables à la croissance et à l'emploi, telles la diminution de la TVA, de l'impôt sur le revenu et des droits de mutation, la baisse des cotisations sociales en échange de l'augmentation des salaires directs, l'activation des dépenses passives pour la création de services de proximité... ».

● Selon un expert, l'ensemble de ces dispositions devraient être comprises dans un « collectif » budgétaire d'urgence, dont l'enveloppe devrait être comprise entre 100 et 200 milliards de francs. « Ce qui est certain, estime-t-il, c'est qu'il faudrait tout de suite se recréer des marges ».

● La politique de l'emploi. A la différence des autres, les propositions des séguinistes dans ce domaine sont largement connues, et le président de l'Assemblée nationale s'est longuement expliqué dans un récent ouvrage. En attendant l'emploi, paru au Seuil (*Le Monde* du 12 juin), suggérant de multiplier les activités nouvelles, notamment dans le secteur non marchand.

L. M.

## Orchestre Philharmonique de Radio France

Vendredi 8 novembre, 20h - Salle Pleyel

## Dvořák La Sorcière de midi

Chants bibliques - Symphonie n°9 - Nouveau monde

Sergueï Alexashkin, basse

Mark Janowski, direction

Location 01 42 30 15 16

Radio France



## François Bayrou se voit à la tête d'une « génération de fondateurs »

Dans son nouveau livre, le ministre de l'éducation nationale assure que la nature actuelle du débat politique risque de conduire à une remise en cause de la démocratie. Il fustige les abus du libéralisme, les réformes conduites sans concertation et l'obsession de la communication

Le président de Force démocrate, fort discret dans le débat politique depuis l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République, sort de son silence en publiant un livre, *Le Droit au sens*, qui prend

le contre-pied de nombre de pratiques des hommes politiques. Sans les citer, il critique la méthode utilisée par Alain Juppé pour réformer comme le souci d'image de François Léotard; il redoute

que l'utilisation du référendum sur les faits de société ne favorise le « populisme ». Il s'en prend aussi aux abus du libéralisme en assurant que le « village planétaire » est devenu une « foire » où

« triomphe la loi du plus fort ». Redoutant que la démocratie ne finisse par devenir, elle-même, un objet de « désenchantement » et n'ouvre la porte à « n'importe quel tyran », il prône une « refondation »

de la politique appuyée sur un retour des valeurs de laïcité et d'humanisme. Il se présente comme le porte-drapeau d'une génération de « fondateurs » aptes à prendre la place de « héritiers épuisés ».

APRÈS un essai historique sur Henri IV, qui pouvait se lire comme l'éclairage d'une ambition personnelle, François Bayrou part aujourd'hui, pour son propre compte, en quête d'un « sens » à l'action politique. Son nouveau livre, *Le Droit au sens*, est tout autre chose que les habituels livres-programme écrits à la va-vite avant une échéance importante. Il se distingue également des confessions soigneusement calibrées dont François Léotard, à droite, ou Laurent Fabius, à gauche, ont donné l'exemple. Il se présente comme une ré-

flexion longuement mûrie sur les impasses actuelles de la société démocratique, sur les impulsions avérées des réponses politiques traditionnelles, sur l'inquiétante déliquescence du lien social, enfin sur les pistes à explorer pour répondre à la crise « morale » que traversent les sociétés libérales. Bref, M. Bayrou se veut, sans fausse modestie, le porte-étendard d'une « génération de fondateurs », en charge d'un monde politique à reconstruire. Et non le représentant de ces « héritiers épuisés », de ces « gestionnaires d'un monde tout fait », de cette « oligarchie » lointaine, voire méprisante, à quoi se résume aujourd'hui, à ses yeux, les acteurs de la vie politique.

Ce propos, qui s'apparente à s'y méprendre, à une posture de « présidentialisme », attire d'autant plus l'attention qu'il paraît alors que M. Bayrou, numéro trois du gouvernement, numéro deux de l'UDF, patron de Force démocrate, s'astreint scrupuleusement, depuis plusieurs mois, à un silence ostensible. Convaincu que, sous la V<sup>e</sup> République, lorsque l'on appartient à la majorité, il n'y a point de salut hors du gouvernement, il se veut un fidèle soutien du premier ministre, et n'hésite pas à le placer, à l'occasion, « au niveau des meilleurs chefs de gouvernement européens ».

Lorsque François Léotard, président de l'UDF, multiplie les critiques à l'encontre d'un Etat insatisfaitement impartial, organise une guérilla parlementaire, refuse une « majorité de caserne », et se pose implicitement en recours à Alain Juppé, le président délégué de l'UDF ne bronche pas, et continue de prôner « la solidarité » entre la majorité et le gouvernement. Alors que tout semble opposer aujourd'hui la stratégie des deux hommes, M. Bayrou préfère s'abstenir, pour l'heure, dans un travail de l'ombre : faire de Force démocrate un appareil performant, capable de lui apporter, le moment venu, la direction du second « pilier » de la majorité.

Le silence d'aujourd'hui, ne veut pas dire que M. Bayrou n'a pas d'ambition pour l'avenir. C'est son futur que François Bayrou prépare avec ce livre, dans lequel il n'hésite pas à prendre le contre-pied les pratiques politiques du moment. Son réquisitoire est sévère, et chacun, au gouvernement comme dans la majorité, pourra y trouver son compte. Les hommes politiques ? « Personne ne les écoute plus », tant les déclarations économiques, budgétaires, monétaires, dont les citoyens sont abreuvés « chaque jour, jusqu'à saturation et lassitude », sont impuissantes à répondre à leur « attente profonde ». Bref, limitées pour l'essentiel à la gestion, « les réponses habituelles de la politique ont montré leurs limites ». Le libéralisme ? Le numéro deux de l'UDF est sans appel : « Les peuples ne remettront pas durablement leur destin entre les mains des salles de marché. » La République ? Elle est menacée par

l'affaiblissement du principe de concitoyenneté et par le surgissement du communautarisme. Contre toutes ces mauvaises herbes, M. Bayrou répond à la charge : la laïcité retrouvée contre les intégrismes ; la réhabilitation des corps intermédiaires contre le face-à-face lointain et incompréhensible entre l'individu et le gouvernement ; la concertation et le respect contre le secret et l'effet de surprise ; la démocratie de participation contre la « société de défiance » ; le creuset de l'école contre la ségrégation ; le droit au travail et à « l'utilité sociale » contre la déstabilisation du chômage.

Tout cela pourra paraître comme une aimable - et souvent brillante - dissertation. D'autant plus à l'aise dans les grands principes, les références historiques et les exhortations générales qu'elle reste prudemment à distance (sauf pour l'affaire du voile islamique) de l'action, du quotidien et du concret. M. Bayrou s'en explique, avec aplomb : « Je ne cherche pas à écrire un programme politique. C'est de la vie d'un peuple que j'essaie de parler et d'une dignité nouvelle qui lui soit reconnue. » On ne pourra, à l'avenir, lui retirer le privilège d'avoir tenté ce dialogue singulier. A condition que la démonstration ne fonctionne pas, pour reprendre sa propre expression. « Selon le seul principe de la promesse ».

Cécile Chambrault et Gérard Courtois

\* *Le Droit au sens*, de François Bayrou, Flammarion, 282 pages, 110 francs.

### « Tout est organisé pour que soient réveillées les passions les plus haineuses, les plus grégaires »

DANS LE DROIT AU SENS, ouvrage publié par Flammarion et qui sera en vente à partir du 6 novembre, François Bayrou se pose en « fondateur » d'une conception renouvelée de la démocratie et de la politique. Nous publions quelques extraits de sa réflexion :

« Un grand désarroi collectif a saisi les peuples. Ils ont oublié où ils voulaient aller. En témoignent la grande instabilité politique dont les démocraties sont saisies en cette fin de siècle. [...] Dans la plus grande partie des pays libres, les majorités démentent les uns après les autres aux yeux des citoyens. [...] Le temps n'est plus loin, si nous n'avons pas le courage de poser les questions oubliées, où la démocratie deviendra elle-même objet de désenchantement. Ce ne seront plus les majorités successives que l'on mettra en cause, mais le principe démocratique et républicain. [...] Le libéralisme a trouvé son accomplissement dans le mondialisme. [...] On croyait que la planète deviendrait un village. Elle est devenue une foire. Tout s'y achète et tout s'y vend, sans aucune considération de circonstances particulières, sans aucun autre souci que celui de l'intérêt. C'est particulièrement vrai dans le domaine financier. [...] Une seule chose compte, une seule au moment de l'arbitrage : que l'argent rapporte de l'argent. [...] Nous sommes une société libérale. Nous avons reconnu avant bien d'autres [...] que, pour la prospérité matérielle de l'humanité, la libre organisation du marché était un système à ce point supérieur à tout autre qu'il ne doit pas être discuté. [...] Mais la société libérale est un outil au service d'une civilisation. Elle n'est pas


une fin en soi. Et, lorsqu'elle est présentée comme telle [...], on atteint l'absurde [...]. Dans le monde tel qu'il est, depuis le trottoir de nos villes jusqu'au cœur des places boursières, tout proclame la victoire de la loi du plus fort. Tout est organisé pour que l'être humain soit un instrument comme un autre dans le combat de la production, des échanges, du cynisme universel. Tout est organisé pour que soient réveillées au cœur de l'homme les vieilles passions, les plus haineuses et les plus grégaires. [...] Dans le grand désert des références morales, identitaires, spirituelles, civiques, nos contemporains courent de désillusions en désillusions. Un jour, ils ne courront plus du tout et se satisferont de n'importe quel tyran [...] qui fera de la haine ordinaire le misérable matériau de sa dictature. »

Le secret est nuisible à la réforme, comme l'effet de surprise. Mal informés, les citoyens ont l'impression que la réforme n'est pas fondée. Ils imaginent des arrière-pensées et les gouvernants s'épuisent à se défendre contre ces procès d'intention. L'effet de surprise est plus contre-productif encore. Il provoque des réactions de rejet, d'une ampleur d'autant plus grande qu'on aura dissimulé les raisons et la réalité de la manœuvre. Le secret déracine la réforme de sa véritable inspiration, et la surprise la disqualifie.

Si nous ne nous donnons pas la pratique et les institutions de la participation, c'est le populisme qui menace, la demande de référendums à répétition, sur des sujets passionnels, qui risquent de soumettre l'ensemble de la décision publique à la tyrannie de l'excès, de l'actualité brûlante, dans une ambiance de *reality shows* à l'échelle de notre démocratie.

### FIAT BRAVO


« ANNIVERSAIRE » : 86 700 F.



Motorisation 16 soupapes (7cv)  
Double Airbag Fiat®  
Direction assistée  
Equipement hi-fi haut de gamme  
Peinture métal  
ABS  
Vitrines et rétroviseurs électriques  
Projecteurs antibrouillard

### FIAT BRAVA

« ANNIVERSAIRE » : 90 900 F.



Double Airbag Fiat®  
Vitrines AV et rétroviseurs électriques  
Motorisation 16 soupapes (7cv)  
Direction assistée  
Equipement hi-fi haut de gamme  
ABS  
Projecteurs antibrouillard  
Antivol Fiat Code

## FÊTONS LA 1<sup>ÈRE</sup> ANNÉE DE LA VOITURE DE L'ANNÉE.

Jusqu'au 30 novembre, Fiat vous propose, en plus des Fiat Bravo et Fiat Brava « Anniversaire », des financements nets. Avec eux, tout est simple, clair et transparent. Voici par exemple la solution Formule 4.

**FORMULE 4: LA TRANSPARENCE EN 4 POINTS.**

25 MENSUALITÉS.

25 AGIS D'ASSISTANCE

25 MOIS DE GARANTIE

GARANTIE DE REPRISE AU 25<sup>ÈME</sup> MOIS

Sous réserve d'acceptation par Fiat Crédit France, chez les concessionnaires participant. Prix au 21/11/96 AM 97, dans la limite des stocks disponibles.

FIAT



# Jacques Toubon annonce un avant-projet de loi sur le droit des sociétés avant la fin de l'année

Ce texte restreindra le champ du délit d'abus de biens sociaux

Invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 3 novembre, le garde des sceaux a confirmé que le gouvernement rédigeait un avant-projet de loi

AU COURS du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 3 novembre, Jacques Toubon a confirmé qu'il présentera, avant la fin de l'année, un avant-projet de loi sur le droit des sociétés comprenant une réforme des abus de biens sociaux. « A l'intérieur de ce texte, il y aura un chapitre tendant à dépénaliser le droit des affaires et le droit des sociétés », a-t-il déclaré. Dans cette entreprise de dépénalisation, nous allons examiner si l'abus de biens sociaux, tel qu'il résulte du code de commerce, qui est une infraction assez vieille et qui a subi toute une évolution jurisprudentielle depuis quelques années, ne mérite pas d'être révisé.

Depuis l'émergence des « affaires », à la fin des années 80, ce délit est au cœur de tous les dossiers économiques et financiers. Introduit dans la législation française par un décret-loi de 1935, l'abus de biens sociaux consiste, pour le dirigeant d'une entreprise, à utiliser les biens de la société dans un but qui n'est pas conforme à l'intérêt social. C'est le cas, par exemple, d'un responsable qui a fait effectuer des travaux à son domicile au frais de l'entreprise.

Pour cette réforme, M. Toubon propose trois voies. La première consisterait à reprendre les propositions avancées, en septembre, par le sénateur (RPR) de l'Oise, Philippe Marini (Le Monde du 11 septembre). Dans un rapport sur le droit des sociétés, M. Marini proposait de « resserrer » la définition du délit : il suggérait que les textes exigent à la fois une atteinte aux intérêts patrimoniaux de l'entreprise et un enrichissement personnel du dirigeant. Si cette rédaction était reprise, les fausses

factures, les financements politiques illégaux et les cadeaux offerts aux élus locaux ne seraient plus considérés comme des abus de biens sociaux puisqu'ils n'enrichissent pas forcément les dirigeants.

## NOUVELLE DÉFINITION

La seconde voie proposée par M. Toubon, moins radicale, consisterait à inscrire dans la loi une ju-

## Une « amnistie douce », selon les magistrats

Dans un texte publié en janvier, l'Union syndicale des magistrats (modérée), le Syndicat de la magistrature (gauche) et l'Association française des magistrats instructeurs estimaient que, « sous le couvert de la technicité », la réforme des abus de biens sociaux masquait l'instauration d'une « amnistie douce » des infractions financières. « Puisse le Parlement, concluaient-ils, ne pas oublier les lois d'amnistie votées en d'autres temps et leurs conséquences pour la démocratie ! »

« Ce n'est pas évident que ce soit les magistrats qui doivent faire la loi pénale, non plus que les policiers le code de la route ou les maçons les règles d'architecture », a répondu le garde des sceaux dimanche 3 novembre. « Il faut savoir choisir entre l'intérêt général et les intérêts particuliers », a continué Jacques Toubon. Mon opinion personnelle est qu'il faut, dans cette affaire, ne pas donner le sentiment de vouloir, à travers une modification générale de la loi, régler un certain nombre de situations particulières.

jurisprudence très récente de la Cour de cassation. En 1992, dans une affaire concernant un dirigeant qui avait corrompu un maire afin d'obtenir un marché de transports scolaires, la Cour avait considéré que tout acte commis dans un but illicite constituait « nécessairement » un abus de biens sociaux. On ne pouvait donc plus considérer, par exemple, que le versement d'un pot-de-vin était dans l'intérêt de la société puisque la corruption est toujours commise « dans un but illicite ».

née à des fins personnelles par le gérant et qui, en outre, est utilisée dans l'intérêt de la société, ne saurait caractériser un usage abusif de biens sociaux » résumait en juin, lors d'un colloque, le président de la chambre criminelle de la Cour de cassation, Christian Le Guebec.

La troisième voie évoquée par Jacques Toubon concerne la prescription. Depuis une jurisprudence de 1967, le point de départ de la prescription n'est plus fixé le jour où l'infraction a été commise mais le jour où les faits ont été consta-

tions du rapport Marini, inscrire une jurisprudence récente de la Cour de cassation dans la loi ou modifier les règles de prescription.

tés. Cette règle est liée au caractère occulte du délit : toujours dissimulé, l'abus de biens sociaux est souvent difficile à découvrir dans les trois ans qui suivent sa commission. En vertu de ce régime de prescription, qui s'applique également aux abus de confiance ou à la publicité mensongère, les juges d'instruction peuvent s'intéresser à des abus de biens sociaux qui ont été commis il y a plus de trois ans.

Dans une proposition de loi déposée au début de l'année, le président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, Pierre Mazeaud, avait proposé de revenir sur cette jurisprudence. « Le législateur ne saurait admettre l'existence de délits dont l'imprescriptibilité de fait apparaît comme la négation de son intention de faire un jour oublier définitivement des actes certes coupables, mais qui auraient échappé à la poursuite pénale », écrivait-il. Le texte avait cependant été retiré après les protestations de l'opposition et d'une partie de la magistrature.

Au « Grand Jury », M. Toubon a confirmé que la réforme des abus de biens sociaux s'appliquerait aux affaires qui sont actuellement à l'instruction. Le Conseil constitutionnel a en effet précisé à plusieurs reprises que les lois pénales plus douces – ce qui serait le cas d'une loi restreignant le champ des abus de biens sociaux – étaient rétroactives. Si les faits évoqués dans les dossiers en cours ne correspondent pas à la nouvelle définition, plus étroite, les juges d'instruction seront donc contraints de prononcer des non-lieu.

Anne Chemin

## Une majorité de médecins favorables au carnet de santé

LE JOUR MÊME de la reprise des négociations entre les caisses d'assurance-maladie et les médecins, Simone Veil, ancien ministre des affaires sociales, estime, dans un entretien publié, lundi 4 novembre, par Libération, que « les médecins ont l'impression d'avoir été floués » après les promesses faites pendant la campagne présidentielle et « les premiers mois du premier gouvernement Juppé ». « On leur avait fait beaucoup de promesses, note-t-elle. Le réveil est très brutal. Et il a cassé la confiance. Le gâchis est évident, car les médecins (...) avaient accepté ce modèle de régulation et de maîtrise des coûts », souligne M<sup>me</sup> Veil. Pour sortir de l'impasse, juge-t-elle, « il faut leur redonner confiance ».

Un sondage IFOR réalisé auprès de 551 médecins du 9 au 17 juillet pour la revue Les Cahiers de Génération, en librairie à partir du 12 novembre, indique que 64 % des généralistes et 72 % des spécialistes sont favorables au carnet de santé de l'assuré. Dans un entretien au Journal du dimanche (daté du 3 novembre), le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, confirme que « la présentation du carnet de santé est obligatoire ». Mais les assurés ne seront pas, pour l'instant, sanctionnés s'ils ne le présentent pas à leur médecin.

## DÉPÊCHES

■ HERNU : Patrice Henu devait être reçu, lundi 4 novembre, par un collaborateur du président de la République. Le fils de Charles Henu, l'ancien ministre de la défense, avait demandé, mercredi, au chef de l'Etat des éclaircissements sur le passé de son père. Selon L'Express, l'ancien ministre socialiste aurait été « un agent de l'Est rémunéré par le KGB et ses satellites » dans les années 50 et 60 (Le Monde du 31 octobre). Interrogé, dimanche 3 novembre, sur France 2, M. Henu a déclaré : « Je crois qu'il appartenait au président Chirac, à qui je fais une totale confiance, de lever complètement le secret sur cette affaire. En tout cas, la famille l'y autorise. » D'autre part, l'association nationale du souvenir de Charles Henu, présidée par son frère Roger, demande la constitution d'une commission d'enquête sur ces accusations d'espionnage. Enfin, Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, a estimé, lundi 4 novembre, qu'il devait « pouvoir faire la clarté totale » sur cette affaire. « Je n'arrive pas à imaginer cela », a estimé M. Gaudin au micro de RMC.

■ GRÈVE : un mouvement de grève des cheminots de Narbonne, qui a débuté dimanche 3 novembre à 20 heures et devait se poursuivre lundi 4 novembre, devait entraîner la suppression de quatre trains régionaux sur cinq, mais sans répercussion sur les liaisons grandes lignes. La grève a été décidée, à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FO, pour demander l'arrêt des suppressions d'emplois et l'embauche de cinquante jeunes sur le site de Narbonne. Les perturbations des transports régionaux devaient également concerner les Pyrénées-Orientales, selon la SNCF.

■ OUTRE-MER : le ministre de l'outre-mer, Jean-Jacques de Peretti, a affirmé, dimanche 3 novembre à Pointe-à-Pitre, que la France « a une carte à jouer dans la région des Caraïbes à un moment où le monde anglo-saxon détourne son regard de cette région ». M. de Peretti est arrivé, dimanche soir, à Pointe-à-Pitre, en compagnie du ministre de la coopération, Jacques Godfrain. Ils doivent coprésider, lundi 4 et mardi 5 novembre, à Basse-Terre (Guadeloupe), une « conférence sur la coopération régionale Caraïbe-Guyane ».

■ NOUVELLE-CALÉDONIE : Libération kanak socialiste (LKS) et le Rassemblement démocratique océanien (RDO), qui ont tenu leurs congrès à Maré et à Nouméa, prônent la recherche d'une solution consensuelle pour une indépendance pluridécennale de la Nouvelle-Calédonie. Le LKS, dont Nidoish Naisseline est le seul élu au congrès du territoire, s'est prononcé pour une accession graduelle à une indépendance qu'il juge inéluctable, sans fixer de calendrier précis.

# Pierre Miquel



VINCENT DE PAUL

Pierre Miquel



528 p  
150 F

La force du combat de Vincent de Paul ? Une foi extraordinaire au service des plus pauvres.

L'Histoire  
chez  
FAYARD



Pour une fois, nos horlogers n'ont pas eu la folie des grandeurs.

Réf. 3741 Le chronographe d'aviateur, le plus petit chronographe analogique du monde avec compteur additionnel, FRF 12.500.-

IWC

International Watch Co. Ltd. Schaffhausen, Suisse  
Fondéeur 1868

Notre catalogue général vous sera envoyé gratuitement sur simple demande à BCM/IWC S.A.

90, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, 01 42 89 65 51



## SANTÉ PUBLIQUE

Les «premix», mélanges d'alcool et de soda prêts à boire, sont au centre d'une polémique. Les associations de lutte contre l'alcoolisme redoutent l'at-

trait que peuvent exercer ces nouveaux produits sur le jeune public. LE MARCHÉ JEUNE est largement sollicité : outre les bières en canette à fort degré d'alcool, très prisées,

notamment, dans les quartiers défavorisés, les fabricants de cidre et les viticulteurs préparent aussi de nouveaux produits. A LA COUR-NEUVE, Hakim et ses «potes» se re-

trouvent régulièrement pour consommer de la bière et «se défoncer» pour «échapper à la galère». LES PRODUCTEURS, de leur côté, ont créé des associations cen-

sées effectuer un travail de prévention auprès des jeunes. Certains, comme le professeur Got, craignent qu'elles ne constituent qu'un «alibi pour une action de lobbying».

## Les fabricants d'alcool déclenchent une offensive vers le public jeune

«Premix», bières spéciales à fort degré également surnommées «shooters», ou autres «cidres», la concurrence bat son plein pour gagner des parts de marché auprès des moins de vingt-cinq ans. Quitte à favoriser le développement de nouvelles formes de dépendance

«LES «PREMIX», cela n'a pas la couleur de l'alcool, mais cela en est», Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la Santé et à la Sécurité sociale, a justifié par un argument de santé publique l'augmentation des taxes (+15 francs par litre) sur ces mélanges d'alcool et de soda prêts à boire. Apparus cet été, les «premix» ont été au centre d'une polémique, les associations de lutte contre l'alcoolisme dénonçant une nouvelle opération de séduction des alcooliers auprès du jeune public. Les ventes restent, pour l'instant, marginales en France et représentent à peine 0,013 % de la consommation d'alcool pur. Le prix (aux alentours de 10 francs la bouteille) est jugé prohibitif, et la pratique du produit n'est, semble-t-il, pas parvenue à modifier les mauvaises habitudes : les amateurs estiment le dosage (5 degrés en moyenne) trop faible et préfèrent acheter de l'alcool et du soda pour concocter des mélanges plus fortement dosés.

Le débat sur les «premix» occulte un phénomène autrement plus inquiétant en termes de santé publique : le développement du marché des bières à fort degré d'alcool, dites «spéciales». Vendu le plus souvent à l'unité, en bouteille de 50 centilitres, aussi bien en grandes surfaces que dans les petits magasins de quartier, ce nou-

veau produit est conçu pour être en adéquation parfaite avec les attentes du jeune consommateur. Son prix (entre 7 et 8 francs la canette) est un argument décisif : d'août 1995 à août 1996, les ventes ont progressé de 7,1 % en volume, tandis que celles des bières sans alcool baissaient de 2,3 %.

La hausse des taxes sur la bière, votée par l'Assemblée, ne devrait avoir qu'un impact limité sur le prix de détail (+9 centimes pour les canettes de 33 cl). A en croire Marc Arbogast, directeur général de la brasserie Adelshoffen, la raison de cet engouement soudain est simple : «On assiste depuis plusieurs années à une désaffection croissante des bars, où les bières sont désormais trop chères pour les jeunes, explique-t-il. Aujourd'hui, la consommation se déplace dans la rue.»

Le brasseur hollandais Bavaria a été le premier à se lancer sur ce marché avec sa désormais célèbre «8.6», une bière qui occupe la première place de sa catégorie. Depuis le succès de la «8.6», d'autres brasseurs étrangers ont inondé les rayonnages de bières rivalisant de plus en plus alcoolisées. Une brasserie suisse produit même une «Bière du démon» qui titre 12 degrés et s'enorgueillit d'être «la plus forte du monde». Chez les professionnels, ces bières ont un surnom éloquent : les «shooters».

«C'est la défiance assurée pour pas cher», s'inquiète Daniel Dabit, secrétaire général de l'association Vie libre. Ces bières sont un vrai danger, d'autant qu'elles touchent en priorité des jeunes déjà fragiles psychologiquement et socialement. Elles font des ravages dans les ban-

lieues. Ces produits sont «l'une des premières références de la cave à bières dans nos magasins, après seulement un an de vente, confirme Béatrice Weber, responsable de la communication du groupe Carrefour. Si, dans les banlieues, les «premix» sont perçus comme un gadget pour enfants de bonne famille, les bières fortes ont, en revanche, trouvé un réel écho. Pour certains jeunes des quartiers défavorisés, ces «shooters» sont en effet devenus un moyen «économique» de parvenir à l'ivresse. Une réalité d'autant plus inquiétante que quelques amateurs de ces bières très spéciales fument du haschisch et prennent des amphétamines en même temps.

Les brasseurs français se disent pour leur part serres, respectueux des lois et de la santé de leurs compatriotes. «Aucun de nos adhérents n'est présent sur ce créneau, affirme un responsable de l'Association des brasseurs de France (ABF). Ces produits sont mauvais en termes d'image pour notre industrie et vont à l'encontre de la lutte contre l'alcoolisation des jeunes. Voilà pourquoi seuls les brasseurs étrangers occupent ce terrain. Pourtant, la société alsacienne Adelshoffen, récemment rachetée par le groupe néerlandais Heineken mais toujours membre de l'ABF, a mis sur le marché, au

début de l'année, une bière titrant 8.8 degrés d'alcool. Son slogan publicitaire : «la bière de l'extrême», référence directe à l'univers «jeune».

### «Aujourd'hui, la consommation se déplace dans la rue»

«Nous avons été contraints d'occuper ce créneau porteur», concède Marc Arbogast, pour contrecarrer l'offensive des brasseurs étrangers et nous adapter aux nouveaux modes de consommation. Pour atteindre leur cible, les brasseurs misent sur les stations-service et les magasins ouverts tard le soir, là où les jeunes s'approvisionnent en priorité. «Dans un pays où les ventes d'eau minérale progressent de 7 % par an, où les adultes sont plus attentifs à leur consommation, où il nous est impossible de communiquer, nous sommes obligés de faire des produits «mode», car ce sont les jeunes qui tirent le marché vers le haut», reconnaît M. Arbogast.

Stan Mostermans, cogérant de Bavaria-France, réfute ce positionnement «jeune» : «Notre «8.6»

est une bière de dégustation. Il se trouve qu'elle marche bien auprès des jeunes. Mais ce n'était pas notre cible de départ. Pour démontrer sa bonne volonté, M. Mostermans va jusqu'à prétendre qu'il incite les distributeurs à augmenter leurs prix «pour limiter la vente à cette clientèle». A 7,50 francs l'unité, la «8.6» est pourtant l'une des moins chères du marché, certaines grandes surfaces la proposant même à moins de 6 francs.

Les brasseurs et les alcooliers ne sont pas seuls à cibler la jeunesse. Des fabricants de cidre proposent un nouveau produit, le «cider», très en vogue en Grande-Bretagne. La pomme est toujours l'ingrédient de base mais la proportion d'alcool a été augmentée. La société Volcier a mis sur le marché, au mois de mai, la «Prohibition 8.4» (9 francs la bouteille de 33 cl), une référence au Chicago des années 30, qui vise ouvertement la clientèle des 18-25 ans. Il s'agit de «redonner une image jeune au produit cidre», reconnaît Luc Bouju, responsable commercial de Volcier. Un limonadier australien s'apprête, quant à lui, à mettre sur le marché français une limonade alcoolisée à 4 degrés.

Même les viticulteurs préparent une contre-attaque. Début octobre, Pierre Cambar, président du Syndicat viticole régional des appellations contrôlées de Bordeaux et Bordeaux supérieur, a fait part de son désir d'offrir aux jeunes «un vin facile à boire, facile à trouver et facile à ouvrir». «On pourrait proposer, par exemple, un rosé dans un packaging plus attractif», explique-t-il. Son but : redonner le goût du vin à une population qui se détourne d'un produit jugé «ringard». «Notre clientèle actuelle se trouve dans la tranche 45-55 ans, précise M. Cambar. Si l'on veut maintenir nos parts de marché, il nous faut trouver de nouveaux débouchés.»

A ceux qui leur reprochent de se soucier plus de rentabilité économique que de santé publique, les fabricants répondent en substance : «A chacun son travail.» «C'est aux hommes politiques de faire cesser l'hypocrisie», assure Marc Arbogast. Si l'on considère que la hausse des taxes est le seul moyen de faire baisser la consommation, alors taxons toutes les boissons en fonction de leur degré d'alcool et arrêtons de favoriser un lobby contre un autre. Le vin et les «cidres» ne sont, en effet, pas concernés par la hausse annoncée.

A. Pe.

Acacio Pereira

### «Ce sont les soucis, la galère, qui te poussent à boire ; la bière, c'est une façon d'échapper à tout ça»

HAKIM se souvient comme si c'était hier de sa première bière, une Valstar conditionnée en bouteille d'un litre. Il venait d'avoir douze ans. C'était un soir, avec une bande de copains, au pied de son immeuble du quartier de l'Inter, à La Courneuve (Seine-Saint-Denis). Aujourd'hui, âgé de dix-neuf ans, il n'a pas «décoché» : «Attention ! Je ne suis pas un alcool, je bois sérieusement, je suis mûr, précise-t-il. D'ailleurs, pour le Ramadan, je ne touche plus une goutte d'alcool et ça ne me manque pas. C'est bien la preuve que je ne suis pas intoxiqué. Jamais je ne fais de mélange. Quand je bois de la bière, je ne touche pas au whisky. C'est la seule façon de ne pas avoir un mauvais délire.»

Un soir sur deux en moyenne, Hakim retourne ses «potes» de la cité et ensemble ils vont «faire leurs courses» à l'épicerie du coin. Puis ils s'installent dans un hall d'immeuble, un magasin désaffecté, où se mettent les bancs du parc mitoyen. «On se met plutôt à l'écart pour éviter que les petits de dix ans ne nous voient boire», raconte Hakim. Ce serait un mauvais exemple. Les parents, c'est pareil, il est hors de question qu'ils nous remarquent, c'est une question de respect. Quand je me suis vraiment trop

défoncé à la bière, je dors chez un copain et je rentre chez moi après avoir couché. Mais ma mère n'est pas dupe. Quand elle voit ma tête, mes yeux complètement défoncés, elle sait ce que j'ai fait de ma nuit. La «beuverie» peut durer jusqu'au petit matin, de longues heures à vider des canettes et à refaire le monde. Hakim se souvient qu'une fois il en a bu «trente-deux. C'était de la Heineken, ma préférée. J'ai rarement été malade. Le truc c'est de bien manger après. Ça éponge l'alcool.»

Le jeune homme a un peu de mal à expliquer les raisons qui le poussent à boire : «On n'a rien à faire de la journée, confie-t-il. Avec la bière, l'alcool, on se sent bien, on rigole entre nous. Le truc, c'est d'être conscient de ce qu'on fait. Certains boivent pour oublier leurs soucis. C'est pas bon ! Plus tu bois, plus tu cogites, alors il faut partir du principe que tu bois d'abord pour délier. Mais si tu te prends la tête, vaut mieux pas tiser [boire]. Pour oublier le «shit», c'est plus efficace. Il m'arrive de prendre une «fumette», ça me fait du bien, j'ai des pots qui vont plus loin : ils boivent, fument, prennent des cachetons. Ils sont complètement explosés après.»

Depuis qu'il a quitté le système scolaire,

à treize ans, Hakim n'a jamais vraiment travaillé. «Quand tu cherches un boulot, on te propose un salaire de misère. Ici, y a des mecs qui se font 1 000 bollos par jour en volant et en volant. Pour financer ses achats de bière ou de haschisch, Hakim, lui aussi, «magouille». «Dans ma cité, je sers d'intermédiaire. J'achète et je revends, en prenant mon billet au passage. Je parle un peu aussi. Des copains organisent des combats de pit-bulls avec paris, ça permet de se faire un peu de gras. J'en ai un aussi, ça protège quand les flics font des descentes. J'ai toujours refusé de le faire combattre pour de l'argent.»

«JE N'AI PLUS D'ILLUSIONS» Les «magouilles» de Hakim ont aussi un autre but : ramener un peu d'argent à la maison. «Quand tu gagnes dans la cité, que t'as bien vingt ans et que t'es même pas capable de ramener une baguette chez toi, c'est minable. Ma mère n'aime pas le «pain sale», mais moi ça me donne l'impression d'être utile.»

Hakim sait que sa situation ne pourra pas durer éternellement. Il connaît trop de jeunes qui sont morts à cause de l'alcool, dans un accident de voiture ou après des

bagarres sanglantes. «Certains peuvent devenir violents quand ils sont pris par la bière», rappelle-t-il. Lui voudrait bien reprendre pied, retrouver une vie normale. «J'ai des copains qui me conseillent, qui me disent «cherche un boulot». Moi je réponds : «Demain, on verra demain», parce que je n'ai plus d'illusions : le patron est toujours méfiant quand tu te présentes. Je sais que la bière, c'est une façon d'échapper à tout ça, finit-il par lâcher. T'es beau retourner le truc dans tous les sens, t'en reviens toujours à la même conclusion : ce sont les soucis, la galère, qui te poussent à boire.»

Hakim, pourtant, se veut rassurant. Il ne voit pas forcément son avenir en noir. «Un jour ou l'autre, je sais que j'arrêterai. Y aura un dédic dans ma tête. Et puis, je vais me remettre à la boxe thaï. J'ai été champion Méditerranée en 1993... Peut-être que ça me permettra d'en sortir. Enfin, comme pour se convaincre lui-même, il affirme qu'à son retour de l'hôpital, où il doit se faire opérer d'une hernie, il cherchera du travail : «C'est le seul moyen d'être bien dans la société.»

A. Pe.

Acacio Pereira

## Le lobby des brasseurs et des producteurs de vins et spiritueux investit dans la prévention

CE N'EST PAS l'alcool qui est nocif, mais l'usage que certains en font. Pour défendre ce postulat, les producteurs de boissons alcoolisées ont fondé deux associations loi de 1901 très présentes sur le front de la prévention de l'alcoolisme chez les jeunes. Entreprise & Prévention, créée en 1990, regroupant dix-sept des plus grands brasseurs et producteurs de vins et spiritueux, y consacre annuellement 4 à 5 millions de francs. Educ'alcool apporte, pour sa part, 1 million de francs chaque année.

Fondée en 1994, cette association réunit une vingtaine de comités interprofessionnels viticoles régionaux. A son actif, la création de matériel pédagogique envoyé gratuitement dans tous les collèges et lycées : cassette vidéo, logiciel informatique et brochure pédagogique qui, dans son chapitre 1, intitulé «Boissons alcoolisées et qualité de vie : une dynamique bivalente», souligne que «les consommateurs modérés représentent au-delà de 60 % de la population masculine âgée de plus de

15 ans». De son côté, Entreprise & Prévention a organisé, à Nancy puis au Havre, des opérations «Soif de vivre», avec débats et jeux concours sous chapiteau, karaokés en discothèques et bars de nuit, «car-forum» dans les quartiers difficiles et les établissements scolaires. A la Toussaint 1995, 200 000 dépliant ont été distribués sur les autoroutes afin d'aider les conducteurs à évaluer leur alcoolémie, ce que permettra également un serveur Minitel qui devrait voir le jour en novembre.

Les motivations affichées sont louables. «Nous entendons participer à la réduction de la surconsommation d'alcool», explique Armand Hennon, délégué général d'Entreprise & Prévention, car les boissons alcoolisées sont des produits de plaisir et de convivialité mais qui peuvent s'avérer dangereux en cas d'abus. Il est de la responsabilité des professionnels de prendre également en charge cette face cachée. Les producteurs d'alcools affirment pallier les carences de l'Etat qui consacrerait des moyens «cruels» insuffisants à la prévention de l'alcoolisme chez les jeunes. «L'an dernier, une circulaire ministérielle a rappelé aux chefs d'établissements qu'ils y étaient tenus. Mais ce n'est pas fait, car il y a d'autres urgences, comme le sida ou la toxicomanie. Pourtant, l'alcoolisme est un vrai problème chez les jeunes», souligne M. Hennon. Jérôme Agostini, délégué général d'Educ'alcool, soutient M. Hennon. Jérôme Agostini, délégué général d'Educ'alcool, souligne M. Hennon. Jérôme Agostini, délégué général d'Educ'alcool, souligne M. Hennon.

«Que fait l'Etat dans les collèges, les lycées, les clubs sportifs ? Que fait-il de la manne que lui rapporte la fiscalité sur les boissons alcoolisées ? Rien.»

UNE IMAGE A REDRESSER

A l'origine, Entreprise & Prévention s'est constituée pour tenter de contrer la loi Evin de lutte contre l'alcoolisme. Armand Hennon explique ainsi que les producteurs avaient proposé avant le vote de cette loi, en janvier 1991, une «politique alternative, qui consistait à participer aux campagnes de l'Etat et à financer leurs propres campagnes». Mais «aucun dialogue» ne fut possible, et la loi fut votée. Entreprise & Prévention poursuit aujourd'hui sur le terrain de la prévention en prenant prétexte de l'insuffisance de la loi Evin : «Dans 99 % de ses dispositions, elle concerne la publicité sur les produits. Il était prévu qu'elle s'accompagne

d'un vaste plan de prévention de l'alcoolisme qui n'a jamais vu le jour.» En fait, il s'agit plus de tenter de redorer l'image des producteurs d'alcool, dont M. Hennon reconnaît que l'«éthique professionnelle» fut mise à mal au moment du vote de la loi Evin.

Second objectif sous-jacent : prôner, même en précisant qu'elle doit demeurer modérée, la consommation d'alcool. «Le vin est un produit qui se marginalise au sein de notre société. La consommation a diminué de moitié entre 1961 (126 litres par personne et par an) et 1994 (63 litres)», souligne M. Agostini. Certes, admet-il sans ambages, un débat sur l'alcool en classe «prépare à la consommation, mais c'est un produit licite, et on ne fait pas de la rétape». Le délégué général d'Entreprise & Prévention avoue rencontrer quelques difficultés à nouer des partenariats avec les collectivités locales et un ministère de la Santé qu'il dit «assez réservé» : «Nous avons l'image diabolique de ceux qui veulent promouvoir en douce leurs produits. Pourtant, jamais le nom des marques n'apparaît... quoique l'idée n'en soit pas totalement écartée, dans un second temps.

«Aux Etats-Unis, Budweiser est bien connu pour consacrer des millions de dollars à la prévention», rappelle M. Hennon.

Le professeur Claude Got, expert en santé publique, s'insurge contre cette «tentative d'OPA sur la prévention, qui n'est qu'un alibi pour habiller de respectabilité l'action de lobbying». «Ils disent qu'il est possible d'avoir les avantages de l'alcool sans les inconvénients. Mais les buveurs excessifs se recrutent nécessairement parmi les buveurs occasionnels...» Selon lui, si le discours de responsabilisation de l'individu tenu par les alcooliers peut avoir un impact dans les pays de culture protestante, car il fait référence à des notions déjà profondément ancrées dans les mentalités, il ne saurait être efficace en France. Délégué général du Comité français d'éducation pour la santé (CFES), Bernadette Roussille est tout aussi sceptique : «N'est-ce pas troublant que ceux-là mêmes qui, au cours de l'été, ont lancé des produits nouveaux comme les «premix» afin d'attirer les jeunes à la consommation d'alcools prétendent agir dans la prévention ?»

Pascale Krémer

### VILLE DE MASSY AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté Municipal n° 96-053 du 11 octobre 1996, le Maire a ordonné l'ouverture de l'enquête publique relative au P.A.Z. de la ZAC Villamur.

Monsieur SERGENT Norbert demeurant 3 rue Leprieux 91140 Villebon-sur-Yvette a été désigné comme Commissaire-Enquêteur.

L'enquête se déroulera pendant 32 jours à la Mairie. DU MERCREDI 6 NOVEMBRE AU SAMEDI 7 DÉCEMBRE 1996 INCLUS, du lundi au vendredi de 9 heures 30 à 12 heures et de 13 heures 30 à 18 heures, ainsi que le samedi de 9 heures à 12 heures.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consulter éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au Commissaire-Enquêteur, à la Mairie, 1 avenue du Général de Gaulle - 91349 MASSY CEDEX et pendant toute la durée de l'enquête.

Le Commissaire-Enquêteur recevra en Mairie le mercredi 6 novembre de 8 heures 30 à 11 heures 30, le mardi 26 novembre de 14 heures 30 à 17 heures 30 et le samedi 7 décembre de 9 heures à 12 heures.

Les lycéens pour lutter

dece sur la

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union

de l'Union



## Les lycéens lancent leur propre plan pour lutter contre la violence à l'école

La campagne, fondée sur la notion de « respect » de l'autre, est financée par le ministère

Les élus lycéens au Conseil supérieur de l'éducation ont présenté, lundi 4 novembre, la campagne qui va être lancée auprès de leurs cama-

rades pour lutter contre la violence. Celle-ci, financée par le ministère de l'éducation nationale et parrainée notamment par le père du

jeune Nicolas, tué à l'arme blanche, à Marseille, le 9 septembre, s'appuie sur la notion de « respect », dans un langage proche des jeunes.

DANS LA CAMPAGNE lancée par les lycéens, lundi 4 novembre, pour lutter contre la violence chez les jeunes, on ne voit d'abord que le visage de Nicolas. L'adolescent de quatorze ans tué à l'arme blanche, à Marseille, lundi 9 septembre, par un autre adolescent de quinze ans (Le Monde du 14 septembre) figure sur l'une des deux affiches qui vont bientôt être distribuées dans tous les lycées de France, accompagné de ces simples mots : « Nicolas, tué d'un coup de couteau, comme ça... le 9 septembre 1996. » Après cet événement, le ministre de l'éducation nationale avait suscité l'organisation de débats dans les établissements scolaires. François Bayrou avait également rencontré, dimanche 22 septembre, les élus lycéens du Conseil supérieur de

l'éducation (CSE) et leurs suppléants, qui entendaient lancer une campagne antiviolen- ce auprès de leurs camarades. Le ministre leur avait donné carte blanche. Le projet, avaient promis les lycéens, devait s'articuler « autour des valeurs de respect de soi et de l'autre, affirmant que la violence est destructrice pour nous-mêmes ». L'engagement est tenu, six semaines plus tard, avec l'appui logistique de la Fédération indépendante démocratique lycéenne (FIDL, proche de SOS-Racisme), à laquelle appartiennent deux des trois élus lycéens titulaires au CSE. La campagne, d'un montant de 280 000 francs, financée entièrement par le ministère de l'éducation nationale, s'appuie sur le slogan « Plus puissant que la violence, le respect ». Sur l'une des deux af-

fiches, tirées à soixante mille exemplaires, cette phrase, tracée en grandes lettres, barre les graffitis et insultes qui couvrent un tableau noir. Cinquante mille autocollants, estampillés du mot « respect », montrent, non plus la main des « potes », mais deux poings qui s'appuient l'un contre l'autre. Ils feront l'objet d'une diffusion plus militante. Enfin, un numéro vert (08-00-83-30-00), destiné aux lycéens ou collégiens, sera mis à disposition à partir du 4 novembre.

« On aimerait que la campagne soit relayée par les délégués de classe », souhaitent les jeunes élus, qui affirment avoir prévenu les professeurs, par le biais du Syndicat national des personnels de direction (SNPDN). Des initiatives locales pourraient ainsi voir le jour, encouragées par un comité de parrainage, dont Michel Bourget, le père de Nicolas, a accepté de prendre la tête. M. Bourget a, le 22 octobre, adressé une lettre de soutien aux lycéens, dans laquelle il écrit notamment : « Bravo pour votre enthousiasme, il me rappelle celui de mon fils. Votre génération a la solution, elle doit prendre en main l'avenir, sans se laisser troubler par le pessimisme de la nôtre et de ses représentants les plus sordides. »

### ASER LOCALEMENT

Contre la violence, qui « devient une manière de s'exprimer, il nous a paru important que les lycéens parlent aux lycéens, avec leur langage », soulignent les élus du CSE. Le « respect », titre d'un tube, l'an dernier, du groupe de rap Alliance ethnique, « est une notion bien comprise par les jeunes. C'est l'image que l'on veut donner », ajoutent-ils. Chaque mot du slogan a été « approuvé par des tas de lycéens et trouvé par eux ».

En projet, l'idée d'un clip vidéo et d'une « charte des lycéens » fait son chemin. « On attend de voir les réactions à cette campagne, qui doit durer au moins pendant tout le trimestre », déclarent prudemment ses initiateurs, qui s'estiment satisfaits de « s'être démarqués » des discours moralisateurs ou sécuritaires. En direction des collèges, foyers fréquents de violence, les lycéens envisagent d'envoyer leurs délégués : « Les choses vont se faire localement, entre établissements voisins. » Sans recuser une analyse de la violence issue des problèmes sociaux, les lycéens la conçoivent comme une addition de comportements individuels, sur lesquels on peut tenter d'agir individuellement. C'est bien le sens de la campagne et sa limite.

Béatrice Gurrey

## Cinq nuits de vandalisme dans l'agglomération de Tours

### TOURS

Depuis mercredi soir 30 octobre, les nuits de Tours (Indre-et-Loire) et de sa banlieue ont été secouées par une série d'incendies volontaires de voitures. L'interpellation de deux incendiaires en flagrant délit, dimanche 3 novembre au matin, n'a pas empêché de nouvelles flambées dans la soirée.

Tout est parti du centre-ville de Saint-Pierre-des-Corps, dans la nuit de mercredi à jeudi, où quelques dizaines de jeunes du quartier sensible de la Rabat-rie ont brûlé des voitures et cassé plusieurs vitrines dans un centre commercial. Ces événements seraient à mettre en relation avec un fait divers, dramatique et mystérieux, intervenu la semaine précédente. Le 23 octobre, un homme âgé de vingt-trois ans était retrouvé dans un état comateux sur un trottoir, gravement blessé d'une balle dans la tête. Aucune arme n'était découverte à proximité du corps.

Une semaine après, les amis de la victime, relayant une rumeur insistante, se sont réunis devant le domicile d'un habitant du Saint-Pierre-des-Corps, l'accusant d'être l'auteur du coup de feu. Entourés par les policiers, l'homme a été mis en liberté après s'être expliqué. Dans la nuit du mercredi 30 octobre, des incendies ont éclaté, dans des conditions encore obscures. Les policiers ont procédé à trois interpellations et un homme, soupçonné de dégradations sur une voiture, a été placé en détention provisoire.

Devant l'étendue des dégâts, jeudi matin, le père de la victime a lancé un appel au calme et la municipalité (PCF) de Saint-Pierre-des-Corps, condamnant les

actes de violence, a demandé l'ouverture d'un commissariat. Le parquet a fait savoir, de son côté, qu'une enquête est en cours pour déterminer les circonstances exactes dans lesquelles le jeune homme, toujours dans le coma, a été blessé.

### DEUX INCENDIAIRES INTERPELLÉS

D'importantes forces de police, dont trois cents membres des compagnies républicaines de sécurité (CRS), ont continué à patrouiller dans les rues de Saint-Pierre-des-Corps les jours suivants. Dans la nuit de jeudi à vendredi, dans le quartier des Fontaines, à Tours, cinq voitures ont été incendiées et, à Jouvigny-Tours, six autres véhicules ont été endommagés par le feu. Vendredi soir, de nouveaux incidents ont éclaté à Saint-Pierre-des-Corps dans le même quartier de la Rabat-rie.

Des groupes de jeunes ont incendié trois véhicules sur un parking, derrière le centre commercial. L'embrasement de ces voitures, à quelques mètres de plusieurs appartements, a provoqué une très vive émotion chez les riverains, d'autant que les réservoirs ont explosé sous l'effet de la chaleur. Plusieurs trillions ont été interpellés.

Dimanche matin, ce sont deux incendiaires porteurs d'un cocktail Molotov et d'un bidon d'essence qui ont été interpellés en flagrant délit, à Jouvigny-Tours, et placés en garde à vue, après la destruction de quatre nouvelles voitures dans plusieurs cités sensibles de l'agglomération tourange.

Alexis Boddiaert

## Un adolescent avoue son meurtre à Montpellier

UN ADOLESCENT de quinze ans et demi s'est spontanément présenté au commissariat de Montpellier, dimanche 3 novembre après-midi, en compagnie de sa mère. Le jeune homme, membre d'une des communautés gitanes de la ville, qui n'était pas connu des services de police, a reconnu avoir tué Kader Laid, dix-huit ans, en lui tirant une balle dans le cou lors de la fête foraine qui avait lieu dans le quartier des Arceaux l'avant-veille (Le Monde du 3-4 novembre). Le drame semble trouver son origine dans une banale dispute entre jeunes Maghrébins et Gitans, dont les circonstances restent à éclaircir. Deux autres adolescents ont été placés en garde à vue. Dimanche après-midi, plusieurs dizaines de proches de la victime se sont recueillis et ont déposé des roses sur les lieux du meurtre. — (corresp.)

## Le sacristain de la cathédrale de Lille a été poignardé

LE SACRISTAIN de la cathédrale de Lille, Georges Vanderberke, a été tué, samedi 2 novembre, de plusieurs coups de couteau. Son corps a été découvert, vers 14 heures, par le chanoine Roger Desreumaux, arrivé à l'église Notre-Dame-de-la-Treille quelques instants auparavant. Entendant un cri, il s'est précipité dans le couloir menant à la sacristie, où il a découvert M. Vanderberke, « saigné à blanc ». Agé de cinquante ans, le sacristain vivait seul depuis la mort de sa mère, l'été dernier. Il avait pris ses fonctions dans la cathédrale en septembre dernier. La police ne privilégie officiellement aucune piste, mais envisage sérieusement l'hypothèse d'un crime crapuleux. Les trunks de l'église n'ont pourtant pas été pillés. Le portefeuille du sacristain n'a pas non plus été dérobé, a indiqué le père Desreumaux. L'enquête devrait être confiée à la brigade criminelle de Lille.

### DÉPÊCHES

■ SIDA : la Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé par le professeur Robert Gallo contre l'arrêt de la cour d'appel de Paris qui, le 16 décembre 1992, l'avait débouté de sa plainte en diffamation contre Le Monde. Le célèbre virologue reprochait à notre journal la façon dont il avait rendu compte, en 1991, de la polémique mettant en cause son rôle dans la découverte du virus du sida. Dans son arrêt rendu le 9 octobre, la Cour de cassation confirme que notre collaborateur Franck Nouchi, auteur des deux articles en cause, avait effectué « une enquête approfondie et sérieuse ».

■ MEURTRE : un sans-abri de vingt-six ans a été tué par balle, dans la soirée du samedi 2 novembre, à Rennes, à proximité de l'église Saint-Luc, où il avait coutume de mendier. Selon les premiers éléments de l'enquête, la victime, prénommée « Olivier », a été tuée à la suite d'une dispute qui l'aurait opposé à un autre sans-abri qui souhaitait mendier au même endroit. Le meurtrier n'avait pas été retrouvé, lundi matin.

■ AGRESSION : le domicile de Georges Farret, conseiller municipal (UDF-FD) de Béziers (Hérault) a été la cible d'un coup de feu, samedi 2 novembre au matin, qui n'a fait que de légers dégâts matériels. Cette agression inexplicable intervient cinq jours après l'attentat à l'explosif dont a été victime le député-maire de Béziers, Raymond Condorcet (UDF-PR) à son domicile privé. Le SRP de Montpellier, déjà saisi de l'attentat contre M. Condorcet, a été chargé de l'enquête.

■ EXPLOSION : la violente déflagration due à une fuite de gaz qui avait détruit une villa de Sarreguemines (Moselle), dans la nuit du vendredi 1<sup>er</sup> au samedi 2 novembre, a fait une nouvelle victime (Le Monde du 3-4 novembre). L'épouse d'un septuagénaire dont le corps avait été retrouvé sans vie a succombé à ses blessures. Ce décès porte à 2 morts et 6 blessés le bilan de l'accident.

## La fête juive du Yom Hatorah lie son sort à celui d'Israël, pour le meilleur et pour le pire

A LA FOIS kermesse et université populaire, foire et meeting communautaire, le Yom Hatorah (Journée de la Torah), qui en était à sa quatrième édition, dimanche 3 novembre au Bourget, donne, tous les deux ou trois ans, le pouls du judaïsme religieux français. On vend et on prie, mais rares sont les lieux où orthodoxes et libéraux, loubavitchs et laïcs se retrouvent dans ce climat de liberté. A côté d'un stand de cassettes annonçant l'arrivée du messie, on quête pour les Restos du cœur casher ou on distribue des tee-shirts évoquant « Hébron pour l'éternité ».

Dans le climat trouble provoqué par la visite de Benjamin Nétanyahou à Paris et celle de Jacques Chirac à Jérusalem, le succès de cette journée du judaïsme ne fut guère massif : 15 000 participants, soit moitié moins qu'en 1993. Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), Henri Hajdenberg, avait décidé de boycotter, sous prétexte que le grand rabbin de France, Joseph Sitruk, promoteur des Yom Hatorah, avait demandé audience au président de la République, le concurrençant sur son terrain politique. Quant au même Joseph Sitruk, il avait pris soin de n'inviter que des rabbins modérés — comme les rabbins Lau et Elbaz d'Israël — et d'empêcher le Likoud de France, qui a le vent en poupe depuis la venue de M. Nétanyahou, d'avoir une place à la tribune.

Pour le meilleur et pour le pire, le Yom Hatorah 96 avait donc lié son sort à Israël. Le meilleur, ce fut d'abord l'hommage rendu, dans un moment de rare unanimité, à Itzhak Rabin à la veille du premier anniversaire de son assassinat. Da-

vid de Rothschild, président du Fonds social juif, Jean Kaba, président du consistoire central, et Joseph Sitruk en firent l'un des « bâtisseurs » d'Israël, alors qu'une exposition retraçait les étapes de sa création. Si certains visiteurs ironisaient devant un portrait associant l'ancien premier ministre à Jacques Chirac, un responsable de l'Agence juive expliquait avec indulgence : « Depuis le traumatisme Rabin, nous sommes devenus un peu paranoïques. » Le meilleur, ce fut aussi le thème de la tolérance et de la solidarité, retenu pour cette journée. A une table ronde réunissant des rabbins autour de Corinne Lepage, ministre de l'environnement, et d'un évêque, Mgr Gaston Poulain, on parla des chrétiens et des exclus. On dénonça le « crime du silence » à propos du Zaïre et de toutes ces situations de malheur et de précarité qui se multiplient. On rappela que le judaïsme n'est pas seulement conversion (teshouva) personnelle, mais altérité et générosité.

### LA VALISE OU LE CERCUEIL

Le pire était à venir. « Ce n'est pas parce que les autres n'ont pas les mêmes idées qu'on doit les détester », avait recommandé le sage rabbin d'Israël Israël Meïr Lau, poussant l'utopie jusqu'à souhaiter que les juifs de France se fassent « doux, agréables et affectueux ». Mais, au même moment, ceux-ci s'arrachent la manchette de l'Actualité juive, faisant de Jacques Chirac « la voix des Arabes ». Les étudiants du Betar distribuent des tracts appelant à la défense des implantations. « Hébron défend Jérusalem. Défendons

Hébron. » Ou encore : « Vous avez assez de problèmes en France pour ne pas endosser ceux d'Israël. M. Nétanyahou s'en charge. » On ironise enfin sur M. Chirac qui veut jouer les bons offices, tout « en serrant la main des terroristes ».

D'autres militants quêtent pour soutenir Tshahal, l'armée israélienne. Ou remplissent des listes de volontaires civils, alors que l'Agence juive recrute des candidats à l'Aliyah que la situation politique ne décourage pas : 2 200 Français, pour la plupart de moins de quarante ans, ont entrepris cette année leur « montée » en Israël. Quant au Likoud, il remplit ses trunks, ses feuilles de pétition et ses cartes postales pour le premier ministre israélien. Ses porte-parole n'en finissent pas de régler leurs comptes avec le CRIF qui, « à passer son temps sur le valours rouge des fauteuils ministériels, a perdu tout contact avec la base communautaire ».

Le dérapage est venu, en fin de journée, avec l'intervention du rabbin Pezner, du centre Sinaï, dans le dix-huitième arrondissement de Paris, s'écriant à la tribune que tous les juifs de France devaient se liguer pour soutenir leurs « frères » en Israël, « contre nos ennemis et contre nos prétendus amis ». Car à Hébron, à Sicheim, à Jérusalem, avant Tel Aviv et Haïfa, ils n'ont pas seulement plus le choix, lance-t-il devant un public déchaliné, qu'« entre la valise et le cercueil ». En vain, Joseph Sitruk tenta de l'arrêter, mais il est trop tard. La polémique avait en partie gâché la fête.

Henri Tincq

## Tarif mini Bleu

Au départ de PARIS :

LYON, BORDEAUX,  
TOULOUSE, STRASBOURG

# 275 F

## NOUVEAU : en aller simple des tarifs tout mini pour tous !

Sur Air Inter Europe,  
tout le monde peut voyager à prix mini !  
Il suffit simplement d'acheter son billet au plus tard 14 jours à l'avance.  
Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages  
ou Air Inter Europe (à Paris : 01 45 46 90 00)  
ou 3615 AIRINTER (1127762666).

**AIR INTER EUROPE**

Le prêt à partir

\*Tarif hors taxes de départ et de destination soumises à des conditions particulières de vente et de transport.



## RÉGIONS

LE MONDE / MARDI 5 NOVEMBRE 1996

**CARAÏBES** Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué aux DOM-TOM, a entamé, dimanche 3 novembre, une visite aux Antilles et en Guyane. M. de Peretti, accompa-

gné pour l'occasion de Jacques Godfrain, le ministre de la coopération, a souligné dimanche à Pointe-à-Pitre que la France « a une carte à jouer dans la région des Caraïbes à

un moment où le monde anglo-saxon détourne son regard de cette région ». ● LA VISITE des deux ministres dans cette région intervient quelques jours après l'inauguration

officielle, en Guadeloupe, de la première centrale géothermique construite sur le territoire français. ● MISE EN SERVICE Il y a dix ans, la centrale de Bouillante avait dû être

stoppée en raison d'avaries. Sa remise en service illustre le développement, à La Guadeloupe, des énergies renouvelables (solaire, éolienne, géothermique...).

## La Guadeloupe mise sur les énergies renouvelables

Bercé par les alizés, inondé de soleil, irrigué par cent rivières, réchauffé par un volcan, couvert de canne à sucre, l'archipel antillais est un lieu d'exception pour produire de l'électricité à partir de ses propres ressources naturelles et réduire ainsi sa dépendance énergétique

LA GUADELOUPE de notre envoyé spécial

Il y a encore quelques mois, Micheline n'avait pas de réfrigérateur. Chaque jour, elle devait se rendre au bourg, à Sainte-Marguerite, sur la côte nord-est de Basse-Terre, pour s'approvisionner en produits frais. « Surtout la viande », hautement périssable sous les tropiques. Elle s'éclairait avec une lampe à gaz et n'avait qu'une batterie pour alimenter la télévision. Sa petite maison, qui abrite aussi ses deux filles et son père, était trop éloignée de la route - 800 mètres - pour qu'EDF envisage de la relier à son réseau à un prix acceptable.

Aujourd'hui, Micheline dispose d'eau chaude, d'un fer à repasser,

### Une défiscalisation éclairée ?

Les divers projets d'exploitation de l'énergie renouvelable mis en œuvre en Guadeloupe ont un point commun : la défiscalisation. Aurait-elle trouvé ici un emploi moins critique qu'en matière d'immobilier ou de construction navale ? Ardemment défendue par M<sup>me</sup> Michaux-Chevry, la loi Pons de 1986, modifiée en 1992, qui permet aux particuliers de soustraire de leur feuille d'impôt les investissements réalisés dans les DOM, s'applique en effet aux énergies de substitution. Des montages financiers et fiscaux complexes encadrent les dispositifs de location des systèmes solaires, ou encore les investissements dans l'hydroélectricité ou la géothermie, qui, assure-t-on à EDF comme à l'Ademe, n'auraient pu voir le jour sans ces dispositifs particuliers. On peut cependant se demander si des subventions directes - ajoutées aux fonds régionaux, nationaux et européens déjà distribués -, en évitant le recours à divers intermédiaires, n'auraient pas été plus efficaces, et plus équitables fiscalement : le « ticket d'entrée » dans les sociétés d'investissement, très rentable, n'est pas à moins de 500 000 francs. Petits contribuables s'abstenir !

d'un congélateur et, bientôt, d'une machine à laver. Ce confort nouveau, qui lui a « changé la vie », elle le doit aux dix-huit panneaux photovoltaïques qui ornent désormais son toit, et aux batteries qui stockent cette énergie solaire inépuisable. Ses modestes revenus n'auraient pu lui permettre d'acquiescer un tel équipement, d'un coût d'environ 100 000 francs. Simple utilisatrice, elle a payé 3 000 francs à l'installation et s'acquitte des 300 francs mensuels, qui lui garantissent la fourniture d'électricité pendant quinze ans.

Alors, c'est un sèveur, dont le poulailleur est distant de 2,5 kilomètres du réseau électrique, qui peut améliorer sa production en augmentant la durée d'éclairage des panneaux. Le soleil est aussi utilisé directement pour chauffer l'eau : près de dix mille familles guadeloupéennes sont ainsi équipées - pour 2 000 francs de versement initial et 80 francs mensuels. Des collectivités ont également adopté un système qui coûte un tiers de moins que le chauffage électrique. En Guadeloupe (397 000 habitants), le marché du solaire est en pleine croissance : en 1995, les trois quarts des panneaux photovoltaïques installés en France l'ont été dans l'archipel, où le paysage publicitaire a été envahi par les annonces des installateurs de chauffe-eau et de panneaux.

Pourquoi une telle effervescence ?



La centrale géothermique de Bouillante est alimentée en vapeur d'eau sous pression puisée à 300 mètres de profondeur. La vapeur actionne une turbine qui entraîne un alternateur produisant 2 % de l'électricité consommée en Guadeloupe.

Il faut y voir les fruits du plan de maîtrise des énergies, lancé en 1993 par la région Guadeloupe, en liaison avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). L'objectif est double, comme l'a résumé Lucette Michaux-Chevry, présidente du conseil régional : assurer la fixation des populations rurales afin d'éviter une urbanisation désordonnée, porteuse à son sens « de délinquance et de mis-

ère » ; réduire la dépendance énergétique de l'archipel et couvrir 25 % de la consommation électrique à partir d'énergies renouvelables d'ici l'an 2000. L'opération est d'autant plus nécessaire que la consommation, multipliée par cinq depuis 1975, continue d'augmenter.

La Guadeloupe importe ainsi chaque année 700 000 tonnes de pétrole, dont un tiers sert à fabriquer de l'électricité. Celle-ci, en raison de

la pénétration nationale qui s'applique aux DOM, est vendue au prix de la métropole, soit la moitié de son prix de revient. Si bien qu'EDF perd chaque année 600 millions de francs en Guadeloupe, et 2 milliards dans l'ensemble des DOM. La fourniture électrique est en outre de qualité médiocre et reste soumise, malgré les progrès, à de fréquentes coupures. Cette situation est d'autant plus alarmante que l'archipel dispose - hormis les énergies fossiles - de ressources naturelles abondantes. Bercé par les alizés, inondé de soleil, irrigué par cent rivières, réchauffé par le volcan, couvert de canne à sucre, il se présente comme un lieu d'exception pour profiter de la panoplie des énergies renouvelables.

### TECHNOLOGIE TROPICALISÉE

EDF, traditionnellement hostile à cette concurrence - modeste par la puissance, mais attentatoire à son monopole - s'est laissé convaincre de son intérêt à la fourniture d'électricité dans les « écarts », ces zones où tirer des lignes est trop coûteux. Tout comme le pétrolier Total, l'électrien s'est aussi associé, via sa filiale CHARTH, à des initiatives plus ambitieuses en matière géothermique (lire par ailleurs), hydroélectrique, éolienne et même dans l'utilisation de la bagasse, un sous-produit de la canne à sucre.

Ainsi, les mille six cents habitants

de l'île de la Désirade, à 10 kilomètres à l'est de la Grande-Terre, peuvent bénéficier de l'énergie fournie par vingt éoliennes, « tropicalisées » par Vergnet. Leur constructeur. Pendant la nuit, la Désirade exporte son électricité vers « le continent » (le reste de l'archipel), grâce à un câble sous-marin, qui fournit en retour, le jour aux heures de pointe, l'énergie nécessaire. Deux projets similaires devraient voir le jour prochainement sur Grande-Terre et Marie-Galante.

Côté hydraulique, alors qu'en métropole 16 % de l'électricité est fournie par les barrages, il a fallu attendre 1993 pour que cette ressource soit exploitée en Guadeloupe. Mais, depuis lors, cinq centrales dites « au fil de l'eau » ont été mises en service et produisent 3 % de l'électricité consommée dans l'île. Une somme en « l'étude ».

Si on ajoute l'utilisation de la biomasse (déchets) et la cogénération (qui utilise la chaleur résiduelle), l'objectif, naguère jugé trop ambitieux, de réduire d'un quart la dépendance énergétique de l'île, ne paraît plus hors de portée. Si bien qu'investisseurs et constructeurs espèrent bénéficier d'un « effet de virtuosité » afin d'exporter leur ingénierie, tant financière que technique, dans les Caraïbes. Et, pourquoi pas ? au-delà.

Hervé Morin

## La centrale géothermique de Bouillante reprend du service

LA GUADELOUPE de notre envoyé spécial

La commune de Bouillante n'a pas été baptisée ainsi par hasard. À l'ouest de Basse-Terre, dans la partie occidentale de la Guadeloupe, elle se trouve au pied du volcan de la Soufrière, et ses « fontaines chaudes » exhalent en permanence leurs fumeroles. Une telle source d'énergie, dans une zone relativement isolée, ne manquait pas d'attraits. Encore fallait-il la domestiquer.

Les premières investigations remontent aux années 60. Le Bureau des recherches géologiques et minières (BRGM) puis une société, Eurafrep, procédèrent à des forages prometteurs. En 1975, suite à la nationalisation des moyens de production élec-

triques dans les DOM, EDF prend le relais et décide de réaliser la première centrale géothermique haute température de France. D'une puissance prévue de 4,7 mégawatts, elle sera mue par l'eau chaude et la vapeur issues du sous-sol.

Ce projet sera cependant difficile à concrétiser, et la centrale a été officiellement inaugurée il y a quelques jours seulement, le 30 octobre. Mise en service il y a dix ans, elle avait rapidement connu des avaries, au point que son exploitation avait dû être stoppée fin 1992. L'unité de contrôle de la centrale, un prototype coûteux (70 millions de francs) qu'EDF destinait également à son parc nucléaire, est incriminée. En outre, les interruptions dans l'exploitation ont accentué les phé-

nomènes d'oxydation de l'installation engendrés par le fluide thermique, fortement chargé en soufre.

Si bien qu'EDF, échaudé, envisagera d'abandonner. Il faudra toute la force de conviction de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) et l'expertise de la Compagnie française de géothermie, filiale du BRGM, pour qu'en 1995 EDF accepte de rénover le site. Cette opération a été menée à bien par Géothermie Bouillante, une filiale du BRGM (60 %) et d'EDF (40 %), pour un coût de 18 millions, dont 27 % sont le fruit de la défiscalisation des investissements.

Depuis le 15 mai, la centrale est à nouveau couplée au réseau électrique. A

insi, sa production devrait représenter 2 % de la consommation électrique guadeloupéenne. Le BRGM et EDF envisagent déjà d'ouvrir un second puits à Bouillante, mais aussi d'exporter leur compétence nouvelle « dans les Caraïbes et dans d'autres régions volcaniques », indique Claude Allègre, le président du BRGM. Mais il faut déjà assurer la montée en puissance de la centrale. Pour mener cette opération délicate, un ancien sous-marinier, Jean-Yves Le Marchand, spécialiste des turbines, a été recruté. Il est vrai que dans l'île, comme dans une sous-marin, la recherche de l'autonomie est primordiale...

H. M.

## La deuxième mort d'une cité minière de Lorraine

L'affaissement des galeries menace le quartier de Coinville, à Auboué (Meurthe-et-Moselle)

NANCY

de notre correspondant  
Irène Wavasseur, cinquante-six ans, s'efforce d'être courageuse. Elle ravale ses larmes lorsqu'elle regarde son salon vide où des cartons de déménagement s'empilent. Dans un coin, son sac de voyage attend. Comme les autres soirs, elle ira avec son mari « faire les courses » chez sa sœur ou sa fille à Talange. La joie cuisine intégrée, dont elle était si fière, a été démontée. Irène et Jean-Marie Wavasseur font partie des quatre-vingt-six familles sinistrées du quartier de Coinville, à Auboué. La mairie a ordonné l'évacuation de la rue de la Source et de la rue Zeiller, où les maisons ouvrières de cette ancienne cité minière s'alignent, modestes et grises.

Depuis trois semaines, un affaissement minier sismos ébranle le quartier. Des fissures larges comme la main courent le long des façades et, dans la rue, le macadam s'est soulevé en vagues. Les trottoirs sont éventrés. Le premier jour, une conduite d'eau a explosé. Même le cimetière est touché. Une crevasse a été rebouchée dans une allée. Certains s'étaient dit ici que, pour la Toussaint, par mesure de sécurité, il faudrait peut-être interdire l'accès. La nuit, le quartier est vide, surveillé par des policiers pour prévenir les pillages. Dans la journée, il retrouve une sorte de vie morte et factice. Les habitants, réfugiés chez des proches ou à l'hôtel payé par les

assurances pendant quelques jours, reviennent, désespérés, pour constater les dégâts ou pour passer quelques heures dans ces maisons humbles où, pour la plupart, ils ont passé toute leur existence. C'est toute une vie qui se lève et s'effondre.

Les repas sont servis par la commune au centre aéré. La mairie se hâte d'installer des bungalows provisoires. L'eau, le gaz, l'électricité ont été coupés. Les habitants viennent remplir leurs bidons à la borne incendie au milieu de la rue. Il reste encore quelques

ri est ouvrier : « On y a mis 200 000 francs. Tout ça pour rien. On va tout perdre. La commune a dit qu'on ne reviendrait plus ». Céline, son mari et leur jeune enfant campent chez les parents de la jeune femme. Les propositions de relogement faites par des sociétés d'HLM sont jugées trop chères. « Pour entrer dans un appartement, il faut déboursier 10 000 francs. Deux mois de caution et un loyer d'avance. Les gens ont du mal, soupire Jean-Marie Wavasseur, l'ancien sidérurgiste qui a pris la tête de l'association de défense. La so-

est plutôt pessimiste. « On sait que le site doit descendre de 1 mètre. On n'y est pas encore. Les effondrements miniers ont cela de particulier : en surface, les dégâts ne sont pas brutalement spectaculaires. Ce sont des fissures qui avancent, des portes qui travaillent et se bloquent, des murs qui se fissurent, des fils électriques qui se rompent, des conduites qui explosent. » Il ne veut plus mettre les pieds au 4 de la rue Zeiller. Trop dangereux.

Beaucoup, ici, mettent en cause l'envoie des galeries de mine, consécutif à la cessation de l'activité minière, en 1982. En dessous, c'est du gruyère. « L'arrivée de l'eau dans les galeries de mine, situées à 160 mètres de profondeur, est en relation avec les désordres qu'on observe en surface », avance prudemment l'expert. En dessous, ça bouge fort : les fondations des maisons sont touchées. Ici, il y a un danger réel, immédiat, évolutif. Il y a une semaine, des habitants excédés ont installé un barrage sur l'autoroute toute proche. Samedi 2 novembre, sous la pluie et dans la grisaille, ils sont redescendus dans la rue, encore un peu plus désespérés. La ville, elle, a décidé d'assigner la société Lormines, l'ancien exploitant, devant le tribunal de grande instance de Brie. Il s'agit de faire désigner un expert qui devra déterminer les causes et l'origine du sinistre : phénomène naturel ou fait de l'homme ?

Monique RAUX

### « L'arrivée de l'eau dans les galeries, situées à 160 mètres de profondeur, est en relation avec les désordres qu'on observe en surface »

irréductibles qui n'ont pas le choix ou pas les moyens d'aller habiter ailleurs. Ils dorment dans leur caravane au fond du jardin ou, comme Angèle, la soixantaine, avec un casque. « C'est la misère », a dit Angèle, qui ne s'est pas encore faite à l'idée qu'il lui faudra abandonner définitivement la maison qu'elle loue depuis trente-cinq ans. Angèle crâne, mais elle en a gros sur le cœur. « Si ça se trouve, ce soir, il y aura la sirène des pompiers : ça voudra dire qu'il faut partir vite ».

Céline Timon, vingt-huit ans, a acheté sa maison en 1993. Son ma-

## Didier Migaud, député PS de l'Isère, président des élus de la montagne

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION NATIONALE des élus de la montagne (ANEM), qui vient de se réunir à Malbuisson (Doubs), a élu à sa présidence Didier Migaud député (PS) de l'Isère. Didier Migaud remplace Patrick Ollier, député (RPR) des Hautes-Alpes. Michel Bouvard, député (RPR) de Savoie, reprend le poste de secrétaire général. Cette alternance, prévue lors de la création de l'Association en 1984, « permet d'éviter les clivages politiques ou les enjeux de pouvoir qui n'ont pas leur place dans une association de ce type et qui nuiraient à la représentation de la montagne et à son efficacité », indique un communiqué de l'ANEM. L'Association veut mettre en œuvre une « politique européenne de la montagne » dont les lignes directrices ont été définies dans un projet de mémorandum (Le Monde du 25 octobre).

### DÉPÊCHES

■ AQUITAINE : le conseil régional vient d'adopter le principe d'une convention avec l'Etat et la SNCF pour la création d'une plate-forme de transport combiné à Bordeaux, en bordure de la gare de triage d'Hourcade. Cette opération représente un budget de 300 millions de francs et devrait être réalisée en trois ans à partir d'avril 1997. Ce terminal devrait traiter 1,5 million de tonnes par an. - (Corresp.)

■ SAINT-TROPEZ : un chantier de réhabilitation du port de Saint-Tropez devait être lancé lundi 4 novembre ; il devrait durer jusqu'en mars 1998 et coûter 30 millions de francs. Outre leur réfection et leur aménagement paysager, les quais bénéficieront de bornes permettant aux bateaux amarrés de recevoir, en plus de l'eau et de l'électricité, le téléphone et un réseau de télévision numérique. Le dragage et la dépollution du plan d'eau seront également menés. Enfin, le vieux port sera réaménagé et équipé d'un troisième bassin destiné à la construction navale et de plaisance. L'ensemble devrait être ultérieurement complété par l'implantation d'une gare maritime et la réalisation d'une nouvelle jetée au bout de laquelle serait installée une plate-forme pour hélicoptères. - (Corresp.)

■ YONNE : le TGV Paris-Marseille s'arrête désormais à titre expérimental, les quatre premiers jours de la semaine, dans les gares de Sens et de Migennes, dans l'Yonne. Cette desserte était réclamée depuis des années : une consultation organisée en 1992 par le conseil général, dans le cadre de la préparation d'un projet intitulé « Yonne 2001 », avait montré que 69 % des habitants plaçaient l'arrêt du TGV dans le département en tête de leurs souhaits. - (Corresp.)



AU CARNET DU « MONDE »

Décès

— M. Jean Cardot, président, M. Arnaud d'Hauterives, secrétaire perpétuel, Et tous les membres de l'Académie des beaux-arts, ont la douleur de faire part du décès de leur confrère.

**Marcel CARNÉ**, membre de l'Institut, grand officier de la Légion d'honneur, grand officier dans l'ordre national du Mérite, commandeur dans l'ordre des Arts et Lettres,

survenu le 31 octobre 1996, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 5 novembre, à 15 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés, place Saint-Germain-des-Prés, Paris-6<sup>e</sup>, suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Vincent, 6, rue Lucien-Gaulard, Paris-18<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

23, quai de Conti, 75006 Paris.

Marcel CARNÉ

a quitté le plateau.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 5 novembre 1996, à 15 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés, Paris-6<sup>e</sup>.

Il reposera au cimetière Saint-Vincent de Montmartre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Sylvia Cassuto, son épouse, M<sup>me</sup> Benjamin Honig et M<sup>me</sup> née Hélène Cassuto, Les docteurs Dominique Cassuto et Jean-François Solal, ses enfants, Carole, Sophie et Jeanne, ses petites-filles, M<sup>me</sup> Gisèle Puel, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Georges Krief, leurs enfants et petits-enfants, Le docteur et M<sup>me</sup> Michel Racine et leurs enfants, Les familles Cassuto et Levy, ont l'immeuble douleur de faire part du décès de leur très cher

**André CASSUTO**, croix de guerre 1939-1945, médaille militaire,

survenu le 1<sup>er</sup> novembre 1996.

Les obsèques auront lieu le mardi 5 novembre, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse.

On se réunira à la porte principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

68, rue Saint-Denis, 75116 Paris.

— Eric Duchemin, son mari, M<sup>me</sup> Denise Le Dou, sa mère, M. et M<sup>me</sup> Camille Duchemin, ses beaux-parents, Christophe, Grégoire Boaguer, Laurent Moriceau, son fils, Appoline et Martin Bonneau, ses petits-enfants, Agnès Le Boucher, sa sœur, Et Gérard Courchinou, Philippe, Eric et Franck Le Boucher, ses frères et leurs épouses, ont la douleur de faire part du décès de

**Sylvie DUCHEMIN**, née LE BOUCHER,

survenue le 27 octobre 1996, à Chartres, Eure-et-Loire.

La cérémonie religieuse aura lieu à Neuville-au-Plain, près Sainte-Mère-Eglise (Manche), le jeudi 7 octobre, à 15 heures.

— Les enfants, La famille, Les amis, ont la douleur d'annoncer le décès de

**M. André MAILLARD**, ingénieur civil du génie maritime,

survenu le 30 octobre, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie d'incinération aura lieu le 6 novembre, à 9 h 15, au crématorium du Père-Lachaise.

117, avenue Emile-Zola, 75015 Paris.

**SERVICES FUNÉRAIRES CONTRATS OBSÈQUES**

**R. MARIN**

PLUS PROCHES DE VOUS POUR UNE ASSISTANCE TOTALE 7/7

Pour Paris et sa banlieue  
Tél. : 01 46 27 97 56

— Anne-Lise Montel, son épouse, Ses parents et ses proches, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jean-Marc MONTEL**, acteur, metteur en scène, professeur d'art dramatique,

survenu le 31 octobre 1996.

La cérémonie religieuse aura lieu à 9 heures, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-1<sup>re</sup>, suivie de l'inhumation au cimetière des Valis, 108, route de l'Empereur, 92500 Rueil-Malmaison, le jeudi 7 novembre.

— Eduardo de Oliveira-Cézar, Maria de Oliveira-Cézar et André Schwartz,

Diane de Oliveira-Cézar, M<sup>me</sup> Roger-Marie, Sa famille et ses amis de Paris, ont le regret de faire part du décès de

**Lucracia de OLIVEIRA-CÉZAR**, M<sup>me</sup> Rodolfo GARCIA-ARIAS, chevalier de la Légion d'honneur, officier des Arts et Lettres,

survenu le 28 octobre 1996, à Brno-Aïres.

23, rue Beaumier, 75014 Paris, 109, rue de Grenelle, 75007 Paris, 86, rue d'Assas, 75006 Paris.

Anniversaires de décès

**Gilles DELEUZE**

« Je l'entends qui continue à bavarder avec nous. »

— Monna, Ghislain.

Il y a cinq ans,

**Simon KORCAZ**

nost quitte.

Ceux qui l'ont aimé se souviennent.

Messes anniversaires

— Pour le Nœuvième anniversaire de la mort de

**Vasso DEVETZI**,

un Office à sa mémoire a été célébré le 2 novembre en la Cathédrale Orthodoxe grecque, 7, rue Georges-Bisot, Paris-18<sup>e</sup>. Association des Amis de Vasso Devetzi.

Conférences

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ESTHÉTIQUE**  
9 novembre, Sorbonne, salle Jean-Cavallier, 14 h 30, conférence de Gérard Genette : « La relation artistique. » Entrée libre.

Séminaires

**COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE**

— Séminaires  
Anne Boissière : « Les temporalités de la forme musicale (II) : Adorno et Bergson. »

15, 20 et 27 novembre, 18 h 30-20 h 30, Domaine musical, 2, rue des Buisson, 59800 Lille.  
Hélène Cixous : « Poétique de la différence sexuelle : essai de sémantisme de la famille. »

9, 16 et 23 novembre, 7 décembre, 9 h 30-15 h 30, salle de conférences, ENS, 46, rue d'Ulm, Paris.  
Florence Dupont : « Temps, espace et sociétés fictives dans les spectacles romains : l'exploration ludique. »

6, 13, 20 et 27 novembre, 18 heures-20 heures, amphithéâtre, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.  
Eric Fassin, Michel Feher : « Différents sexuels et histoires amoureuses. »

12, 19 et 26 novembre, 18 h 30-20 h 30, salle Samuel-Beckett, ENS, 45, rue d'Ulm, Paris.  
B. Correa, S. Douciller, E. Lecorff, G. Nave, E. Tassin, P. Vermeiren, dans le cadre des Dialogues philosophiques : intervention d'Enrique Dussel : « La question de l'émancipation humaine. »

12 novembre, 18 h 30-21 heures, Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, Paris.  
Danielle Elob : « Deuil et amour. »

12 et 26 novembre, 10 et 17 décembre, 20 heures-22 heures, salle Jean-XXIII, USIC, 18, rue de Vienne, Paris.  
Stéphane Argillière : « L'auto-production circulaire de l'âme selon la pensée tibétaine. »

13 et 27 novembre, 11 décembre, 17 heures-19 heures, salle JA 01, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.  
Francis Fishall : « Après la pensée des Lumières. »

7, 14, 21 et 28 novembre, 18 h 30-20 h 30, salle RC 3, université Paris-VII, place Jussieu, Paris.  
— Hommage à l'œuvre. Sarah Kofman : Impasses et passes, sous la responsabilité de Françoise Collin et Françoise Proust.

16 novembre, 9 h 30-18 h 30, Centre parisien d'études critiques, 1, place de l'Odéon, Paris.  
— Forum.

Avec et autour de Stanley Cavell : Déplacer les genres, avec Barbara Cassin, Claude Imbert, Thierry Marchaisse, Sandra Laugier, Alain Badiou et Stanley Cavell.

13 novembre, 19 h 30-22 heures, Maison des écrivains, 53, rue de Verneuil, Paris.

Toutes les activités du Collège international de philosophie sont libres et gratuites.

Renseignements sur salles, répondeur : 01-44-41-46-85. Autres renseignements : 01-44-41-46-88.

Communications diverses

— Cours d'hébreu moderne, Oulpanim, 50 classes, 15 professeurs, 8 niveaux. Grand choix d'horaires, suivi pédagogique. Renseignements au 01-49-95-95-92. Centre Communautaire de Paris, 5, rue de Rochechouart, Paris-9<sup>e</sup> (métro Cader).

BOURSES DE RECHERCHE

Centre de Recherche sur les Juifs du Maroc (CRJM) Président-Fondateur Robert Assaraf, 189, boulevard Saint-Germain 75007 PARIS  
Tél. : 01-45-49-61-40 Fax : 01-45-48-24-83

Pour l'année universitaire 1996-1997, le CRJM :  
• attribue trois bourses d'un montant annuel de 10 000 FF.  
• Bénéficiaires : étudiants inscrits dans une université française et préparant une thèse de doctorat.

• Le sujet de travail peut être pluridisciplinaire mais doit porter impérativement sur les Juifs du Maroc.  
• Dossiers à demander par écrit ou par télécopie avant le 28 novembre 1996.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

Renseignements : 01-42-17-29-94 ou 29-96 ou 38-42

Télécopier : 01-42-17-31-36

Tarif de la ligne H.T.

Tous les numéros : 108 F

Abonnés et non-abonnés : 86 F

Thème étudiant : 86 F

Les livres en capitaine gratuits sont facturés sur le journal de deux lignes. Les livres en blanc sont obligatoires à l'abonnement. Minimum 10 livres.

Expositions

— La direction du Train bleu, le célèbre restaurant de la gare de Lyon à Paris, renouvelle la tradition de mécénat qui fut à l'origine de la création de ce lieu mythique.

En effet, ce site chargé d'histoire, d'art et de culture organisera des expositions de peintures, sélectionnées pour la personnalité et la qualité de leurs œuvres, selon un concept original, mis en place par la société Relais des Arts.

La première exposition aura lieu du 18 novembre au 22 décembre 1996 et présentera les œuvres récentes de

**Gérard LE GENTIL**

et

**MICHEL HENRY**

12 heures-16 heures, 19 h 30-23 heures.

Soutenances de thèse

— Sophie Grandjean-Hogg soutiendra sa thèse de doctorat en histoire contemporaine, « L'évolution de la Libération Fyart 1837-1936 », dirigée par Jean-Yves Mollier, le jeudi 7 novembre, à 9 heures du matin, à l'université de Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines, 47, boulevard Vauban, salle 523.

— M<sup>me</sup> Mérieux Edith-Kerenki soutiendra sa thèse de doctorat le samedi 9 novembre 1996, à 10 heures, à la Sorbonne, salle des thèses, galerie Claude-Bernard.  
« Les championnes dans le sport algérien. »

Jury composé de Pierre Pariebas, directeur de thèse, Michèle Mitoudi, André Akoun, Bertrand During, Bérénice Estrada.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

DISPARITIONS

Junius Richard Jayewardene

Onze ans à la tête du Sri Lanka

JUNUS Richard Jayewardene, ancien président du Sri Lanka, est mort d'un cancer à Colombo, vendredi 1<sup>er</sup> novembre, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Ses compatriotes l'appelaient familièrement « J. R. ».

Il naît le 17 septembre 1906 dans une illustre famille du barreau, éminent, élu député à l'Assemblée, brillant orateur, il devient avocat, député en 1947, puis ministre des finances.

En 1950, il est l'un des deux co-auteurs du « plan de Colombo » destiné à aider les pays d'Asie et du Pacifique. En 1951, à la conférence de paix de San Francisco, il plaide avec talent pour la réconciliation avec le Japon.

Devenu en 1973 le leader du Parti national unifié, il accède au pouvoir en 1977 à l'âge de soixante et onze ans. D'emblée, il abandonne le système de Westminster et devient chef de l'Etat en février 1978. Réformiste visionnaire en économie, il modernise, libéralise, privatise, crée des zones franches, ouvre le pays au tourisme et aux capitaux étrangers.

En politique, « J. R. » est plus critique. Homme d'ordre à la tête d'un parti conservateur, habile manœuvrier - on le surnomme le « Vieux Renard », il verse, au fil des ans, dans l'autoritarisme. Pour mater la gauche, il encourage les briseurs de grève, arrête les dirigeants syndicaux, suspend en 1980

les droits civiques de sa rivale social-démocrate, l'ancien premier ministre Sirimavo Bandaranaike, celle qu'on appelle « M<sup>me</sup> B. », et finit en 1983 par déclarer l'état d'urgence qui restera en vigueur pendant cinq ans et demi.

Son intolérance envers de l'huile sur le brasier de deux rébellions, celle des marxistes cinghalais du JVP en 1987-88, et celle relancée en 1983 par les séparatistes tamouls. En juillet 1987, il signe avec Rajiv Gandhi un accord de paix aux termes duquel l'Inde envoie cinquante mille soldats contre les Tigres tamouls et prend virtuellement en charge le conflit.

Quelques semaines plus tard, « J. R. » échappe de justesse au Parlement de Colombo à un attentat organisé par le JVP. Usé, le vieil homme d'Etat s'efface avant le scrutin présidentiel de décembre 1988. Non sans avoir provoqué en duel le chef du JVP en lui lançant : « Vous avez le choix de la date et des armes. Je viendrai seul, à pied... »

Jean-Pierre Langellier

■ JEAN BEDEL BOKASSA, ancien chef de l'Etat de Centrafrique, est mort à Bangui, dimanche 3 novembre, des suites d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-quinze ans. (Lire page 14)

Imprimante HP DeskJet 690. Vous allez voir, elle va beaucoup amuser les enfants.

Selon toutes les apparences, la nouvelle HP DeskJet 690 C va encore séduire tous ceux qui exigent la meilleure qualité d'impression pour leurs documents professionnels. Pourtant, cette fois-ci, c'est à la famille entière et surtout aux enfants que Hewlett-Packard a pensé, en leur réservant une surprise. A partir du 9 novembre, ils seront les premiers à être séduits.

Evidemment, cela ne dispense pas la HP DeskJet 690 C de satisfaire pleinement à vos exigences : des noirs plus profonds, des couleurs plus éclatantes, des contours plus précis avec le système **REOLIFE**.

Et aussi une qualité d'impression photo exceptionnelle grâce à la technologie PhotoREt. Rendez-vous à tous, petits et grands, à partir du 9 novembre.



IMPRIMANTES HP, EXPRIMEZ-VOUS.



# Bokassa I<sup>er</sup>, imperator sanglant

**F**AUT-IL rechercher l'origine du déséquilibre mental de Jean Bedel Bokassa dans son enfance malheureuse ? Il avait six ans quand son père fut assassiné en 1927. Sa mère se suicida une semaine après le meurtre. Elevé par son grand-père, il fréquente les écoles de missionnaires et s'engage dans l'armée française en mai 1939. Après la défaite, il sert dans le 2<sup>e</sup> bataillon de marche de la France libre et participe au débarquement de Provence. Nommé adjudant en 1950, il combat en Indochine. Il a le grade de capitaine quand il quitte l'uniforme français en 1961.

La République centrafricaine existe depuis quelques mois. Elle est présidée par le cousin du jeune officier, le président David Dacko, qui lui a demandé de rentrer au pays pour y organiser l'armée. Trois ans plus tard, le capitaine Bokassa est nommé chef d'état-major.

Le 31 décembre 1965, le chef de la gendarmerie, qui veut renverser le président Dacko, donne à ses hommes l'ordre d'arrêter au préalable le général Bokassa. Mais celui-ci, prévenu à temps, prend son adversaire de vitesse, fait neutraliser la gendarmerie... et profite de la situation pour s'emparer lui-même du pouvoir. C'est « le coup d'Etat de la Saint-Sylvestre ». Commencée comme une mascarade, l'affaire s'achève en drame. Le nouveau maître du pays invite les anciens membres du gouvernement et les députés à « se présenter » devant lui dans un délai de huit jours, passé lequel ils seront « considérés comme des éléments dangereux et poursuivis comme tels ». Quelques exécutions montreront qu'il ne s'agit pas d'un effet oratoire.

A Paris, on est d'abord intrigué par les méthodes d'un homme qui avait décrété « l'abolition de la bourgeoisie » et se présentait comme un chef « révolutionnaire ». Les besoins financiers du nouveau président l'amènent vite à rechercher l'entente avec l'ancienne puissance tutélaire. Malgré une succession de « drames » dont les diplomates et les journalistes français en poste à Bangui font les frais, la « coopération » franco-centrafricaine n'est pas sérieusement remise en question.

L'ancien adjudant devient une « vedette » aux yeux des Français, après une série de foucades et de passades complaisamment exploitées par une presse au reste peu soucieuse d'informer ses lecteurs des réalités africaines : ce fut, entre autres, « l'affaire des deux Marins », qui se disputèrent l'illustration ascendante du président centrafricain après que celui-ci se fut mis en tête de retrouver la fille que lui avait donnée une Vietnamiennne alors qu'il était sergent de la « colonie » à Saigon.

Quand, après s'être nommé lui-même maréchal et « président à vie » de la République centrafricaine, Bokassa se proclame « empereur », en décembre 1977, sa célébrité de mauvais aloi n'a d'égale que celle du maréchal Amin Dada, le tyran ougandais. Pour beaucoup, cependant, le plus bouffon des « rois nègres » apparaît encore comme un être plus ingénu que maléfique, un peu trop prodigué des deniers que la France continue de lui verser au nom de la coopération, mais pas antipathique. « N'est-il pas touchant, écrit un observateur, que Bokassa choisisse de porter la couronne de Napoléon, inspirée elle-même de celle de Charlemagne, pour implanter son pouvoir au cœur de l'Afrique ? »

C'ÉTAIT oublier que « le char-marré », comme l'appelaient certains de ses compatriotes, en faisant allusion à son goût pour les médailles, était aussi un bourreau. « Nous nous attendons à voir demain des cas de décès », annonçait, le 31 juillet 1972, le « président à vie » après avoir rendu publique sa décision de sévir contre les voleurs. Il dirige personnellement une unité militaire qui bastonne quarante-six



hommes coupables de larcins, en présence de « reporters » centrafricains. La radio officielle annonce le résultat de « la rencontre entre l'armée et les voleurs » et invite la population à défiler devant les cadavres exposés à Bangui.

Les mêmes méthodes expéditives prévalent dans la répression contre les adversaires d'un régime qui fait obligation à tous les citoyens d'adhérer au parti officiel, le Mouvement pour l'évolution sociale de l'Afrique noire. Impliqué dans un complot contre le président de la République, le 12 avril 1969, le lieutenant-colonel Alexandre Banza, qui avait été pendant longtemps son homme de confiance, est exécuté le lendemain. Comme certains de ses complices, il fut au préalable méticuleusement torturé. Les tentatives de coups d'Etat suivies d'une répression impitoyable auront ponctué l'histoire agitée du règne de Bokassa I<sup>er</sup>.

A partir de janvier 1979, Bokassa sent que l'opposition s'organise. Même des membres du gouvernement, scandalisés par les crimes du régime, travaillent à sa perte. La mort, en avril, de plusieurs dizaines d'écloiers dans la prison de Bangui fait déborder la coupe. Jamais, jusqu'alors, Paris n'avait manifesté de réprobation devant les crimes d'un homme qui conservait la nationalité française et se déclarait « admirateur des valeurs occidentales ». Pendant les événements de mai 1968, le chef de l'Etat centrafricain envoie un message au général de Gaulle pour l'encourager à garder le pouvoir jusqu'à la fin de son mandat et à rester ferme face au « péril jaune, qui vient ébranler les institutions françaises ». Peu après, le fondateur de la V<sup>e</sup> République remercie son « frère d'armes » et déclare le tenir dans « l'estime la plus justifiée ». Peut-être le général de Gaulle ré-

pugnait-il à rabrouer un « ancien des Forces françaises libres » pour des raisons humaines. Le « soudard », comme il l'appelait aussi, avait gagné plusieurs décorations au feu. Mais comment croire que seuls les états de service de l'ancien adjudant expliquent l'indulgence dont les dirigeants français ont continué de faire preuve à son égard ?

Mais comment croire que seuls les états de service de l'ancien adjudant expliquent l'indulgence dont les dirigeants français ont continué de faire preuve à son égard ?

Deux-Eglises. Il retrouve un « frère » en la personne de Valéry Giscard d'Estaing, qui, prisonnier de ses démonstrations d'affection, lui donne du « cher parent ». C'est que, malgré ses « coups de gueule », l'empereur était finalement un « porteur » acceptable au titre de la raison d'Etat. Les offres de services de l'URSS et de la Libye lui permettaient d'exercer un grossier chantage pour obtenir des fonds, mais son soutien fit rapidement défaut à la diplomatie française en Afrique.

A cause même de sa démesure, Bokassa exerçait une sorte de fascination malsaine, non seulement sur certains esprits faibles de la colonie française de Bangui, mais aussi sur quelques responsables de la coopération. Ceux qui, dans les sphères gouvernementales, souhaitaient la rupture avec lui

n'étaient guère confortés, par ailleurs, par l'attitude complice de ses pairs. Interrogé par Antenne 2, en novembre 1977, sur ses sentiments à l'égard d'Amin Dada, Bokassa avait exprimé les raisons d'une indulgence dont il profita trop lui-même : « C'est un chef d'Etat, puis il est africain, et, en tant que chef d'Etat africain, je ne dois pas rejeter un frère ».

Bokassa devient cependant si encombrant que l'Afrique le lâche après les troubles du printemps 1979. Une commission d'enquête conduite par un magistrat sénéga-

**De Gaulle lui donnait du « frère d'armes », mais le considérait aussi comme un « soudard ». Ancien des Forces françaises libres, il quitta l'armée de terre en 1961 pour organiser les troupes de la jeune République centrafricaine. Longtemps considéré par Paris comme un bouffon inoffensif, il s'autoproclama président à vie et se fit sacrer empereur. Sous l'hermine se cachait un bourreau aux méthodes impitoyables**

qui le dirigea un temps sont mêlés à ce qui, à Paris, menace de prendre les proportions d'une affaire d'Etat. Les largesses supposées de Bokassa ternissent momentanément l'image du président de la République. Après ces péripéties hexagonales, on en revient, en décembre 1980, à une ambiance typiquement africaine lors du premier procès, par contumace, d'un Bokassa accusé de cannibalisme.

Quatre ans après l'opération « Barracuda », Bokassa fait de nouveau parler de lui en quittant Abidjan pour demander asile à sa « seconde patrie ». Après avoir valablement cherché une autre terre d'accueil, le gouvernement de M. Mitterrand se résigne à l'installation, au château d'Hardricourt, dans l'Eure, d'un hôte qui promet de « rester tranquille et calme ».

Mais, assez vite, l'ancien empereur s'ennuie. Et, mal conseillé, il fait à Bangui un retour-surprise qui, loin de susciter un soulèvement en sa faveur, comme il l'espérait candidement, se solde par une incarcération, en octobre 1986. Bokassa avait demandé un procès équitable pendant son exil : la Cour suprême de la République centrafricaine lui donne la possibilité de s'expliquer après le premier procès, quelque peu bâclé, de 1980. Mais les débats, qui durent plusieurs mois, sont décevants. Interrogé sur le « détournement des bijoux de la couronne », l'accusé se borne à renvoyer aux « organisateurs du coup d'Etat de 1979 », c'est-à-dire les Français, sans en dire plus sur ses relations avec son « cousin » Valéry Giscard d'Estaing.

Espérant sa grâce, Bokassa a aussi l'habileté de ne pas poser trop de questions à ceux qui profitent de l'intervention française, notamment MM. Dacko et Mado, ancien chef de l'Etat et ancien premier ministre. Les crimes prouvés sont tellement nombreux que personne n'a vraiment envie de s'apaisantir sur la totalité du dossier d'accusation établi en 1980. Condamné à mort, l'ancien empereur est gracié par le président Kolingba en mars 1988, mais demeure incarcéré à Bangui, au camp Deroux. Ses enfants, restés en

France, doivent faire face à de sévères difficultés matérielles. Peu avant de quitter son poste de conseiller à l'hôtel Matignon pour les affaires africaines et malgaches, Jacques Foccart, le « M. Afrique » des débuts de la V<sup>e</sup> République, veille à ce qu'une aide soit discrètement dispensée à la famille Bokassa, ultime élégance en faveur d'un homme qui abusait de la coopération française mais dont l'esprit faible fut aussi encouragé aux abus par une conception trop couloir des relations entre Paris et l'Afrique.

Le 1<sup>er</sup> septembre 1993, quelques jours avant de quitter le pouvoir, le général Kolingba libère Bokassa alors qu'il lui restait trois ans de détention à purger. Ses aventures n'en sont pas moins terminées. Déjà, le 4 juillet 1991, à la requête de la First Curaçao International Bank NV, ses propriétés en France sont vendues à la bougie : les 6 347 000 francs que rapporte la vente ne suffisent pas à rembourser les vingt-sept autres créanciers déclarés de l'ex-empereur. Le 5 avril 1994, il comparait devant le tribunal de grande instance de Bangui pour y répondre de l'utilisation d'une somme de plus de 3 milliards de francs CFA (30 millions de francs), consacrée à la construction d'un hôtel de classe internationale, abandonnée avant d'être achevée.

A ces démêlés judiciaires s'ajoutent des ennuis médicaux : le 9 octobre 1995, l'ex-empereur est hospitalisé pour une hémorragie cérébrale. Il souffre aussi de graves troubles rénaux. Le 22 mai 1996, critiquant l'intervention de l'armée française en Centrafrique - « c'est un problème national qui doit être réglé par les Centrafricains eux-mêmes », Jean Bedel Bokassa n'hésite pas à proposer ses services pour « mettre en place de nouvelles élections présidentielles ». Cette ultime intervention publique s'achève par ces mots dignes du Napoléon des Cent-jours : « Toute la population ne compte que sur moi ».

Jean de la Guéryère  
Photo : Guy Le Querrec/Magnum



## Monsieur Mandela, peut-on les laisser mourir ?

par Bernard Kouchner

**M**ONSIEUR le président, vous êtes le seul dirigeant africain dont le poids moral et la puissance militaire puissent forcer le destin. Monsieur le président, le sang coule à nouveau sur la terre africaine. Nous savons tous ce qui allait se passer et nous n'avons rien fait. Non loin de chez vous, on tue et on affame. Ici, en Occident, et comme d'habitude, nous consommons bientôt l'image de ces tueries. Lorsque les exactions sembleront trop cruelles pour nos rétinés, on lorsqu'il ne sera plus possible d'expliquer à nos enfants nos passivités, un remords nous saisira. Nous feindrons de nous étonner.

Puis, nous nous indignons pour de bon. A quel sert cette Europe, que l'on soumettra immédiatement toute puissance alors que tout le reste de l'année, on aura cherché à la nier ? Alors, nous enverrons, bien trop tard, de l'humanitaire et, si nous y sommes contraints par l'horreur, après les habituelles tentatives diplomatiques, les propositions de conférences et les envoyés spéciaux, nous battrons une force armée d'interposition. Mais tout le monde sera mort.

**Le droit d'ingérence demeure l'unique manière de protéger les minorités en amont de leur mort**

C'est au Prix Nobel de la paix que je m'adresse, au grand démocrate que vous êtes, au président de la plus grande et jeune démocratie d'Afrique, à l'insaisissable militant des droits de l'homme. Bill Clinton attend sa réélection et ne la compromettra pas par une initiative dont je le sais capable un mois plus tard. Jacques Chirac est empêtré, pris entre une diplomatie conservatrice et une vraie générosité. Mais la position de la France dans la région lui interdit de jouer les chevaliers-légers, même si notre pays devrait immédiatement vous soutenir. Vous êtes donc le seul aujourd'hui en mesure d'indiquer et même de déclencher en urgence une intervention militaire de pacification dans la région des Grands Lacs. C'est à l'Afrique de prendre l'initiative d'une armée africaine multinationale que déjà Julius Nyerere réclamait, voilà quelques mois. Et que l'Organisation pour l'unité africaine (OUA) avait approuvée. Cette force, n'en doutez pas, serait immédiatement soutenue par l'Europe.

En 1994, au moment du génocide rwandais, au côté de François Mitterrand qui n'approuvait pas entièrement mon attitude, j'étais venu vous demander déjà d'intervenir. Vous m'aviez répondu que votre pays sortait d'un terrible chaos, que l'espoir de votre peuple était immense et que nous ne pouvions, pour l'heure, vous consacrer qu'à lui.

Mais vous aviez reconnu le bien-fondé d'une telle initiative de prévention des massacres, d'ingérence contre des souverainetés d'Etat meurtrières.

Il me paraît utile de rappeler nos erreurs. Oui, cette meute des bords du lac Kivu pouvait être évitée.

Souvenons-nous d'abord des réactions lors du génocide tutsi des Tutsis du Rwanda. N'oublions pas que la France et la Belgique allaient chercher leurs ressortissants - des Blancs -, ce qui est légitime, mais laissent les Noirs s'assassiner entre eux. Ne perdons pas la mémoire de ces « casques bleus » impuissants qui assistaient aux massacres que le monde contemplait à la télévision, sans songer à intervenir. Sans trop tard, et la France seule : hélas, la plus mal placée pour le faire.

La communauté internationale connaissait la situation dans les camps de réfugiés du Zaïre, les milices s'y reconstituaient à l'aise et disposaient à leur guise de l'assistance humanitaire. Le secrétaire général des Nations unies avait sollicité une intervention internationale pour désemplir ces bandes de la revanche programmée. Les pays occidentaux n'avaient pas répondu à sa demande. Plus tard, une intervention de forces africaines pour le Burundi, que proposait le président Nyerere, avec l'appui de l'OUA et sous le contrôle de l'ONU, a été refusée par de nombreux pays, dont la France.

Ainsi, que peut-on faire d'autre aujourd'hui ? Peut-on les laisser mourir ?

Vous seul pouvez convaincre les protagonistes de se rendre à la conférence de Nairobi prévue mardi. Le droit d'ingérence, tellement décrié par les conservateurs, demeure l'unique manière de protéger les minorités en amont de leur mort. Vous le savez, Nelson Mandela, parce que cette ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat oppresseur, vous en avez bénéficié au temps de l'apartheid. Vous ne pouvez pas l'oublier.

Des milliers de vies africaines sont en jeu. Pour elles et parce que nous avons confiance en vous, je vous demande d'agir, au nom de tous les volontaires européens en charge du développement, de toutes les administrations européennes en charge de l'aide à l'Afrique. Je vous demande de parler haut et fort, au plus vite. Chaque heure qui passe condamne à la mort des enfants et des femmes, des hommes et des vieillards. La solution n'est pas humanitaire. Elle est diplomatique et militaire. Il faut protéger militairement les corridors humanitaires et les réfugiés eux-mêmes.

Nous serons nombreux à vous soutenir, monsieur le président, cher Nelson Mandela. Le Parlement européen, les représentants élus des quinze nations de l'Europe, dans sa presque unanimité, sont d'accord et déjà à vos côtés.

**Bernard Kouchner** est président de la commission du développement et de la coopération du Parlement européen et président délégué du Parti radical socialiste.

## Deux versions de la « pensée unique »

par Denis MacShane

**L**A pensée unique est sans nul doute une nouvelle théorie politique inventée par la France. A Paris, tout le monde en parle et tout le monde croit savoir ce qu'elle signifie. Trahir ce concept dans d'autres langues pose problème car il est intraduisible. J'ai essayé de le faire : « Das einmalige Denken » ou « The Unique Thought » sonnent étrangement. En anglais, on peut avoir une pensée unique mais nous sommes trop modestes pour parler de la pensée unique.

Mais ce concept pose un problème bien plus sérieux que de traduction. En fait, le monde moderne est confronté à deux « pensées uniques » et non à une seule : l'une des courants se trouve aux Etats-Unis, l'autre en Europe. Ils partagent tous deux certains points communs tels que la suprématie de l'argent, la recherche du profit, la volonté de maintenir une faible inflation accompagnée de taux d'intérêt stables et de finances publiques bien équilibrées. Mais ensuite elles divergent.

La fin de la guerre froide a ouvert la voie à une nouvelle rivalité entre différentes formes de capitalisme. La pensée unique américaine se fonde sur l'atomisation sociale à l'intérieur et sur l'impérialisme économique à l'extérieur. C'est vrai que le niveau de chômage est plus faible aux Etats-Unis qu'en France mais, en contrepartie, le travail y a perdu sa valeur économique et so-

cialisée puisque les salaires sont réduits au minimum et les syndicats ont disparu en tant qu'intermédiaires.

Les activités délictueuses et criminelles ont pris la place laissée par l'absence de travail doté d'un réel contenu socio-économique. Aux Etats-Unis, le taux de criminalité atteint des niveaux inégalés dans les autres pays développés. Un million de personnes sont en prison, 500 000 enfants se prostituent. Le débat politique est réduit à un spectacle et, dans les coulisses, ce sont les grands intérêts financiers et les multinationales qui tirent les ficelles et dictent la politique économique et commerciale.

A cette vision de la pensée unique s'oppose celle que l'on connaît en Europe et qui est considérée, outre-Atlantique, comme l'ennemi à abattre. La construction de l'Europe est fondée sur le marché unique et les impératifs sociaux et économiques contenus dans le traité de Maastricht. Les gouvernements conservateurs britanniques, sous la houlette de Mrs Thatcher et de M. Major, ont cherché à aligner Londres sur la vision des présidents Reagan et Bush.

Agissant comme des colporteurs de la pensée unique américaine, les conservateurs anglais ont essayé de déstabiliser la construction européenne et s'opposent à la charte sociale et à l'Union économique et monétaire. Margaret Thatcher, en particulier, était viscéralement op-

posée à l'unification de l'Allemagne car elle savait que seule une grande Europe, qui ne se limiterait pas à une simple zone de libre-échange, serait en mesure de maîtriser une Allemagne de plus en plus dominante en Europe.

**La fin de la guerre froide a ouvert la voie à une nouvelle rivalité entre diverses formes de capitalisme**

John Major exhorte souvent la France et les autres pays européens à suivre l'exemple britannique en dévaluant leur monnaie et en réduisant les salaires. Par cette politique, la Grande-Bretagne a enregistré une baisse du chômage, bien que les statisticiens signalent que, outre les deux millions de chômeurs officiels, il existe autant de travailleurs potentiels qui ne cherchent plus de travail et ne touchent plus aucune allocation.

La Grande-Bretagne se trouve au onzième rang en Europe pour le revenu par tête. Depuis 1980, elle est passée du treizième au dix-huitième rang dans le classement mondial des

pays en fonction de leur richesse. Si la France et les autres nations européennes souhaitent imiter l'exemple britannique et appliquer une politique économique fondée sur la pensée unique américaine, ils n'ont qu'à dévaluer, réduire le pouvoir d'achat de leurs travailleurs et refuser d'assumer les responsabilités communes pour la construction européenne.

Les seuls gagnants se trouveront à New York et à Washington. Ils n'en croiront pas leurs yeux de voir que les Européens aient décidé de ne plus développer leur pensée unique - avec son mélange complexe de discipline économique, de protection sociale, de soutien à la famille et aux collectivités et de démocratie politique - pour laisser libre cours aux égoïsmes des nationalistes de droite et de gauche.

Si l'Europe n'est plus qu'un regroupement d'Etats peurs et grands, chacun battant sa propre monnaie, ayant son propre marché, ses propres règles sociales et écologiques, ses propres relations bilatérales diplomatiques et de défense, la pensée unique à l'américaine aura triomphé. Et les fossoyeurs de Maastricht pourront mettre une croix sur leurs espoirs.

**Denis MacShane** est député travailliste britannique. (Traduit de l'anglais par Patrice de Beer et Nathalie Pham.)

**C'est sans savoir ce qu'ils buvaient que Wallace Milroy et ses pairs décidèrent de primer Aberlour.**

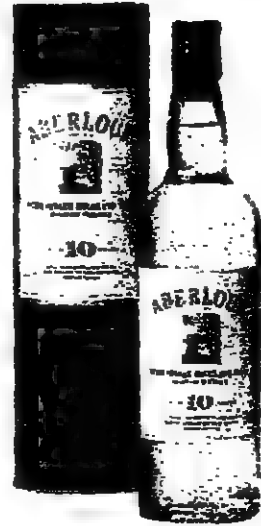


**COMMUNIQUE :** en 1996, une 3ème médaille d'or vient d'être attribuée à Aberlour lors de la prestigieuse International Wine and Spirit Competition.

**ABERLOUR**  
Médaille d'or 85 et 90 de l'I.W.S.C.

Quand un expert membre de l'International Wine & Spirit Competition, déguste un grand whisky, il le goûte. à l'aveugle afin de ne pas être influencé par le nom, l'année et le cru du whisky qu'il goûte. C'est ce que fit Wallace Milroy en 1986 et en 1990 pour distinguer Aberlour.

**Pure Single Malt. 2 Fois Distingué.**



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE, A CONSOMMER AVEC MODERATION

### AU COURRIER DU « MONDE »

#### POUR KHAMAIS CHAMARI

Il faut sauver Khamaï Chamari. A la prison civile de Tunis, condamné à cinq ans de détention, cet intellectuel tunisien croupit dans des conditions tragiques. Sa condamnation a été confirmée le 29 août dernier par la Cour tunisienne de cassation. Il est mal en point. Il a 40 ans, le 19 septembre, il a subi une grave de la faim. Un ulcère hémorragique qui s'était développé rendait mortelle sa continuation.

C'est un ami. Mais je pense que sa cause est symbolique.

L'accusation ne tient pas. Les autorités tunisiennes appliquent visiblement une recette traditionnelle des pouvoirs, apparemment logique. Un coup à droite et un coup à gauche. Pour se garder du soupçon de dériver d'un côté, d'être complice d'un des extrêmes, frapper durement du côté inverse, même les modérés. La France a

compris cela sous le Directoire, l'Allemagne sous Weimar, et bien d'autres. Les résultats ont été, en général, catastrophiques.

Chamari, député, fondateur d'un Mouvement démocrate socialiste, milite depuis longtemps pour les droits de l'homme. C'est un modéré. Donc on l'accuse d'affiliations conspiratives avec un pays étranger. Lisez la Libye.

Or rien n'est plus loin de l'intégrisme kadhafien que les idées de Chamari (...). Il est au contraire l'exemple (pas si fréquent) d'un Arabe normalement patriote qui a osé prendre parti à l'égard des slogans du mouvement nationaliste. Ce n'est pas courant chez les Arabes. Ça ne l'est pas beaucoup plus ailleurs. Comme le disait déjà Retz, le combat le plus rude dans un parti doit se mener contre les membres du même parti (...).

**Maxime Rodinson,** Paris



Jean-Louis Fabiani, sociologue

## « La République n'a pas su construire en Corse un véritable espace public »

L'ancien directeur des affaires culturelles de l'île constate que la scène politique y a toujours été une « scène guerrière » et que le maintien de l'ordre n'a jamais cessé d'y poser des problèmes particuliers

« Comment expliquez-vous la dégradation de la situation en Corse, qu'on a vraiment du mal à comprendre sur le continent ?

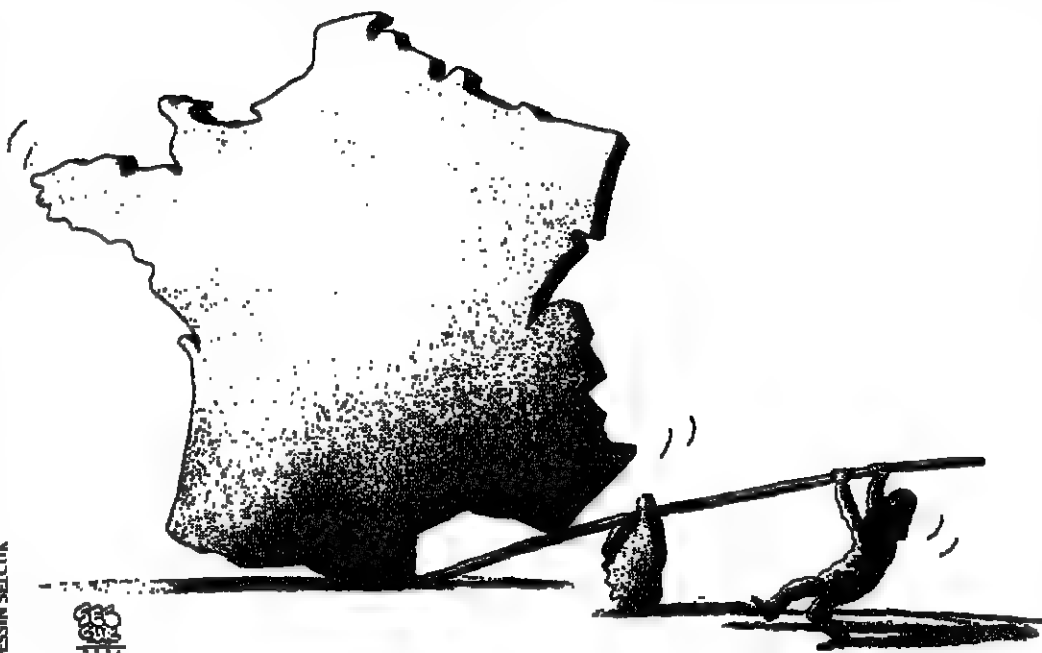
— Personne ne comprend vraiment ce qui se passe. Les protagonistes ont fabriqué une sorte de piège mortel. La Corse est un objet qui m'intéresse et qui m'est en même temps trop familier pour que je me sente capable de le traiter en sociologue, en rompant avec le monde natal. L'entreprise est d'autant plus difficile en Corse que tout y pousse à se taire. Ma conviction est qu'en Corse la République n'est jamais vraiment advenue ou que, en tout cas, il ne s'est pas constitué un espace public rendant possible l'exercice de la vie républicaine. On cite souvent l'exemple des élus qui venaient chercher les voix de leurs électeurs en leur rendant visite à domicile, voire dans des lieux de réunion publique. Le problème n'est pas nouveau. On voit très bien, quand on parcourt l'histoire de l'île, que sa pacification n'a pas été complètement menée à bien.

— Est-ce parce que la Corse est une des dernières provinces qui aient été rattachées à la France ?

— Ce n'est pas tellement une question d'ancienneté de date de rattachement à l'Etat. Aujourd'hui on s'interroge sur ce qui apparaît comme un dévoiement, une dénaturation, du mouvement nationaliste. On peut se demander si cet état de décomposition, qui n'est pas consubstantiel à la société corse, la scène politique y est toujours une scène guerrière.

— La Corse a toujours connu un niveau de violence, et en particulier d'homicides, qui, rapporté au nombre d'habitants, est beaucoup plus élevé que sur le continent. Avec des périodes d'accalmie ou de pacification relative, comme la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Le paradoxe est que, d'une part, beaucoup de Corse ont été, à travers l'armée ou la fonction publique, plus intégrés que d'autres à l'appareil d'Etat et que, d'autre part, l'Etat a toujours traité la Corse d'une manière dérogatoire. Evoquant la vie politique « traditionnelle » en Corse, Gérard Lencu fait justement remarquer, dans un article de la revue *Etudes rurales* sur « Le système des clans en Corse » (janvier-juin 1986), que l'administration y a été caractérisée par un « mélange désordonné d'autorité et d'indifférence, d'interventionnisme et de laisser-faire, de trop-plein et d'absence ». L'alternance de bouffées répressives et d'incroyables abandons ou compromissions caractérise aussi l'action contemporaine de l'Etat en Corse.

— La Corse a toujours posé des problèmes particuliers de maintien de l'ordre. Si on lit les mémoires



des officiers ou des administrateurs du siècle dernier, on constate qu'ils contiennent des remarques sur la difficulté pour l'Etat d'agir en Corse, sur les réticences ou l'indifférence de la population, sur la persistance de la loi du silence, qui ressemblent beaucoup à celles d'aujourd'hui.

— Au fond, qu'est-ce qui distingue la Corse d'autres régions rurales françaises ?

— Lorsque Pierre Joxe m'a introduit dans mes fonctions de directeur des affaires culturelles, il m'a demandé ce qui différencialait la Corse de la Saône-et-Loire. Il s'agit au départ de sociétés rurales qui présentent des traits communs. Je crois qu'il faut chercher la différence du côté des modes d'organisation politique, de ce qu'on appelle le clanisme, de ce rapport ambivalent à l'Etat fait à la fois d'allégeance et de distance. Comment expliquer, par exemple, que les mouvements qui avaient enflammé la Bretagne, autre région fortement identitaire, dans les années 60, s'y soient éteints alors qu'ils continuaient en Corse, en particulier depuis 1975 ? L'une des réponses réside, selon moi, dans cette contradiction entre l'hyperintégration d'une partie de la population à l'appareil républicain et l'incapacité de la République à s'implanter en Corse, à y imposer la loi comme ailleurs.

— Au XIX<sup>e</sup> siècle le banditisme a pris quelquefois de telles proportions que les « bandits » en étaient arrivés à détenir le vrai pouvoir politique. Tout au long de l'histoire de la Corse ils sont protégés par les maîtres, par les élus locaux, par le village. Dans les périodes critiques, comme l'a montré José Gil dans son livre *La Corse entre les libertés et la terreur* (La Différence, 1984), le

bandit s'autonomise et finit par se retourner contre les populations et le système.

— En quel sens l'action de Pierre Joxe, à laquelle vous avez été associé, a-t-elle fait évoluer la situation ?

— Une attitude pure et dure est à la fois absurde et intenable. Dans les années 70, avant l'élection de François Mitterrand, la répression avait été très forte, provoquant une vague de solidarité bien au-delà des sympathisants nationalistes. Il ne faut pas prendre à la légère les revendications culturelles de ces années-là. Avec la gauche, elles ont été en grande partie satisfaites. Ce

qui a changé, c'est en particulier la manière de traiter les dossiers. On a décidé de mettre les choses sur la table, ce qui, dans l'île, ne se faisait jamais. On en revient à la difficulté de créer un espace public en Corse, où tout se fait par ce qu'on appelle les *putacchi*, c'est-à-dire les ragots ou les commérages. La tentative de constituer un espace public est donc récente. Elle est à la fois difficile et interminable.

— Dans vos fonctions de directeur des affaires culturelles, vous avez vous-même pris part à cette entreprise ?

— Mon ambition était de contribuer à faire circuler la parole. J'ai

ressenti tout particulièrement l'ambivalence dont je parlais tout à l'heure, c'est-à-dire à la fois une forte demande d'Etat et une forte défiance à l'égard de l'Etat. La fin de l'empire colonial a été certainement un des grands facteurs de ce malaise corse. Elle a entraîné la disparition de toutes ces filières qui assuraient les parcours professionnels au service de l'Etat aussi bien que les trajectoires délictueuses (trafic divers en Indochine ou en Afrique) qui sont comme l'envers honteux des grandes carrières de fonctionnaires. Il s'en est suivi une profonde crise identitaire.

« Une attitude pure et dure est absurde et intenable »

— Comment définiriez-vous cette revendication identitaire ?

— Un des thèmes de mobilisation nés dans les années 60 a été l'idée d'une réparation historique pour le préjudice moral et culturel que les Corse auraient subi de la part de l'Etat français. L'Etat, à les en croire, les aurait spoliés de leur identité, et serait donc contraint aujourd'hui de payer pour ce préjudice. En même temps, les Corse procéderaient à la réacquisition de leur fonds identitaire. Il va de soi qu'il s'agit-là de ce que des historiens appellent l'invention de la tradition. Cette tradition réinventée a, curieusement, souvent à voir avec les stéréotypes qui se sont constitués quand la France a commencé à poser son regard sur la Corse.

Ainsi Mérimée, dans ses *Notes d'un voyage en Corse* (rééd. Adam Biro, 1989), explique qu'on n'y trouve aucun monument notable, aucune forme d'art, et que ce qui retient l'attention, c'est la nature. Une nature proche d'une sauvagerie native. Cette vision de la Corse a été largement intériorisée par les Corse eux-mêmes.

— A cette vision « naturelle », quelle vision opposeriez-vous ?

— Un de mes professeurs, qui avait une résidence secondaire au cap Corse, me disait qu'il avait compris, en venant en Corse, ce qu'étaient les dialogues de Platon, ce qu'était une discussion philosophique. C'est cette contradiction entre une aptitude extraordinaire à l'argumentation, au débat, à l'échange — qui faisait dire à Rousseau, dans son projet de Constitution pour la Corse, qu'on y trouvait les conditions objectives d'interconnaissance favorisant un modèle de gouvernement démocratique — et la façon dont ces caractéristiques se retournent contre elles-mêmes en se transformant en relations d'allégeance qui constitue pour moi l'énigme corse.

— Je pense aussi à l'art de la joute oratoire, en particulier à cette forme poétique qu'on appelle en Corse les *chjami* et *rispandi*, les « appels et réponses », ces improvisations réglées qui durent plusieurs heures. Ce sont des formes d'art élevées, ce qui montre bien que l'idée mériméenne d'une nature pure était absurde. Un écrivain italien des années 30 avait constaté que les bergers de Venaco — le village dont je suis originaire — déclamaient des poèmes entiers de la *Jerusalem délivrée*, du Tasse. La vie culturelle dans la société rurale corse était beaucoup plus développée qu'on ne l'a cru. On met toujours en avant les chants de deuil, les *lamentu*, les *voceri*, mais il y a des formes d'expression qui font une large place à la dérision, à l'humour.

— Pour moi, la Corse, c'est à la fois le rêve d'une cité égalitaire et cette « guerre des envies » qui est le moteur de nombreux conflits. Le problème, c'est que ceux qui, parmi les hommes politiques de l'île, sont les plus républicains, ont toujours été les plus fermes sur revendications identitaires. Il a manqué à la Corse une pensée politique pour prendre en main d'une manière progressiste ces revendications. Il est dommage que les intellectuels, en particulier les intellectuels de gauche, se soient si peu intéressés à la Corse. On aurait pourtant pu y trouver matière à une refondation du pacte républicain. En ce sens, la question corse déborde de toutes parts du cadre insulaire.

Propos recueillis par Thomas Ferençel

## Un sociologue de la culture



JEAN-LOUIS FABIANI

NÉ À ALGER en 1951, mais originaire du village de Venaco, en Haute-Corse, Jean-Louis Fabiani s'est échappé pendant trois ans de ses obligations universitaires pour occuper dans l'île, où continue de vivre une partie de sa famille, la fonction de directeur régional des affaires culturelles. Il s'agissait, à l'époque, de Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, ouvrant le dialogue avec les nationalistes, de redonner vie à une administration bousculée par les événements. De cette brève expérience, qui a pris fin peu après le départ de Pierre Joxe, devenu ministre de la Défense, Jean-Louis Fabiani a tiré quelques leçons sur la nécessité, mais aussi sur la difficulté, de rétablir en Corse un « espace public » républicain.

Ce philosophe de formation a soutenu, sous la direction de Pierre Bourdieu, une thèse consacrée à la crise du champ philosophique en France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et publiée en 1988, sous une forme abrégée, aux Editions de Minuit, sous le titre *Les Philosophes de la République*. De 1980 à 1988,

publiera prochainement, avec Emmanuel Pedler et Emmanuel Ethis, une enquête sur les spectateurs du Festival d'Avignon et sur l'écologie (sociologie de la production et des usages des mondes naturels).

Sur la Corse, il a publié, notamment en 1994, un article intitulé « L'inversion des stigmates » dans la revue *Sud et les méditerranéennes*. De l'assistance à l'initiative (Presses de l'université de Corse).

T. F.

Craig Whitney, journaliste américain

## « Nos campagnes électorales parlent rarement des vrais problèmes des Etats-Unis »

Pour le correspondant du « New York Times » à Paris, Bill Clinton n'est ni un vrai leader ni un homme de grands principes

**CORRESPONDANT** diplomatique en Europe du New York Times, Craig Whitney dirige le bureau parisien du grand quotidien américain depuis janvier 1995, après avoir notamment été en poste à Londres, Moscou et Bonn. Auteur d'un livre, non traduit, sur les secrets de la guerre froide à partir du témoignage de l'avocat est-allemand Wolfgang Vogel (*Spy Trader*, Times Books, 1993), il répond aux questions du Monde à la veille de l'élection présidentielle américaine.

« La campagne présidentielle qui s'achève a été terne et sans saveur. On a eu l'impression que les deux candidats avaient pris soin d'évacuer du débat les vrais enjeux de société. Partagez-vous ce sentiment ?

— Je déplore depuis des années le fait que nos campagnes électorales parlent rarement des vrais problèmes de notre pays. Tout n'est plus qu'images, tout est réduit à un show. Peu importent les programmes, les propositions. Cette évolution est liée au rôle central de la télévision et de la publicité payée par les partis poli-

tiques. En outre, la politique américaine a toujours été moins idéologique que celle de la plupart des pays européens.

« L'équipe Clinton est la première qui croit véritablement dans l'Europe »

— S'agissant plus précisément de cette campagne, Bob Dole n'a pas su expliquer aux électeurs pourquoi ils devraient l'élire. Il n'a pas d'idée-maitresse, hormis celle d'une baisse des impôts de 15 %. Et c'est une idée à laquelle personne ne croit, pour la bonne raison qu'il l'avait lui-même fustigée lorsque Ronald Reagan la défendait. Il avait parlé d'une économie du vaudou et il avait raison. Car on ne peut pas baisser les impôts sans réduire les dépenses

budgétaires, sauf, bien sûr, à aggraver les déficits. L'économie va mieux qu'il y a quatre ans. Cela joue en faveur de Bill Clinton, qui n'a pas vraiment besoin de se battre. Tous ces facteurs ont produit une campagne ennuyeuse.

— Le Parti républicain est-il en panne d'idées, en dehors des thèses défendues par son courant ultra-conservateur ?

— Oui, ce sont les conservateurs qui ont le plus d'influence dans ce parti depuis des années. Avec Pat Buchanan comme candidat républicain, on aurait eu une campagne intéressante, même s'il n'avait aucune chance d'être élu. Une partie du problème des républicains vient du fait que le président a su reprendre à son compte leurs propres propositions. Bill Clinton n'est pas un homme de grands principes. Il est souple, il occupe le terrain de ses adversaires. C'est efficace.

— Les républicains sont-ils en panne de leaders ?

— Non. Il y a Colin Powell. Candidat, il aurait eu des chances de gagner. C'est un homme très in-

teressant. Il répond au désir des Américains d'avoir un vrai leader. Personne ne croit que Bill Clinton soit un vrai leader, comme John Kennedy était supposé l'être. Il symbolise la médiocrité d'une génération entière, la nôtre, la génération du « baby boom ». Il ne croit en rien avec force.

— Quels ont été les temps forts du premier mandat de Bill Clinton ?

— La réforme du « welfare system » (Etat-providence). C'est moins un temps fort qu'un changement important. Elle aura des conséquences durables pour des millions de gens. Voilà justement une idée de la droite que Bill Clinton a reprise.

— Comme temps forts, je retiendrais l'engagement en Bosnie et la volonté d'élargir l'OTAN. De cela, il peut être fier. Mais la politique étrangère n'a joué aucun rôle dans la campagne. Personne ne lui demande d'ailleurs de s'exprimer sur ce que les Etats-Unis devraient, par exemple, faire demain en Bosnie.

— Cette indifférence traduit-

elle une montée de l'isolationnisme ?

— Oui, on constate ce phénomène depuis plusieurs années. De quoi se préoccupent les Américains ? De leur sécurité personnelle, de la criminalité, des moyens accordés à la police. De l'état de l'économie, de l'inflation, des salaires. La criminalité dans les grandes villes, notamment à New York, a nettement baissé ces dernières années. Bill Clinton bénéficie de cette évolution.

— Sous sa présidence, les relations entre l'Europe et les Etats-Unis ont-elles changé, et si oui, en quoi ?

— Il y a eu un grand changement par rapport à la présidence Bush. L'équipe Clinton est la première qui croit véritablement dans l'Europe. Et elle est prête à parler avec elle, en tant que telle, plutôt qu'avec chacun de ses partenaires. C'est pour cela qu'elle n'a rien entrepris en Bosnie pendant les deux premières années. Elle attendait que l'Europe trouve des solutions. Les relations Clinton-Chirac sont bonnes, en dépit des conflits

comme celui provoqué par la loi Helms-Burton.

— L'image des Etats-Unis, au demeurant souvent confuse et contradictoire, ne cesse de se dégrader en France. Cela vous surprend-il ?

— Je connais cela depuis trente ans. J'étais étudiant en France dans les années 60 et je me souviens des discussions de cette époque. Comme citoyen américain, je me fâche un peu lorsqu'on décrit par exemple l'OTAN comme un instrument de domination des Etats-Unis. Certains Français n'ont rien appris. Il est vrai que l'Amérique donne d'elle-même, notamment dans ses films, très populaires en France, une image négative qui souligne toutes ses tares. Il ne faut pas s'étonner que les Français aient, eux aussi, des doutes sur les qualités du modèle américain. Cela n'empêche pas Eurodisney d'être désormais le monument français le plus visité, avant Notre-Dame.

Propos recueillis par Jean-Pierre Langellier



Le Monde

ÉDITORIAL

# Zaire : il faut y aller

**D**ES centaines de milliers de morts en sursis errant dans l'est du Zaïre. Abandonnés, fuyant les camps et les combats comme autant d'animaux traqués, ils se perdent dans les profondeurs du pays, ce qui compromet encore la possibilité de les aider, sans parler de leur retour chez eux. Si la faim, la soif ou les agressions ne les anéantissent pas, la saison des pluies, avec son cortège d'épidémies, s'en chargera.

Comme d'habitude, serait-on tenté d'écrire, les appels se multiplient pour tenter d'éviter ce qui promet d'être une des plus grandes catastrophes humaines d'un siècle qui n'en fut pourtant pas avaré. « C'est peut-être le dernier appel lancé à tous ceux qui sont impliqués dans ce terrible conflit, ou il sera trop tard », s'est écrit, samedi 2 novembre, M<sup>me</sup> Sadako Ogata, responsable du Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU, en demandant la création de « couloirs humanitaires ».

À un moment où tant de vies humaines sont en jeu, la question n'est plus de se demander s'il faut intervenir, mais com-

ment le faire. Cependant, quand on sait que, du fait des combats, les organisations caritatives ont pratiquement toutes quitté les lieux du drame, il faut cesser de croire qu'une intervention purement humanitaire est possible. L'envoi de forces militaires est indispensable.

Parce qu'ils le savent, et parce qu'ils en ont peur, les responsables occidentaux, gouvernements comme organisations internationales, jouent à une macabre partie de « cache-cache ». La France se tourne vers l'Europe; comme d'autres, elle en appelle à l'ONU, qui se tourne vers l'OUA. Quant aux Américains, ils attendent l'élection de leur président.

La France est le dernier pays en Europe encore capable de prendre l'initiative d'une intervention. Mais elle souffre du syndrome de l'opération « Turquoise ».

cette intervention que, faute de partenaires, elle avait menée seule au Rwanda en 1994 pour arrêter le bain de sang, et à propos de laquelle on lui reprocha - pas seulement à Kigali - d'avoir adopté un comportement néocolonialiste et d'avoir favorisé la fuite des responsables du génocide. La France a besoin d'un engagement clair et concret de ses partenaires européens à ses côtés. Tous ont besoin de savoir quel jeu entendent jouer les États-Unis, qui proclamaient il y a peu leur volonté d'être présents sur le continent noir, mais dont les réactions face au drame de l'est du Zaïre se font attendre.

Une intervention humanitaire, même militaire, ne règlera pas le problème de fond. Comment empêcher de nouveaux massacres entre des populations vivant depuis des dizaines d'années avec ce qu'elles pensent être leur seule alternative: tuer ou être tuées? Contrairement à ce que dit M<sup>me</sup> Ogata, l'organisation du retour des réfugiés au Rwanda et au Burundi n'est pas une solution réaliste.

Qui redonnera un semblant d'espoir à la région des Grands Lacs?

## Lieux et milieux. - 1 par Jean Gourmelin



JE SUIS CHERCHEUR.  
CHERCHER EST MA VOCATION.  
MAIS SI JE TROUVE, QUE  
SERAI-JE ALORS ?

## Belmondo, la critique et la monnaie unique de la pensée

**BELLE AFFAIRE** que celle-là, qui met aux prises l'une des stars françaises les plus populaires et une poignée d'irréductibles journalistes que la tradition a élevés au rang de « critiques dramatiques ». Jean-Paul Belmondo, propriétaire du Théâtre des Variétés, où il joue ces jours-ci *La Puce à l'oreille*, de Georges Feydeau, refuse l'accès de sa salle à la plupart des critiques. Dont nous sommes. Ce refus ne prend pas la forme d'un communiqué, d'une déclaration d'intention circonstanciée; non, il nous est signalé par un cabinet de relations de presse du bout des lèvres, sans plus d'explications, sinon la « mauvaise habitude » que nous aurions prise de dire le peu d'intérêt du travail d'un metteur en scène. Bernard Murat, associé privilégié des productions les plus coûteuses du théâtre privé parisien.

Les exclus pourraient passer outre cette interdiction, acheter leurs billets comme tout un chacun et assister à l'une ou l'autre des représentations. L'usage ne le veut pas. Un accord entre le Syndicat national de la critique dramatique et musicale et le Syndicat des directeurs des théâtres privés prévoit que les critiques ne peuvent aller au théâtre sans signaler par avance leur venue et, autant que possible, se doivent de respecter les dates de la représentation générale réservée à la presse, finies par les équipes artistiques et/ou commerciales. Or, aux Variétés comme dans plusieurs théâtres privés, les producteurs ne

fixent plus de date de « générale » et se réservent le droit d'inviter, le jour de leur choix, tel ou tel journaliste dont ils présumant, pour des raisons diverses, qu'il rédigera un « bon papier ».

Malheureusement, on n'est jamais trahi que par les siens. Ainsi, les premiers journalistes conviés aux Variétés ont livré des recensions pour le moins réservées sur cette *Puce à l'oreille* que nous ne verrons pas. Jean-Paul Belmondo a donc décidé d'interdire son théâtre à la critique. Cet épisode tragique de la vie « artistique » serait de peu de gravité s'il ne mettait au jour un conflit d'intérêts autrement important qui oppose les « industries culturelles » et la presse.

Voilà plusieurs années que les grandes scènes commerciales de la capitale sont fréquentées assidûment par des producteurs dont le souci premier n'est pas le théâtre, son histoire, ses traditions, ses capacités de renouvellement, ce que Louis Jouvet appelait « l'attestation la plus vraie et la plus vivante d'une civilisation ». Ils se consacrent plutôt à la fabrication in vivo d'images destinées, à plus ou moins long terme, à alimenter les rayons vidéo des grands magasins et les réseaux hertziens, satellitaires ou câblés de la télévision. Il n'est pas rare non plus que ces producteurs aient aussi des intérêts dans le cinéma, ce qui revient à peu près au même quand on sait que les grandes chaînes de télévision sont, en France, le premier producteur de cinéma. Ainsi le spectateur de *La*

*Puce à l'oreille* verra-t-il sur les affiches et les programmes le logo bleu-blanc-rouge de TF1.

Or le cinéma a imposé de longtemps une règle, non écrite mais consentie par tous, qui interdit sur les antennes toute critique des longs métrages au prétexte - hypocrite - de la nécessité de défendre une filière française du cinéma menacée par le démon américain, alors qu'il s'agit avant tout de protéger les productions « maison ».

### SILENCE RADIO... ET TÉLÉ

Ne survit à l'antenne, en dehors du travail sérieux de certaines chaînes (confidentielles) du câble, que l'aspect promotionnel du cinéma: entretiens avec les cinéastes et les acteurs dans les journaux télévisés, participation massive des mêmes dans les émissions de variétés et autres talk-shows, diffusion en boucle des mêmes bandes-annonces et extraits...

Gens de cinéma, de télévision et de certains théâtres faisant désormais même ménage, cette règle de la promotion et du silence critique s'est petit à petit étendue aux scènes commerciales parisiennes. Dans le même temps, service public et secteur privé de l'audiovisuel supprimaient les magazines culturels consacrés à l'art vivant et cantonnaient la critique à quelques émissions de radio, comme *Le Masque et la Plume*, sur France-Inter, qui vaut désormais exception.

En moins d'une génération, c'est ainsi que l'on a fait taire la critique, réfugiée dans la presse écrite, où sa place, comme l'ont constaté plu-

sieurs études récentes, ne cesse de s'amenuiser. Les patrons de presse, sous la pression de l'audiovisuel, sont eux aussi tentés de préférer au compte rendu, d'autant plus hypothétique qu'il est soumis au bon vouloir des producteurs, ce qu'on appelle des « avant-papiers », qui permettent à leurs titres de rester dans la course avec la télévision.

Dans le même temps est apparu, massivement depuis dix ans, un nouveau genre journalistique qualifié par un affreux néologisme: la « notulisation », soit l'enchaînement d'une poignée de mini-critiques exsangues agrémentées souvent d'une notation géométrique pour leur donner un début de poids...

Si la confusion règne dans les processus d'élaboration de l'œuvre d'art, elle s'est donc insinuée aussi dans le domaine de l'écrit. La critique est la survivante d'un temps l'on croyait encore aux vertus de l'affrontement pour alimenter le mouvement des idées. Aussi la convie-t-on partout où le commerce - et sa soeur mafieuse, l'omerta - n'est pas, recours en grâce de l'un ou de l'autre, auteur, acteur, peintre, musicien, tous les exclus des réseaux de communication. La monnaie unique de la pensée s'élabore dans le consensus dur. La critique, les critiques, sont par essence agents de dissensus, facteurs de désordre, sectateurs du chaos du monde; il s'agit simplement, aujourd'hui, de les faire taire.

Olivier Schmitt

## Temps de travail : les risques de la « loi Robien »

Suite de la première page

Seules treize de ces quarante entreprises, cependant, se placent dans l'hypothèse du président de VVE, qui milite pour des applications « offensives », celles-là mêmes qui créent de l'emploi, par opposition à la variante « défensive », qui assure le seul maintien des effectifs par la réduction uniforme du temps de travail, toujours pendant deux années.

Alors que la publication de ses décrets d'application est toute récente, il est rare de voir une loi mourir aussi vite sur le terrain. Persuadés d'avoir trouvé là le sésame pour combattre le chômage, les responsables politiques souffrent sur la brasse. Infatigable propagandiste de la réduction du temps de travail, Gilles de Robien multiplie les tournées en province et exhorte les employeurs à suivre l'exemple des précurseurs. Revigoré, Jacques Barrot va jusqu'à prétendre qu'il n'y aura « pas de limite financière » au soutien des pouvoirs publics, désormais proposé à guichets ouverts, quand bien même 800 millions de francs sont inscrits à ce titre dans la loi de finances 1997.

**L'abaissement  
de charges sociales  
pendant sept ans,  
contre  
un engagement  
qui ne porte que sur  
les deux premières  
années,  
se révélera-t-il  
un bon calcul  
si tout le monde  
ne joue pas le jeu ?**

En parallèle, pourtant, des critiques de plus en plus sévères se développent. Sur la logique du dispositif lui-même, d'abord. L'abaissement de charges sociales pendant sept ans, contre un engagement qui ne porte que sur les deux premières années, se révélera-t-il un bon calcul si tout le monde ne joue pas le jeu ? D'une façon détournée, la loi Robien réhabilite la politique des aides à l'emploi qui avait fait l'objet de sévères mises en cause, y compris parlementaires, tout au long du premier semestre. Non seulement leur efficacité avait été jugée faible, voire inexistante, mais on leur reprochait de produire de discutables effets d'aubaine qui pourraient bien réapparaître.

Pierre Bellon, vice-président du CNPF et PDG du groupe Sodexo, évoque, en termes vifs, des risques de fraude, petites patentes et salariés pouvant s'entendre pour dissimuler la durée réelle du travail, tout en empochant les exonérations. Sur-tout, il accuse la technique des « cadeaux » de présenter un coût élevé, qui se traduit, à terme, par une pression supplémentaire sur les prélèvements obligatoires.

D'où les griefs formulés à l'égard d'une initiative jugée « généreuse » par Jean Gandois, « brouillonne » par d'autres, parce qu'elle autoriserait tous les dérapages. Si Jacques Mistral, DRH du groupe AXA, parle d'un « dispositif risqué », mais « qui peut produire des résultats très bénéfiques », des organisations puis-

santes telles que l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) y voient un instrument diabolique. En invitant les entreprises à réduire le temps de travail plutôt que de procéder à des restructurations, et donc à des suppressions d'effectifs dans le cas d'une utilisation « défensive » de la loi Robien, on retarderait d'autant la nécessaire adaptation des entreprises, affirme cette dernière.

Au passage, l'intrusion de ce dispositif dans le paysage social porte un coup sans doute fatal à une démarche plus contractuelle, qui n'avait pas besoin de cela. Elle compromet sûrement, aussi, l'intervention législative du gouvernement, qui se faisait fort d'édicter les règles sur la réduction du temps de travail, si les partenaires sociaux ne trouvaient pas de terrain d'entente. Laborieusement obtenu, l'accord interprofessionnel du 31 octobre 1995 devait se décliner en une série de négociations de branches sur les thèmes de l'aménagement et de la réduction du temps de travail.

Certes, les discussions traînaient, 28 branches sur 128 ayant signé un accord, ainsi qu'en a témoigné le sommet social organisé par le premier ministre le 8 juillet, mais il est maintenant clair que l'ardeur à négocier fait défaut, compte tenu de la situation nouvelle. D'aucuns considèrent que, de la sorte, entreprises et syndicats sont privés de l'occasion de mener ensemble, et sous leur responsabilité, une démarche de changement.

Pour toutes ces raisons, la loi Robien pose peut-être plus de problèmes qu'elle ne paraît en résoudre dans l'immédiat. Certes, alors que le débat bute depuis trop longtemps sur l'incapacité à passer concrètement à la réduction du temps de travail, ce texte en offre enfin la possibilité. Notamment parce que, grâce aux exonérations, il permet de lever une des principales difficultés, celle de la compensation salariale. Si, à la suite d'un accord signé dans l'entreprise - condition obligatoire, mais qui écarte les petites PME -, l'employeur trouve un intérêt à la formule et que les salariés peuvent espérer maintenir leur salaire, ou presque, l'option a toutes les chances de devenir populaire pour les deux parties. Mais cela oblige à s'interroger sur la suite.

Pour que le cycle vertueux se prolonge, crée de l'emploi et devienne une saine habitude, il faudrait que la mesure soit pérennisée. Sinon, l'obstacle de la perte éventuelle de revenu réapparaîtrait comme l'obstacle qu'il a toujours été, ce qui ramènerait à la case départ.

Dans l'autre hypothèse, malheureusement probable, les contraintes budgétaires pourraient avoir raison, à terme, de ce dispositif. PS, celui-ci court le risque d'être la victime de sa propre réussite. Plus il y aura de prétendants à l'aide de l'Etat, plus Bercy répugnera à suivre au-delà d'une certaine période, une fois les échéances électorales passées.

Le cas s'est déjà produit avec l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprise, dont l'usage avait été dopé par la loi quinquennale de Michel Giraud. Après le temps des soldes ou des opérations promotionnelles, viendrait le retour aux dures réalités économiques.

De deux choses l'une. Au mieux, la loi Robien aura ouvert une brèche et permis d'enclencher un mouvement plus favorable à l'emploi, avec les effets bénéfiques sur le moral du pays que cela entraîne. Au pis, la fascination actuelle se terminera par une déconfiture quand il faudra payer les pots cassés, à la fois financièrement et socialement, une fois les élections passées. Surtout si la politique contractuelle se trouvait ainsi mise hors du jeu.

Alain Lebaube



**REDEVANCE** Jean-Luc Lagardère a été mis en examen pour abus de biens sociaux, à la suite de la plainte d'un actionnaire qui contestait un système de redevance mis en

place pour rémunérer l'équipe de direction du groupe Lagardère. ● UN RAPPORT D'EXPERTISE, remis le 16 septembre, estime que le prélevement des redevances sur le groupe a

conduit à un enrichissement de Jean-Luc Lagardère et son fils de 94,1 millions de francs avant impôts et 55,4 millions après impôts. ● LA SOCIÉTÉ qui percevait les rede-

vances, Lagardère Capital et Management (LCM) a été de 1989 à 1992 principal associé de Lagardère Élevage, qui gère les haras de M. Lagardère. Les pertes de ces haras, soit

41,6 millions de francs sur la période, ont été imputées sur les bénéfices de LCM. ● A LA DEMANDE DE LA COB, les haras n'ont plus été détenus par LCM à partir de 1992.

## Jean-Luc Lagardère est accusé de s'être enrichi aux dépens de son groupe

Un rapport d'expertise judiciaire estime que le groupe a surpayé 55,4 millions de francs les services de l'état-major. Un avocat de la défense dénonce « ce rapport-réquisitoire » et affirme que ses chiffres seraient faux

LE JUGE DANDO a mis en examen, lundi 28 octobre, Jean-Luc Lagardère pour abus de biens sociaux à la suite d'une plainte déposée en décembre 1992 par un actionnaire minoritaire du groupe Lagardère, Alain Géniteau. Celui-ci conteste le système de « management fees », qui permet à un actionnaire de référence de prélever un certain pourcentage du chiffre d'affaires du groupe qu'il contrôle en contrepartie de services rendus (le Monde des 3 et 4 novembre).

En 1995, le juge a confié une mission d'expertise judiciaire à François Rey et Christian Collineau pour étudier la convention litigieuse. Ces derniers ont remis leurs conclusions le 16 septembre. Jean-Luc Lagardère a constitué une société qu'il a baptisée Lagardère Capital et Management (LCM, jadis baptisée Arjil). Entièrement détenue par Jean-Luc Lagardère et son fils Arnaud, LCM a pour objet de porter les actions de la famille Lagardère et de certains hauts cadres du groupe (4,8 % du capital environ). Cette société paye les salaires des membres du

comité exécutif, soit dix à douze personnes, prend en charge les honoraires des consultants extérieurs. LCM a deux sources de revenus : les dividendes versés par Lagardère Groupe (27,9 millions de francs en 1994) et une redevance (52,9 millions de francs en 1994) égale à 0,2 % du chiffre d'affaires du groupe Matra-Hachette et 4 % du résultat brut d'exploitation de la banque Arjil, la banque d'affaires du groupe. M. Géniteau, après avoir contesté à partir de 1989 ce système de redevances auprès de la Commission des opérations de bourse (COB), a déposé plainte.

Selon le rapport des experts, plusieurs interrogations sont soulevées. Premièrement, LCM a mêlé les intérêts de M. Lagardère le manager, en lui permettant de rémunérer son équipe de direction, et de M. Lagardère, personne privée : cette société détient les actions de M. Lagardère dans son groupe, mais elle a aussi détenu de mars 1989 à 1992 la SNC Lagardère Élevage. Cette SNC, qui gère les haras de M. Lagardère, dégage structu-

rellement des pertes, qui s'élevaient, selon les experts, à un total de 41,6 millions de francs de mars 1989 à fin 1991. Les SNC étant fiscalement transparentes, les pertes des haras sont allées s'imputer sur les bénéfices dégagés par LCM, bénéficiaire grâce aux redevances perçues.

**LCM n'a donc pas financé les haras de M. Lagardère, mais les pertes de ces haras ont permis à LCM de payer moins d'impôt**

LCM n'a donc pas financé les haras de M. Lagardère, mais les pertes de ces haras ont permis à

LCM de payer moins d'impôt. Autre avantage, selon les experts, ce montage fiscal « clairement revendiqué comme dû » par M. Lagardère, lui a permis de réduire son impôt sur la fortune. « On peut s'interroger sur la pertinence de ce choix qui conduit à regrouper des intérêts privés et des moyens de management d'un groupe coté », écrivent les experts.

Cette optimisation fiscale n'est pas illicite. Mais la COB, qui n'appréciait pas la confusion des intérêts, a demandé à ce que les haras ne soient plus détenus par LCM, ce qui a été fait à partir de 1992.

Second problème, les experts examinent les redevances versées par le groupe à LCM. Dans un groupe classique, l'équipe de direction est directement rémunérée par le groupe qui l'emploie. Selon les experts, les prestations fournies par LCM aux sociétés du groupe du 1<sup>er</sup> avril 1989 au 31 décembre 1992 sont excessives. Elles auraient été surpayées pour une somme estimée à 94,1 millions de francs avant impôt et 55,4 millions de francs après impôts, ce qui au-

rait conduit à un « enrichissement » d'autant de Jean-Luc Lagardère et son fils. Les experts estiment que la capacité à distribuer des dividendes du groupe en a été « altérée », ainsi que « son appréciation par les analystes financiers ».

Les experts comparent ce surcoût aux dividendes versés par le groupe de M. Lagardère de 1990 à 1992, qui se sont élevés, selon les experts, à 123 millions de francs. Ils citent une lettre de la COB du 29 novembre 1990, « qui évoquait le fait qu'une rémunération importante attribuée aux dirigeants sociaux pourrait constituer un abus de biens sociaux au cas où elle serait hors de proportion avec le résultat financier de l'entreprise ou contraire à l'intérêt social ».

Les experts contestent le principe même de cette redevance « forfaitaire, basée sur le chiffre d'affaires », qui « ne prenait pas en compte la variabilité des charges réelles ». Ils estiment de surcroît que les rémunérations des dirigeants du groupe Lagardère n'étaient pas connues des administrateurs et fixées par eux. Ils s'interrogent de savoir si les représentants du personnel présents au conseil d'administration, ont été informés correctement.

Pour sa défense, M. Lagardère affirme, selon le rapport, s'être entouré de l'avis de ses conseils et de ses commissaires aux comptes. Le cabinet Arthur Andersen International, dans une note du 17 janvier 1991, invoque la ratification de la convention contestée par les assemblées des actionnaires successives, estime que la procédure a été transparente. Les experts rétorquent que lors des assemblées générales qui ont approuvé la convention, une majorité très large des droits de vote étaient détenus par LCM et les administrateurs qui avaient reçu de nombreuses délégations de pouvoir. Ce qui peut expliquer pourquoi cette convention a été approuvée par les actionnaires « à plus de 99 % », selon M. Lagardère.

Un conseil de M. Lagardère conteste l'intégrité du travail des

experts. « Ce n'est pas un rapport objectif, c'est un réquisitoire », « Tous les chiffres sont faux. Si la COB avait estimé qu'il y avait un problème, elle aurait transmis le dossier au parquet, ce qu'elle n'a pas fait. Les experts n'ont pas tenu compte de nos remarques. Si M. Lagardère avait voulu s'enrichir, il ou-

**Une deuxième affaire**

Au mois de décembre 1995, un petit actionnaire du groupe Matra, Jean-Pierre Malen, a déposé une plainte avec constitution de partie civile contre Jean-Luc Lagardère et contre X... à propos des conditions de la fusion Matra-Hachette, effectuée en 1992. Cette plainte, qui visait notamment les chefs d'« escroquerie avec la circonstance aggravée d'appel au public », « publication de faits faux afin d'obtenir des souscriptions et des versements » et « destruction de preuves », a entraîné l'ouverture, au mois de février dernier, d'une information judiciaire contre X... confiée au juge d'instruction Eva Joly.

Le 16 janvier, la cour d'appel de Paris avait débouté plusieurs actionnaires minoritaires d'une action civile portant sur les mêmes faits. Se fondant sur l'impossibilité légale de saisir la justice civile et pénale des mêmes faits, le parquet de Paris a requis l'irrecevabilité de la plainte de M. Malen. Les défenseurs de ce dernier, M<sup>rs</sup> William Bourdon et François Serres, ont indiqué au Monde que le juge Joly devait rendre très prochainement sa décision d'instruire ou non cette plainte.

rait augmenté sa rémunération d'associé commandité », poursuit ce conseil. Il appartiendra au juge de déterminer si l'enrichissement de Jean-Luc Lagardère et de son fils était illicite ou non et s'il constituait un abus de biens sociaux.

Arnaud Leparmentier

### NOTRE ERREUR

Le Monde s'est trompé.

Président de Matra-Hachette, Jean-Luc Lagardère a certes été mis en examen, lundi 28 octobre, pour abus de biens sociaux par le juge André Dando dans le cadre d'une plainte déposée par un actionnaire minoritaire, visant le système de rémunération des dirigeants du groupe. Mais, contrairement à ce qui était affirmé en première et en dernière pages de nos éditions datées 3-4 novembre, M. Lagardère n'est aucunement mis en examen pour « escroquerie, faux et usage de faux, infraction à l'article 433-2 de la loi de 1966 sur les sociétés ».

Nous prions nos lecteurs et M. Lagardère de bien vouloir accepter nos excuses pour cette faute. Nous leur devons évidemment des explications.

Le Monde s'est trompé, mais de bonne foi.

Samedi matin 2 novembre, après l'annonce par M. Lagardère dans Le Figaro du même jour de sa mise en examen, nous nous sommes efforcés d'en connaître le chef exact qu'il ne précisait pas dans son entretien. Après avoir à deux reprises tenté vainement de joindre à son domicile Roland Sanguinetti, chargé de la presse auprès de M. Lagardère, nous nous sommes tournés vers le parquet de Paris.

Interlocuteur traditionnel de la presse s'agissant d'informations publiques sur la marche de la justice parisienne qui ne sont pas couvertes par le secret de l'instruction, le parquet de Paris est habilité à donner aux journalistes des précisions sur l'ouverture ou non d'une information judiciaire, le nom du juge auquel elle a été confiée, les chefs retenus et,

éventuellement, les mises en examen notifiées.

Entre 9 h 5 et 11 h 5, nous nous sommes entretenus à quatre reprises au téléphone avec le parquet de Paris. Nous affirmions s'appuyer sur la recension informelle des instructions en cours, notre interlocuteur fut catégorique, mentionnant outre l'abus des biens sociaux, les autres chefs de mise en examen dont nous avions fait état. Appelés autour de 11 heures - à l'heure du « bouclage » de notre journal - par Thierry Funck-Brentano, porte-parole du groupe Lagardère, nous lui avons fait état de la réponse du parquet. Après nous avoir, dans un premier temps, affirmé qu'il ne connaissait pas le chef de mise en examen de M. Lagardère, M. Funck-Brentano nous a rappelé, alors que l'impression du Monde était déjà en cours, pour démentir les

informations du parquet et nous préciser que seul l'abus de biens sociaux avait été retenu contre M. Lagardère.

L'erreur du parquet de Paris, qui est ensuite devenue la nôtre, s'explique par une confusion entre deux informations judiciaires. L'une, instruite par le juge André Dando, sur une plainte d'Alain Géniteau, qui vaut au président de Matra-Hachette sa mise en examen. L'autre, instruite depuis mars par le juge Eva Joly, sur une plainte déposée contre M. Lagardère et contre X... notamment pour « escroquerie » par un actionnaire minoritaire de Matra, Jean-Pierre Malen. Dans ce dossier, le parquet a déposé des réquisitions de refus d'informar sur lesquelles M<sup>rs</sup> Joly devrait rendre prochainement sa décision.

E. P.

### Le schéma financier de la reprise de Thomson se précise

LE MONTAGE FINANCIER de la privatisation de Thomson SA s'éclaircit quelque peu. Cela vaut pour la partie qui a conduit le gouvernement à décider - sous réserve de l'approbation de la Commission de privatisation - de la cession pour le franc symbolique et après recapitalisation de 11 milliards de francs, de la firme d'électronique au groupe Lagardère.

Ce schéma repose sur une valorisation des actifs de Thomson Multimédia, la filiale d'électronique grand public, à 6 milliards de francs. Pour Thomson-CSF, la filiale d'électronique de défense et professionnelle, les actifs opérationnels sont évalués à 13,5 milliards, somme à laquelle s'ajoutent 2,5 milliards pour la participation dans le Crédit lyonnais et 3,2 milliards pour la participation dans le fabricant de semi-conducteurs SGS-Thomson. Soit une valeur totale de 21,2 milliards, dont environ 12 milliards « reviennent » à l'Etat, qui, via Thomson SA, détient 58 % de Thomson-CSF.

Au total, l'actif de Thomson SA, vu de l'Etat actionnaire, se situe ainsi à 18 milliards. Les dettes, quant à elles, sont les suivantes : 16,5 milliards pour Thomson Multimédia, 2,5 milliards pour Thomson-CSF et environ 10 milliards pour la maison-mère elle-même. Soit un total de l'ordre de 29 milliards. L'injection de 11 milliards d'argent frais avant vente doit permettre de ramener les dettes au niveau des actifs, un « équilibre » qui justifie la vente au franc symbolique.

Le montage reste plus flou pour l'« acquisition » de Thomson SA par Lagardère et le coût que cette opération représentera pour ce dernier. Les 11 milliards de recapitalisation doivent essentiellement servir à réduire la dette de Thomson Multimédia que Lagardère entend céder au sud-coréen Daewoo. Cette dette serait ramenée à environ 6 milliards.

#### 10 MILLIARDS DE DETTES

Ce chiffre, qui s'annule avec les 6 milliards d'actifs, explique pourquoi Daewoo a déclaré dans un premier temps qu'il reprendrait Thomson Multimédia pour le franc symbolique.

Le groupe Lagardère devrait quant à lui hériter de 10 milliards de dettes : principalement celles de Thomson SA, celles de Thomson-CSF disparaissant avec la reprise par l'Etat des parts dans le Crédit lyonnais. Lagardère devrait pouvoir réduire cette charge à environ 3,5 milliards avec la vente de la participation dans SGS-Thomson et le remboursement par l'Etat de 1,5 milliard de créances à Thomson. Reste le rachat des actions des minoritaires (42 %) dans Thomson-CSF. La totalité de ces parts est estimée à 7,8 milliards de francs, mais certains actionnaires devraient conserver leurs titres. Au pire, il en coûterait donc un peu plus de 11 milliards à Lagardère pour acquérir les 13,5 milliards d'actifs opérationnels de Thomson-CSF.

Ph. L. C.

### L'empire hippique du président de Matra-Hachette

LUNDI DERNIER 28 octobre, Jean-Luc Lagardère a pris le contrôle de la Fédération nationale des sociétés de course en France, une importante organisation qui distribue les subventions et les allocations pour 260 hippodromes. Jusqu'alors, elle était traditionnellement présidée par une personnalité indépendante n'ayant pas d'intérêts financiers dans le secteur. Cette entorse à la tradition a reçu rapidement l'aval du gouvernement qui s'apprête à signer un décret de réforme des structures actuellement soumis au Conseil d'Etat.

Il donnera les clés de l'institution aux présidents des sociétés mères parisiennes gérant la spécialité du trot (Paul Essartial) et du galop (Jean-Luc Lagardère). Celui-ci, au cours du congrès de lundi, a su convaincre, ou faire taire, quelques opposants en leur déclarant : « Ne craignez rien. Il n'y aura pas de dirigisme parisien. Nous sommes tous des provinciaux. Moi-même, j'ai fait mes premières armes aux courses avec mon père sur le petit champ de course d'Auch, dans mon Gers natal. »

En 1966, Jean-Luc Lagardère devient petit propriétaire d'un ou deux chevaux, puis, fortune aidant, il acquiert en 1978, un premier haras de 40 hectares, Le Val Henry, à Livarot, dans le Calvados. Moins de dix ans plus tard, en 1987, il achète un second terrain à Ouilly (Calvados), appartenant à la famille Dupré. Une casaque prestigieuse : avant et après la guerre, les Dupré disputaient les plus grandes épreuves classiques avec les Boussac, les

Rothschild et autres Volterra. Puis, M. Lagardère reprenait des terres tout autour d'Ouilly et modernisait, à grands frais, les bâtiments et les équipements. Il y installait toutes ses jumenes, une cinquantaine, et maintenait ses étalons (quatre) au Val Henry. Parmi eux, l'un des reproducteurs les plus cotés en France, d'une valeur de plusieurs dizaines de millions de francs, dont une seule saillie vaut 150 000 francs cette année : Linamix. Ce suffixe final est celui de la majorité des produits de l'élevage maison, par esprit gaulois, comme Astérix, aime-t-il dire.

#### DANS LA COUR DES GRANDS

L'écure Lagardère joue maintenant dans la cour des grands. Elle a connu des échecs, comme cette vente à bas prix d'une pouliche qui, sous ses nouvelles couleurs, a remporté le prix de Diane. Mais également des succès : avec un effectif de 150 galopeurs de tous âges, M. Lagardère a été régulièrement classé parmi les cinq premiers pour les gains (plus de 4 millions de francs cette année). L'affaire est pour autant délicate, à cause de la concurrence étrangère, américaine surtout.

Le secteur des courses traverse depuis le début de la décennie une crise économique, avec un déficit d'un demi-milliard de francs pour les sociétés organisatrices. Désirant redresser cette conjoncture préjudiciable, le PDG de Matra-Hachette décidait, en mai 1995, et malgré ses nombreuses occupations, de se présenter à la présidence de France-

Galop, une société à but non lucratif régie par les principes de la loi 1901. Il obtenait une élection de maréchal soutenue par quelques jeunes professionnels des ventes, du courtage et de l'entraînement, considérant eux aussi les courses comme une « industrie », terme qui fait hurler les puristes.

Dès son arrivée au pouvoir, le nouveau président imposait ses méthodes en mettant en place un comité exécutif de six membres choisis parmi ses proches et amis, et non élus statutairement. Ses « bonnes relations » avec les pouvoirs publics lui permettaient d'obtenir 2 % supplémentaires sur les prélèvements effectués sur les joueurs au PMU (un chiffre d'affaires de 36 milliards).

Lors d'une conférence de presse où il lui était demandé : « N'êtes-vous pas un peu gêné de dépouiller les smicards pour gouverner les milliardaires ? », le président répondait, très mécontent, en quittant la salle : « Personne n'est forcé de jouer aux courses... »

Dans le choix de ses collaborateurs hippiques, le président de France-Galop n'a pas toujours été heureux. Dès son arrivée aux commandes, contre l'avis de bon nombre de membres du comité, il imposait comme vice-président de France-Galop son ami Michel Henochbert, un éleveur.

Or celui-ci était mis en examen début 1996 pour une sombre affaire de surfacturation d'étalons vendus aux Haras nationaux. Jean-Luc Lagardère a exigé qu'il quitte son poste jusqu'à ce que la justice rende son verdict.

Au plan des conditions de

course, programme qui oriente tous les flux financiers, la politique mise en place s'appuie sur un credo libéral antiprotectionniste et européen exprimé ainsi (Journal du dimanche du 1<sup>er</sup> octobre 1995) : « Mon but est de donner les impulsions suffisantes pour que l'élevage et les courses françaises gardent l'une des premières places dans le monde. La compétition dans le pur-sang est en effet internationale et nos chevaux doivent être à la hauteur. Nous devons trouver les moyens de relever ce défi d'ici à l'an 2000. »

#### LES CHEVAUX FIC

Le résultat se fait attendre. Le marché des ventes de pur-sang en France n'a pas redémarré. D'après les dernières statistiques, dix grands investisseurs, dont Jean-Luc Lagardère lui-même, continuent de truster plus de la moitié des sommes distribuées. L'ouest, Raymond Clémentine, dénonçait ces jours-ci publiquement cette stratégie, s'élevant contre « les chevaux fic » exploités tout jeunes, puis mis sur la touche.

Autre inquiétude pour l'avenir proche : à partir de 1998, les subventions cesseront et les organisateurs seront confrontés à une obligation de résultats. D'où la recherche d'une augmentation des chiffres du PMU par le lancement d'une chaîne thématique, insérée depuis le 1<sup>er</sup> octobre dans le bouquet de CanalSatellite. Un pas vers les paris à domicile avec carte de crédit.

Guy de la Brosse



## La fusion entre BT et MCI va bousculer le paysage des télécommunications

L'accord, conclu dimanche 3 novembre, entre le groupe privatisé britannique et le géant américain crée le premier vrai réseau d'envergure mondiale

**LONDRES**  
de notre correspondant  
La fusion entre BT (ex-British Telecom) et MCI (Le Monde daté 3-4 novembre) a été conclue officiellement, dimanche 3 novembre. Le groupe privatisé britannique, qui possédait déjà 20 % de la firme américaine spécialisée dans les télécommunications à longue distance depuis 1993, rachètera les 80 % restants pour 12 milliards de livres (100 milliards de francs). Fort profitable, BT ne devrait avoir aucune peine à faire appel s'il en était besoin à la City. Le nouveau groupe prendra le nom de Concert, mais chaque société conservera son nom propre dans son pays d'origine. Il sera enregistré à Londres, mais aura un quartier général dans les capitales américaine et britannique.

Il s'agit d'un succès stratégique de première importance pour BT dans sa conquête du marché mondial détrempé des télécommunications. Par cette fusion - « l'affaire du siècle dans le domaine des télécoms », selon le patron de MCI, et la seconde en importance dans toute l'histoire des prises de contrôle après celle de RJR Nabisco par KKR Roberts en 1989 pour 30,6 milliards de dollars -, le nouveau groupe deviendra le numéro quatre dans son domaine après le japonais NTT, l'américain AT & T et l'allemand Deutsche Telekom. Sir Iain Vallance, président de BT et futur coprésident de Concert avec son homologue de MCI, Bert Roberts, ne l'a pas caché en déclarant qu'« il ne s'agit pas d'un gilet jeté dans une mer tranquille, mais d'un gros rocher qui fera beaucoup de vagues ». Selon Sir Peter Bon-

field, directeur général de BT et futur directeur général (chief executive officer) de Concert, le groupe « veut devenir le leader mondial » au prochain millénaire. BT, qui aura en fait la haute main sur Concert, va pouvoir développer son implantation sur un marché américain détrempé, mais aussi renforcer sa pénétration du marché asiatique, qui passe pour le plus porteur à l'avenir. C'est dans cet objectif que BT avait tenté ce printemps, mais en vain, d'acquiescer le groupe britannique Cable & Wireless.

De son côté, MCI apportera, en outre, une agresseur commerciale qui fait largement défaut à BT encore très bureaucratisée, une compétence sur Internet et une clientèle de quelque 3 000 firmes internationales. Il apporte aussi un cadeau empoisonné : sa participation dans le groupe multimedia News Corporation de Rupert Murdoch.

**PEUX VERTS A COTER**  
MCI a acheté l'an dernier 15 % d'actions sans droit de vote de News Corp. pour 2 milliards de dollars (10 milliards de francs). Or BT, par ses statuts, n'a pas le droit d'opérer sur le réseau câblé. L'autorité de régulation britannique, l'Ofcom, a même interdit, il y a deux semaines, un accord entre BT et BSkyB, filiale télévisée de News Corporation. Elle pourrait demander à Concert de se défaire de cette participation avant de pouvoir obtenir le feu vert de l'Ofcom of Fair Trading.

La fusion devra aussi obtenir l'accord de la Commission fédérale américaine des communica-

tions, la puissante FCC, puisque les firmes étrangères ne peuvent acquiescer plus de 25 % du contrôle d'une entreprise de télécommunications locale sans son aval.

Le concurrent AT & T, qui ne voit pas naître ce concurrent d'une taille presque équivalente d'un bon œil, réclame que la FCC mette des conditions fortes à son aval. Sur l'ouverture à la concurrence internationale du marché britannique, d'abord. Sur les accès au marché du téléphone local aux États-Unis mêmes, ensuite. Les monopoles locaux exercés par les Baby Bell viennent de sauter sur le principe, mais les détails restent à fixer. AT & T va sûrement batailler pour que BT-MCI en soit écarté.

Lorsque Concert aura acquis une existence légale, elle pèsera un chiffre d'affaires annuel de 25 milliards de livres (213 milliards de francs) pour 43 millions de clients (commerciaux et privés) dans 70 pays, soit un réseau bien plus global que celui de ses concurrents. Il y trouvera une nouvelle synergie qui permettra des économies, y compris de personnel, et donc des licenciements, dont Sir Peter s'est efforcé de minimiser l'impact. Les actionnaires devaient y trouver leur compte puisqu'ils recevront un dividende spécial de 35 pence par action et que le dividende pour l'année 1996-1997 devrait être en hausse de 6 %. Les dirigeants aussi, puisque leurs futurs émoluments seront « en proportion de la taille de la compagnie ». Sir Iain Vallance gagne actuellement déjà 650 000 livres par an (3,4 millions de francs).

Patrice de Beer

## La SNCF et La Poste négocient les départs anticipés de leurs agents

Les deux entreprises procéderont à des embauches compensatrices

Cherchant à réduire leurs effectifs sans pouvoir licencier, la SNCF et La Poste négocient avec les syndicats des départs anticipés. A la SNCF, des cheminots pourront cesser leur ac-

tivité des cinquante-trois ans, au lieu de cinquante-cinq actuellement. A La Poste, les négociations commenceront sur des départs à temps partiel à partir de cinquante-sept ans.

**QUELQUES MOIS** après la fonction publique, la RATP et France Télécom (Le Monde du 12 octobre), la SNCF et La Poste cherchent, à leur tour, à faciliter les départs anticipés de leurs agents les plus âgés. A la SNCF, le dossier est quasiment bouclé. Lors d'une ultime réunion de négociation qui s'est tenue le 31 octobre, la direction a proposé de créer un « congé de disponibilité de fin de carrière ». Sous certaines conditions, les agents pourront anté-

cié de travailler dix-huit mois, trois ans (au lieu de cinquante-trois ans actuellement) mais l'entreprise se réserve le droit de les rappeler pour une tâche ponctuelle et à temps partiel. Durant ces deux ans, l'agent percevra une indemnité égale à la pension qu'il aurait acquise à cinquante-cinq ans.

Sur les cinq mille agents potentiellement concernés, environ seize cents pourraient s'engager dans le dispositif. Comme le souhaitent les syndicats, la direction a accepté de s'engager sur un certain nombre d'embauches. L'entreprise recrutait trois cents jeunes, sous forme de contrats initiative-emploi (CIE) ou de contrats d'apprentissage.

Deux syndicats (la CFE-CGC et la Fédération maîtresse et cadres) ont d'ores et déjà annoncé leur intention de signer le texte proposé par la direction. La CFDT, FO et la FGAAC (Autonomes) semblent également s'acheminer vers une signature. Pour sa part, la CFDT fera connaître sa réponse le 15 novembre, date-but fixée par la direction. Son représentant a estimé qu'« il y a une avancée sur l'emploi par rapport au projet initial, mais c'est encore insuffisant ». Seule la CGT, majoritaire, s'est déclarée « fondamentalement

opposée au projet ». Le syndicat SUD, non représentatif au niveau national, n'a pas été invité à la négociation.

A La Poste, le dossier est moins avancé. La direction devait faire connaître ses propositions, officiellement, le lundi 4 novembre. La mise en place de son dispositif devant démarrer en janvier 1997, la position des syndicats devra être connue en décembre.

### CESSION PROGRESSIVE

D'ores et déjà, La Poste peut proposer aux postiers de plus de cinquante-cinq ans une cessation progressive d'activité (CPA). Ils travailleront alors à mi-temps et sont payés à 80 % d'un temps plein. Chaque année, environ quinze cents personnes bénéficieront de cette formule.

La direction veut mettre en place deux nouvelles mesures : comme dans la fonction publique, un congé de fin d'activité pourrait permettre aux postiers de cesser de travailler dès qu'ils atteignent trente-sept ans et demi d'ancienneté, même s'ils n'ont pas encore soixante ans. En 1997, les postiers seraient concernés dès cinquante-neuf ans, puis cinquante-huit ans en 1998 et cinquante-sept ans en 1999. Comme le prévoit l'accord signé dans la fonction publique, cette mesure concerne les fonctionnaires et les contractuels de droit public. La Poste souhaite qu'elle concerne également les contractuels de droit privé. Près de quinze cents personnes pourraient bénéficier de ce dispositif chaque année. Toujours en conformité avec l'accord, chaque départ génèrera une embauche.

de La Poste : la création d'un temps partiel pour permettre aux salariés de plus de cinquante-sept ans de se retirer progressivement de la production directe et d'encadrer les nouvelles recrues. La direction ne précise pas exactement quel sera le temps de travail de ces postiers, mais leur salaire représentera 70 % d'un temps plein.

Consentir que ce dispositif n'est pas, a priori, très attractif par rapport à la cessation progressive d'activité, François Jauchon, directeur des ressources humaines, va proposer une mesure innovante : les salariés qui adopteront ce temps partiel pourront choisir le département où ils travailleront. Alors que les règles de mobilité sont très rigides - actuellement, pour avoir une chance d'être muté dans l'Allier, un postier doit avoir déposé sa demande en 1979 -, les salariés de plus de cinquante-sept ans passant à temps partiel seront prioritaires.

Comme à la RATP, la SNCF et à France Télécom, la direction de La Poste s'engage à procéder à un certain nombre d'embauches : huit mille sur trois ans, par le biais de l'apprentissage ou de concours de recrutement de fonctionnaires. Actuellement, huit mille postiers quittent l'entreprise chaque année et trois mille la rejoignent. En s'engageant sur huit mille recrutements de jeunes, La Poste ne va donc pas au-delà de ses embauches actuelles. Mais, selon ses dirigeants, ni ses résultats, ni ses gains de productivité, ni les menaces qui planent régulièrement sur la pérennité de ses activités financières ne permettent d'envisager une autre politique.

Frédéric Lemaître

### COMMENTAIRE

#### NOUVELLE DIMENSION

Ce n'est certes pas encore la « World Company » du téléphone. Mais, malgré tout, avec le rachat de MCI par BT, l'industrie des services de télécommunications va changer de dimension. Pour la première fois, un exploitant téléphonique va disposer d'une présence forte dans deux des plus grandes zones économiques mondiales. Plus seulement par le biais d'une alliance avec l'un de ses homologues, comme cela était devenu un peu la règle ces dernières années, mais en tant qu'entreprise unique et intégrée. Ce changement tient à l'accélération de la déréglementation. En Europe, l'ensemble des services téléphoniques vont être ouverts à la concurrence début 1998. Aux États-Unis, les barrières en place depuis 1984 entre les marchés des communications locales et longue

distance sont également en passe de tomber. Désormais sans protection sur leurs marchés historiques, les opérateurs pourront, par contre, attaquer les marchés de leurs homologues. A condition de disposer d'une présence géographique accrue et de moyens financiers ad hoc. Les alliances ont constitué une première réponse : outre BT et MCI, déjà, avec Concert, France Télécom, Deutsche Telekom et Sprint ont regroupé une partie de leurs moyens au sein de Global One, AT&T nouant des partenariats à travers sa structure WorldPartners. En fusionnant, BT et MCI signifient que cette étape, généralement circonscrite aux services aux entreprises, ne suffit plus. Face à ce projet, leurs concurrents mondiaux ne pourront rester sans réagir. Ils vont probablement devoir, eux aussi, donner une nouvelle dimension à leurs accords.

Philippe Le Cœur

### DÉPÊCHES

■ **DAMLER-BENZ** : le président du géant industriel allemand, Jürgen Schrenpp, estime que la firme a trop de cadres dirigeants et pourrait se passer d'un tiers d'entre eux, soit 500 personnes environ, affirme l'hebdomadaire Der Spiegel du lundi 4 novembre. Une analyse interne de Daimler relève qu'en moyenne la direction d'une entreprise représente 0,35 % de son personnel mais que ce pourcentage atteint 0,65 % chez Daimler, contre 0,08 % chez Asea Brown Boveri ou 0,16 % dans le groupe diversifié Veolia.

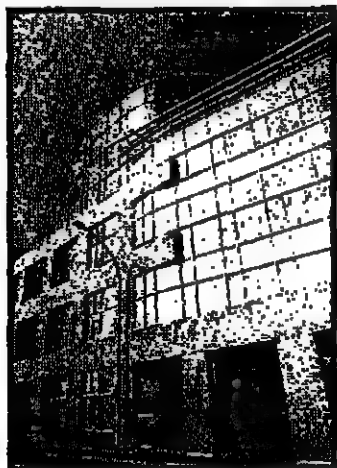
■ **BNP** : la banque a repoussé la date du lancement prévu le 31 octobre, d'une émission de dette subordonnée de 300 millions de dollars à dix ans sur le marché domestique américain. Les règles de placement de titres aux États-Unis obligent un émetteur à rendre publique toute information susceptible d'avoir un impact sur sa notation financière (rating). La candidature de la BNP au rachat du CIC en est une. Or, l'accord de confidentialité imposé par le Trésor sur la privatisation du CIC interdit à Michel Pébereau, le président de la banque, tout commentaire sur le dossier.

■ **PARIBAS** : la banque française devrait prochainement obtenir une licence pour ouvrir une filiale à Shanghai. Jean-Michel Piveteau, responsable de la banque Paribas en Chine, a indiqué, lundi 4 novembre, avoir déposé les documents requis auprès des autorités chinoises le 15 octobre. « Nous nous attendons à recevoir l'autorisation formelle dans les deux à trois mois », a-t-il déclaré.

■ **TOYOTA** : le constructeur automobile japonais aura augmenté de 10 % ses investissements à 330 milliards de yens (16 milliards de francs) pour l'exercice comptable s'achevant fin mars 1997, estime dimanche le quotidien économique japonais Nihon Keizai Shimbun. Les prévisions initiales étaient à 300 milliards de yens pour l'année, sans changement par rapport à l'année comptable précédente.

■ **SOCIÉTÉ DE BOURSE** : Les dirigeants de l'ancienne société de Bourse lyonnaise Girardet seront jugés à partir du lundi 4 novembre devant le tribunal correctionnel de Lyon, avec, parmi les treize prévenus, Sylvie Girardet, qui fut la première femme agent de change en France.

## ENTREZ DANS LE MONDE DE SIRIUS VIVEZ DANS UN ESPACE DE LUMIÈRE



PHOTOS: CÉLINE ARNET

UN IMMEUBLE ENTièrement RÉNOVÉ  
DE 6 900 M<sup>2</sup>

### COMMERCIALISATION

**Bourdais**

CONSEIL EN IMMOBILIER D'ENTREPRISE

ONCOR

Tél. : 01-40-76-31-76

Fax : 01-49-59-98-10

**Jones Lang Wootton**

Tél. : 01-43-43-60-61

Fax : 01-43-45-21-55

### Crédit Agricole

#### REMUNERATION DES TITRES PARTICIPATIFS - OCTOBRE 1985

La rémunération annuelle des titres participatifs du Crédit Agricole - octobre 1985 se compose d'une partie fixe égale à 50 % du TMO (taux moyen mensuel de rendement à la date de règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés) et d'une partie variable égale à 39 % de ce TMO, multipliée par un coefficient de participation qui varie selon l'évolution des résultats nets du groupe Crédit Agricole.

Les résultats de référence déterminés selon le contrat d'émission s'établissent à F. 6 983 millions en 1995 contre F. 5 429 millions en 1994. Compte tenu du coefficient de participation de 3,377 retenu pour le coupon de 1995, le nouveau coefficient applicable à la rémunération de 1996 s'élève à 4,344 ; dans ces conditions, la rémunération globale atteindrait donc 219,40 % du TMO.

Conformément au contrat d'émission, la rémunération globale ne peut dépasser 120 % du TMO. Sur la base d'un TMO moyen de 6,70 % (période de référence d'octobre 1995 à septembre 1996 inclus), le coupon sera donc égal à F. 80,44 pour un titre participatif de F. 1 000 nominal et sera mis en paiement le 4 novembre 1996.





CAC 40  
↓

PARIS

**-0,23%**

CAC 40

2135,0

Credit Fon France	69.60	69.39	-0.71	-2.40	Lyonnaise Eaux
Credit Ind France	439.00	438.3	-0.40	+71.73	Mineral Wexel
Credit Lyonnais CI	139.90	137.80	-2	-24.05	Metalurgie
Credit National	279.00	272.25	-1.07	-24.19	Metalurgie Inter.
Ci	3.38	3.38	0	0	Min
Damart	4150	4040	-0.24	-3.53	Modifon
Danone	700	697	-0.42	-13.79	North-Eco
Dassault	1057	1038	-0.35	-22.04	North (M)
Dassault Electron	634.70	636.50	0.36	+169.61	NRJ
Dassault Systemes	220	226	+2.72	+	OLIFAR
De Dierich	213	211	-0.99	-7.76	Paribas
De Launay	100	99	-0.01	-6.39	Parif
Deu-PAUF Cl 91	40.80	40.85	0.12	+2.73	Pechiney
DMC (paffus M)	136.50	131.10	-3.95	-34.41	Pemod-Lux
Dynac	129.50	129.90	0.15	+42.52	Perre
Eclat des	610	610	0	0	Perre Fr. Bnd
Elifage	236	237	+0.42	+16.37	Plastic-Com (Lg)
EP Aquitaine	469.80	410.50	-0.41	-63.88	Prancis
EP Aquitaine	228	228	0	0	Prancis
Eurochem	814	799	-1.64	-4.88	Prancis
Esolair Ind	1345	1390	+2.60	+4.83	Rarey Controlex
Esolair Ind ADP	1633	1690	+0.46	+50.91	Rhone
Esolair Ind	916	916	0	0	Rhone
Esolair Inter	2255	2233	-0.13	-40.53	Rhone Poulenc A
Euro Disney	1035	1035	+2.98	+	Rhone Poulenc (L)
Europe 1	1108	1108	0	+11.71	Rouced Lux
Europe 2	74.3	736	+0.77	+7.77	Rouced Lux (L)
Fininvest Media	1100	1100	0	+40.39	Sad
Fininvest Media	100	100	0	+3.31	Sagem SA
Fininvest	80	82	0	+12.51	Saint-Louis
Fininvest	463	460	-0.31	-32.71	Saint-Louis
Fininvest	4590	4472	-1.28	-3.75	Saint-Louis (L)
Gacery Lafayette	1843	1842	-0.05	-94.27	Salepax (Pr)
Gacery Lafayette	214.60	214.60	0	+25.64	Salepax (Pr)
Gacery Lafayette	429.50	422.10	-1.81	-22.07	Salepax (Pr)
Gacery Lafayette	400.11	411.50	+0.33	+30.63	Salepax (Pr)
Gacery Lafayette	2154	2170	+0.74	+30.89	Salepax (Pr)
Gacery Lafayette	355	368.10	+1.84	+20.01	Salepax (Pr)
G.C.F.	493	493	0	+17.66	S.E.B.
Groupe Andre S.A.	335	345	+0.26	+2.67	S.E.B.
G.Zimmer (L) H	112.80	112	-0.70	-89.84	SEITA
Haute-Savoie	243	243	0	+34.96	SEITA
Guibert	813	810	-0.36	-40.04	SEITA
Guirec	1843	1846	+0.16	+18.42	SEITA
Havenas	335.80	335.30	-0.16	-18.42	SEITA
Hovis Advertising	957	957	0	-40.25	SEITA
Imecal	797	789	-1	-34.07	S.L.T.A.
ImmoFrance	321	321	0	-3.95	S.S. Bagnon
Imperio	80	81.30	+1.37	+133.04	S.S. Bagnon
Inter	222	222	0	-17.81	S.S. Bagnon
Interchemie L	723	760	+0.66	+7.75	S.S. Bagnon
Jan Leleuvre	260	259.40	-0.23	-80.31	S.S. Bagnon
Jeanne	669	665	-0.33	-13.65	S.S. Bagnon
Leclerc	815	815	0	-40.25	S.S. Bagnon
Lafarge	36.80	36.80	0	-3.95	S.S. Bagnon
Lafarge	161.50	155	-3.40	-75.31	S.S. Bagnon
Lafarge	256.20	251	-0.31	-2.28	S.S. Bagnon
Lafarge	191	191	0	-3.75	S.S. Bagnon
Lafarge	867	867	0	-22.78	S.S. Bagnon
Lafarge ADP	356	356	0	+11.21	S.S. Bagnon
Lafarge Indus.	198.90	196.50	-0.30	-23.51	S.S. Bagnon
Leclerc	730	760	+1.36	+10.75	S.S. Bagnon
L'Oréal	1772	1772	0	+4	S.S. Bagnon
LVNH Mot Valtour	1171	1182	-0.93	-15.98	U.F.

[illegible][illegible]

45,25	140,00	+2,20	+6,30
197,5	199,10	+0,20	+0,20
648	653	+0,46	+0,46
65,80	65,50	-0,34	-0,34
257,90	257,60	-0,35	-0,35
12,70	12,70	0,00	0,00
226	226	+2,05	+2,05
376	376,02	+0,02	+0,02
58,20	58,17	-0,34	-0,34
437,90	437,90	0,00	0,00
5990	5990,00	+0,71	+2,00
67,50	68,00	+0,50	+0,50
234,10	234,10	0,00	0,00
1561	1561,00	+0,25	+0,25
176,10	176,10	+0,25	+0,25
124,10	124,10	0,00	0,00
302	302,00	+0,25	+0,25
288,90	288,90	+0,03	+0,03
25,90	25,90	0,00	0,00
348,40	348,40	0,00	0,00
645	645,00	-2,48	-20,29
31,50	31,50	-0,86	-3,00
208,40	208,40	0,00	0,00
31,50	31,50	0,00	0,00
0,08	0,08	0,00	0,00
320	320,00	-2,14	-65,56
83,80	83,80	-2,14	-65,56
261	261,00	-0,01	-0,02
91,90	91,90	-1,60	-50,99
89,60	89,60	0,00	0,00
100,00	100,00	-1,76	-55,56
103,80	103,80	+0,77	+23,94
32,45	32,45	0,00	0,00
102,90	102,90	-1,02	-31,66
631	631,00	-0,80	-24,92
401	401,00	-1,69	-52,97
2024	2024,00	-2,77	-86,99
102,90	102,90	-1,02	-31,66
156,30	156,30	+2,22	+6,82
108	108,00	0,77	+23,94

Financial  
Floral 9.75  
OAT 8.50

30 DAT 9-90  
DAT 88-9

IONS SAISES	Cours précéd.	Derniers cours
115	115,00	111,60
490	490	500
484	484	485
7,60	7,60	7,60
355,10	355,10	355,10

en adhérant gratuitement à  
PARIBAS ACTIONNAIRE DIRECT

N° Vert 0 800 04 05 03

Empire City	17	17	Paul-Matthias
Enrico (NY)	330	336	Perkins
Enrico (NY)	146	146	Perkins
Enrico As Risq	871	872	Peris Orleans
Enrico	405	405	Piper Hedges
Enrico	941	941	Promotes (C)
Enrico	3680	3600	PSB (Incorpor)
Enrico	092	092	Rougher
Enrico	1230	1230	Sage
Enrico	30	31	Sells du Mik
Enrico	345	345	S.L.P.
Enrico	9540	9540	S.L.P.H.
Enrico (Cie)	375	375	Sol
Enrico (Cie)	239	225.50	Soraggi
Enrico	493	493	Sorabai
Enrico	1086	1086	Talizing
Enrico	1262	1262	Talizing
Enrico	2030	2039	Vicior
Enrico	123	124	
Enrico	98	98	
Enrico	194.50	194.50	
Enrico	104	105	
Enrico	640	640	
Enrico	94.50	94.50	
Enrico	171	171	
Enrico	382.10	382.10	
Enrico	7.65	7.65	
Enrico	76.10	76.10	

♦	280	280
♦	1100	1100
♦	218	218
♦	322	3110
♦	1720	1220
♦	1017	1017
♦	315	310.20
♦	540	540
♦	90	90
♦	720	65
♦	185.30	185.30
♦	46	46
♦	3905	3905
♦	350	350
♦	1431	1431
♦	220	220
♦	490	490

CEMEX A  
 CEMEX B  
 CEMEX C  
 CEMEX D

Chris Dal

250.10	250.10	CEC 2000	31.30
250.10	250.10	CEC Industries A	30.00
312.50	297.00	Chodet Lys	35.50
260.00	263.90	CLM S.A.	36.00
1670	1600	Grandeco Photo s	143
160	165	Guilain s L	742
240	237.50	Kundy s	130
410	415	Guerres	23
254.90	255	Hermes Interim I	1,296
342	342	Haras Dubois	212
789	785	LEIT Group s	202
342	342	L.C.C.	110
327	327	Mafano	721.0
327	325	Met Computer s	119.50
271.10	271	PFM	76.80
24	25	ME-Metropole TV	409
400	400	Manisio s	604
491.50	496	Morazan	428
59	59	Muller Branda	76.65
590	590	Mac-Lisim/Prof	205
301	379	Mocelle Lys	70.10
482	482	BGI Control	238
316	316	Mornera Invest L	76.65
619	609	Nat-Far s	47.83
300	299	NSC Schuyt. Nv	6.89
38.80	38.80	Oren s	107.4
539	539	Pro-Prodact s	148.60
621	623	P.C.M.	73.20
261	261	Petit Boy L	19

Pocher	227	228
Providence Est (Nst)	532	532
Radiolux	527	501
Rallyes Camhaidry	209,70	208,70
Reydel Indust.Ly	1090	1090
Robert s	990	976
Roulier - Gachard	3100	3100
Securidex	73	70
Smoby (Ly)M	537	537
Sofon (Ly) s	77,45	77,45
Sorbus	360	360
Sogemap	135	135
Sogerac (Fin)	210	210
Socora	390,50	339,50
Spaak, Roffin s	62,10	62,10
Sylex	591	591
Téléclair-France	182	180
TFI-1	143	143
Thermair Heald (Ly)	238	248
Trouzay Calvini s	8,50	8,3
Unilog	540	532
Union Fco.France	630	630
Velot Co.Ce	430	420
Vismor s et Cie s	483	483
Vivibar	257	252

**NOUVEAU MARCHÉ**  
Cours relevés à 12 h 30  
**LE 1er NOVEMBRE**

# S-COTE

## on. Cours relevés à 12 h 30

### NOVEMBRE

	Cours précéd.	Derniers cours
CL	720	720
●	29	29
●	65	65
●	1300	1300
●	194	194

IONS

M = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;  
NS = Nantes.

portes de coupon - sans indication  
 o cours précédent; ■ coupon  
 droit détaché; o = offert;  
 † offre réduite; ‡ demande  
 d'animation.

Natio Pers.  
Natio Plac.  
Natio Rev.

Natio Séc  
Munio Valo

actions	124,29	1249,30	Epargne-Sicor D.	159,93	
actions C/D	7739,92	7739,32	Epargne C	1211,14	119
	1117,48	1106,61	Epargne D	1779,57	116
	1172,67	1172,67	Epargne E	1251,29	116
	1077,66	1056,53	Proportion Eow. D.	102,07	
<b>Fonds communs de placements</b>					
ED BANQUE POPULAIRE			Eur. Caplacements C	11632,33	116
			Eur. Sécurité C	171,26	116
	90510,79	90510,79	Eur. Sécurité E	12557,36	124
SAE	244,94	244,94			
<b>ORCA</b>					
ION			Amplif.	11232,51	1174
Ion D	663,52	664,85	Amplif. Améric.	179,50	
Ion Améric. D	880,45	854,81	Amplif. E	55,26	
<b>PRO-MOTORS</b>					
vel. C/D	2245,15	2245,15	Amplif. Futur C	613,88	
	304,49	304,49	Amplif. Futur D	238,59	
Pro. C	2282,61	2282,61	Cocif	189,50	18
Pro. D	2387,21	2387,21	Cocif E	195,53	18
			Egarep	931204,55	993
			Egarep-Lime	1720,24	1
			Eurofin	1287,61	18
			Indica	1263,12	12
	19256,09	19256,09	Intell. K	17263,19	117
Scor C	18-82,13	18-82,13	Mone JD	11742,19	117
			Obitaur	510,27	5
			Oracion	1712,21	26
			Reper. Int	121,62	11
			Servis	102,57	1
	216,82	212,57	Symbis	16932,90	166
Plur D	276,06	276,06	Unit. France	1240,24	13
	227,06	227,06	Unit. Fend	6801,08	68
Unitaire D	10400,82	10400,82	Unit. Garantie C	1779,73	17
	81240,83	80716,65	Unit. Garantie D	1461,57	14
urs C	271,89	271,89	Unit. Région	15380,15	153
D	178,30	174,80	Unit. C	304,32	3
Remise	11107,82	11107,82	Univar D	296,54	29
Unit. C/D	12532,36	12532,36	Univar E	167,37	
Unit. C/D	313,57	313,52	Univ. Actions		

21	Univers-Developpement	229,78	221,31	Crédit
22				Crédit
23	<b>CIC</b>			Crédit
24				Crédit
25	<b>OC BANQUES</b>			Crédit
26	France	576,61	559,85	Crédit
27	Francis Piere	118,68	119,22	Crédit
28	Francis Wignans	1647,58	155,28	Crédit
29				Crédit
30	<b>CIC</b>			Crédit
31	<b>P.A.S.</b>			Crédit
32	Cicamonde	1316,95	1276,59	Crédit
33	Comptoir	359,33	353,68	Crédit
34	Econ	1433,12	710,04	Crédit
35	Obitic Mondial	3420,64	710,04	Crédit
36	Obitic Region	1177,03	119,04	Crédit
37	Rematic	166,01	163,56	Crédit
38				Crédit
39	<b>Crédit</b>			Crédit
40	<b>Crédit</b>			Crédit
41	<b>Crédit LYONNAIS</b>			Crédit
42	Euro Solidité	1360,61	1347,14	Crédit
43	Lion 2000	1695,67	1689,07	Crédit
44	Lion Association	1149,12	1149,12	Crédit
45	Lion Plus	1400,26	1457,22	Crédit
46	Lion Tractor	2836,44	2112,20	Crédit
47	Obition	1874,74	1874,74	Crédit
48	Scam 2000	585,51	575,75	Crédit
49	Solidance	931,03	932,95	Crédit
50	Stram	88,08	49,55	Crédit
51	Shandene	255,52	283,02	Crédit
52	Skrimar	557,70	581,00	Crédit
53	Tridem	528,66	521,80	Crédit
54				Crédit
55	<b>Crédit Mutual</b>			Crédit
56				Crédit
57	Avenir France	2139,67	2077,72	Crédit
58	Crédit Mut. Exp. France	130,14	126,66	Crédit
59	Créd. Mut. Exp. Contr. T.	889,96	889,96	Crédit
60	Créd. Mut. Exp. Ind. C.	106,85	105,89	Crédit

[illegible]

TE SALE	37956,58	37956,58
...	10018,53	10018,53
...	1073,84	1073,84
...	1064,85	1064,85
...	404,18	404,18
...	375,55	375,55
...	802,11	802,11
...	6586,79	6586,79
... de placement D ...	387,49	387,49
... de placement C ...	1599,43	1599,43
... de placement D ...	1638,94	1638,94
...	1384,91	1384,91
...	302,28	302,28
...	1801,26	1801,26
... de placement	1203,12	1203,12
...	1667,57	1667,57
... de placement D ...	147,37	147,37

47: cours précédent.

**A BOURSE EN DIRECT**  
**LEMONDE**

indicateur Le Monde: 01 44 43 76 26

**TOUTE LA BOURSE EN DIRECT****2615**



# AUJOURD'HUI

SPORTS

**FOOTBALL** En battant Bastia (3-0), dimanche 3 novembre, en match décalé de la quinzième journée de championnat de première division, le Paris-SG s'est maintenu en

tête du classement, devant Monaco et Auxerre. **MARSEILLE**, à nouveau battu à Montpellier (2-0), s'enfoncé de plus en plus dans la crise avant de recevoir Monaco, mercredi

6 novembre, au Stade-Vélodrome. Les problèmes de langue entre les joueurs recrutés à la hâte expliquent en partie les carences collectives du jeu phocéien. **LYON**, entraîné par

Bernard Lacombe, n'a pas retrouvé l'adhésion de son public malgré une victoire sur Rennes (2-0) à Gerland. **MANCHESTER UNITED**, actuellement huitième du championnat an-

glais, a de nouveau chuté à domicile, cette fois contre Chelsea (2-1). C'est la quatrième défaite d'affilée pour l'équipe d'Alex Ferguson et d'Eric Cantona.

## L'Olympique de Marseille et sa pléiade de vedettes s'enfoncent dans la crise

A la veille de recevoir Monaco, le club phocéen a une nouvelle fois déçu, à Montpellier (0-2). Sixième défaite et septième expulsion pour une équipe bâtie à la hâte et qui ne parvient pas à trouver l'harmonie

### MONTPELLIER

Il arrive qu'en quelques séquences tout soit dit : ce qui s'est passé en quatre minutes à Montpellier, samedi 2 novembre, raconte la quinzième place au championnat de cette assemblée de vedettes qu'est l'Olympique de Marseille.

Quarante-cinquième minute donc, à l'extrême fin de la première mi-temps. Andreas Köpke, l'impeccable gardien allemand, dégage très loin. Tony Cascarino, le vétéran irlandais, placé au-delà du rond central, dévie de la tête vers Marc Libbra, le jeune Marseillais né à Toulon, qui tire au-dessus de la cage. Une action dangereuse qui s'est déroulée sans milieu de terrain et qui échoue faute de précision dans le dernier geste.

Quarante-sixième minute, à l'orée de la deuxième mi-temps. Pascal Fugier franchit la ligne médiane sur le côté droit, ajuste une passe dans le dos de la défense olympienne. Ivan Franceschini crie au hors-jeu d'Ibrahim Bakayoko. Le buteur ivoirien de Montpellier fond sur Köpke et le transperce à bout portant : 2-0 pour Montpellier. Encore une séquence emblématique : défense en retard, perte de temps à protester et goal prenant un mauvais coup en même temps qu'un but.

### DE BRIC ET DE BRAC

Quarante-neuvième minute enfin, Alberto Malusci relance Roman Roscidi à l'entrée de la surface de réparation : carton jaune. L'Italien en a déjà reçu un, sévère, pour protestation en seconde mi-temps : l'expulsion est immédiate. Les mauvais souvenirs de la saison reviennent en force, les Olympiens ont fini sept matches sur quinze à dix joueurs.

**Le championnat de France de football de D1**

**15<sup>e</sup> journée**

Nantes	0-1	Paris SG
Montpellier	2-0	Marseille
Le Havre	0-0	Amiens
Strasbourg	0-0	Angers
Metz	0-0	Sochaux
Nancy	0-0	Caen
Compiègne	0-1	Reims
Colmar	0-1	Stade de Reims
Châteaubriant	0-1	Stade de Reims
Montpellier	2-0	Marseille
Paris SG	1-0	Nantes

**Les buteurs**

Guivarch (Nantes)	12 buts
Xhelli (Strasbourg)	10 buts
Belonovic (Lille)	9 buts
Cavaglia (Lyon)	8 buts

**Les équipes**

1. Monaco	29 pts
2. Marseille	27 pts
3. Paris SG	23 pts

**Les défenses**

1. Auxerre	4 buts
2. Metz	5 buts
3. Metz	5 buts

**16<sup>e</sup> journée (samedi 6 novembre)**

Strasbourg/Nantes, Lille/Havre, Nice/Paris SG, Auxerre/Metz, Metz/Amiens, Compiègne/Monaco (jeudi 5), Bordeaux/Montpellier, Caen/Nancy, Châteaubriant

En quatre minutes, le match était tué. Il était d'autant plus mort que cette équipe marseillaise ne sait pas puiser dans l'adversité pour ressouder ses rangs. On assista alors à un lent défillement : défenseurs de plus en plus mal placés, milieu renouant, avant impuissants à l'image du malheureux Ben Slimane courant en vain, ou de Reynald Pedros, contraint de jouer, plutôt bien, un rôle de défenseur hargneux. Ce scénario avait déjà produit cinq défaites - dont trois à domicile - et cinq matches nuls avant le déplacement à Montpellier, et il renvoie à l'intersaison.

« Je ne dors plus la nuit. Ou alors, je me réveille en sueur avec cette pensée : "Je suis l'entraîneur d'une équipe qui n'existe pas" », Voilà ce que l'entraîneur, Gérard Gill, raconte au *Provençal* à deux jours du début du championnat. Ses affres nocturnes venaient d'une intersaison chaotique pendant laquelle les transferts furent organisés dans une improvisation formidable, alors qu'il s'agissait de bâtir une équipe nouvellement promue en D1.

Aux incertitudes liées aux performances - et donc aux prix - des joueurs disponibles sur le marché pour cause d'euro, s'ajoutaient celles du club OM. Robert Louis-Dreyfus fut choisi le 4 juillet, notamment parce qu'il apportait 70 millions d'argent frais pour le recrutement : il fallut alors conclure le championnat en un mois puisque le championnat reprenait le 9 août. Un mois pour recruter Reynald Pedros, Xavier Gravelaine, Eric Roy, mais aussi deux Italiens, un Tunisien, un Bulgare et un Allemand. Une équipe de bric et de broc, c'est ici la coutume : sur vingt joueurs, neuf ont signé cette année, et six en 1995 ! Tous parmi les maîtres supposés de chacune des lignes. Une équipe « couleur cosmopolite », comme l'écrivait le président délégué, Jean-Michel Roussier, à la même époque. Cosmopolite, c'est certain : équipe, c'est moins sûr.

Les dirigeants commencent à avouer que l'arrêt Bosman, qui permet un recrutement international à bon prix, pose de redoutables problèmes d'harmonie. Le langage du football en effet n'est pas si universel que ça. L'expression *signifié*, comme l'explique Gérard Gill, que les règles sont les mêmes partout, que le jeu est reconnaissable, mais rien de plus. Les mots ordinaires restent indispensables.

« Je suis obligé de tout faire par gestes, dit l'entraîneur. Or le métier d'entraîneur est un métier de nuances, donc de langage. » Un

exemple, poursuit Gill : « On ne peut pas dire à un joueur qu'il est mauvais, on doit lui expliquer qu'il pourrait mieux faire : on apporte, avec le langage huilé, la nuance qui positive. Quand on ne fait pas de phrases, quand on aligne juste du vocabulaire, on ne peut pas arriver à ce résultat tout en finesse. De là, l'incompréhension qui mine. »

Jean-Michel Roussier ajoute un autre élément à ces difficultés. « Sur le terrain, un joueur à forte personnalité s'impose en quelques mots, quelques gestes. S'il est bon mais n'a pas une personnalité spontanément rayonnante, les difficultés de langue vont encore l'enfermer un peu plus. » L'OM tente de pallier ces difficultés en faisant donner des cours de français à tous ses étrangers et à leurs épouses. Mais l'apprentissage est long et, trois

mois après leur arrivée, tous ces footballeurs venus d'ailleurs ne maîtrisent toujours pas la langue. Cela ne suffit certainement pas à expliquer tout les malheurs de l'OM. Mais, comme les séquences de jeu fatales, c'en est une bonne illustration.

L'équipe dirigeante de l'Olympique de Marseille avait annoncé le déplacement à Montpellier comme la première étape du redressement avant la réception de Monaco, mardi 6 novembre, au Stade-Vélodrome. Si celle-ci est pareillement négociée, on peut penser que le cauchemar de Gérard Gill prendra corps : il risque de devenir un entraîneur sans équipe, pour cause de limogeage. Et l'OM, une non-équipe sans entraîneur.

Michel Samson

### De la SEM à la SAOS

Le calendrier de mise en place des nouvelles structures de l'Olympique de Marseille est pour le moment strictement respecté. La société d'économie mixte (SEM), dont la ville était le principal actionnaire, est sur la voie prévue de sa disparition au profit d'une société anonyme à objet sportif (SAOS), dont le président et actionnaire principal sera Robert Louis-Dreyfus. Le 14 novembre, un conseil d'administration de la SEM actera la passation de capitaux et de pouvoirs : la vente des deux cent mille actions au prix de 20 millions de francs permettra à la SEM de rembourser les collectivités publiques venues, il y a un an et demi, au secours de l'OM.

Engagé à titre individuel, le patron d'Adidas détendra, avec des amis, 51 % du capital de 30 millions de francs : 33 % appartiendront à l'OM Association, chargée de recueillir subventions publiques et taxe d'apprentissage. Adidas assure un budget de fonctionnement annuel de 120 millions de francs sur cinq ans.

## Manchester United dans la tourmente

### LONDRES

Rien ne va plus au Manchester United. Après quatre défaites consécutives - la dernière samedi 2 novembre à domicile contre Chelsea (2-0) - le club à la tunique rouge d'Alex Ferguson et dont le capitaine n'est autre qu'Eric Cantona semble toucher le fond. L'entraîneur, qui célébrait jeudi 31 octobre, ses dix ans à la tête du club, avait pourtant fait des pronostics optimistes. Ses joueurs avaient même mis fin à une invincible série de trois en l'espace de deux semaines : 5-0 à Newcastle, 6-3 à Southampton, et une première défaite à domicile en quarante ans dans un match international contre les Turcs de Fenerbahce. Rien n'y a fait face à l'équipe de Rudd Gullit. La patte magique de « Fergie » - ce vieux briscard d'Ecosais âgé de cinquante-quatre ans, - le génie personnel et le talent de meneur d'hommes d'« Eric » sont comme frappés par un mauvais sort.

Le club a parfois des débuts d'année un peu lents, mais la formule Ferguson-Cantona, qui, depuis 1992, a catapulté Manchester sur le chemin de la gloire, devait faire à nouveau des merveilles. Le club a recruté de nouveaux joueurs de talent, comme le fils de du grand Cruyff, Jordi. Mais voilà, la mayonnaise ne semble toujours pas avoir pris entre anciens et nouveaux. La

métamorphose des uns, les blessures des autres s'y sont ajoutées.

L'équipe ne joue pas bien, Cantona manque des ballons qu'il n'aurait jamais ratés. Son indiscipline naturelle paraît reprendre parfois le dessus et, comme le remarque le correspondant sportif de *l'Independent*, il a de la chance de n'avoir pas encore été sanctionné par un arbitre. Samedi, il a raté une passe cruciale, tandis qu'un autre Français, Frank Leboeuf, a été à l'origine du second but de Chelsea.

### POISSE

Le club n'est que sixième au classement, seulement huit points du premier, Newcastle. L'an dernier, il avait réussi à rattraper un retard de douze points sur ce même adversaire. Alex Ferguson, dont le contrat court encore pour quatre ans, a déjà connu la poisse en 1989 : son équipe

n'était que huitième quand il a recruté Cantona et, quelques mois plus tard, elle remportait le championnat. Mais la chance est fantasque, tout comme « ce génie inconsistant d'Eric ».

Après le coup de pied à un supporter qui le fit suspendre pendant sept mois en 1995, Cantona s'est bien rattrapé, pour devenir l'une des personnalités les plus populaires outre-Manche. Mais cette fois la remontée risque d'être difficile : public déçu et experts vont attendre United à chaque match, disséquer ses faiblesses, ne pardonnant rien à Eric et Fergie. Pour eux, il n'y a plus de temps à perdre pour restaurer l'esprit d'équipe parmi des joueurs déboussolés. Car, comme le disait le prédécesseur d'Alex Ferguson, Ron Atkinson, « c'est épuisement dur d'être une légende ! ».

Patrice de Beer

## L'Olympique lyonnais dans l'indifférence

### LYON

de notre correspondant régional

Ni hris, ni bronca. Des tribunes à moitié vides, un froid, l'ennui, et ce silence du public, presque comme une indifférence. Samedi 2 novembre, le stade de Gerland, à Lyon, a vécu une soirée de football sans passion. L'Olympique lyonnais a quand même battu Rennes (2-0), grâce à deux buts d'Alain Cavaglia. C'était sûrement l'essentiel. Surtout pour le nouvel entraîneur, Bernard Lacombe.

Car l'OL vient de vivre, selon les mots de son président, Jean-Michel Aulas, « une semaine difficile ». Le 7-0 infligé par Auxerre, lors de la précédente soirée de championnat, ressenti comme une giflette, avait servi de détonateur. La crise couvait depuis quelques semaines. Même le président déstabilisait l'entraîneur par ses déclarations. Guy Stéphan a donc été remercié, comme il se doit en pareil cas. Mais, lundi 28 octobre, les deux camps supporters présents au bord du terrain d'entraînement ont sifflé son succès. Deux jours plus tard, des vitres du siège du club ont volé en éclats : impatience d'ultras, peut-être.

Bernard Lacombe rêvait sûrement d'un meilleur accueil : cet ancien avant-centre a fait ses classes à l'OL, avant d'en devenir une pièce maîtresse jusqu'en 1978. Parti jouer, notamment, à Bordeaux, le toujours meilleur marqueur du championnat de France (253 buts) est revenu à l'OL en 1988, comme directeur sportif. Écartant une solution externe, Jean-Michel Aulas s'est naturellement tourné vers

celui qui, depuis huit ans, apparaît comme « l'homme du président », son oreille et son recruteur. Pour ses nouvelles fonctions, il est assisté de José Brossard, qui s'occupe du centre de formation, pépinière des jeunes talents de l'OL, comme l'avant-centre Florian Maurice, aujourd'hui écarté du terrain pour grave blessure, ou Ludovic Giuly, un feuillet dont la petite silhouette et la rapidité de déplacement rappellent Alain Giresse.

Il y a juste un an, ces deux-là faisaient partie de l'équipe qui battait la Lazio de Rome sur son terrain, en seizièmes de finale de la Coupe de l'UEFA. Cette victoire saluait la politique de formation de l'OL. Pourtant, le reste de la saison fut bien terne. La magie de l'ère Tigana, parti à Monaco, s'était évaporée et des jeunes joueurs, dont Florian Maurice, exprimaient le souhait d'aller jouer ailleurs. Ils sont presque tous restés, contrat oblige, mais l'équipe n'a pas retrouvé son jeu pétillant qui remplissait le stade de Gerland.

Président de l'OL depuis 1987, Jean-Michel Aulas a déjà traversé bien des crises. Mais les critiques des supporters commencent à le viser directement. En désignant Bernard Lacombe, il a lancé un appel à « la confiance ». « L'enthousiasme de départ doit venir de la tribune », estime-t-il. Samedi soir, malgré quelques fulgurances de Ludovic Giuly et d'Alain Cavaglia, le public n'a pas vibré d'enthousiasme.

Bruno Caussé

## Français et Anglais dominant la Coupe d'Europe de rugby

TROIS des quatre clubs français engagés dans la Coupe d'Europe de rugby se sont qualifiés pour les quarts de finale qui auront lieu les 10 et 17 novembre : Toulouse, Dax et Brive. Pau, battu 25-23 par le Leinster, une province irlandaise, est le seul recalé d'un premier tour marqué par la domination conjointe des Français et des Anglais.

Ces derniers auront eux aussi trois représentants en quarts de finale : Bath, Leicester et les Harlequins de Londres. Les Wasps, qui avaient infligé une retentissante défaite à Toulouse (77-17), la semaine dernière, n'ont pu les rejoindre, malgré leur succès à Milan (33-23). Les chances des Gallois re-

poseront sur Cardiff et Llanelli, qui viennent s'immiscer dans le duel franco-anglais. Aucune des équipes irlandaises et écossaises n'a été en mesure de se qualifier. Le tenant du titre, le Stade toulousain, a réussi à surmonter le traumatisme provoqué par la défaite que leur avaient infligée les Wasps. Sur son terrain des Sept-Deniers, l'équipe de Guy Novès et Serge Lallier a facilement battu la province irlandaise de Munster (60-19). Elle a marqué neuf essais qui lui ont permis de se classer à la deuxième place du groupe D. En quart de finale, les Toulousains se déplaceront à Dax. Grâce à leur victoire sur les Gallois de Pontypridd (22-18), les Llandais ter-

minent en tête du groupe A. Ils auront donc l'avantage de recevoir les triples champions de France. Brive, vainqueur à Belfast de l'Ulster (17-6), bénéficiera du même avantage. Les Corbiens disputent à domicile une place en demi-finale aux Gallois de Llanelli. Dans les deux autres rencontres, Cardiff recevra Bath, et Leicester, les Harlequins.

### MIRACLE BEGLAIS

La Conférence européenne, la deuxième compétition européenne, tourne de son côté à une version impromptue du championnat national. Sept clubs français sont qualifiés pour les quarts de finale (Agen, Bègles, Castres,

Toulon, Narbonne, Bourgoin et Montferrand). Les Béglais sont les miraculés de ce premier tour. Pour se qualifier, ils devaient compter à la fois sur une défaite des Gallois de Swansea et sur une victoire écrasante sur leurs adversaires d'Edwale. Bourgoin a battu Swansea 54-19. Et Bègles a réussi le plus gros score européen de la saison en s'imposant par 93-7. Les Français sont accompagnés d'un seul adversaire étranger, le club anglais de Northampton. Les rencontres auront lieu les 16 et 17 novembre, comme dans l'autre compétition. Entre-temps, l'Europe va céder la place aux championnats nationaux, les 9 et 10 novembre prochains.

## LE MONDE diplomatique

Novembre 1996

- **ÉTATS-UNIS** : Scrutin présidentiel, des jeux sans enjeu, par Serge Halimi. - Les élections dont on ne parle pas, par Yves Enel.
- **RUSSIE** : Où va ce pays ? par Ignace Ramonet.
- **NATIONS UNIES** : Pourquoi Washington veut écarter M. Boutros-Ghali, par Eric Rouleau.
- **BRÉSIL** : Une société raciste ? par Damien Hazard et Alain Pascal Kali.
- **AFGHANISTAN** : Avec les talibans, la charia plus le gazoduc, par Olivier Roy.
- **INDE** : Le veto nucléaire, par Jyotsna Sakseena.
- **MALI** : Vers la réintégration des Touaregs, par Robin Edward Poulton.
- **MONNAIE UNIQUE** : Passage en force, par Bernard Cassen.
- **EUROPE CENTRALE** : Stabilisation politique, par Jean-Yves Potel.
- **JUSTICE** : La Cour internationale entre politique et droit, par Monique Chemillier-Gendreau.
- **MÉDIAS** : Ces préteurs branchés de l'ère numérique, par Herbert I. Schiller.
- **CULTURE** : L'invisible « colonisation » japonaise, par Marc Rasche.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F



## Raphaël Dinelli a décidé de se mêler au Vendée Globe malgré le refus du jury

quinze inscrits officiels, un seizième homme, Raphaël Dinelli, a décidé de jouer les francs-tireurs.

sponsors ne pouvaient se terminer en cale sèche, par la faute d'un maudit règlement. D'autres, pourtant très connus, ont baissé les bras devant cet océan d'indifférence que doit affronter le skipper en partance. Raphaël Dinelli est lui, parvenu jusqu'aux Sables-d'Olonne. Ce n'est peut-être pas là un brevet de marine, mais c'est en tout cas un joli gage d'endurance.

Si la FFV abonde dans le sens du jury, Raphaël Dinelli risque de perdre sa licence. Mais, à ce point de son équipée, le jeune homme est prêt à assumer les consé-

quances de sa rébellion. Quand on s'apprête à affronter plus de cent jours de navigation sur toutes les mers du globe, les rododendrades de «bureaucrates» semblent de peu de poids. Raphaël Dinelli ne reconnaît que la mer comme censeur.

**B. H.**

La finale du Tournoi de Paris 1996 ne restera pas dans les annales comme l'une des plus belles. On a lorgné avec envie sur l'affiche de celle du Tournoi de Stuttgart, dimanche 27 octobre. Pete Sampras y avait rencontré Boris Becker, s'inclinant en cinq sets au terme d'une rencontre qualifiée de haute qualité. L'élimination de ces

deux finalistes quelques jours plus tard a semblé injuste. Stuttgart et Paris, qui font partie des neuf grands tournois du circuit, ne devraient pas se télescoper. Ainsi pense Patrick Clerc, directeur de Roland-Garros et du Tournoi de Paris, qui a appelé à une révision du calendrier. Thomas Enqvist, lui, disputait son vingt-huitième tournoi cette année, sans compter trois tours de Coupe Davis et les Jeux

**Bénédictine Mathieu**

■ Amélie Mauresmo est assurée d'être championne du monde des Juniors 1996 grâce à sa victoire, dimanche 3 novembre, au tournoi juniors d'Osaka, au Japon. La Française s'est imposée en finale contre la Croate Mirjana Lucic (6-1, 6-4). Agée de dix-sept ans, Amélie Mauresmo vit une saison exceptionnelle, au cours de laquelle elle a gagné les tournois juniors de Roland-Garros et de Wimbledon. Egalement vainqueur à Osaka, son compatriote Sébastien Grosjean reste en tête du classement mondial chez les garçons, mais il n'est pas assuré du titre.

## Book 5

Dax (Fra)-Pontnyvdg (Pdg)	27-60
Télvis (Ita)-Bath (Ang)	22-18
Exempt: Edmouberg (Eco)	
Classement 1 : Dax, 6 pts ; 2. Bath, 6 ; 3. Pontnyvdg, 6 ; 4. Télvis, 2 ; 5. Edmouberg, 0.	
6. Points	
Linstair (Ang)-Linnell (Pdg)	25-19
Linstair (Ita)-Pau (Fra)	25-23
Exempt: Scottish Borders (Eco)	
Classement 1 : Linstair, 6 pts ; 2. Linnell, 4 ; 3. Linstair (Ita), 4 ; 4. Pau, 2 ; 5. Scottish Borders, 2.	
6. Points	
Hairquins (Ang)-Caledonia (Eco)	63-35
Uster (Ita)-Brive (Fra)	61-37
Exempt: Nearth (Pdg)	
Classement 1 : Brive, 8 pts ; 2. Hairquins, 6 ; 3. Nearth, 4 ; 4. Uster, 2 ; 5. Caledonia, 0.	
6. Points	
Toulouse (Fra)-Munster (Ita)	60-19
Milan (Ita)-Waspa (Ang)	23-33
Exempt: Cardiff (Pdg)	
Classement 1 : Cardiff, 6 pts ; 2. Toulouse, 6 ; 3. Milan, 4 ; 4. Munster, 4 ; 5. Waspa, 4 ; 6. Waspa, 4 ; 7. Munster, 4 ; 8. Milan, 0.	
Tableau des scores de Brive : Dax-Toulouse ; Linstair-Toulouse ; Brive-Linnell ; Cardiff-Bath.	
<b>Conférence européenne</b>	
<i>Chiquera et dernière journée</i>	
6. Points	
Cardiff-Northridge (Pdg)	35-64
Montferland (Fra)-Newport (Pdg)	57-34
Glasgow (Eco)-Agen (Ang)	23-34
Classement 1 : Agen, 10 pts ; 2. Montferland, 8 ; 3. Sals, 6 ; 4. Newport, 4 ; 5. Glasgow, 2 ; 6. New- Northridge, 2 ; 7. Cardiff, 0 ; 8. Glasgow, 0.	
6. Points	
Narbonne (Fra)-Castres (Fra)	14-19
Bucarest (Fra)-Brétis (Ang)	19-18
Tronchy (Pdg)-Bridgend (Pdg) (report)	
Classement 1 : Castres, 10 pts ; 2. Narbonne, 8 ; 3. Bucarest, 5 ; 4. Bridgend, 3 ; 5. Brétis, 2 ; 6. Tronchy, 0.	
6. Points	
Carruthers (Ita)-Orléans (Ang)	30-18
Durant (Pdg)-Toulon (Fra)	8-31
Padoue (Ita)-Northampton (Ang)	5-29

**Tournoi masculin de Paris**  
Demi-finales: E. Katselakis (Rus., n° 4) b. P. Korde (Olig., n° 4) 6-4, 6-2; T. Ernyst (Sui., n° 12) b. M. Gustafsson (Sui.) 6-3, 6-2.  
Finale: T. Ernyst (Sui., n° 12) b. E. Katselakis (Rus., n° 4) 6-2, 6-4, 7-5.  
**Tournoi de double messieurs: P. Hantzis (J. E. Hell.) (P-2), n° 1) b. P. Vasak (Rép. Tch.) b. E. Katselakis (Rus.) 6-4, 6-7, 6-7 (7/2).**  
**Tournoi féminin de Moscou**  
Finale: C. Martínez (Esp., n° 1) b. B. Pankas (Aut., n° 2) 6-1, 4-6, 6-4.  
**Tournoi féminin de Chicago**  
Demi-finales: J. Novotna (Tch., n° 2) b. M. Hingis (Sui., n° 5) 7-6, 6-4; J. Capriati (EU) b. M. Saleri (EU) 6-3, 6-3.  
Finale: J. Novotna (Rép. Tch., n° 2) b. J. Capriati (EU) 6-4, 3-6, 6-1.

[illegible]



01 45 00 14 51	01 41 88 30 33
----------------	----------------







## CULTURE

LE MONDE / MARDI 5 NOVEMBRE 1996

**PHOTOGRAPHIE** Le 9<sup>e</sup> Mois de la photo, à Paris, présente quatre-vingt-dix expositions réparties dans la capitale, et qui s'étalent jusqu'en février 1997. Des films, des vi-

déos et des débats sont aussi au programme. La Maison européenne (MEP) de la photographie - dirigée par Jean-Jacques Monterosso, par ailleurs responsable du Mois de la

photo - est le lieu fédérateur d'une biennale organisée par la Ville de Paris, et dont le nombre de spectateurs est passé de 50 000 à 500 000 en seize ans. ● TROIS thèmes sont pro-

posés : « La pierre », « Un hommage aux centres culturels », « Les doubles ». ● CE DERNIER thème est le plus précis et le plus attractif, avec dix-huit accrochages voués à la gé-

mellité, aux reflets, à l'art de prendre des photographies à deux. En particulier une exposition à la Fondation Cartier, où l'on pourra découvrir nombre d'images de jumeaux.

# Le Mois de la photo voyage dans le monde étrange du double

Dix-huit des quatre-vingt-dix expositions du neuvième festival parisien de photographie sont consacrées à des créations duelles : gémellité, images réalisées à deux, reflets, effets-miroir. Entre ironie et expériences extrêmes

**ILS SE FONT APPELER** « Mes- sieurs » David McDermott et David McGough. C'est un couple d'Américains iconoclastes, qui vit à New York comme si le temps s'était arrêté au XIX<sup>e</sup> siècle. Depuis dix ans, leur vie et leur art ne font qu'un. Ils ont le visage d'un romantisme victorien, sont vêtus de pantalons courts et cols cassés, sont coiffés d'un canotier, vivent dans un appartement sans électricité ni téléphone, traversent l'Atlantique en bateau et parlent d'une voix qui semble surgir du pavillon d'un phonographe. Ils sont peintres et photographes. Leurs clichés - natures mortes, portraits, paysages - singent l'esthétique vaporeuse du passé : tirés à la gomme bichromatée, ils sont fixés dans des cadres anciens.

Curiosité passagère ? Dandysme teinté de narcissisme ? On pourra en juger en allant les découvrir - eux et leurs images - le 8 novembre, à la Galerie François-Paviot. Une chose est sûre, la photographie, bien plus que tout autre art, regorge de couples, duos, tandems, duettistes qui imaginent,

réalisent et signent ensemble leurs œuvres. C'est un des attraits du Mois de la photo à Paris que de proposer « un voyage dans le monde double » à travers dix-huit expositions.

Patrick Roegiers, qui a eu cette idée, est l'auteur de l'exposition principale, à la Fondation Cartier. Elle ne comprend pas moins de cent cinquante œuvres d'une soixantaine d'auteurs. On y retrouve toutes les déclinaisons du double : images réalisées à deux, dédoublements, ressemblances, effets-miroir, mais aussi une belle brochette de portraits de jumeaux signés Arbus, Lartigue, Sander, Dahl-Wolfe. Avec une mention spéciale à Harvey Stein, à qui on doit un portrait de l'Amérique via les jumeaux : dentistes, policiers, basketteurs, artistes qui peignent à quatre mains, vieillards qui ont toujours dormi dans le même lit...

« La photographie est un support gémellaire par excellence : symétrique, réversible, négatif-positif, surface réfléchissante, assemblage d'images... », explique Patrick Roegiers. Au XIX<sup>e</sup> siècle, il y avait Delmakt et Durandelle. Dans les années 30, nombre d'artistes comme Germaine Krull et Eli Lotar ont joué avec « la libre disponibilité du réel », selon le gémelliste Christian Bouteiller, qui présente plusieurs tandems toniques. Plus près de nous, citons Gilbert et George, Clegg et Gurtmann ou Bernd et Hilla Becher. Dans le cadre du Mois de la photo, on découvrirait Aziz + Cucher, Felten et Massinger, Mike et Doug Stern, Lawick Müller, Mirka et Gilles, Ralph Marsault et Heino Müller, Hogan et Amblard... Et puis Pierre et Gilles, qui bénéficient d'une rétrospective, à la Maison européenne de la photographie, à partir du 27 novembre.

Le jeu des signatures est révélateur : noms, prénoms, un « + » pour les associer... Il y a huit jours, Friederike Van Lawick et Hans Müller ont transformé leur signature en Lawick Müller. « Pierre et Gilles ont perdu jusqu'à leur nom chargé de pesanteurs de la vie quotidienne et n'ont gardé que ce double prénom de prestidigitateur », a écrit l'artiste Christian Bouteiller. Chez Pierre et Gilles, les rôles sont répartis : le premier exécute les travaux préparatoires et prend les images ; le second re-peint le tirage à l'acrylique, entre cliché suspicieux et fraude populaire. Mais souvent les personnalités se fondent dans une création d'où émergent des artistes qui agglomèrent leur imagination dans

**Friederike Van Lawick et Hans Müller signent ensemble des images qu'ils travaillent sur ordinateur. Ils ont demandé à plusieurs couples ou duos d'artistes de poser pour eux (ici, les photographes Muriel Olesen et Gerald Minkoff). Chaque portrait présente comme une mosaïque de seize photographies frontales en couleur. En haut à gauche, un artiste. En bas à droite, son partenaire. Entre les deux, on peut suivre le passage progressif d'un visage à l'autre avec, à la huitième image, le « mélange » équilibré des deux créateurs, allégorie d'une œuvre à la fois bichromatée et unique.**



un stimulant jeu de ping-pong. A l'arrivée, il y a une photographie dont les ingrédients sont l'ironie, le narcissisme, une réflexion sur l'identité. Mais, au départ, on découvre un processus souvent ludique, un numéro de haut vol qui transcende la prise de vue.

Loufique, la vidéo de Gilbert et George, montrée à la Fondation Cartier, dans laquelle les duettistes dansent en costume trois pièces, avec le plus grand sérieux sur une musique slop. Loufique encore Melissa Hogan et Patrick Amblard qui, en 1983, ont inventé un photomontage du XIX<sup>e</sup> siècle, nommé R. M. Hobiargan, auteur d'un album des années 1850, si

bien réalisé que des spécialistes n'y ont vu que du feu... Ces couples de photographes ne déclenchent plus, ils imaginent, inventent, concoctent, manipulent, usent d'ordinateurs.

« HORS NORMES »

Comme Aziz + Cucher qui masquent ou bouchent les organes sensoriels du visage - yeux, bouche, narines, oreilles - afin que la personne se trouve privée d'identité, « murée dans sa douleur et sourde à celle des autres », affirme Patrick Roegiers. Troublantes encore les mosaïques de seize portraits de couples d'artistes réalisés par Lawick Müller.

Christine Felten et Véronique Massinger se définissent comme « hors normes ». La photographie est en effet pour elles un « acte physique », qui évacue l'appareil et le négatif. Elles ont créé une Caravana Oscura - avatar contemporain de la chambre obscure chère à Léonard de Vinci - caravane dans laquelle elles ont percé un orifice de 1,407 millimètre qui sert d'objectif : la lumière y pénètre et se dépose directement sur le papier panoramique installé en arc de ciel à l'intérieur du véhicule. La caravane est installée face à un paysage, un site industriel, une scénographie avec personnages, des visages.

Les prises de vue durent de quelques minutes jusqu'à trente heures. « Nous sommes tributaires du climat, du soleil, de la lumière, de ce qui surgit et se retire dans le champ. Nous sortons épuisées de chaque prise de vue. C'est de la sauvagerie. » Le procédé impose de longs repérages, trouver un site « qui a une belle épaisseur », la bonne saison, le bon filtrage, imaginer comment la lumière se déplace dans le temps et l'espace, comment les couleurs vont « mentir » dans l'image. Bref, des images réalisées au compte-gouttes : soixante-dix-sept en six ans. Qui fait quoi ? Difficile à dire, tant elles semblent interchangeables dans ce double singulier parfait. « On voyage ensemble, on repère beaucoup, on discute, on s'engueule. Et ça se construit. » L'une dit que c'est « une épreuve », l'autre « un plaisir », et ajoutent que « ça se rejoint ». Cette fusion est spectaculaire dans les autoportraits où elles apparaissent collées l'une à l'autre, comme pétrifiées face à un soleil cinglant, à 30 centimètres à peine de leur caravane.

On voit le danger : que l'alchimie étrange, née de l'imagination du tandem, débouche sur des images qui ne vont pas au-delà du curieux, du gadget. Difficile de juger, en fait, tant ces créations échappent à toute référence. Chez Felten-Massinger, les épreuves uniques sont attractives, entre terreur et magie, souvenirs d'enfance, apparitions fantomatiques et paysages contemplatifs, portés par des couleurs atypiques, mélange de fous et de nets, où la lumière est étale, « comme dans un daguerrétype », juge leur galeriste, Michèle Chomette.

Des images qui échappent aux références car elles échappent au temps. C'est le point commun à nombre de travaux de couples. Il y a une remontée du temps chez McDermott et McGough, avec quelques anachronismes teintés d'humour. Les portraits de Lawick Müller sont comme un glissement dans la durée. Une image de Pierre et Gilles peut mûrir pendant cinq ans, deux ans chez Felten et Massinger. « Nous faisons de la résistance. »

Michel Guerrin

## Les limites de la profusion, « preuve de vitalité »

**MOIS DE LA PHOTO.** Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, Paris 4<sup>e</sup>. Tél : 01-44-78-75-08 ou FNAC Étoile, 26-30 avenue des Ternes, Paris 17<sup>e</sup>. Tél : 01-44-09-19-87. Catalogue Mois de la photo, 200 p., 195 F. Projections à l'Auditorium de la Maison européenne de la photographie, jusqu'au 26 janvier 1997. Cinéma l'Arlequin, 76, rue de Rennes, Paris 6<sup>e</sup>. Tél : 01-45-44-28-80. Du 13 au 24 novembre.

**MOIS « OFF ».** 24, rue Bisson, Paris 20<sup>e</sup>. Tél : 01-43-49-30-94.

Avec quatre-vingt-dix expositions qui se répandent dans Paris - sans oublier le festival off, tout aussi énorme -, le neuvième Mois de la photo mérite, pour son volume, de figurer au Guinness Book. L'effet est spectaculaire, le public se déplace en masse et la Ville de Paris, instigateur de cette biennale, peut se frotter les mains. Le label « Mois de la photo » est si attractif que galeries, centres et espaces privés se bousculent, leur projet livré clés en mains, pour figurer dans le dépliant qui sert de boussole à l'amateur.

Le Mois est passé de cinquante mille à cinq cent mille visiteurs en seize ans avec, aujourd'hui, la Maison européenne de la photographie (MEP) pour lieu fédérateur. Jean-Luc Monterosso, qui coiffe MEP et Mois de la photo, a

défini trois thèmes pour donner du sens à cette profusion : « L'allure, voyages lointains, itinéraires, expéditions » ; « Un art en partage, duos, couples, jumeaux » ; « Présences étrangères, les centres culturels à Paris ». Le Mois propose aussi des films à l'Auditorium de la MEP et au cinéma l'Arlequin. Sans oublier colloques et conférences.

**ANIMATION** Dans le passé, le Mois a permis de découvrir des auteurs, des collections et de fidéliser un public. Aujourd'hui, il s'apparente à de l'animation, porté par un budget de 7 millions de francs. Le programme en effet regorge d'expositions de bric et de broc qui obtempèrent toute ligne forte et un travail de fond.

Des galeries, qui effectuent ce travail, dénoncent le côté tape-à-l'œil d'un festival durant lequel « on ne vend pas une seule photo. Les gens passent et ne voient rien ». « La profusion est preuve de vitalité », répond Jean-Luc Monterosso, mais il annonce pour 1998 un festival « resserré à cinquante expositions, avec des thèmes plus aboutis ». Le foisonnement est défendable quand il est ponctué par une ou deux expositions muséales, portées par un catalogue scientifique, et qui sont repérées à l'étranger. Il n'y en a pas. « Nous avons un retard sur les États-Unis », reconnaît Jean-Luc Monterosso.

Trois musées parisiens - Orsay, Musée national d'art moderne, Musée d'art moderne de la Ville de Paris - ont les moyens de se lancer dans un tel projet mais ils ne participent pas au festival.

**ATTRANCE**

Deux auteurs au programme méritaient le musée : Ed Van der Elsen et Robert Frank. Le premier, Néerlandais méconnu, méritait plus que d'être exposé une vingtaine de jours dans les sous-sols de l'Institut néerlandais. Le second sera présenté en soixante-seize photographies, au Centre culturel suisse, à partir du 22 no-

vembre : on aurait préféré découvrir la rétrospective de la National Gallery de Washington, qui a circulé ailleurs en Europe, mais pas en France.

Reste que c'est une vertu du Mois de la photo que de permettre à des lieux d'attirer un public qui, trop souvent, leur fait défaut. Le Musée de l'armée par exemple, qui expose les images du camp de Châlons, sous le Second Empire, et la galerie Colbert qui présente la Révolution de l'instantané en photographie au tournant du siècle.

M. G.

### Principales expositions

● Willy Rous. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau, terrasse Lautramont, Paris 1<sup>er</sup>. Tél : 01-42-33-82-50. Jusqu'au 4 février 1997.  
● La révolution de l'instantané en photographie, 1880-1900. Galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs, Paris 2<sup>e</sup>. Tél : 01-47-03-81-10. Jusqu'au 4 janvier 1997.  
● Une visite au camp de Châlons, sous le Second Empire. Musée de l'armée, hôtel national des Invalides, salles du Quesnoy, entrée Occident, Paris 7<sup>e</sup>. Tél : 01-44-42-38-38. Jusqu'au 12 janvier 1997.

● Frank Horvat, Paris-Londres 1952-1962. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3<sup>e</sup>. Tél : 01-42-72-21-13. Jusqu'au 23 février 1997.  
● Thibaut Cuiset. Galerie Froment-Putman, 33, rue Charlot, Paris 3<sup>e</sup>. Tél : 01-42-76-03-50. Jusqu'au 30 novembre.  
● Ed Van der Elsen. Rétrospective 1956-1990. Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7<sup>e</sup>. Tél : 01-53-59-12-40. Du 6 novembre au 30 novembre.  
● Peter Beard, carnets de route en Afrique. Centre national de la photographie, 11, rue Berryer, Paris 8<sup>e</sup>. Tél : 01-53-76-12-32. Du 6 novembre au 20 janvier 1997.

**cité de la musique**

**Mahler-Nagano**

Lieder eines fahrenden Gesellen  
Symphonie n 4

Lorraine Hunt, mezzo-soprano  
Norah Amsellem, soprano  
Orchestre de l'Opéra national de Lyon

10 novembre < 16h30

Porte de Pantin

**réservations**

01 44 84 44 84



## CONCERTS

MARDI 5 NOVEMBRE - 19 h 30  
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
**ACIS et GALATÉE**  
G. F. HAENDEL  
Opéra en concert  
William Christie  
Les Arts Florissants

Concert donné au profit de  
l'association Aïdes  
Paris - Ile-de-France  
avec le soutien de FRANCE-  
INTER  
Concert diffusé en direct  
sur FRANCE-MUSIQUE

**CHATELET**  
MERCREDI 6 NOVEMBRE, 12h45  
Alexandre Rabinovitch,  
piano  
BEETHOVEN, SCHUMANN  
Location 01 40 28 28 40

Jeu 7 novembre - 20 h 30  
Eglise Saint-Médard  
141 rue Mouffetard  
**SIX CONCERTS POUR  
LES GRANDES SOLENNITÉS**  
A. VIVALDI  
ACADEMIE SAINT-CECILE  
Dir. Artistique : Philippe COUVERT

VENDREDI 8 NOVEMBRE - 20 h 30  
SALLE GAVEAU  
Grand ensemble  
de cuivres des  
**HAUTS de FRANCE**  
Dir. Bernard CALMEL  
Fanfares du 20<sup>e</sup> siècle  
Tél. rés. : 01-49-53-05-07

**CHATELET**  
VENDREDI 8 NOVEMBRE, 12h45  
Alexandre Rabinovitch,  
piano  
HAYDN, BEETHOVEN, CHOPIN  
Location 01 40 28 28 40

Salle Pleyel  
mer 6, jeu 7 nov - 20 h 30  
**ORCHESTRE DE PARIS**  
Frédéric Chaslin  
direction  
Pascal Moraguès  
clarinette  
CHABRIER - COPLAND  
CHAUSSEAU - PROKOFIEV  
60 à 240 F - Tél : 01 45 61 65 89

Eglise Notre-Dame  
du Val-de-Grâce  
ven 8 - sam 9 nov - 20 h 30  
Concerts exceptionnels  
à l'occasion du  
vingtième anniversaire du  
**Chœur  
de l'Orchestre de Paris**  
Arthur Oldham, direction  
Hervé Desarbres, orgue  
POULENC - BRITTEN  
Tarif 150 F - Tél 01 45 61 65 89

**cité de la  
musique**  
10 novembre < 16h30  
Gustav Mahler  
Kent Nagano, direction  
Lorraine Hunt, mezzo-soprano  
Norah Amsellem, soprano  
Orchestre de l'Opéra  
national de Lyon

12 novembre < 20h  
Ludwig van Beethoven  
Nikolaus Harnoncourt, dir  
Chamber Orchestra of Europe

**OPERA**  
Concert  
de musique  
de chambre  
Mozart, Haendel, Haydn, Vivaldi,  
Ernst, Paganini,  
Par les musiciens  
de l'Orchestre de l'Opéra  
12 novembre - 20h  
Amphithéâtre-Bastille  
01 44 73 13 00

MARDI 13 NOVEMBRE - 20 h 30  
SALLE GAVEAU  
**Paul  
BADURA-SKODA**  
PIANO  
Haydn - Beethoven - Mendels-  
sohn - Schubert  
Tél. rés. : 01-49-53-05-07

MERCREDI 14 NOVEMBRE - 20 h 30  
SALLE GAVEAU  
**Marie  
SCHEUBLE**  
violin  
**Mathieu  
PAPADIAMANDIS**  
piano  
Prokofiev - Franck - Brahms  
Tél. rés. : 01-49-53-05-07

Franco Donatoni  
Marc André Dalbavie  
Wolfgang Rihm  
Philippe Hurel  
Olivier Messiaen  
Ensemble  
Intercontemporain  
direction  
Pierre Boulez  
cité de la musique  
mardi 20 novembre  
20h  
01 44 60 44 84

**ensemble  
INTERCONTEMPORAIN**  
PIANO \*\*\*  
Beethoven  
les sonates pour piano  
Maurizio  
Pollini  
7 récitals  
les 20 nov. - 10 déc. 96  
20 janv. - 12 fév. - 20 avril  
15 mai - 10 juin 97  
Mercredi 20 novembre  
Sonates Op.2 n°1 - Op.2 n°2  
Op.2 n°3 - Op.7  
PLEYEL : 01 45 61 53 00

**Guide  
de vos  
sorties**  
36 15 LEMONDE

## Noir Désir rompt trois années de silence et répond à l'appel de la rage électrique

Le groupe de rock bordelais sort un nouvel album, « 666 667 Club », et part en tournée

Trois ans après l'énorme succès de *Tostaky*, Noir Désir revient sur le devant de la scène rock avec un nouvel album, *666 667 Club*, et l'envie de

consommer les planches. La formation bordelaise se produira d'abord le 19 novembre à Trappes, les 20 et 21 à Villeurbanne, le 23 à Amiens, le 26

à Lille. Les concerts parisiens des 28, 29 et 30 à l'Olympia sont complets. Une date supplémentaire a été fixée le 6 février au Zénith.

IL AURA FALLU plus de trois ans à Noir Désir pour se remettre du succès de *Tostaky*. Modèle de rock incandescent, cet album - leur dernier en date, si on excepte le live, *Des Iras*, paru en 1994 - et la tournée qui l'accompagnait, auront consumé le groupe bordelais autant que les planches où il se produisait. La violence de l'assaut les consacra comme le plus intense et le plus populaire des groupes français, tout en les conduisant au bord du précipice. Victimes expiatoires ou naufragés volontaires, un ingénieur du son, un manager, et le bassiste Fred Vidalenc ne résistèrent pas à ces « jours de colère ». Il fallait après cela « respirer » : trois ans de mise au vert et de vie de famille, avant de ressentir à nouveau l'appel d'une rage viscérale.

Le cadre bucolique d'un studio, au milieu de la forêt landaise, aura vu l'accouchement de l'album *666 667 Club*, fidèle à cette tension propre aux écorchés vifs. Une fois encore, accompagnés par le producteur américain Ted Niceley, rejoints par Jean-Paul Roy, nouveau bassiste (mais vieux compagnon de route), Serge Teyssot-Gay (guitare), Denis Barthe (batterie) et Bertrand Cantat (chant) ont sereinement rallumé la flamme. Quinze ans après leurs premiers pas, près de dix ans après leurs débuts discographiques (le mini-album *Où veux-tu qu'elle aille*), les motivations ont évolué sans que le cœur de leurs aspirations ait vraiment changé. « Pour galvauder que soit ce mot, la rébellion est certainement à l'origine de notre envie de musique », explique Bertrand. « Une révolte contre le monde extérieur. Et puis quelque chose d'intérieur qu'on décrypte plus difficilement. Avant d'être en guerre contre le monde, on est en guerre contre soi-même. Au-delà des notions d'affrontement, il y a aussi l'extrême prétention de faire quelque chose qui porte un souffle, un esprit. »

L'association de « noir » et « désir », baptisant le groupe, a continué de définir assez justement sa musique. Des épanchements intimes, dont le chanteur est la figure centrale. Sa beauté, ses habits noirs, son goût d'une poésie incantatoire le feront identifier à Jim Morrison. Derrière, ses compagnons s'emballent sur un blues-punk furbard, souvent inspiré de Gun Club. Le cabaret délirant de Kurt Weill y apporte sa touche européenne. Avec le temps, ces chansons d'un ego tourmenté - l'album *Veillez rendre l'âme (à qui elle appartient)* - s'ouvrirent au monde. Un monde observé avec le pessimisme des prophètes de malheur. « *Soyons désinvoltes, n'ayons l'air de rien*Tostaky.

Pourtant, Noir Désir restera fidèle à une intransigeance morale rare dans l'industrie phonographique. Si, dès ses débuts, le groupe a signé avec une multinationale - Barclay, filiale de Polygram -, il a su imposer son refus des compromissions. Les relations avec la maison de disques sont aujourd'hui apaisées, mais les musiciens continuent de revendiquer leur indépendance. « Le sys-

tème de production et de promotion crée un certain nombre de pressions qui peuvent faire oublier l'essentiel », constate Bertrand. Nous avons choisi de tout contrôler, de ne pas céder à n'importe quelle sollicitation, quel que soit l'audimat en jeu. » Un de leurs proches décrit les membres de « Noir Désir » comme « d'adorables preneurs de tête qui discutent collectivement de tous les problèmes et ne laissent rien au hasard ». Souvent, ils ont fait bénéficier des groupes amis (Mush, Burning Heads, City Kids) de leur popularité, les emmenant avec eux sur la route ou les signant sur leur propre label de production, La Grosse Rose (qui vient de publier l'album de Subtle Plague).

Leur rigorisme a ses contradictions. Acceptant mal la critique, ils ont parfois fait des journalistes leurs boucs émissaires. Artisans d'un rock physique et fédérateur, électrisés par la foule, ils paniquent souvent devant l'enthousiasme qu'ils suscitent. Lors de la dernière tournée, le public de Montpellier avait forcé les portes d'un Zénith plein à craquer pour festoyer avec ses idoles. Comme pour se prévenir des risques de victoires trop aisées,

### Guitares à vif, chanteur charismatique

*666 667 Club* est l'héritier direct de la rigueur et des guitares à vif qui guidaient l'intensité de *Tostaky*. Si Serge Teyssot-Gay a récemment promené en solo sa six-cordes sur des terres inconnues (son album expérimental *Silence radio*), il se préoccupe surtout ici d'offrir un écrin d'acier au chant incantatoire de Bertrand Cantat. A force de se mêler des mélodies, les Bordelais prennent parfois le risque de buter sur la monotonie d'un rock trop primitif. Mais, à l'instar de R.J. Harvey (qu'ils admirent), cette nudité - habillée parfois de la complexité d'un saxophone free et d'un violon balcanique - confirme le clignotant charisme d'un chanteur, l'acuité de sa conscience - politique ou intime - et ses envies perpétuelles de rock sous tension. Qu'il charge aux rythmes balaisants de *Fin de siècle* ou *Comme elle vient*. Qu'il infuse dans des ballades ténitiques comme *A ton étoile* ou *A la longue*.

★ *666 667 Club*, 1 CD Barclay, distribué par Polygram. Sortie le 8 novembre.

Stéphane Davet

## Le souffle inspiré de Steve Lacy et Taslima Nasreen

FLAME, composition de Steve Lacy sur des poèmes de Taslima Nasreen. Steve Lacy, saxophone ; Irene Aebi, chant ; Taslima Nasreen, récitant. Théâtre municipal de Calais. Le 2 novembre.

**CALAIS**  
de notre envoyée spéciale  
Ils sont ensemble sur scène, Steve Lacy, le jazzman américain, Irene Aebi, la chanteuse suisse, et Taslima Nasreen, l'écrivain du Bangladesh condamnée par les fondamentalistes musulmans de son pays. Curieux trio uni par le souffle, celui des poèmes de Taslima Nasreen qui a inspiré le saxophone et la voix. Avant même de connaître l'auteur de *Lajja* et de *Une autre vie* (Stock), Steve Lacy et Irene Aebi avaient voulu composer un opéra jazz sur ses textes. Le hasard les a réunis à Berlin, au début de l'année, invités dans une même résidence d'artistes. En attendant que Steve Lacy ait fini la composition de l'opéra, dont la présentation est prévue à Berlin en janvier 1997, ils en ont donné l'esquisse tous les trois à Venise puis, samedi soir, à Calais dans le cadre du Festival Tendances de la Côte d'Opale.

Les mots des poèmes de Taslima Nasreen sont aussi violents que sa voix est douce. Elle lit ses textes, en anglais et parfois en bengali, pour le plaisir de faire entendre la musique de sa langue maternelle. Irene Aebi les chante. Steve Lacy s'envole dans des inspirations mélancoliques. Car les textes de Taslima Nasreen sont graves. Pour quelques poèmes d'amour, combien de paroles brûlantes ? Elle dédie un texte à Nurjahan, la jeune femme que de tout-puissants imams de village ont lapidée à mort pour adultère en 1993. « Les pierres blessent son corps. Et le mien. » Après les applaudissements, elle dit : « Quoi qu'il arrive,

je me batrai pour les droits fondamentaux de chaque homme, de chaque femme à s'exprimer. Je ne reculerai jamais. »

Taslima Nasreen est heureuse de ce voyage-éclair (vingt-quatre heures) en France. Depuis un mois, elle vit à nouveau en Subde, le pays qui l'avait accueillie en 1994. Elle écrit un nouveau livre. La France demeure une terre mythique à ses yeux, celle des écrivains et des poètes. C'est aussi le pays d'Europe où ses livres se vendent le mieux. Cette semaine, elle se rend au Mexique, à l'invitation du Pen Club. Autant de signes de solidarité qui l'aident à « rester debout » en attendant de pouvoir rentrer dans son pays.

Catherine Bédarida

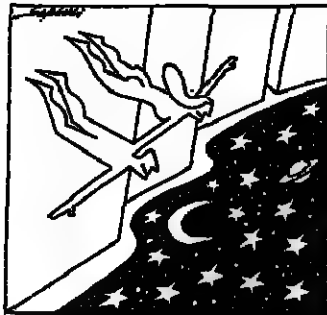
musique et danse  
compagnie  
**Le Marietta Secret**  
mercredi 5, jeudi 7,  
vendredi 8, samedi 9 novembre 1996  
à 20 h 30  
Centre Georges Pompidou,  
Grande salle  
Id, pratique chorégraphique  
Hervé Robbe  
Musique  
Cécile Le Prado  
réservations : 01 44 78 48 16  
IRCAM  
Centre Georges Pompidou

**CIRQUE DE MOSCOU  
SUR GLACE**  
PRÉSENTÉ PAR LA GROUPE D'ETAT DE RUSSIE  
TROUPE DE SERGUEI RYJKOV  
**PALAIS DES SPORTS**  
PORT DE VERSAILLES  
16 NOVEMBRE 96  
ou  
5 JANVIER 97  
01 44 68 69 70  
LOCATION : PALAIS DES SPORTS  
315 RESERVATION : FNAC, ELITE  
VIRGIN NEGASTORE, FRANCE 8  
GALERIES LAFAYETTE, LAURENCE



# Rendez-vous des extrêmes à Bordeaux

Le Sigma reste fidèle à son esprit d'aventure



POUR SA TRENTE-DEUXIÈME édition, le Sigma de Bordeaux – sans cesse menacé de disparition – développe un thème en apparence paradoxal: Extremus, ou l'autre proximité. Roger Lafosse, fondateur et directeur du Sigma, a convié des troupes qui empruntent des voies escarpées. Les Argentins de La Guardia présentent *Periodo Villa Villa*, une création portée par le désir de « la rébellion absolue ». Le Flamand Jan Fabre propose *Falsification telle quelle, infalsifiée* – un titre digne de sa folie extérieurement bien structurée. Le chorégraphe espagnol Vicente Saez explore le mythe de la déesse-mère dans *Regina Mater*.

Les Russes de Saint-Petersbourg Lector IV mettent en scène un *Doctor Pirogov* et une *Catastrophe*. Avec *Deliverance*, l'Américain Ron Athey se délivre, à travers la danse, des angoisses de sa mort annoncée. Shakespeare aussi est au rendez-vous, avec *Falstaff*, mis en scène par le Français Georges Berdot. Et l'Africain résonne de ses histoires avec *Ma vie dans la brousse des fantômes*, racontée par Isaac de Bankolé – un prince de passage à Bordeaux...

★ Extremus-Festival Sigma, 85, quai de Bacalan, 33 Bordeaux. Du 4 au 11 novembre. Tél.: 05-56-79-35-16 ou 30.

## UNE SOIRÉE À PARIS

**Henri Tachan**  
Depuis trente ans Henri Tachan n'a pas fait varier d'un pouce ses opinions sur les hommes (pas fins, fins), l'amitié (précieuse), l'authentique (fondamental). Une vol, une présence dans la chanson française.  
*Comédie de Paris*, 12, rue Fontaine, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Blanche. 20 h 30, le 4 novembre. Tél.: 01-42-81-00-11. De 120 F à 240 F.  
**Michael Brecker**  
Fondateur avec son frère Randy, trompettiste, du Brecker Brothers Band, Michael Brecker a aussi amené – avec ou sans Randy – son saxophone dans le rock en parallèle au jazz. En leader, sa sonorité ample bénéficie d'un bon groupe acoustique.  
*New Morning*, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Château-d'Eau. 21 heures, le 5 novembre. Tél.: 01-45-33-51-41. De 110 F à 130 F.  
**Danuk Lazo Quintet**  
Menée par Danuk Lazo, cette formation compte deux saxopho-

nistes (Lazo au baryton et à l'alto), Joe McPhee, un monument de douceur au soprano et au ténor, deux contrebassistes (Fred Hopkins et Didier Levallet) et un batteur (Christian Rollet, imparable). Du jazz dans toutes ses acceptations avec un net penchant pour ses visées mouvementées.  
*Montreuil (93). Instants chavirés*, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 5 novembre. Tél.: 01-42-87-25-91. De 50 F à 80 F.  
**André Ceccarelli**  
Le meilleur fût ses cinquante ans – presque autant dans le métier – avec de jeunes jazzmen du moment, le contrebassiste Thomas Bramerie, le saxophoniste Sylvain Beuf et un pianiste remarqué à Calvi, Antonio Pardo. Se joindront à eux des musiciens et danseurs de l'Afrique, le deuxième amour rythmique de « Dédé ».  
*Les Halles-L'Auditorium*, 5, porte Saint-Eustache, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet-Halles. 20 h 30, le 5 novembre. Tél.: 01-42-36-13-90. 100 F.

## CINÉMA

**NOUVEAUX FILMS**  
**CARLA'S SONG**  
Film britannique de Ken Loach, avec Robert Carlyle, Oyanka Cabezas, Scott Speedman, Susan Long, Sean Pertwee, Gary Lewis (2 h 08).  
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>re</sup>; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3<sup>e</sup> (01-42-77-14-55); Europa Panthéon (ex-Héliot Panthéon), 5<sup>e</sup> (01-43-54-15-04); L'Arlequin, dolby, 8<sup>e</sup> (01-45-44-28-80); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Rotonde, dolby, 9<sup>e</sup>; La Pagode, 1<sup>re</sup> (réservation: 01-40-30-20-10); La Balzac, dolby, 8<sup>e</sup> (01-45-61-10-60); 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (01-43-27-94-50); Miramar, dolby, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (01-45-75-79-79); Miel, Passy, dolby, 16<sup>e</sup> (01-42-24-46-24); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10).  
VF: Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10).  
**CERTAINS L'AIMENT COURT, 4 LÉGENDES LIRIENNES**  
Film français d'Olivier Legan, Antonio Olivas, Éléonore Faucher, Christophe Ruggia (1 h 20).  
Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (01-43-20-32-20); Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (01-46-36-10-96); réservation: 01-40-30-20-10.  
**CEUX DE DRAGON**  
Film américain de Rob Cohen, avec Dennis Quaid, David Thewlis, Pete Postlethwaite, Dina Meyer, Julie Christie (1 h 43).  
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>re</sup>; Gaumont Marignan, dolby, 8<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10); George-V, dolby, 8<sup>e</sup>; 14-Juillet Bastille, 12<sup>e</sup> (01-47-07-55-88); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (01-43-27-94-50); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Convention, 15<sup>e</sup>; Pathe Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10); Le Gambetta, dolby, 20<sup>e</sup> (01-46-36-10-96); réservation: 01-40-30-20-10).  
**PASSAGE À L'ACTE**  
Film français de Francis Girod, avec Daniel Auteuil, Patrick Timsit, Anne Parillaud, Michèle Laroque, Marc Berman, Jean-Michel Noirey (1 h 45).

Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>re</sup> (01-40-39-99-40); réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3<sup>e</sup> (01-42-77-14-55); 14-Juillet Odéon, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-25-29-83); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Montparnasse, dolby, 9<sup>e</sup>; La Pagode, dolby, 7<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Ambassade, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-59-19-08); réservation: 01-40-30-20-10; Saint-Lazare-Passage, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-87-35-43); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8<sup>e</sup>; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; Les Nations, dolby, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-67); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup>; Gaumont Gobelins-Fauvette, dolby, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (01-43-27-94-50); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Marignan, dolby, 15<sup>e</sup> (01-45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Malher, 17<sup>e</sup>; Pathe Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10).  
**ROMÉO DESOULÉ**  
Film français de Vincent Diestre, (1 h 10).  
VO: Studio des Ursulines, 5<sup>e</sup> (01-43-28-19-09).  
**SLEEPERS (\*)**  
Film américain de Barry Levinson, avec Kevin Bacon, Robert De Niro, Dustin Hoffman, Vittorio Gassman, Jason Patric, Brad Pitt (2 h 20).  
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>re</sup>; UGC Odéon, 8<sup>e</sup>; Gaumont Marignan, dolby, 8<sup>e</sup>; Gaumont Opéra, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88); réservation: 01-40-30-20-10; La Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-07-43-60); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13<sup>e</sup> (01-45-90-77-00); réservation: 01-40-30-20-10; Miramar, dolby, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Malher, 17<sup>e</sup>; Pathe Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10).  
VF: Rex, dolby, 2<sup>e</sup> (01-39-17-10-00); Bretnage, 6<sup>e</sup> (01-39-17-10-00); réservation: 01-40-30-20-10; Gaumont Marignan, dolby, 8<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10); George-V, dolby, 8<sup>e</sup>; Paramount Opéra, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-42-56-31); réservation: 01-40-30-20-10; dolby, 13<sup>e</sup>; Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation: 01-40-30-20-10); Mistrail, dolby, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00); réservation: 01-40-30-20-10; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup>; Le Gambetta, dolby, 20<sup>e</sup> (01-46-36-10-96); réservation: 01-40-30-20-10).  
(\*) Films interdits aux moins de 12 ans.

## TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE

3615 CINÉMA

ou tél.: 09-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

## MUSIQUE

Une sélection de concerts classique, jazz, chanson, musiques du monde et rock à Paris et en Ile-de-France

### CLASSIQUE

**LUNDI 4 NOVEMBRE**  
Véronique Genès (soprano), Les Basses réunies  
Heinrich: *Caritas*.  
Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rue-Montmartre. 20 h 30, le 4 novembre. Tél.: 01-48-24-16-92. De 30 F à 200 F.  
Volcano Songs  
de Meredith Monk.  
Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille, Voltaire. 21 heures, les 4, 5, 6, 8 et 9 novembre. 17 heures, le 10. Tél.: 01-49-57-42-14. 100 F.  
Acis and Galatée  
de Haendel, Paul Agnew (Acis), Sophie Daneman (Galatée), Adèle Ekenes (Damon), Alan EWING (Polyphème), Les Arts florissants, William Christie (direction).  
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 19 h 30, le 5 novembre. Tél.: 01-49-52-50-50. De 60 F à 390 F.  
Viktorija Postnikova (piano)  
Chopin: *Balades*, *Pantasia*, *Barcarolle*, *Polonaise* op. 53, *Andante Spianato* et *Grande Polonaise*.  
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Miromesnil. 20 h 30, le 5 novembre. Tél.: 01-49-53-05-07. De 105 F à 240 F.  
**MERCREDI 6 NOVEMBRE**  
I Capovallini et I Montecchi  
de Bellini, Laura Claycomb (Giulietta), Vessilina Kasarova (Romeo), Marcus Haddock (Tebaldo), Andrea Silvestrelli (Capellio), Dimitri Kavakos (Lorenzo), Chorus et orchestre de l'Opéra de Paris.  
Evelino Pido (direction), Robert Caron (mise en scène).  
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 1<sup>re</sup>. 19 h 30, les 6, 13, 16 et 19 novembre; 15 heures, le 10 novembre. Tél.: 01-44-73-13-00. De 60 F à 870 F.  
Orchestre de Paris  
Chabrier: *Gwendoline*. Copland: *Concerto pour clarinette* et orchestre à cordes. Chausson: *Viviane*. Prokofiev: *Roméo et Juliette*, extraits des suites n° 1 et 2. Pascal Moragab (clarinette), Frédéric Chastin (direction).  
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Ternes. 20 h 30, les 6 et 7 novembre. Tél.: 01-45-65-68. Location Fnac, Virgin. De 60 F à 240 F.  
Quatuor Juillard  
Haydn: *Quatuor à cordes* op. 50 n° 3. Bartok: *Quatuor à cordes* n° 5. Beethoven: *Quatuor à cordes* op. 132.  
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Miromesnil. 20 h 30, le 6 novembre. Tél.: 01-49-53-05-07. De 105 F à 240 F.  
**JEUDI 7 NOVEMBRE**  
Caroline Sageman (piano)  
Bach: *Prélude et fugue BWV 891*. Beethoven: *Sonate pour piano* op. 57 « *Appassionata* ». Chopin: *Balade* op. 32, *Scherzo* op. 20.  
Auditorium du Louvre, accès par la pyramide, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>e</sup> Louvre, Palais-Royal. 12 h 30, le 7 novembre. Tél.: 01-40-20-52-25. 60 F.  
Orchestre national du France  
Dutilleul: *Timbres*, espace, mouvement. Motets pour un temps de pénitence. Litanees à la vierge noire. Petites Prières de Saint-François d'Assise. Britten: *Hymne à Sainte-Cécile*. Missa brevis. *Rejoice in the Lamb*. Hervé Desbarre (orgue), Arthur Oldham (direction).  
Notre-Dame-du-Val-de-Grâce, 1, place Alphonse-Lavaren, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Port-Royal. 20 h 30, les 8 et 9 novembre. Tél.: 01-45-61-65-89. Location Fnac, Virgin. 150 F.  
**SAMEDI 9 NOVEMBRE**  
Chœur de la radio de Stuttgart  
Stockhausen: *Welt Parlament*. Rupert Huber (direction).  
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 1<sup>re</sup>. 20 heures, le 9 novembre; 15 heures, le 10 novembre. Tél.: 01-44-73-13-00. 95 F.  
**DIMANCHE 10 NOVEMBRE**  
Quatuor de Leipzig  
Beethoven: *Quatuors à cordes* op. 14 n° 1, op. 18 n° 1 et op. 59 n° 1.  
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 11 heures, le 10 novembre. Tél.: 01-49-52-50-50. 100 F.  
Orchestre de l'Opéra de Lyon  
Mahler: *Lieder eines fahrenden Gesellen*, *Symphonie* n° 4. Norah Anselmetti (soprano), Lorraine Hunt (mezzo-soprano), Kent Nagano (direction).  
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. 16 h 30, le 10 novembre. Tél.: 01-44-84-44-84. 100 F.

**JAZZ**  
Abbey Lincoln Quartet  
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 4 novembre. Tél.: 01-40-50-66-98. 140 F.  
Irakli French All Stars  
Petit Journal Saint-Michel, 71, boulevard Saint-Michel, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Luxembourg. 21 h 30, le 4 novembre. Tél.: 01-43-26-28-59. 100 F.  
Théo Soledad  
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 22 h 30, le 4 novembre. Tél.: 01-40-26-46-60. 80 F.  
The Jazz Crusaders  
Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-Maillot. 22 h 30, les 4, 5, 6, 7, 8 et 9 novembre. Tél.: 01-40-68-30-42. 150 F.  
Zoomtop Orchestra  
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 22 h 30, le 4 novembre. Tél.: 01-42-33-22-88. De 70 F à 100 F.  
Quoi de neuf docteur ?  
Dunois, 108, rue du Chevaleret, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Chevaleret. 20 h 30, les 5, 6 et 7 novembre. Tél.: 01-45-84-72-00. 100 F.  
Richard Galliano  
Les Halles-L'Auditorium, 5, porte Saint-Eustache, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet-Halles. 20 h 30, les 6 et 7 novembre. Tél.: 01-42-36-13-90. 140 F.  
Christian McBride Quintet  
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Château-d'Eau. 21 heures, le 6 novembre. Tél.: 01-45-33-51-41. De 110 F à 130 F.  
Leroy Jones Quartet  
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Germain-des-Près. 20 h 30, les 6, 7, 8 et 9 novembre. Tél.: 01-43-26-80-06. De 120 F à 150 F.  
Ensemble polymétrique  
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 22 h 30, le 7 novembre. Tél.: 01-40-26-46-60. 70 F.  
Michel Feugère Septet  
Bo Bun Brass Band  
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 7 novembre. Tél.: 01-42-00-14-14. 100 F.  
Claire Lise Vincant  
Le Duke, 36, rue Ordener, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Marcadet-Poissonniers. 21 heures, le 7 novembre. Tél.: 01-42-54-78-32.  
Pee Wee Ellis Quintet  
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Château-d'Eau. 21 heures, le 7 novembre. Tél.: 01-45-33-51-41. De 110 F à 130 F.  
Yves Rousseau, Franck Tortiller  
Pascal Vignon  
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 22 h 30, le 7 novembre. Tél.: 01-40-26-46-60. 70 F.  
Alby Cultaz, Michel Grallier  
Simon Goubert  
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 22 h 30, les 7 et 8 novembre. Tél.: 01-42-33-22-88. De 70 F à 100 F.  
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Michel. 20 h 30, le 8 novembre. Tél.: 01-42-64-83-16. Location Fnac. De 100 F à 120 F.  
Aldo Romano Quartet  
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 22 h 30, les 8 et 9 novembre. Tél.: 01-40-26-46-60. 80 F.  
Arthur Blythe Trio  
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 22 h 30, les 8 et 9 novembre. Tél.: 01-42-33-22-88. De 70 F à 100 F.  
Rosa Anna Quintet  
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 22 h 30, le 10 novembre. Tél.: 01-40-26-46-60. 80 F.  
Philippe Lacarrière Percussive Compagnie  
Aïda-Mors (91). Salle Ventura, rue Saint-Sauveur, 20 heures, le 9 novembre. Tél.: 01-60-48-46-18. 90 F.  
Mike Stern Band  
Courbevoie (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide Briand. 20 h 45, le 5 novembre. Tél.: 01-47-58-51-50. 130 F.  
Steve Coleman Five Elements  
Massey (91). Centre culturel Paul-Bailly, 6, allée du Québec. 21 heures, le 6 novembre. Tél.: 01-69-20-57-04. De 80 F à 110 F.  
Marc Helles Quartet  
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. M<sup>e</sup> Robespierre. 20 h 30, le 7 novembre. Tél.: 01-42-87-25-91. 80 F.  
Archimusic  
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. M<sup>e</sup> Robespierre. 20 h 30, le 8 novembre. Tél.: 01-42-87-25-91. 80 F.  
Oleifer Lockwood  
Trappes (78). Grenier à sel, 1, rue de l'Abreuvoir. 20 h 30, le 8 novembre. Tél.: 01-30-13-98-51. 85 F.

**ROCK**  
Imperial Drag  
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9<sup>e</sup>. 19 h 30, le 4 novembre. Tél.: 01-46-92-77-66. 94 F.  
Lofofofo  
La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Pigalle. 19 h 30, le 4 novembre. Tél.: 01-42-23-15-15. 99 F.  
Von Magnets  
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. 20 heures, le 4 novembre. Tél.: 01-47-00-02-71. 80 F.  
Andy Di Forest, Lanny McDaniel  
Patricia Velasca  
Batclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Voltaire. 20 h 30, le 4 novembre. Tél.: 01-47-00-55-22.  
Rad Snapper  
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9<sup>e</sup>. 19 h 30, le 5 novembre. Tél.: 01-44-92-77-66. 105 F.  
Scorpions  
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Bercy. 20 heures, le 5 novembre. Tél.: 01-44-63-44-58. 132 F.  
Maxwell  
La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Pigalle. 20 heures, le 5 novembre. Tél.: 01-42-23-15-15. 143 F.  
Raphaël Bonham  
Arnapah, 30, avenue d'Italie (Centre Italie 10), Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> d'Italie.

20 h 30, le 5 novembre. Tél.: 01-53-79-00-11.  
The Flying Neutrons  
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Augustin. 23 h 30, les 5, 6, 7, 8 et 9 novembre. Tél.: 01-42-25-16-06. Entrée libre.  
Pearl Jam  
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. 20 heures, le 7 novembre. Tél.: 01-42-08-60-00. 132 F.  
Taracon Boulba  
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. 20 heures, le 8 novembre. Tél.: 01-47-00-57-59. 60 F.  
Fun Lovin' Criminals  
The Pharcyde, Morcheeba  
La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Pigalle. 17 h 30, le 9 novembre. Tél.: 01-42-23-15-15. 143 F.  
Giuliano  
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Anvers. 19 h 30, le 9 novembre. Tél.: 01-44-92-45-45. 138 F.  
Trash  
Sinatra, Jack  
Piacabo, Esle  
La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Pigalle. 17 h 30, le 10 novembre. Tél.: 01-42-23-15-15. 143 F.  
Kim Sherman  
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9<sup>e</sup>. 20 h 30, le 10 novembre. Tél.: 01-44-92-77-66.  
Human Spirit, Mister Gang  
Hot Lethal Balls  
Le Blanc-Mesnil (93). Grande salle du Forum, 1, place de la Libération. 20 heures, le 9 novembre. Tél.: 01-48-14-22-22. 70 F.  
Willy De Ville  
Le Blanc-Mesnil (93). Grande salle du Forum, 1, place de la Libération. 20 heures, le 9 novembre. Tél.: 01-48-14-22-22. 70 F.

**CHANSON**  
Magalie Dieux  
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Sentier. 20 heures, les lundi. Jusqu'au 16 décembre. Tél.: 01-42-36-37-27. 80 F.  
Pierre Perret  
Casino de Paris, 16, rue de Clichy, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Trinité. 20 h 30, du mardi au samedi; 16 heures, dimanche. Jusqu'au 24 novembre. Tél.: 01-49-95-99-99. De 130 F à 250 F.  
Mama Béa Tekielski  
Théâtre Clavel, 3, rue Clavel, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Pyrénées. 20 h 30, du mardi au samedi; 15 h 30, dimanche. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre. Tél.: 01-40-50-66-98. 100 F.  
Sapho  
Trilou, 80, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Anvers. 20 h 30, du mardi au samedi. Jusqu'au 16 novembre. Tél.: 01-49-67-50-50. Location Fnac, Virgin. 140 F.  
Franca Gail  
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Opéra, Madeleine. 20 h 30, du mardi au samedi; 16 heures, dimanche. Jusqu'au 17 novembre. Tél.: 01-47-42-45-49. De 170 F à 260 F.

**DANSE**  
Etoiles, premiers danseurs de l'Opéra de Paris  
Serge Lifart: Suite en blanc. Agnès de Mille: *Fall River*. Legend. Frédéric Ashton: *Rhapsody*. Opéra de Paris. Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Opéra. 19 h 30, les 4, 7, 8, 9, 12 et 13 novembre. Tél.: 01-44-73-13-00. De 30 F à 380 F.  
Ballets Ebbway Paveva  
Dancer Fréver  
Théâtre du Jardin, jardin d'acclimatation du bois de Boulogne, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Sablon. 14 h 30, le mardi, mercredi et jeudi. Jusqu'au 19 décembre. Tél.: 01-46-67-97-88. De 30 F à 22 F.  
Junior Ballet du CNMSP  
Anna Sokolow: *Balade*. Doris Humphrey: *New Dance*. Jennifer Muller: *City*. Carolyn Carlson: *Ice*. Conservatoire national supérieur de musique, 208, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 7 novembre. Tél.: 01-40-40-46-46. Entrée libre.  
Mémélle Monnier  
Nuit  
Bazons (95). Théâtre Paul-Eluard, 162, rue Maurice-Berteaux. 21 heures, le 8 novembre. Tél.: 01-35-82-20-88.  
L'Atelier en pièces  
Pontault-Combault (77). Gymnase Républicain, rue Emile-Pajot. 20 h 30, le 10 novembre; 15 heures et 19 heures, le 11 novembre. Tél.: 01-60-28-62-40.  
Compagnie Alentours  
Bernard Glandier: *Le Roi des bons*. Combs-la-Ville (77). La Coupole, rue Jean-François-Millet. 20 h 45, le 8 novembre. Tél.: 01-64-88-69-11. 85 F.  
Compagnie the Works  
Jennifer Moller: *Lovers*. Fruit City. Nanterre (92). Maison de la musique, 8, rue des Anciennes-Mairies. 20 h 45, le 8 novembre. Tél.: 01-41-37-94-20. 120 F.  
Compagnie the Works  
Jennifer Moller: *The Enigma*. The Spotted Owl. Speeds.  
Ris-Orangis (91). Centre Robert-Desnos, plaine des Jeux-des-Enfants. 20 h 45, le 9 novembre. Tél.: 01-69-02-72-72. 120 F.  
Ballet du Nord  
Mylene Delont: *Giselle*. Surannes (92). Théâtre Jean-Vilar. 16, place Stalingrad. 21 heures, le 9 novembre. Tél.: 01-46-97-98-10. 130 F.

**MUSIQUES DU MONDE**  
Ferdé Zepi  
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Gaité, Montparnasse-Bienvenue. 21 heures, le 4 novembre. Tél.: 01-43-21-56-70. De 100 F à 150 F.  
Les Derviches tourneurs de Damas  
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. 20 h 30, les 5, 6 et 7 novembre. Tél.: 01-47-00-57-59. Location Fnac, Virgin. 110 F.  
Edson Cordéiro  
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 6 novembre. Tél.: 01-42-00-14-14. 120 F.  
Compay Segundo y sus Muchachos  
Batclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Voltaire. 20 h 30, le 7 novembre. Tél.: 01-47-00-57-59. Location Fnac, Virgin. 110 F.  
Aïda Matos  
Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rue-du-Bac. 20 h 30, le 7 novembre. Tél.: 01-49-54-75-00. 80 F.  
Orlando Palao  
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 8 novembre. Tél.: 01-42-00-14-14. 120 F.  
Ensemble populaire de hédé Doris  
Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Justieu. 20 h 30, les 8 et 9 novembre. Tél.: 01-40-51-38-37. De 80 F à 100 F.  
Paris Africains  
Palais saïd, 58, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 23 h 30, les 8 et 9 novembre. Tél.: 01-42-33-37-71. 60 F.  
Denecheau Jase musette  
Cité de la Musique, 2



## Jean-Claude Dassier est favorable à un rapprochement entre LCI et TF1

AU CONTRAIRE de Jérôme Bellay, son prédécesseur à la tête de la chaîne info, parti à Europe 1 (Le Monde du 17 juillet), Jean-Claude Dassier estime que « la fusion TF1-LCI ne pouvait pas marcher ». Etape après étape, celui qui demeure le patron des sports de la Une imprime sa marque à la chaîne d'informations en continu. Plutôt qu'une « fusion peu réaliste », Jean-Claude Dassier souhaite que « TF1 et LCI, tout en étant proches, gardent leur spécificité mais traduisent la réalité du capital : LCI est une filiale à 100 % de TF1 ».

Pourtant, il est favorable à « un rapprochement pragmatique entre TF1 et LCI ». Pour preuve, les deux chaînes « vont pour la première fois suivre ensemble les élections américaines ». A partir du lundi 4 novembre et pendant soixante-douze heures, TF1 et LCI paviseront aux couleurs de la bannière étoilée. Outre une large couverture de l'événement dans les journaux des deux chaînes « TF1 et LCI mettront les hommes et leurs moyens en commun et feront chaîne commune entre 1 et 6 heures du matin ». Plus précisément, TF1 reprendra le signal de LCI qui aura, elle, « commencé plus tôt, à 21 heures ». Selon Jean-Claude Dassier, cette opération est « l'optimum de ce que LCI et TF1 peuvent faire dans la mise en commun des hommes et des moyens ».

Cette expérience de « chaîne commune » devrait être renouvelée le 23 novembre, à l'occasion du transfert des cendres d'André

Malraux au Panthéon. Seule différence, pour cette « opération réciproque », cette fois c'est LCI qui reprendra le signal de TF1. Cette volonté « d'optimiser les moyens des deux chaînes » montre que l'heure est plus que jamais aux économies sur LCI. La chaîne info, distribuée sur le câble et diffusée au sein de Canalsatellite, revendique 1,380 million d'abonnés. Trop peu encore pour rentabiliser une chaîne qui enregistre un déficit annuel de 89 millions. Un résultat toutefois « parfaitement en phase avec les prévisions. Même un peu meilleur ! », reconnaît Jean-Claude Dassier qui prévoit « l'équilibre dans cinq ans ».

Ce pronostic positif intègre sans doute une prochaine diffusion de LCI dans TPS. Pour l'instant, le patron de la chaîne info s'abrite derrière « le respect des contrats ». Il assure que TF1 et Canal Plus n'ont pas encore engagé de négociations. Pour espérer de futurs bénéfices, Jean-Claude Dassier table aussi sur une présence « à l'international de LCI ». Selon lui, « LCI pourrait être à la base d'un projet de CNN à la française. « J'ai été flatté que le gouvernement réfléchisse avec nous pour faire une chaîne qui soit la voix de la France », précise Jean-Claude Dassier. D'après lui, « il suffirait d'aménager un peu La Chaîne info. Mais aujourd'hui, LCI avec un certain nombre de fenêtres sur la situation française pourrait déjà fonctionner ».

Guy Duthell

## Diminution des aides à la presse

Les éditeurs de journaux protestent contre cette baisse du concours de l'Etat et s'inquiètent de l'augmentation de la publicité à la télévision

LE SÉNATEUR Jean Cluzel (Union centriste) prône une nouvelle « année difficile pour la presse » en 1997, tandis que de nombreux éditeurs protestent déjà contre la baisse des aides qui leur sont accordées. Pour le vice-président de la commission des finances du Sénat, auteur de nombreux rapports sur les médias, la presse subit deux coups durs : la baisse des aides directes et l'augmentation des recettes publicitaires de la télévision.

Selon Jean Cluzel, « les problèmes n'ont jamais été aussi inquiétants du point de vue financier ». Il juge que les aides directes connaissent « des évolutions irritantes ». La baisse des apports de l'Etat est de 13 %, passant de 367,6 à 320,1 millions de francs. Cette diminution affecte principalement les journaux à faibles ressources publicitaires, dont le fonds d'aide passe de 27,3 à 21,3 millions de francs. Le sénateur s'inquiète aussi de la baisse de 50 % du fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger, qui s'établit en 1997 à 18,5 millions. Le fonds d'aide à la presse régionale perd aussi 15 %, de 5 à 4,25 millions de francs.

Le gouvernement a toutefois mis en place une aide au multimédia de 20 millions de francs et une aide au portage de la presse de 15 millions. Le sénateur se demande s'il est bon de « réduire les aides traditionnelles pour en financer de nouvelles ». M. Cluzel regrette également la réduction des abonnements de l'Etat à l'Agence

France-Presse (AFP), qui « pourrait handicaper la mise en œuvre du plan de réorganisation et de modernisation ».

Jean Cluzel s'inquiète aussi « des transferts de plus en plus importants de ressources publicitaires de la presse à l'audiovisuel ». La possibilité accordée par le CSA pour TF1 de porter à six minutes la coupure publicitaire pendant les films va permettre à la chaîne d'augmenter ses recettes. La baisse des concours budgétaires de l'audiovisuel public de 1,8 à 1,1 milliard de francs « va contraindre les chaînes dépendantes des subventions à faire appel pour équilibrer leur budget de façon plus importante à la publicité ».

### AVIS DE TEMPERATURE

Le budget publicitaire de France Télévision va ainsi passer de 3,2 à 4,1 milliards de francs. « Il n'est pas contestable, note M. Cluzel, qu'une partie - non chiffrable actuellement - de cette ponction publicitaire de la télévision publique et privée s'effectuera au détriment de la presse ». Le député UDF Ladislav Poniatowski a annoncé son intention de déposer un amendement pour créer un fonds de soutien à la presse quotidienne nationale, qui serait financé par un prélèvement de 1,5 % sur les chiffres d'affaires publicitaires des chaînes de télévision.

La baisse des aides à la presse suscite de vives protestations parmi les professionnels. Bernard Porte, président du directoire de Bayard-Presse et président de la Fédération nationale de la presse

française, s'en est inquiété dans un éditorial de La Croix du 24 octobre. C'est « un avis de tempête qui fait aujourd'hui souffler le dernier des projets gouvernementaux sur le régime économique de la presse », s'indigne Bernard Porte.

Rappelant « la remise en cause de l'abattement fiscal de 30 % consenti aux journalistes », Bernard Porte met en garde contre « toute autre concession » qui « hypothéquerait les chances de survie d'une grande partie des journaux ». « Personne, souligne-t-il, n'a intérêt à voir se réaliser ce scénario catastrophe ».

Le président du Syndicat de la presse quotidienne régionale, Jacques Saint-Cricq, souligne dans une lettre au premier ministre que « les crédits prévus au titre des aides à la presse dans le projet de loi de finances pour 1997 provoquent une totale incompréhension des éditeurs de la presse régionale ». Le SPQR demande au premier ministre de « bien vouloir étudier dans un esprit plus constructif des aides nouvelles susceptibles de compenser les conséquences dramatiques des mesures déjà prises ». Le SPQR demande également de « reporter à une période plus propice la suppression des abattements spécifiques » pour les journalistes et les ouvriers de la presse. Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, a évoqué l'idée d'une « table ronde sur les aides à la presse » (Le Monde du 18 octobre).

Alain Salles

### TF1

12.50 A vrai dire. Magazine.  
13.00 Journal, Météo.  
13.35 Femmes. Magazine.  
13.40 Les Feux de l'amour. Feuilleton.  
14.35 Dallas. Feuilleton.  
15.30 Hôtel. Série.  
16.20 Des copains en or. Jeu.  
16.35 Club Dorothée. Magazine.  
17.35 Karine et Arhi. Série.  
18.10 Le Rebelle. Série.  
18.20 L'Or à l'appel. Jeu.  
19.50 et 20.45 Météo.  
20.00 Journal.

**COMBIEN CA COÛTE ?**  
Magazine présenté par Jean-Pierre Pernaut.  
Invité : Smail.  
Les jeux : Les gagnants de jeux par correspondance, attention, arnaques ! Une tournée au Millionnaire (125 min). 41974638

**L'APPEL DE LA COUETTE**  
Diversité (90 min). 893306  
Ce soir Nagui reçoit Nicole Caillan, Sylvie Vartan, Jean-Marie Bigard, Bernard Loiseau, Pascal Obispo pour passer en revue leur actualité.  
0.45 et 1.45, 2.25, 3.00, 4.05 TF 1 nuit.  
0.53 7 sur 7.  
Invités : George Soros, Jacques Attali (rediff.).  
1.55 Cas de divorce. Série. Valence contre Valence 2.35 et 4.15, 5.00 Histoire naturelle, 5.40 Le Vignoble des maudits. Série [25] (rediff.). 4.45 Histoire. Concert (15 min).

### Les soirées sur le câble et le satellite

**TV 5**  
20.00 Thalassa (France 3 du 1/11/96)  
21.00 Enjeux - Le point.  
21.55 Météo  
des cinq continents.  
22.00 Journal (France 2).  
22.35 Questions pour un champion (France 3 du 22/10/96)  
0.00 Concert : Festival franco-ontarien (30 min).

**Planète**  
19.40 C'était hier. (4/11) La bombe ou la vie.  
20.35 Rambla.  
21.30 Chargée de famille.  
22.55 Bagdad.

### France 2

12.20 Pyramide. Jeu.  
12.55 et 13.40 Météo.  
13.00 Journal.  
13.35 Secret de chef. Invité : Gérard Rinaldi.  
13.45 INC. Magazine.  
13.55 Derrick. Série.  
15.00 Le Renard. Série.  
16.05 et 5.15 La Chaine aux chansons. [1/8] Les 30 ans de chansons de G. Lemaire.  
16.55 Des chiffres et des lettres.  
17.25 Sauvés par le gong : La nouvelle classe.  
17.55 Hartley, cours à vie.  
18.45 Qui est qui ? Jeu.  
19.15 Bonne nuit les petits.  
19.25 et 1.35 Studio Gabriel.  
Invité : Jean-Marie Bigard.  
20.00 Journal, A cheval, Météo.

**BUFFALO GIRLS**  
Téléfilm (1/2) de Rod Hardy, avec America Huston, Melanie Griffith (95 min). 8338991  
Mulatère dans le régime du général Custer, Calamity Jane accepte de suivre Buffalo Bill dans ses aventures.

**C'EST À SUIVRE**  
Magazine présenté dans le cadre des "Journées de l'information". D.H.L. : Les arnaques. La banque des pauvres. (90 min). 75100  
0.00 Journal, Bourse, Météo.  
0.20 Le Cercle de minuit. Spécial Nouvelles Chahine. Invités : Youssef Chahine, Patrice Chéreau, André Chézy, Thierry Jousse (75 min). 8272708  
3.05 Eurocopa. Série. Chantage à 84€. 3.55 "Le complot". Les chiens du rôle. 3.50 Aux marches du palais. Sévigny. 3.55 La Compagnie. Grand moment. 4.45 Oxygène. L'écriture des eaux. 4.45 D'un soldat à l'autre. Magazine (rediff.). 30 min.

### Paris Première

20.00 et 0.05  
20 h Paris Première.  
21.00 A nos amours. Film de Maurice Pialat (1983, 100 min). 8252735  
22.40 Le J.T.S.  
23.15 Concert : Velvet Jungle Sessions : Positive Black Soul (50 min). 76039346

### France 3

12.31 Journal.  
13.31 Keno.  
13.35 Parole d'Expert ! Invité : Gérard Rinaldi.  
14.35 Meurtre au champagne. Téléfilm de Robert Lewis (95 min). 8238433  
16.10 Secrets de famille.  
16.40 Les Miniké. Série.  
17.45 Je passe à la télé.  
18.20 Questions pour un champion.  
18.45 Un livre, un jour. Éponyme en ce monde, de Kevin Cumy.  
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.08, journal régional.  
20.05 Fa si la chanter. Jeu.  
20.35 Tout le sport.

**BANCO À BANGKOK POUR OSS 117**  
Film d'André Hunebelle avec Kevin Matthews (94 min). 890029  
Aventures miteuses et « peril jeune ».  
22.45 Journal, Météo.

**LE COMÉDIEN**  
Pièce de Sacha Guitry, mise en scène d'André Blanchard avec Jean-Pierre Darras, Georges Descrières (85 min). 7341013  
Réalisation de Georges Loutch qui a effectué un découpage de cinéma sur cette célèbre pièce de Sacha Guitry.  
0.40 Libre court. Court métrage de Serge Ali Yaghi avec Muriel Amat (10 min). 890258  
0.50 Capitaine Furillo. Série. Et la suite ? 1.40 Musique. Graffiti. Jazz. Betty Carter (30 min).

### France Supervision

20.30 Cinéma. Film d'Yves Boisset (1983, 95 min). 78271182  
22.05 Cyclisme.  
22.25 Jet Star.  
23.25 C'est à dire. Invités : André Bonary, Michel Boumès.  
0.20 Concert : Les Nuits du New Morning (50 min). 72259292

**Ciné Cinéfil**  
20.30 A la Belle Frégate. Film d'Albert Valentin (1942, N., 85 min). 78235407  
21.55 L'Étranger. Film d'Anthony Asquith (1943, N., v.o., 110 min). 86631384  
23.45 La Petite Chocolatière. Film d'André Berthomieu (1949, N., 90 min). 1514907

### La Cinquième

12.00 Abou savoir. 12.30 La France aux mille villages. 12.45 Attention santé. 13.00 Les gendres vivants d'outre-mer. Lundi requins. 13.30 Demain le travail. Magazine.  
14.00 Les Tricheurs. Film de Marcel Carné avec Jacques Charrier, Pascale Petit (1958, 120 min). 489836  
16.00 Gala. 16.30 Les Forêts du monde [7/10]. 17.00 Jeunesse. 17.45 Cello. 17.30 AB. 18.00 Un monde nouveau [9/10]. 18.30 Le Monde des animaux.

**BOS ROBERTS**  
Film de Tim Robbins avec Tim Robbins, Clancio Espinoza (1992, v.o., 100 min). 170029  
Un politicien réactionnaire et sans scrupule brigue le poste de sénateur de Pennsylvanie et utilise avec démagogie sa réputation de vedette de variétés.  
22.25 Kinorama. Magazine.

**SECRET HONOR**  
Film de Robert Altman avec Philip Baker Hall (1984, v.o., 90 min). 4568181  
Doris son bureau de la Maison Blanche, Richard Nixon, président démissionnaire, vide son cœur devant un magnétophone, filme par une caméra vidéo.  
0.00 Court-circuit. Un jeu sans règles, court métrage néo-zélandais de Scott Reynolds, avec Marton Csokas, Danielle Connack (1995, v.o., 16 min). 894888  
0.35 Les Jeux de la comtesse. Dolingen de Gratz. Film de Catherine Binet avec Carol Kane (1982, rediff., 106 min). 1923498

### Ciné Cinémas

20.30 Les Gens de la rizière. Film de Kobby Park (1992, v.o., 75 min). 16852520  
22.35 La Fille sur la balançoire. Film de Richard Fleischer (1955, v.o., 110 min). 81807742  
0.25 Dans la soirée. Film de Francesca Archibugi (1990, 55 min). 55303583

**Série Club**  
20.45 L'Homme du Picardie. 21.40 et 0.45 Espionne et tals-toi. Bédoine, bedouine. 22.30 Sherlock Holmes. La huitième marche. 23.00 Commando Garrison. Course au piège.

### M 6

12.25 Les Routes du paradis. 12.35 Le Bluffeur. Téléfilm de James Sawdith, avec Dennis Weaver, Janet Carroll (195 min). 1038029  
Un contremaître est licencié pour illettrisme. Au chômage, ce père de famille décide d'apprendre à lire.  
15.10 Drôles de dames. Série. Mais qui a dit ça ? 16.45 Télé casting. Magazine. 17.05 et 2.35 Faîtes comme chez vous. Invitée : Diane Tell. 18.00 Space 2063. Série. 18.55 Highlander. Série. Amour à mort. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Une nouvelle d'entraide. 20.35 Ciné 6. Magazine.

**BRANNIGAN**  
Film de Douglas Hickox, avec John Wayne (1975, 120 min). 892028  
A voir pour John Wayne en forcené et en héros pour une étonnante poursuite dans les rues de Londres.

**LE PIÈGE DU DÉSIR**  
Téléfilm de Craig Laffitt, avec Harry Hamlin (90 min). 5804902  
Un avocat reprend une affaire laissée en suspens après la mort de son associé dans un accident de voiture.  
0.30 Cinéma pub (rediff.). 1.00 Jazzy 6. Magazine. Spécial Ray Barretto New World Spirit (50 min). 7822881  
1.35 Best of France Gall. Sélection de clips de France Gall. 3.45 Fréquentation. Magazine. Invité : France Gall (rediff.). 4.40 L'As aux plongeurs. Documentaire. 5.05 Les Derniers Plongeurs d'épaves. Documentaire. 5.40 Turbo. Magazine (rediff., 20 min).

### Canal Jimmy

20.30 Souvenir - Top à Michel Fugain.  
21.35 New York Police Blues. L'entremette.  
22.20 Chronique de la combine.  
22.25 New York 1997. Film de John Carpenter (1981, 100 min). 71904836  
0.05 Volo. 0.30 Concert : The Doors are Open. Enregistré au Roundhouse de Londres (Angleterre) en 1968 (55 min). 2133380

**Eurosport**  
19.00 Karting. 20.00 Speedworld. 22.00 Eurogoals. 23.00 Eurogoals. 0.00 Saut à skis (60 min).

### Canal +

► En clair jusqu'à 19.35  
12.30 La Grande Famille. La mort de Pierre Omeroy ou la fin des masques (1). Téléfilm de G. Campbell (95 min). 8688013  
15.10 Le Carnaval des tricheurs. Documentaire (rediff., 25 min). 587880  
15.35 Forrest Gump. Film de Robert Zemeckis, avec Tom Hanks (1994, 140 min). 8796487  
17.55 Flash Gordon. En clair jusqu'à 20.35  
18.35 Nulle part ailleurs. Invités : Jean-Marie Abgrail, Alexandre Boulogne, Tracy Bonham.  
20.30 Le Journal du cinéma.

**WOLF**  
Film de Mike Nichols, avec Jack Nicholson, Michelle Pfeiffer (1993, 120 min). 848818  
Une reprise, fort médiocre, du mythe du loup-garou, avec une leçon morale insipide. Jack Nicholson fait des grimaces.  
22.35 Flash d'information.

**QUARTIER LIBRE**  
24.40 75 centilitres de prière. Moyen métrage de Jacques Maillot, avec Alain Bellet (1994, 120 min). 1416287  
25.15 Corps inflammables. Moyen métrage de Jacques Maillot (1993, 39 min). 882278  
25.55 Killing Zoe. Film de Roger Avary (1993, 90 min). 8883078  
1.25 Les Millies. Le train de la liberté. Film de Sébastien Grail (1995, 107 min). 23877582

### Les films sur les chaînes européennes

**RTBF 1**  
20.10 Gaspard d'homme. Film d'Ang Lee (1993, 110 min), avec Mitchell Lichtenstein. Comédie.  
**RTL 9**  
20.30 Swing Shift. Film de Jonathan Demme (1984, 110 min), avec Goldie Hawn. Comédie.  
22.20 Il y avait tout bleu. Film de Giuseppe Tornatore (1989, 125 min), avec Marcello Mastroianni. Comédie dramatique.  
0.40 Les Dragons. Film de Jean-Pierre Mocky (1959, 75 min). Comédie.  
**TMC**  
20.35 L'Atlantide. Film d'Edgar G. Unger (1961, 95 min), avec Jean-Louis Trintignant. Aventures.  
22.35 La Bête de guerre. Film de Kevin Reynolds (1987, 105 min). Guerre.

**AUDIOVISUEL** : l'offre de reprise de la Société française de production (SFP) par Havas et la Générale des eaux serait, sous sa forme actuelle, considérée comme « irrecevable » par le ministère de l'économie et des finances en raison des conditions préférentielles et suspensives posées par les deux repreneurs potentiels au rachat effectif du groupe. Les deux repreneurs préciseraient dans ces clauses que le rachat ne pourrait être effectué qu'après une sortie de la convention collective et une renégociation du régime indemnitaire des salariés. Le dossier de reprise du tandem Havas-CGE, par l'intermédiaire de leurs filiales ITI-Télé Images et la Générale d'Images, n'a toujours pas été transmis à la direction et aux élus du comité d'entreprise de la SFP.

**TELEVISION** : les personnels de La Cinquième, la SEPT-ARTE et d'ARTE-GIE ont adressé au ministre de la culture une pétition où ils estiment que « le processus de fusion décidé par le gouvernement n'aboutira pas aux économies annoncées ». Ce texte, signé par 85 % des personnels, estime que l'économie de 150 millions de francs qui résulterait d'une fusion est impossible, « sauf à remettre en question l'avenir et les missions spécifiques des deux chaînes ». Les personnels signataires « exhortent les pouvoirs exécutif et législatif à s'engager sur le maintien des budgets 1997 de La Cinquième et de la SEPT-ARTE au niveau de ceux de 1996 ».

**RADIO** : Antoine de Caunes est sur l'antenne de Fun Radio à partir du lundi 4 novembre. Tous les soirs, à 18 h 30, l'ancien animateur de Canal Plus raconte désormais sur cette musicale « jeune ». Philtre des tendances prédominantes « des groupes de rock incontrournables et des artistes majeurs », à travers une chronique intitulée « La story d'Antoine de Caunes ».

### Radio

**France-Culture**  
20.30 L'Histoire en direct. La mort de Pierre Omeroy ou la fin des masques (1). 21.30 Fiction : Mourir de rire au Grand Caigopol. Le Cultivateur de Chicago, de Gabriel Timmeroy. 22.40 Toli ovravani. La machine qui décode. Les mois de la photographie, avec Willy Ronis.  
0.05 Des jour au lendemain. Susan Sulpe (en clair de l'ouest à l'est). 0.45 Les Cinglés du Music Hall. Journée du lundi 5 avril 1945 (1). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Hong-Kong et Macao, villes frontalières (3). 1.29, La double (1). 1.51, 5.53, La question du double (1). 2.20, La question du double (2). 4.47, 4.51, comment en est-on arrivé là ? 5.53, Gaston Bachard : la rivière, 6.53, Jorge Borges.

**France-Musique**  
20.30 Concert. Saison de FUBER, Donné en direct de l'église Saint-Etienne, à Londres, par la Chorale The Sirens, dir. Harry Christophers, Ruth Bean, Carys Lane et Carolyn Sampson, voix de dessus, Sally Dunne, Rebecca Cochrane et Libby Crabtree, voix médiane, Christopher Royal, Michael Lees, Philip Newton et Andrew Giles, ténors, Neil Mackenzie, Simon Berthelme, Matthew Vine et David Roy, barytons etc. Chœurs de Tavernier, Sheppard, Talles, De Lussac, Murray, De Monte, Byrd.  
22.30 Musique phrénétique. Chœurs de Ege, Gausin.  
23.07 Entre les lignes. François Escal pour son livre Aires de l'œuvre musicale.

**Radio-Classique**  
20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Stendhal et la musique. Concerto de Pergolèse, par le Concerto Killy. Nécrologie pour le roi de Naples. Royal, Michael Lees, Philip Newton et Andrew Giles, ténors, Neil Mackenzie, Simon Berthelme, Matthew Vine et David Roy, barytons etc. Chœurs de Tavernier, Sheppard, Talles, De Lussac, Murray, De Monte, Byrd.  
22.40 Les Soirées. (Suite). Hommage à Henri Dutilleul. Œuvres de Debussy, Milhaud, Dutilleul, Stravinsky. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

**Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia »**  
■ On peut voir.  
■ Ne pas manquer.  
■ Chef-d'œuvre ou classique.  
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

### et le satellite

**Paris Première**  
20.00 et 0.05  
20 h Paris Première.  
21.00 A nos amours. Film de Maurice Pialat (1983, 100 min). 8252735  
22.40 Le J.T.S.  
23.15 Concert : Velvet Jungle Sessions : Positive Black Soul (50 min). 76039346



# Le « 19-20 » de France 3 fête ses dix ans

La tranche information de début de soirée est aujourd'hui un des fleurons de la chaîne. Un pari réussi qui bouscule les « grands-messes » de TF 1 et France 2

QUE RESTE-T-IL de nos 20 heures ? La question se pose aujourd'hui lorsqu'on observe l'insolent succès d'audience du « 19-20 » de France 3, qui fête ses dix ans en direct de la tour Eiffel, mercredi 6 novembre. Créé le 6 mai 1986 à l'initiative de Jeanne Langlois Glandier, alors PDG de FR 3, le premier « 19-20 », présenté par Henri Samier et Gislaine Othenheimer, était un défi aux habitudes et un pari très ambitieux.

Face à la toute-puissance des deux « grands-messes » du 20 heures sur TF 1 et Antenne 2, il ne restait guère d'espace pour un journal complet regroupant des informations locales, régionales et nationales. D'autant plus que, depuis des années, l'information régionale de FR 3 travaillait comme un boulet sa mauvaise réputation de « télé-préfect » et que les informations nationales n'étaient guère reconnues pour leur fiabilité. Certains journalistes de France 3 se souvenaient encore de journaux où la présentatrice attribuait à « Henri Batasuna » les attentats au Pays basque et annonçait la remise de l'Étoile de France à l'acteur Liza Minnelli. Mais, ce temps-là est bien révolu.

En dix ans, le « 19-20 » s'est affirmé comme un des plus beaux fleurons de la chaîne. Il est même devenu une référence et un lieu de passage obligé pour les hommes politiques – ainsi Alain Juppé, il y a deux semaines – soucieux de s'adresser à la « France profonde ». Même si la tentation



reste encore très forte, les élus locaux ont en grande partie cessé de considérer les bureaux régionaux de France 3 comme des journaux de propagande. Seul Alain Carignon, ancien maire de Grenoble aujourd'hui en prison, a réussi à faire nommer en 1994 un de ses fidèles à la direction régionale de France 3 Rhône-Alpes Auvergne pour calmer la « curiosité » de quelques journalistes sur les scandales de la ville.

Malgré la valse des dirigeants du service public, le « 19-20 » n'a jamais été remis en cause. « C'est assez rare dans l'audiovisuel public et cela explique en partie notre succès », note Henri Fais, le directeur du dé-

veloppement régional. Outre cette stabilité, le « 19-20 » a évolué dans la cohérence et non pas dans le bouversement. Avec vingt-quatre bureaux régionaux d'information (BRI) qui s'appuient sur cinquante-six bureaux permanents et près de neuf cent cinquante journalistes, France 3 dispose de la plus grosse rédaction de France et d'un formidable maillage d'informations à travers tout l'Hexagone. L'agence d'images Info Vidéo 3, outil de coordination de toutes les rédactions, gère et distribue en France et dans le monde les reportages et magazines produits par les rédactions.

Si le succès du « 19-20 » s'explique par la proximité de ses informations, il épouse également les changements sociologiques des années 90. « La flexibilité des horaires de travail est un facteur déterminant dans le succès du « 19-20 » et de France 3 en général », souligne Robert Rochefort, le directeur du Credo. Avec l'arrivée de chaînes tout info, le changement d'horaires a bousculé le rendez-vous institutionnel du « 20 heures » tout en laissant une fenêtre ouverte à la spécificité du « 19-20 ». Le grand succès de France 3 est d'être fabriqué sur un terrain qui n'est pas forcément celui du téléspectateur. »

Fort de cette réussite, France 3 a créé il y a deux ans le « 12-13 » sur le modèle du « 19-20 » et s'apprête à lancer en janvier 1997 un nouveau magazine économique et social de toutes les rédactions.

Daniel Pseny

## Mimi

par Agathe Logeart

PRENEZ une maison. Dans la maison, mettez une femme. Autour de la femme, mettez des enfants. Il y aurait une toile cirée rouge sur la table. Et des crêpes au dessert. Et des jouets dans le jardin, et des écorchures aux genoux, et des couettes sur les lits, et des devoirs à faire et des bains à prendre, et des haricots à écosser. Ce serait une maison, donc, avec une femme et des enfants. La femme serait toujours la même, mais les enfants seraient différents. Ils viendraient, et puis, un jour, ils repartiraient, quand vivre avec la femme leur paraîtrait un peu répugnant, quand ils seraient devenus assez grands pour vivre tout seuls ou quand leurs vrais parents, enfin, seraient prêts à les reprendre. Alors, ils quitteraient la femme.

D'habitude, ils l'appellent « Mimi ». Il leur faut du temps pour mettre leurs bras autour de son cou. Mais ils n'ont pas vraiment le choix : Mimi est leur port d'attache, quand toutes les autres bouées sont parties à la dérive. Quand le père, la mère sont « dé-faillants », détenus, malades, alcooliques, incapables de s'occuper d'eux-mêmes, et donc de ces enfants qui doivent pousser sans eux. En ce moment, chez Mimi, il y a Benjamin, Julien, Benoît et Pauline, quatre frères et sœurs « placés » chez cette « mère-SOS », dont l'existence permet de ne pas séparer la nichée. De temps en temps, ils ont des nouvelles de leurs vrais parents. Ce sont des bouts de lettres qui disent qu'on se verra plus tard peut-être, et qu'il demandent de la compréhension. Ou

des coups de téléphone dans le vide : invité, le père ne viendra pas pour la fête des pères. D'ailleurs, il ne vient jamais. Il a d'autres enfants, ailleurs, et il n'a pas beaucoup de temps, il faut le comprendre. La prochaine fois, il faudrait prévenir plus tôt, on verra ce que l'on pourra faire. Il y a celui qui dit que sa mère est malade dans sa tête, et qu'il est « contrarié » quand il pense à elle. Et celui qui se souvient que, quand il était petit, tout ce qu'il avait, c'est qu'il avait peur. Et celle qui ne sait plus à quand remonte sa dernière rencontre avec sa mère, mais, en cherchant bien, on doit pouvoir retrouver la date « dans le dossier ».

Il ne faut pas que Mimi oublie qu'un jour les enfants vont partir. D'autres viendront. Ils resteront là des années, souvent. On se reverra. Quelques-uns disparaîtront dans la nature. Ils hantent les nuits de Mimi, qui ne pense pas qu'une « mère-SOS » puisse être épanouie. Elle est une pause dans la vie de ces enfants des autres. Elle est le tuteur qui leur permet de grandir le long d'un mur craquelé. Elle est la pluie quand il fait trop sec. Elle n'est pas magique : elle est juste là quand les autres font défaut, et s'efface quand l'heure est venue. Elle a une fille bien à elle, qui a partagé ces enfances venues d'ailleurs et fait voler les cerfs-volants des petits de passage quand ils n'arrivaient pas à les faire décoller.

C'est une pépite, ce documentaire de France 2. Une fleur que l'on prend dans ses doigts, en n'ayant pas envie qu'elle se fane.

### TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.  
13.00 Journal. Météo.  
13.35 Femmes. Magazine.  
13.40 Les Feux de l'amour.  
14.35 Dailies.  
14.40 Roulottes.  
14.45 Carot rap.  
15.30 Hôtel. Série.  
16.00 Garder le silence.  
16.25 Une famille en or.  
16.55 Club Dorothée.  
17.35 Karine et Azi.  
18.10 Le Rebelle.  
18.15 Le Croustillant.  
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.  
19.50 et 20.45 Météo.  
20.00 Journal. Tercé.

### 20.50

**LA FILLE DE D'ARTAGNAN**  
Film de Bertrand Tavernier  
avec Sophie Marceau  
(1994, 132 min).  
La fille du célèbre mousquetaire, persuadée qu'un complot se tramait contre le roi, se lance à l'aventure.

### 23.05

**LE MONDE DE LÉA**  
Maurice Pialat  
(1984, 110 min).  
0.55 et 1.35, 2.45, 3.50, 4.50 TF 1 nuit.  
1.05 Reportages.  
Documentaire.  
Les enfants du royaume, d'Henri Chambon (rediff., 30 min).  
0.55-0.58-0.59-0.60-0.61-0.62-0.63-0.64-0.65-0.66-0.67-0.68-0.69-0.70-0.71-0.72-0.73-0.74-0.75-0.76-0.77-0.78-0.79-0.80-0.81-0.82-0.83-0.84-0.85-0.86-0.87-0.88-0.89-0.90-0.91-0.92-0.93-0.94-0.95-0.96-0.97-0.98-0.99-1.00-1.01-1.02-1.03-1.04-1.05-1.06-1.07-1.08-1.09-1.10-1.11-1.12-1.13-1.14-1.15-1.16-1.17-1.18-1.19-1.20-1.21-1.22-1.23-1.24-1.25-1.26-1.27-1.28-1.29-1.30-1.31-1.32-1.33-1.34-1.35-1.36-1.37-1.38-1.39-1.40-1.41-1.42-1.43-1.44-1.45-1.46-1.47-1.48-1.49-1.50-1.51-1.52-1.53-1.54-1.55-1.56-1.57-1.58-1.59-1.60-1.61-1.62-1.63-1.64-1.65-1.66-1.67-1.68-1.69-1.70-1.71-1.72-1.73-1.74-1.75-1.76-1.77-1.78-1.79-1.80-1.81-1.82-1.83-1.84-1.85-1.86-1.87-1.88-1.89-1.90-1.91-1.92-1.93-1.94-1.95-1.96-1.97-1.98-1.99-2.00-2.01-2.02-2.03-2.04-2.05-2.06-2.07-2.08-2.09-2.10-2.11-2.12-2.13-2.14-2.15-2.16-2.17-2.18-2.19-2.20-2.21-2.22-2.23-2.24-2.25-2.26-2.27-2.28-2.29-2.30-2.31-2.32-2.33-2.34-2.35-2.36-2.37-2.38-2.39-2.40-2.41-2.42-2.43-2.44-2.45-2.46-2.47-2.48-2.49-2.50-2.51-2.52-2.53-2.54-2.55-2.56-2.57-2.58-2.59-2.60-2.61-2.62-2.63-2.64-2.65-2.66-2.67-2.68-2.69-2.70-2.71-2.72-2.73-2.74-2.75-2.76-2.77-2.78-2.79-2.80-2.81-2.82-2.83-2.84-2.85-2.86-2.87-2.88-2.89-2.90-2.91-2.92-2.93-2.94-2.95-2.96-2.97-2.98-2.99-3.00-3.01-3.02-3.03-3.04-3.05-3.06-3.07-3.08-3.09-3.10-3.11-3.12-3.13-3.14-3.15-3.16-3.17-3.18-3.19-3.20-3.21-3.22-3.23-3.24-3.25-3.26-3.27-3.28-3.29-3.30-3.31-3.32-3.33-3.34-3.35-3.36-3.37-3.38-3.39-3.40-3.41-3.42-3.43-3.44-3.45-3.46-3.47-3.48-3.49-3.50-3.51-3.52-3.53-3.54-3.55-3.56-3.57-3.58-3.59-3.60-3.61-3.62-3.63-3.64-3.65-3.66-3.67-3.68-3.69-3.70-3.71-3.72-3.73-3.74-3.75-3.76-3.77-3.78-3.79-3.80-3.81-3.82-3.83-3.84-3.85-3.86-3.87-3.88-3.89-3.90-3.91-3.92-3.93-3.94-3.95-3.96-3.97-3.98-3.99-4.00-4.01-4.02-4.03-4.04-4.05-4.06-4.07-4.08-4.09-4.10-4.11-4.12-4.13-4.14-4.15-4.16-4.17-4.18-4.19-4.20-4.21-4.22-4.23-4.24-4.25-4.26-4.27-4.28-4.29-4.30-4.31-4.32-4.33-4.34-4.35-4.36-4.37-4.38-4.39-4.40-4.41-4.42-4.43-4.44-4.45-4.46-4.47-4.48-4.49-4.50-4.51-4.52-4.53-4.54-4.55-4.56-4.57-4.58-4.59-4.60-4.61-4.62-4.63-4.64-4.65-4.66-4.67-4.68-4.69-4.70-4.71-4.72-4.73-4.74-4.75-4.76-4.77-4.78-4.79-4.80-4.81-4.82-4.83-4.84-4.85-4.86-4.87-4.88-4.89-4.90-4.91-4.92-4.93-4.94-4.95-4.96-4.97-4.98-4.99-5.00-5.01-5.02-5.03-5.04-5.05-5.06-5.07-5.08-5.09-5.10-5.11-5.12-5.13-5.14-5.15-5.16-5.17-5.18-5.19-5.20-5.21-5.22-5.23-5.24-5.25-5.26-5.27-5.28-5.29-5.30-5.31-5.32-5.33-5.34-5.35-5.36-5.37-5.38-5.39-5.40-5.41-5.42-5.43-5.44-5.45-5.46-5.47-5.48-5.49-5.50-5.51-5.52-5.53-5.54-5.55-5.56-5.57-5.58-5.59-5.60-5.61-5.62-5.63-5.64-5.65-5.66-5.67-5.68-5.69-5.70-5.71-5.72-5.73-5.74-5.75-5.76-5.77-5.78-5.79-5.80-5.81-5.82-5.83-5.84-5.85-5.86-5.87-5.88-5.89-5.90-5.91-5.92-5.93-5.94-5.95-5.96-5.97-5.98-5.99-6.00-6.01-6.02-6.03-6.04-6.05-6.06-6.07-6.08-6.09-6.10-6.11-6.12-6.13-6.14-6.15-6.16-6.17-6.18-6.19-6.20-6.21-6.22-6.23-6.24-6.25-6.26-6.27-6.28-6.29-6.30-6.31-6.32-6.33-6.34-6.35-6.36-6.37-6.38-6.39-6.40-6.41-6.42-6.43-6.44-6.45-6.46-6.47-6.48-6.49-6.50-6.51-6.52-6.53-6.54-6.55-6.56-6.57-6.58-6.59-6.60-6.61-6.62-6.63-6.64-6.65-6.66-6.67-6.68-6.69-6.70-6.71-6.72-6.73-6.74-6.75-6.76-6.77-6.78-6.79-6.80-6.81-6.82-6.83-6.84-6.85-6.86-6.87-6.88-6.89-6.90-6.91-6.92-6.93-6.94-6.95-6.96-6.97-6.98-6.99-7.00-7.01-7.02-7.03-7.04-7.05-7.06-7.07-7.08-7.09-7.10-7.11-7.12-7.13-7.14-7.15-7.16-7.17-7.18-7.19-7.20-7.21-7.22-7.23-7.24-7.25-7.26-7.27-7.28-7.29-7.30-7.31-7.32-7.33-7.34-7.35-7.36-7.37-7.38-7.39-7.40-7.41-7.42-7.43-7.44-7.45-7.46-7.47-7.48-7.49-7.50-7.51-7.52-7.53-7.54-7.55-7.56-7.57-7.58-7.59-7.60-7.61-7.62-7.63-7.64-7.65-7.66-7.67-7.68-7.69-7.70-7.71-7.72-7.73-7.74-7.75-7.76-7.77-7.78-7.79-7.80-7.81-7.82-7.83-7.84-7.85-7.86-7.87-7.88-7.89-7.90-7.91-7.92-7.93-7.94-7.95-7.96-7.97-7.98-7.99-8.00-8.01-8.02-8.03-8.04-8.05-8.06-8.07-8.08-8.09-8.10-8.11-8.12-8.13-8.14-8.15-8.16-8.17-8.18-8.19-8.20-8.21-8.22-8.23-8.24-8.25-8.26-8.27-8.28-8.29-8.30-8.31-8.32-8.33-8.34-8.35-8.36-8.37-8.38-8.39-8.40-8.41-8.42-8.43-8.44-8.45-8.46-8.47-8.48-8.49-8.50-8.51-8.52-8.53-8.54-8.55-8.56-8.57-8.58-8.59-8.60-8.61-8.62-8.63-8.64-8.65-8.66-8.67-8.68-8.69-8.70-8.71-8.72-8.73-8.74-8.75-8.76-8.77-8.78-8.79-8.80-8.81-8.82-8.83-8.84-8.85-8.86-8.87-8.88-8.89-8.90-8.91-8.92-8.93-8.94-8.95-8.96-8.97-8.98-8.99-9.00-9.01-9.02-9.03-9.04-9.05-9.06-9.07-9.08-9.09-9.10-9.11-9.12-9.13-9.14-9.15-9.16-9.17-9.18-9.19-9.20-9.21-9.22-9.23-9.24-9.25-9.26-9.27-9.28-9.29-9.30-9.31-9.32-9.33-9.34-9.35-9.36-9.37-9.38-9.39-9.40-9.41-9.42-9.43-9.44-9.45-9.46-9.47-9.48-9.49-9.50-9.51-9.52-9.53-9.54-9.55-9.56-9.57-9.58-9.59-9.60-9.61-9.62-9.63-9.64-9.65-9.66-9.67-9.68-9.69-9.70-9.71-9.72-9.73-9.74-9.75-9.76-9.77-9.78-9.79-9.80-9.81-9.82-9.83-9.84-9.85-9.86-9.87-9.88-9.89-9.90-9.91-9.92-9.93-9.94-9.95-9.96-9.97-9.98-9.99-10.00-10.01-10.02-10.03-10.04-10.05-10.06-10.07-10.08-10.09-10.10-10.11-10.12-10.13-10.14-10.15-10.16-10.17-10.18-10.19-10.20-10.21-10.22-10.23-10.24-10.25-10.26-10.27-10.28-10.29-10.30-10.31-10.32-10.33-10.34-10.35-10.36-10.37-10.38-10.39-10.40-10.41-10.42-10.43-10.44-10.45-10.46-10.47-10.48-10.49-10.50-10.51-10.52-10.53-10.54-10.55-10.56-10.57-10.58-10.59-10.60-10.61-10.62-10.63-10.64-10.65-10.66-10.67-10.68-10.69-10.70-10.71-10.72-10.73-10.74-10.75-10.76-10.77-10.78-10.79-10.80-10.81-10.82-10.83-10.84-10.85-10.86-10.87-10.88-10.89-10.90-10.91-10.92-10.93-10.94-10.95-10.96-10.97-10.98-10.99-11.00-11.01-11.02-11.03-11.04-11.05-11.06-11.07-11.08-11.09-11.10-11.11-11.12-11.13-11.14-11.15-11.16-11.17-11.18-11.19-11.20-11.21-11.22-11.23-11.24-11.25-11.26-11.27-11.28-11.29-11.30-11.31-11.32-11.33-11.34-11.35-11.36-11.37-11.38-11.39-11.40-11.41-11.42-11.43-11.44-11.45-11.46-11.47-11.48-11.49-11.50-11.51-11.52-11.53-11.54-11.55-11.56-11.57-11.58-11.59-11.60-11.61-11.62-11.63-11.64-11.65-11.66-11.67-11.68-11.69-11.70-11.71-11.72-11.73-11.74-11.75-11.76-11.77-11.78-11.79-11.80-11.81-11.82-11.83-11.84-11.85-11.86-11.87-11.88-11.89-11.90-11.91-11.92-11.93-11.94-11.95-11.96-11.97-11.98-11.99-12.00-12.01-12.02-12.03-12.04-12.05-12.06-12.07-12.08-12.09-12.10-12.11-12.12-12.13-12.14-12.15-12.16-12.17-12.18-12.19-12.20-12.21-12.22-12.23-12.24-12.25-12.26-12.27-12.28-12.29-12.30-12.31-12.32-12.33-12.34-12.35-12.36-12.37-12.38-12.39-12.40-12.41-12.42-12.43-12.44-12.45-12.46-12.47-12.48-12.49-12.50-12.51-12.52-12.53-12.54-12.55-12.56-12.57-12.58-12.59-12.60-12.61-12.62-12.63-12.64-12.65-12.66-12.67-12.68-12.69-12.70-12.71-12.72-12.73-12.74-12.75-12.76-12.77-12.78-12.79-12.80-12.81-12.82-12.83-12.84-12.85-12.86-12.87-12.88-12.89-12.90-12.91-12.92-12.93-12.94-12.95-12.96-12.97-12.98-12.99-13.00-13.01-13.02-13.03-13.04-13.05-13.06-13.07-13.08-13.09-13.10-13.11-13.12-13.13-13.14-13.15-13.16-13.17-13.18-13.19-13.20-13.21-13.22-13.23-13.24-13.25-13.26-13.27-13.28-13.29-13.30-13.31-13.32-13.33-13.34-13.35-13.36-13.37-13.38-13.39-13.40-13.41-13.42-13.43-13.44-13.45-13.46-13.47-13.48-13.49-13.50-13.51-13.52-13.53-13.54-13.55-13.56-13.57-13.58-13.59-13.60-13.61-13.62-13.63-13.64-13.65-13.66-13.67-13.68-13.69-13.70-13.71-13.72-13.73-13.74-13.75-13.76-13.77-13.78-13.79-13.80-13.81-13.82-13.83-13.84-13.85-13.86-13.87-13.88-13.89-13.90-13.91-13.92-13.93-13.94-13.95-13.96-13.97-13.98-13.99-14.00-14.01-14.02-14.03-14.04-14.05-14.06-14.07-14.08-14.09-14.10-14.11-14.12-14.13-14.14-14.15-14.16-14.17-14.18-14.19-14.20-14.21-14.22-14.23-14.24-14.25-14.26-14.27-14.28-14.29-14.30-14.31-14.32-14.33-14.34-14.35-14.36-14.37-14.38-14.39-14.40-14.41-14.42-14.43-14.44-14.45-14.46-14.47-14.48-14.49-14.50-14.51-14.52-14.53-14.54-14.55-14.56-14.57-14.58-14.59-14.60-14.61-14.62-14.63-14.64-14.65-14.66-14.67-14.68-14.69-14.70-14.71-14.72-14.73-14.74-14.75-14.76-14.77-14.78-14.79-14.80-14.81-14.82-14.83-14.84-14.85-14.86-14.87-14.88-14.89-14.90-14.91-14.92-14.93-14.94-14.95-14.96-14.97-14.98-14.99-15.00-15.01-15.02-15.03-15.04-15.05-15.06-15.07-15.08-15.09-15.10-15.11-15.12-15.13-15.14-15.15-15.16-15.17-15.18-15.19-15.20-15.21-15.22-15.23-15.24-15.25-15.26-15.27-15.28-15.29-15.30-15.31-15.32-15.33-15.34-15.35-15.36-15.37-15.38-15.39-15.40-15.41-15.42-15.43-15.44-15.45-15.46-15.47-15.48-15.49-15.50-15.51-15.52-15.53-15.54-15.55-15.56-15.57-15.58-15.59-15.60-15.61-15.62-15.63-15.64-15.65-15.66-15.67-15.68-15.69-15.70-15.71-15.72-15.73-15.74-15.75-15.76-15.77-15.78-15.79-15.80-15.81-15.82-15.83-15.84-15.85-15.86-15.87-15.88-15.89-15.90-15.91-15.92-15.93-15.94-15.95-15.96-15.97-15.98-15.99-16.00-16.01-16.02-16.03-16.04-16.05-16.06-16.07-16.08-16.09-16.10-16.11-16.12-16.13-16.14-16.15-16.16-16.17-16.18-16.19-16.20-16.21-16.22-16.23-16.24-16.25-16.26-16.27-16.28-16.29-16.30-16.31-16.32-16.33-16.34-16.35-16.36-16.37-16.38-16.39-16.40-16.41-16.42-16.43-16.44-16.45-16.46-16.47-16.48-16.49-16.50-16.51-16.52-16.53-16.54-16.55-16.56-16.57-16.58-16.59-16.60-16.61-16.62-16.63-16.64-16.65-16.66-16.67-16.68-16.69-16.70-16.71-16.72-16.73-16.74-16.75-16.76-16.77-16.78-16.79-16.80-16.81-16.82-16.83-16.84-16.85-16.86-16.87-16.88-16.89-16.90-16.91-16.92-16.93-16.94-16.95-16.96-16.97-16.98-16.99-17.00-17.01-17.02-17.03-17.04-17.05-17.06-17.07-17.08-17.09-17.10-17.11-17.12-17.13-17.14-17.15-17.16-17.17-17.18-17.19-17.20-17.21-17.22-17.23-17.24-17.25-17.26-17.27-17.28-17.29-17.30-17.31-17.32-17.33-17.



## Papa Bok

par Pierre Georges

LES TIRANT d'une bonbonnière posée sur un meuble en simili Empire du palais de Berengo. Sa Majesté Bokassa I<sup>er</sup> avait coutume d'offrir aux visiteurs de marque d'étranges triandises : des petits diamants sans grande valeur, comme les berlingots de la couronne.

Jean-Bedel Bokassa est mort dimanche soir à Bangui. Fin d'une tragi-comédie plus sanglante que bouffonne, d'un de ces parcours qui lugeraient ceux qui le peinent que celui qui l'empêche. L'histoire, la petite, aura voulu que celui qui vécut, un moment, en tyran charmant et alcoolique finisse en rectus mystique et défilant. Bien après la chute de l'empire, l'empereur épousait les stocks de papier à lettres de la cour impériale, frappé d'un soleil et d'un aigle d'or sous frise de laurier. Il y signait ses envois d'un quadruple titre « Sa Majesté Bokassa I<sup>er</sup>, Empereur de Centrafrique, Maréchal de Centrafrique, Apôtre de la Paix, Serviteur de Christ Dieu ».

C'est dire l'immensité de son remède. Ou de son délire. Il appelait de Gaulle « papa », Valéry Giscard d'Estaing « cher frère » et Amin Dada « cher cousin ». Il admirait Napoléon I<sup>er</sup> et, ayant fait ses humanités chez les bons pères missionnaires, se trouvait une sorte de vocation à devenir aussi Charlemagne au cœur de l'Afrique.

Si folle des grandeurs il y eut chez celui que de Gaulle appela le « soudard », elle fut d'importation, nettement inspirée et encouragée. Rien de ce que fut Jean-Bedel Bokassa ne se fit que la France ne l'autorisât, par calcul, nécessité ou faiblesse.

Il prit le pouvoir, une nuit de la Saint-Sylvestre, en 1965, qu'il fit président à vie et maréchal de même. Et il prit la couronne en décembre comme de juste, pas le 2 à

la manière de Napoléon I<sup>er</sup>, mais le 4 décembre 1977, dans un sacre façon Théâtre du Châtelet revisité Bangui. Ce jour-là, la France participa beaucoup, fournissant tout, l'argent, la couronne, le sceptre, le trône, la claque et même le carrosse impérial, tiré par des chevaux de Normandie peints en or gris.

Elle fournit même sa bénédiction à ce simulacre de sacre. Bokassa, empereur, l'impératrice Catherine et leur progéniture salués, dans le stade impérial, par le représentant du gouvernement français, Alain Peyrefitte, et par quelques têtes couronnées. Le pape, lui, avait refusé de se prêter à la mascarade et au Te Deum qui s'ensuivit en la cathédrale.

Épisode pitoyable que la France, dans une approche curieuse de son devoir de coopération, encouragea et couvrit. Mieux valait à ses yeux un Bokassa empereur, ex-soldat du 2<sup>e</sup> régiment de marche de la France libre et capitaine en Indochine, que tout autre Centrafricain, susceptible a priori d'accomplir progressisme.

Et puis l'empereur devint encombrant, avec son manteau d'hermine taché de sang. Sa Majesté Bokassa I<sup>er</sup> commit, après, ce qu'elle avait commis avant, des crimes de sang. Bastonnades à mort d'enfants, rumeurs d'anthropophagie, l'empereur, devenu « l'Ogre de Berengo », n'était plus fréquentable. Il fut déposé par la France, opération « Bastracuda », jugé et condamné dans un procès sous cette surveillance française.

« Papa Bok », l'homme aux cinquante-cinq enfants, converti à l'islam un jour, serviteur de Christ Dieu l'autre, est mort à Bangui. A quelques centaines de mètres et à un fleuve du Zaïre, autre histoire tragique d'un autre grand ami de la Belgique et de la France, le maréchal Mobutu.

## Alain Griotteray suggère de nouvelles économies aux chaînes de télévision du service public

Le rapport recommande un désengagement du bouquet numérique TPS

MISE EN CONCURRENCE de Télédiffusion de France (TDF), révision de la convention collective régissant les statuts des personnels de l'audiovisuel public, modification de l'état d'esprit de « certains » dirigeants de la radio et de la télévision : le rapport que devait présenter Alain Griotteray (UDF, Val-de-Marne) à l'Assemblée nationale, lundi 4 novembre, se situe dans le droit fil d'un projet de budget 1997 pour l'audiovisuel qui « constituera bien une rupture par rapport aux années précédentes ».

En effet, le montant des économies demandées aux stations de service public - 544,4 millions de francs, sur un budget total de 17 milliards - devront être « consolidés » par le traitement de « problèmes de fond ». Ainsi, le monopole de TDF, garanti par la loi du 30 septembre 1986, devrait être réexaminé à la faveur d'une nouvelle disposition législative, « seule

la pression d'une vraie concurrence » pouvant permettre des gains de productivité dans le domaine de la diffusion des chaînes. Quant à la maîtrise des dépenses de personnel, dont les deux rapporteurs signaient au passage le nombre (en 1995, les effectifs permanents de France 2, soit 1327 personnes, sont supérieurs de 90 à ceux de TF 1), elle devrait être améliorée.

Tout en dénonçant l'accord très « social » de la direction générale de la chaîne qui, en 1992, a fait glisser un nombre important de personnes au statut cadres, les deux députés suggèrent de « stimuler » le collège des employeurs des chaînes de service public afin qu'il « renvoie l'essentiel des dispositions de la convention collective à des accords d'entreprise ».

En matière d'économies toujours, la fusion Arte-La Cinquième doit se faire de façon équilibrée,

l'actuelle « répartition des économies liées à la fusion apparaissant comme contestable ». C'est la raison pour laquelle M. Griotteray a fait présenter un amendement demandant La Cinquième - qui est « conforme à sa mission et a fait preuve de la qualité de sa gestion financière » - de 15 millions de francs provenant du budget d'Arte.

Les deux députés évoquent aussi la privatisation de la Société française de production (SFP) en expliquant que si les trois candidats à sa reprise (Global Studios, LBO-Convoy et Havas-Générale des eaux) ne paraissent pas totalement assurés dans leurs objectifs sociaux ou financiers, « la surface financière » de Havas et de la Générale « permet d'espérer que se dessine de façon plus affirmée un vrai projet d'entreprise », à condition que l'Etat assume ses responsabilités et que « les syndicats prennent conscience qu'il s'agit de l'ultime

opportunité de sauver leur entreprise ».

Enfin, M. Griotteray revient sur la gestion passée de France Télévision et sur l'affaire des « animateurs-producteurs » pour formuler des recommandations pour l'avenir. Pour lui, Jean-Pierre Elkabbach et son équipe ont commis à la fois des « erreurs de gestion » et des « choix stratégiques contestables ». « Le résultat est là : la redondance, payée par les usagers de la télévision à assurer à quelques centaines de millions de francs, des rémunérations individuelles parmi les plus élevées de France ». Il met très précisément en cause les hommes de M. Elkabbach et notamment Louis Bérigot et Patrick Clément, dont il signale que leurs indemnités de départ (entre 1 million et 1,6 million de francs) paraissent « difficiles à admettre, compte tenu des conditions de leur départ et de leur gestion ». Il fait aussi remarquer certaines indemnités substantielles comme celles versées à Dominique Cantien, directrice des variétés de France 2 de juin 1994 à avril 1995 (deux millions de francs).

Le rapport indique aussi que certains choix stratégiques peuvent être contestés. En faisant remarquer que le contrat signé entre France Télévision et le producteur américain Arnon Milchan (New Regency) relève de « l'amateurisme », M. Griotteray indique que l'intégration du service public de télévision dans le bouquet satellite TPS, dans lequel figurent aussi TF 1 et M 6 pose à la fois un problème de principe et un problème financier, la quote-part de l'audiovisuel public devant être au moins de 200 millions de francs d'ici à l'an 2000. Le député du Val-de-Marne recommande donc un désengagement accru de France Télévision de TPS, au profit de France Télécom, ce qui ne l'empêcherait pas d'éditer des chaînes thématiques qui seraient « commercialisées » auprès des divers bouquets numériques.

Yves-Marie Labé

## M. Toubon affirme que François Santoni est « activement recherché »

INVITÉ, dimanche 3 novembre, du Grand jury RTL - Le Monde, le ministre de la justice, Jacques Toubon, a notamment évoqué la situation en Corse. Interrogé sur le fait qu'il a fallu neuf mois d'enquête préliminaire avant d'ouvrir une information sur le rassemblement de quelques six cents militants du FLNC-canal historique dans la nuit du 11 au 12 janvier à Tralonca, M. Toubon a notamment affirmé : « Pour ouvrir une information judiciaire avec des chances d'être efficace (...), il fallait recueillir un ensemble de renseignements (...), j'attends que l'information judiciaire aille le plus vite possible, et jusqu'au bout, et qu'elle nous permette de déterminer un certain nombre de personnes (...) qui seront poursuivies quand on aura découvert qu'elles ont commis cette infraction. » A propos de François Santoni, le dirigeant de A Cuncoita actuellement recherché - mais qui a rencontré récemment un journaliste

de L'Est républicain puis une équipe de FR 3 -, le garde des sceaux a ajouté : « Selon la loi, il faut (...) rechercher M. Santoni - ce qui est fait - non pas pour l'arrêter, contrairement à ce que tout le monde dit, mais pour lui notifier le jugement (...) rendu contre lui par défaut (pour transport et utilisation illégitime d'arme) (...). Samedi matin, la gendarmerie est allée le chercher et ne l'a pas trouvé, mais il est activement recherché (...). Je pense que M. Santoni souhaiterait rencontrer les journalistes de L'Est républicain mais pas les gendarmes et les policiers. (...) Il est des points de rencontre plus faciles à trouver que d'autres. »

## NOUVEAUX ATTENTATS

Sur l'île, deux attentats à l'explosif ont endommagé, dans la nuit de dimanche à lundi à Lévie (Corse-du-Sud), deux véhicules appartenant à Louis-Ferdinand de Rocca-Serra, maire UDF et sénateur de Corse-du-Sud. Par ailleurs, sur le continent,

une explosion criminelle a sérieusement endommagé la poste principale d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Le palais de justice de cette ville avait déjà été la cible d'un attentat, revendiqué par le FLNC-canal historique, dans la nuit du 27 au 28 septembre. Cette nouvelle explosion a été revendiquée lundi matin par le FLNC-canal historique.

Enfin, l'Assemblée de Corse devait se prononcer lundi sur le projet de zone franche proposé par le gouvernement (Le Monde du 18 octobre). Ce projet est condamné par l'ensemble des syndicats. Une partie du patronat insulaire considère que cette zone franche ne représente pas une mesure de relance économique.

TREIZE PERSONNES ont été mises en garde à vue dans le cadre de l'affaire de la voiture piégée sur le port de Bastia le 1<sup>er</sup> juillet a-t-on appris lundi au ministère de l'Intérieur. (AFR)

## SCIENCE &amp; VIE

## Voyager dans le temps !

Aujourd'hui la réalité s'approche de la fiction avec une expérience surprenante.

## Et aussi :

- **Dyslexie :**  
Une thérapie spectaculaire
- **Avion-laser :**  
La nouvelle arme absolue
- **Consommation :**  
La génétique menace-t-elle l'alimentation ?
- **Avec La Marche du Siècle :**  
Les loups reviennent

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI

Retrouvez Science &amp; Vie sur 3615 SCV (2,23 TTC/min)

**OISE**  
1 semaine à Oxford  
Stages intensifs d'anglais pour la vie professionnelle

- Cours individuels à tous les niveaux
- Anglais spécialisé pour professionnels
- Logement en famille ou à l'hôtel
- Toutes les semaines toute l'année
- Stages d'une semaine ou plus
- Agréé pour la Formation Continue
- Aussi à Cambridge et à Dublin

Bordeaux: 05 56 55 28 12  
Lille: 03 20 40 28 38  
Lyon: 04 78 24 60 74  
Paris: 01 44 19 66 66  
21 rue Théophraste Renaudot  
75015 Paris

**RAFAL**  
Face à la gare St-Lazare

Habille les hommes

**GRANDS FORTS**

15, place du Havre  
Paris 86 - Tel 43 87 34 54

CAP 3000 - NICE  
10, av. J. Madaon

LYON - Rouy  
80 rue E. Herriot

**Paris perd du terrain**

DANS UN MARCHÉ calme, la Bourse de Paris cédait un peu de terrain lundi 4 novembre. En recul de 0,79 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 réduisait ensuite ses pertes pour afficher en milieu de journée une baisse de 0,26 %, à 2 134,98 points.

Les gestionnaires notent que le marché se contente d'expédier les affaires courantes avant les élections américaines. Si la réélection du président Bill Clinton a d'ores et déjà été anticipée, les milieux financiers s'interrogent sur l'issue

des élections au Congrès, craignant qu'elles ne donnent la majorité aux démocrates.

**VALEURS LES PLUS ACTIVES**

SÉANCE 12h30	Diff. %	Capitalisation en K€
SEANCE 12h30	échanges	
BF Aquitaine	17504	754874830
LMH Mot Vortion	5645	6682976
Exa (G&S)	10011	6634799
UAP	99399	60121630
Centromat Di (LI)	5057	4561686
Total	110419	441100510
L'Oréal	3289	4342903
Rhone-Poulenc A	34855	391103350
Alcatel Alsthom	6713	376130930
Danone	52486	3658243

**BOURSE** TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 4 novembre, à 12 h 30 (Paris)

**PERMETTRE DES PLACES ASIATIQUES**

	2046,90	-1,04	+3,83
Tokyo Nikkei	2046,90	-1,04	+3,83
Hong Kong Index	12477,60	+0,38	+25,31

**Tokyo: Nikkei sur 3 mois**

2244  
2244,90  
2244,90  
2244,90  
2244,90  
2244,90

**MARCHÉ DES CHANGES À PARIS**

DEVISES	cours BDF 31/10	% 30/10	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	337,5100	-0,22	326	390
Euro	6,4750	-0,09		
États-Unis (100 \$)	5,1065	+0,07	4,8200	5,4200
Belgique (100 F)	16,3815	-0,23	15,3600	17,3600
Pays-Bas (100 f)	301,0600	-0,16		
Italie (100 li)	3,5705	+0,24	3,1100	3,6100
Danemark (100 kr)	62,9200	-0,11	62,2500	63,2500
Irlande (100 p)	8,3235	-0,32	7,9900	8,6600
Grande-Bretagne (1 £)	8,3135	-0,28	7,8200	8,6700
Grèce (100 drach.)	2,1485	-0,27	1,9000	2,4000
Suède (100 kr)	77,8400	-0,14	72	82
Norvège (100 f)	406,1500	-0,16	394	416
Autriche (100 sch)	47,9600	-0,22	46,4000	49,5000
Espagne (100 pes.)	4,0055	-0,11	3,7200	4,3200
Portugal (100 esc.)	3,3350	-0,30	2,9500	3,6200
Canada 1 dollar ca	3,3097	+0,20	3,5000	4,1000
Japon (100 yens)	4,4932	+0,78	4,2900	4,6400

**PARITÉS DU DOLLAR 0,911**

	FRANCOFONIE	US/DM	US/¥
FRANCOFONIE	1,3516		
US/DM	0,911	1,3516	
US/¥	0,0068	160,36	1,3516

**LES TAUX DE RÉFÉRENCE**

TAUX 31/10	Taux	Taux
France	3,30	2,75%
Allemagne	3	3,5%
Grande-Bretagne	5,75	4,5%
Italie	8,05	4,3%
Japon	0,47	7,25%
États-Unis	5,15	4,5%

**MATIF**

Échéances 31/10	volume	clôture
NOTIONNEL 10 s		
Dec 96	9679	96,79
Mars 97	2454	100,25
juin 97	628	100,25
Sept 97		

Tirage du Monde daté dimanche 3-lundi 4 novembre 1996 : 532 901 exemplaires

## Seize Airbus commandés par Dubai

LA COMPAGNIE aérienne de l'émirat de Dubaï, Émirates, a annoncé lundi 4 novembre qu'elle passait une commande de 16 Airbus A330-200, assortie d'une option sur sept autres pour renouveler sa flotte aérienne composée d'Airbus et de Boeing. Airbus était en compétition avec Boeing, qui avait décroché en 1992 un contrat de deux milliards de dollars (10,2 milliards de francs) pour la vente de sept Boeing 777-200 et autant d'options. Émirates, qui appartient à l'émirat de Dubaï, a déjà pris livraison de trois 777 et attend les quatre autres en 1997.

**NOUVEAUTÉ**  
Pierre Avril et Gérard Crouzet

**La CONSTITUTION de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

La rédaction initiale  
Le texte des révisions, de 1960 à 1996  
Le texte actuellement en vigueur

Montchrestien

## l'emploi méricain pleint

10,5 millions de travailleurs dans le secteur des services

Le secteur des services est le plus dynamique de l'économie américaine. Il emploie 10,5 millions de travailleurs, soit 17,5 % de la population active. Ce secteur est le plus dynamique de l'économie américaine. Il emploie 10,5 millions de travailleurs, soit 17,5 % de la population active.

Le secteur des services est le plus dynamique de l'économie américaine. Il emploie 10,5 millions de travailleurs, soit 17,5 % de la population active.

Chassez vos experts adresses et dirige par voie d'annonce

Rejoignez-nous page IX

(NBS)



CONJONCTURE

La croissance  
plafonnera à 1,5 %  
cette année  
en Europe  
page IV

LIVRES

L'ère  
de l'immatériel  
page V

# Le Monde

## ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

MARDI 5 NOVEMBRE 1995

FORMATION

L'enseignement  
supérieur français  
s'exporte  
dans les pays  
de l'Est  
page VIII

INITIATIVES



ANNONCES

CLASSÉES

pages VI et VII  
et de la page IX  
à la page XII

# L'emploi américain à plein régime

DOSSIER

**L**e travail est mort. Les plans massifs de licenciement des grands groupes, l'émergence des « travailleurs pauvres » et quelques titres d'ouvrages académiques avaient pu, un temps, donner quelque crédit à la nouvelle, ici aux États-Unis. Aujourd'hui, à la veille de l'élection présidentielle, tout le monde se range à l'évidence : l'annonce de la mort du travail était prématurée. La machine américaine à créer des emplois fonctionne toujours à plein régime. Plus que jamais. Et, contrairement aux clichés, depuis la reprise de 1991-1992, elle ne produit pas que des « petits boulots ».

Lois s'en font. Si l'Amérique a un problème, il n'est pas là : il est plutôt dans des salaires stagnants et des inégalités de revenus croissantes.

En espérant accabler la Maison Blanche une première fois, en 1992, Bill Clinton avait promis aux Américains la création de 8 millions d'emplois. Promesse tenue et, mieux, dépassée : depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1993, le nombre de postes de travail (en poste net) aura augmenté de plus de 10,5 millions. Chaque mois, l'économie américaine a vu ses effectifs se gonfler, en moyenne, de 200 000 jobs nouveaux.

La performance est spectaculaire, et le sortant aime à la rappeler. Certains cependant, comme Lawrence Mishel, de l'Economic Policy Institute, un think tank (groupe de recherche) proche des syndicats, tempèrent l'enthousiasme du démostrate. « La machine américaine à créer des emplois tourne plus rapidement au cours des cycles précédents »,

**▼ États-Unis**  
10,5 millions de postes de travail sont nés depuis 1993. Surtout dans le secteur privé, les petites sociétés et les activités de services

explique-t-il. C'est vital. La population active occupée ne progresse plus « que » de 1 % l'an depuis 1989, contre 1,7 % entre 1979 et 1989 et 2,5 % entre 1973 et 1979. A l'instar de Marcel Kéris, de l'American Enterprise Institute, un autre think tank plus à droite celui-là, la plupart des experts estiment néanmoins que « l'Amérique connaît aujourd'hui le plein emploi, une situation quasi idéale » pour un candidat à la présidence.

Effectivement, le tableau en rendrait jaloux plus d'un. Quand Bill Clinton est arrivé à la Maison Blanche, il y avait encore plus de 9 millions de chômeurs aux États-Unis. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 6,8 millions. Dans l'intervalle, le taux de chômage est tombé de 7,4 % à 5,2 % de la population active, « le

plus bas niveau depuis vingt-cinq ans », commente Gary Burgess, de la Brookings Institution, à Washington. Celui-ci relève aussi que « avec 63,9 % des Américains de plus de seize ans au travail, l'Amérique connaît aujourd'hui le taux d'activité le plus élevé de toute son histoire ».

Des « petits boulots », précaires et mal payés, auraient-ils remplacé les emplois, stables et nobles, de la bonne vieille industrie traditionnelle ? Les ouvriers qualifiés, syndiqués et bien payés auraient-ils été remplacés par des promoteurs de petites chaînes, des livreurs de pizzas et des gardiens d'immeubles ? Au printemps dernier, deux rapports, de sensibilité politique opposée – l'un émanant des conseillers économiques de la Maison Blanche, l'autre de la NAM (National American Manufacturers), une organisation patronale – font éclater la baudouche.

Leurs conclusions, désormais acceptées par tous, vont à l'encontre des idées reçues : les nouveaux emplois ne sont pas que des jobs d'emballage de hamburgers. Selon les économistes de la Maison Blanche, plus des deux tiers des postes de travail créés correspondent à des emplois qualifiés et offrent des rémunérations supérieures à la moyenne.

Erik Loraewicz  
(envoyé spécial à Washington)  
Lire la suite page II

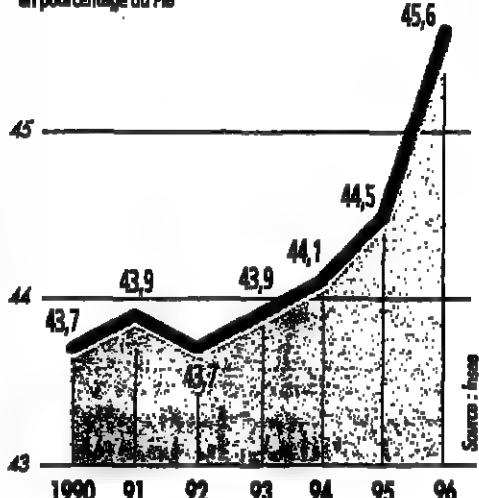
- AT&T on la politique des effectifs en accordson p. 2
- Les trois moteurs de l'économie des États-Unis p. 2
- Entretien avec Thomas Piketty, chargé de recherche au CNRS p. 3
- Questions-réponses p. 3

CHRONIQUE

par Laurent Mauduit

## La preuve par Laffer

Taux des prélèvements obligatoires en France en pourcentage du PIB



C'est une méchante blague qui circule dans les milieux proches de Philippe Séguin. Même si Alain Juppé a commis une erreur majeure en relevant fortement les impôts en 1995 et 1996, affirmer ces mauvaises langues, il faut lui vouer une grande reconnaissance, car il a apporté une contribution historique à la science économique en démontrant in vivo la validité de la fameuse courbe d'Arthur Laffer.

Qui ne connaît le théorème établi par l'économiste américain ? Des années durant, des experts incommensurables ont cherché à vérifier s'il était exact que l'augmentation de la pression fiscale entraînait, dans un premier temps, une amélioration du rendement de l'impôt, puis, au-delà d'un certain niveau de prélèvements obligatoires, suscitait un effet strictement inverse : une baisse du rendement de l'impôt. Jusqu'à présent, nul n'était vraiment parvenu à établir le point de bascule au-delà duquel la hausse des taxes de l'impôt devenait contre-productive. Et seuls les économistes les plus libéraux, tel Guy Sorman en France, accordaient quelque crédit à cette théorie. « Avec Laffer, a-t-il dit un jour, la théorie fiscale est devenue intellectuellement respectable. Ce n'est plus du postmodernisme, c'est de la science économique. »

Voilà donc quel aurait été l'apport de l'actuel premier ministre : en portant en 1996 les prélèvements obligatoires à un niveau historique (45,6 % du produit intérieur brut), en relevant pêle-mêle la TVA, l'impôt sur les sociétés, les taxes sur les carburants et les alcools, puis en créant le remboursement de la dette sociale (RDS) – pour un montant global approchant 120 milliards de francs –, il aurait permis de tester le niveau de pression fiscale à ne surtout jamais dépasser. Conclusion des pessimistes séguinistes : « Laffer l'a rêvé, Juppé l'a fait. »

La blague est perfide, mais recèle une petite part de vérité : indéniablement, le coup de massue fiscal que le gouvernement a assené dans les mois suivant l'élection présidentielle a modifié – et sans doute pour très longtemps – la donne du débat français sur les impôts. Le premier à l'avoir senti, c'est le gouvernement lui-même, qui, après avoir longtemps promis une grande réforme fiscale, a changé son fusil d'épaule et s'est résigné à ne faire figurer

dans son projet de loi de finances pour 1997 qu'une baisse des impôts, au demeurant très modeste. Rassurer plutôt que réformer : c'est indéniablement la nouvelle priorité.

Mais ce souci de prudence est visiblement partagé par beaucoup d'autres experts. En fait, il y a une preuve, on la trouve dans les nouvelles propositions fiscales du Parti socialiste, qui seront soumises les 14 et 15 décembre à sa convention économique. Là encore, le but affiché est beaucoup plus de « stabiliser l'ensemble des prélèvements obligatoires » que de préparer un « grand soir » fiscal.

Dans un souci de justice fiscale ou d'efficacité économique, des retouches sont, certes, évoquées, mais pas de véritable réforme. Ainsi les socialistes envisagent-ils non pas de supprimer l'exonération des droits de succession sur les contrats d'assurance-vie, pourtant très controversée, mais seulement de la limiter à « un certain seuil ». Dans la même logique, l'impôt sur la fortune serait à peine retouché : son assiette serait élargie aux œuvres d'art et peut-être aux biens professionnels, « mais en diminuant, en contrepartie, de façon significative ses taux ». Autant dire que ce prélèvement, qui rapporte actuellement 9 milliards de francs sur les quelque 1 400 milliards de francs de recettes attendues par l'État en 1997, continuerait d'avoir une fonction symbolique, beaucoup plus qu'une fonction de redistribution. Décidément très modéré, le projet socialiste fait, de plus, le silence sur la question de la progressivité de l'impôt sur le revenu et se garde de préciser s'il convient de suspendre la baisse des taux supérieurs proposée par l'actuel gouvernement.

Certains experts séguinistes sont encore plus nets. Dans l'hypothèse d'une accession de leur champion à Matignon, ils envisagent de poursuivre la politique de baisse d'impôt, mais excluent, pour le court terme, toute véritable réforme de structure. En clair, pour relancer la croissance, la priorité sera de changer de politique monétaire, mais pas de jouer au grand Meccano avec les impôts. COFD ! SI, en réalité, personne n'a pu réellement démontrer que « trop d'impôt tue l'impôt », selon l'équation de Laffer, il semble en revanche établi que trop d'impôt... tue la réforme fiscale.

Chassez  
vos experts,  
cadres et dirigeants  
par voie d'annonces

Rejoignez-nous  
page IX



Dirigeants  
d'entreprise,  
pour parler emploi  
parlons  
compétences

Rendez-vous en dernière page du cahier Initiatives



Les pages du développement rapide

## INFORMATIQUES

SPECIAL

# PC

Comment faire  
évoluer votre parc  
Network Computer  
la relève du PC?

Les outils pour  
réduire les coûts

## ENTREPRISE

INTERVIEW  
Comment  
je gère  
mon  
budget

REPORTAGE  
Application  
critique  
avec  
Java

En vente chez votre marchand de journaux



## La politique des effectifs en accordéon chez AT&T, géant du téléphone

**WASHINGTON**  
de notre correspondante  
En mars dernier, le magazine américain *Fortune* publiait en couverture la photo d'un cadre de AT&T, le regard soucieux, sous le titre : « Votre emploi est-il sûr ? ». La légende précisait que le cadre en question, Paul Klemchak, quarante-trois ans, venait d'être licencié par le géant américain du téléphone, alors en pleine restructuration. Pour la petite histoire, Paul Klemchak est resté chez AT&T. *Fortune* ne s'était pas trompé : son emploi était bien l'un des 40 000 visés par l'entreprise lorsque, le 2 janvier 1996, elle a annoncé que l'éclatement du groupe, prévu depuis septembre 1995, s'accompagnerait de la suppression de 13 % de ses effectifs en trois ans, dont 30 000 devaient être éliminés dès la première année – donc avant la fin 1996. Simplement, alors que le magazine était sous presse, Paul Klemchak s'est vu proposer un autre poste dans le groupe, qu'il a accepté.

La mésaventure de *Fortune* illustre parfaitement la politique de l'emploi en accordéon qui a prévalu chez AT&T cette année. L'annonce de la suppression des 40 000 emplois au lendemain du nouvel an avait fait l'effet d'une bombe. Avec deux conséquences contradictoires : les actions d'AT&T à Wall Street sont montées en flèche à Wall Street, mais l'image du groupe dans le public s'est effon-

▼ Début 1996, la multinationale annonçait 40 000 licenciements. Aujourd'hui, grâce à la création de nouveaux postes, elle n'emploie que 11 000 personnes de moins

drée. Le choc fut tel que lorsque, quelques semaines plus tard, la compagnie a rendu public le montant des rémunérations de son PDG, Robert Allen (16 millions de dollars par an, soit un peu plus de 80 millions de francs), ce fut la curée. Dans les médias, AT&T devint le symbole des emplois sacrifiés pour engraisser les actionnaires et le patronat. L'affaire lança le débat sur le *downsizing* (la politique de « dégraissage ») qui, en plénitude électorale de la campagne présidentielle, fit les choux gras du populiste républicain Pat Buchanan. *Newsweek* publia en couverture la photo de plusieurs PDG (dont Robert Allen) ornée de la manchette : « Tueurs industriels ». De grands écono-

### ▼ Le chômage touche autant les hommes que les femmes ...

Taux de chômage en pourcentage	15	10	5	0
Taux de chômage moyen			5,1%	
Hommes, +20 ans			4,2%	
Femmes, +20 ans			4,6%	

... mais il frappe plus durement les jeunes et les minorités.

Jeunes de 16 à 19 ans	17,2%
Blancs	4,4%
Noirs	10,5%
Origine hispanique	8,7%

mistes se mirent à douter. Toujours réceptif aux états d'âme de l'électorat, le président Clinton convoqua à la Maison Blanche un aéroplane de patrons pour leur faire la leçon sur « l'entreprise citoyenne », celle qui traite dignement sa main-d'œuvre. Pensez, ils se rendirent à l'invitation. Mais à la mi-mars, AT&T fit machine arrière.

Tout compte fait, expliqua l'entreprise, un plus grand nombre d'employés que prévu avait choisi la solution du départ volontaire, le nombre de licenciements serait révisé à la baisse : au lieu de 30 000, il n'y en aurait que 8 000. Et le chiffre total d'emplois supprimés sur trois ans ne serait plus que de 34 000 (au lieu de 40 000), car la croissance

### ▼ Les revenus sont inégalement répartis.

Rémunération hebdomadaire médiane, en dollars	
Salariés, + de 16 ans	486
hommes	554
femmes	414
Salariés blancs, + de 16 ans	502
hommes	578
femmes	425
Salariés noirs, + de 16 ans	383
hommes	411
femmes	353
Salariés d'origine hispanique	336
hommes	350
femmes	313

des secteurs nouveaux allait permettre à AT&T de créer 6 000 emplois.

Qu'en est-il aujourd'hui ? D'un point de vue purement arithmétique, seuls 11 000 emplois ont été supprimés et ce chiffre devrait peu évoluer d'ici décembre, indique-t-on chez AT&T ; on est donc loin des 30 000 suppressions d'emplois initialement prévues pour cette année. Selon un porte-parole du groupe, en un peu plus d'un an, c'est-à-dire depuis l'annonce de l'éclatement d'AT&T en trois sociétés (AT&T, qui a conservé les activités de service, Lucent Technologies, pour la fabrication des équipements de télécommunication, et NCR pour l'informatique), les effectifs d'AT&T sont passés de 127 000 employés à 127 700 (+ 700) ; ceux de Lucent de 131 000 à 125 000 (- 6 000) et ceux de NCR de 43 000 à 38 000 (- 5 000).

« Nous avons éliminé des emplois dans les secteurs traditionnels, celui du téléphone longue distance et des postes administratifs, et nous en avons créé dans les secteurs en expansion, comme le téléphone cellulaire, l'accès à Internet et les secteurs consommateurs », explique-t-on à AT&T. Mais, au-delà des chiffres bruts, difficile de savoir précisément combien d'emplois ont été déplacés, non seulement d'une société à l'autre, mais aussi d'un secteur à l'autre au sein de la même société : les porte-parole du groupe restent vagues sur ce sujet. Ce flou artistique s'explique aisément : prise entre le marteau et l'enclume, la direction d'AT&T doit d'un côté satisfaire ses actionnaires (qui n'ont actuellement

gubre de raisons de se réjouir, la valeur de leurs actions ayant baissé de 24 % depuis janvier), en leur montrant qu'elle prend des mesures énergiques pour assainir l'entreprise ; mais, de l'autre, ménager son image auprès des consommateurs et ne pas démolir son personnel. « Downsizing » est désormais un mot tabou : les directions des ressources humaines des grandes entreprises préfèrent aujourd'hui parler de « redistribution » de l'emploi ou d'« ajustement » de la main-d'œuvre.

Certaines sociétés qui embauchent après avoir dégraissé, prévoient maintenant un gros budget formation pour motiver et rassurer leurs employés : Xerox, par exemple, a supprimé 15 000 emplois depuis quatre ans, et consacre à présent 400 millions de dollars par an à la formation de son personnel.

Plus spectaculaire, l'évolution de l'emploi chez AT&T reflète une tendance générale des entreprises américaines : celle de la création d'emplois parallèle à la suppression d'autres jobs.

Selon une étude de l'American Management Association (AMA) publiée le 21 octobre et menée auprès de plus d'un millier de grandes et moyennes entreprises, si 49 % des firmes font état de suppressions d'emplois dans la période de juin 1995 à juin 1996, le volume de créations d'emplois, pendant la même période au sein des mêmes entreprises, a permis d'assurer la quasi-stabilité de leurs effectifs. La tendance est à l'émigration des emplois administratifs et managériaux et au recrutement d'employés qualifiés et de techniciens. « Le downsizing n'est plus le trait dominant de l'évolution de la main-d'œuvre américaine », conclut l'AMA. Les entreprises redéfinissent leur main-d'œuvre pour mieux répondre aux exigences complexes et changeantes du marché. »

Sylvie Kauffmann

## Trois moteurs : la croissance, la flexibilité des marchés et l'esprit d'entreprise

Pourquoi, alors que l'Europe se languit, l'Amérique crée-t-elle autant d'emplois ? Dans les *think tanks* américains, ces petites équipes de recherche qui travaillent à Washington, New York ou ailleurs, trois grandes raisons sont invoquées : la croissance, la libéralisation des marchés et l'état d'esprit des Américains. Chacun, démocrate ou républicain, pondère selon ses préférences idéologiques.

Première explication donc, la plus largement partagée : la croissance. Elle a incontestablement favorisé, depuis la reprise du printemps 1991, la création d'emplois. Le PIB américain a cru à un rythme annuel de 2,4 % depuis 1990 – contre à peine 1,5 % en Europe continentale. La politique économique y a favorisé le déclenchement d'un cercle vertueux. La réduction des déficits publics, clairement engagée à partir d'août 1993, a été accompagnée d'une baisse du loyer de l'argent. L'activité y a été soutenue par une stratégie du dollar faible. Enfin, les entreprises ont profité d'un marché financier euphorique pour lever des fonds, investir et innover.

La dérégulation de secteurs entiers de l'économie, amorcée par Ronald Reagan et poursuivie par Bill Clinton (transports aériens, télécommunications, etc.), et la grande flexibilité du marché du travail ont aidé à la création d'emplois, mais conduit aussi à la baisse des

salaires. « Les responsabilités et les obligations des employeurs sont beaucoup moins contraignantes chez nous qu'en Europe », explique John Yochelson, du Council on Competitiveness. L'affaiblissement des syndicats (ils représentent à peine 11 % des salariés dans le privé), la baisse du salaire réel minimum, l'immigration et le commerce avec les pays pauvres, ont modifié les conditions de la concurrence sur le marché du travail, aux dépens des salariés les moins qualifiés.

La psychologie des Américains enfin. Outre-Atlantique, l'esprit d'entreprise reste plus vivant que jamais. Des activités, des produits et des entreprises disparaissent, d'autres naissent. Les services n'y ont pas l'image dégratée dont ils souffrent en Europe, en Allemagne notamment. « Chez nous, dans la mentalité des travailleurs, il y a une culture du changement. Ils acceptent le risque et la recherche de nouvelles opportunités », ajoute John Yochelson. Les Américains sont, de fait, bien plus mobiles que les Européens. Ils changent beaucoup plus facilement de job, d'entreprise ou de région.

Ces trois facteurs ne sont cependant pas éternels. La flexibilité des marchés ? Marvin Koster, de l'American Enterprise Institute, craint que Bill Clinton, s'il est réélu, n'impose certaines restrictions à la liberté dont

jouissent les employeurs. « L'Amérique continuera à créer 150 000 emplois par mois au cours de la décennie à venir (au lieu de plus de 200 000 actuellement), à moins que les États-Unis ne s'europanisent ! », ironise cet ultralibéral.

L'état d'esprit des Américains ? Des changements sont possibles. L'expert washingtonien des marchés du travail de la Brookings Institution, Gary Burgess, barbu et la quarantaine, avoue que deux facteurs risquent de limiter la mobilité. Le vieillissement de la population d'abord. « A vingt ans, on veut bien quitter Washington pour Minneapolis, pas à quarante-cinq ans », reconnaît-il. Le développement du travail féminin ensuite : pour un couple dans lequel les deux conjoints travaillent, il est bien plus difficile de décongéner. Il faut trouver un emploi pour chacun. Or les familles à deux revenus sont, aux États-Unis aussi, de plus en plus nombreuses. Dans certains États, ceux du Midwest par exemple, en plein boom, les entreprises sortent le grand jeu pour attirer la main-d'œuvre. Pas toujours avec succès. Pour l'heure, certains considèrent que la croissance pourrait finir par s'essouffier, sous l'effet notamment... d'une pénurie de main-d'œuvre. Suprême paradoxe !

E. L.

## L'emploi américain à plein régime

Suite de la page I

Le patronat relève que la demande en « cadres et spécialistes » – les professionnels, en américain – est en plein boom. Ils ont représenté près de 60 % des nouveaux postes depuis 1993. La santé, l'informatique, l'enseignement, le droit et la comptabilité : tous ces secteurs sont de plus en plus gourmands.

A l'origine de ce bilan, il y a un processus continu de « destruction créatrice » : des emplois sont supprimés, massivement ; d'autres sont créés, en plus grand nombre encore. Ce double mouvement se traduit par une mutation terriblement déstabilisatrice et source de la fameuse « anxiété », théorisée par Robert Reich, le ministre du travail de Bill Clinton.

Entre l'ancien et le nouveau monde du travail, apparaissent trois grandes ruptures : le privé l'emporte sur le public, les services sur l'industrie, les PME sur les grandes entreprises. Premier élément : tous les nouveaux emplois créés depuis le début des années 90 l'ont été dans le secteur privé. En quatre ans, contraintes budgétaires obligent, Bill Clinton a « réinventé l'Etat ». Il a supprimé 270 000 postes de fonctionnaires fédéraux, à peine compensés par les créations dans les administrations locales.

Second changement : les emplois nouveaux relèvent presque exclusivement des services. L'industrie continue à perdre des emplois. Un salarié américain sur sept travaille aujourd'hui dans les activités manufacturières. Au rythme actuel, il n'y en aura plus qu'un sur huit en 2005, d'après une étude prospective publiée récemment par l'Office fédéral du travail. « Avec l'explosion de l'outsourcing (la sous-traitance), la distinction entre industrie et service devient de plus en plus délicate », remarque Marvin Koster. Quand IBM sous-traite à une PME de cinquante salariés le nettoyage de ses locaux, l'industrie perd 50 emplois, les services en gagnent 50.

Troisième et dernière mutation, la plus importante sans doute, soulignée par John Yochelson, le président du Council on Competitiveness, un groupe de pression de l'industrie américaine : « Les PME sont aujourd'hui les véritables moteurs de la création d'emplois ». Engagés dans une course à la compétitivité et soucieux d'intégrer au plus vite tous les progrès des technologies de l'information, les mastodontes de l'industrie américaine tuent l'emploi à grande vitesse. Grande entreprise est devenue synonyme de *downsizing*, de réductions massives d'effectifs. ATT, IBM, Kodak, Nynex, Boeing... Toutes y sont passées, ou presque. 1993 a été l'année des records, avec 600 000 postes de travail supprimés. Et les grosses compagnies continuent leurs cures d'amaigrissement : l'Amérique attend encore 400 000 « downsizés » supplémentaires cette année. Une fois établis, certains géants recommencent par-

fois à embaucher. Mais globalement ils voient leur poids dans l'emploi total se contracter. ATT a annoncé la suppression de 40 000 postes avant de se rétracter, alors que ses deux « petits » concurrents, MCI et Sprint, embauchent. Dans tous les domaines, PME et PMI bourgeonnent et créent produits, services et emplois nouveaux.

Le job d'aujourd'hui n'est donc pas un « petit boulot ». Il est né dans le secteur privé. Il relève plutôt d'une petite société. Il s'inscrit dans les activités de service – aux entreprises ou aux particuliers. Ces trois éléments ont naturellement un impact lourd sur la nature des postes offerts – sur leur stabilité et sur la rémunération en particulier. Première inquiétude, premier objet de vive polémique à Washington : la stabilité. L'emploi nouveau est-il précaire ?

### BAISSE DES SALAIRES RÉELS

Le travail temporaire connaît un développement rapide. Il concerne déjà près de 2 % de la population active. Il n'affecte pas que les métiers à faible qualification. Un nombre croissant de techniciens et managers sont désormais sous contrat « temps ». « Manpower, avec 750 000 personnes, est devenu le premier employeur privé aux États-Unis », trionnent volontiers les républicains. « L'industrie du Midwest avait accédé à l'idée d'un emploi à vie, stable et sûr, mais cela n'a jamais vraiment été une réalité aux États-Unis », rappelle cependant Marvin Koster. Dans l'ensemble, l'instabilité de l'emploi n'a pas changé depuis les années 60. « Les chiffres lui donnent en partie raison. Les salariés ayant un même emploi depuis

plus de dix ans sont aussi nombreux aujourd'hui qu'en 1973. L'accroissement moyen dans un job n'est pas fondamentalement différent en 1996 de ce qu'il était à l'époque. Le nombre de salariés qui ont perdu leur emploi dans l'année est sensiblement le même aujourd'hui qu'autrefois. Mais Lawrence Mishel, de l'Economic Policy Institute, reconnaît que l'instabilité est sans doute plus grande à l'heure actuelle pour les salariés à faible qualification, ceux du bas de l'échelle sociale.

Ces derniers sont aussi les plus affectés par la dégradation des rémunérations. Comme le souligne Robert Reich dans sa préface au « Report on the American Workforce 1996 », les nouveaux jobs sont généralement moins bien assurés sur le plan social. « Le nombre de familles américaines couvertes par des plans de santé financés par leurs employeurs, est tombé de 77,5 % en 1990 à 75,9 % en 1995 », note le ministre. « Les PME investissent moins dans la formation de leur personnel, leur accordent moins d'avantages sociaux et leur assurent une moindre stabilité », reconnaît pour sa part John Yochelson.

Le plus marquant reste la baisse des salaires réels et les inégalités croissantes de revenus. Depuis plus de vingt ans maintenant, le salaire médian réel stagne, celui des plus bas dans l'échelle a chuté de 30 % entre 1972 et 1996, d'après Gary Burgess. Des baisses qui traduisent un choix collectif : une préférence pour l'emploi aux dépens du salaire. Contrairement à l'Europe, les États-Unis ont affecté l'essentiel de leurs gains de productivité à la création d'emplois plutôt qu'aux sa-

laire de ceux qui ont un emploi. La chute des rémunérations a été particulièrement forte pour les salariés sans qualification, les « smicards » locaux notamment.

### INÉGALITÉS CROISSANTES

En revanche, les salaires des Américains les plus qualifiés ont augmenté. Bref, les inégalités de revenus se sont considérablement accrues. A quoi s'ajoute aujourd'hui un phénomène nouveau : l'accroissement des inégalités à l'intérieur même d'une profession. Chez les avocats par exemple, les écarts entre les mieux payés et les moins bien rémunérés explosent. Les syndicalistes de l'AFL-CIO ne manquent jamais de rappeler une donnée du rapport « The State of Working America 1996-1997 » de l'Economic Policy Institute : les rémunérations des PDG étaient, en moyenne, 60 fois supérieures à celles de leurs salariés en 1978, 173 fois en 1995 !

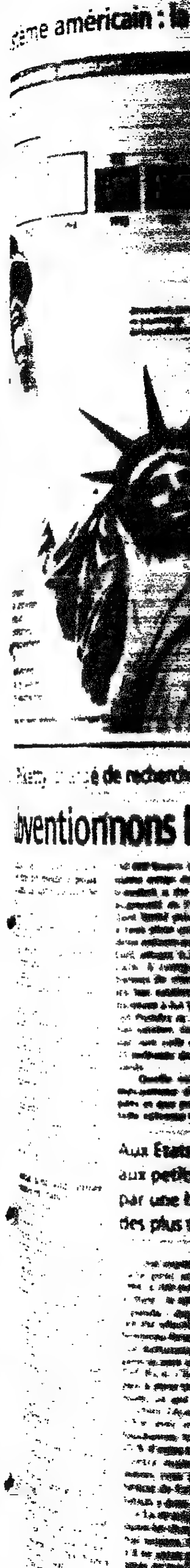
Toujours en marche aux États-Unis, l'« ascenseur social » permet d'atténuer les effets de ces inégalités croissantes. Mais l'économie américaine a aussi ses exclus. « Elle rejette en marge du marché du travail une population qui, en bas de l'échelle, est la moins qualifiée », explique Lawrence Mishel. Il ajoute que, désormais, « le salaire n'empêche plus la misère ». Les années 90 ont ainsi vu naître une nouvelle classe : les « travailleurs pauvres » (*the working poor*), des hommes et des femmes qui, bien qu'ayant un emploi et un salaire, vivent très difficilement. Beaucoup sont obligés de cumuler deux jobs pour joindre les deux bouts. Sur les 38 millions d'Américains classés en

dessous du seuil de pauvreté, 22 millions ont un emploi ou ont été rattachés à une famille au sein de laquelle quelqu'un a un job. La réforme de l'aide sociale, adoptée il y a quelques semaines, risque de gonfler encore le flot des *working poor*.

Dans le Massachusetts, McDonald's a relevé de 2 dollars le salaire horaire qu'il offre pour attirer des jeunes », note Paul Krugman, professeur d'économie au Massachusetts Institute of Technology. Les tensions sur le marché du travail conduisent les employeurs à augmenter les salaires, surtout dans les États où le taux de chômage est très faible. Une compagnie de transport de l'Arkansas, la Hunt Transport, a ainsi fait grand bruit en annonçant son intention d'augmenter de 33 % le bulletin de paie de ses conducteurs en février prochain. Depuis près d'un an, la baisse des salaires semble stoppée. « Je ne crois pas qu'il y ait là une vraie inversion de tendance », avoue néanmoins Marvin Koster.

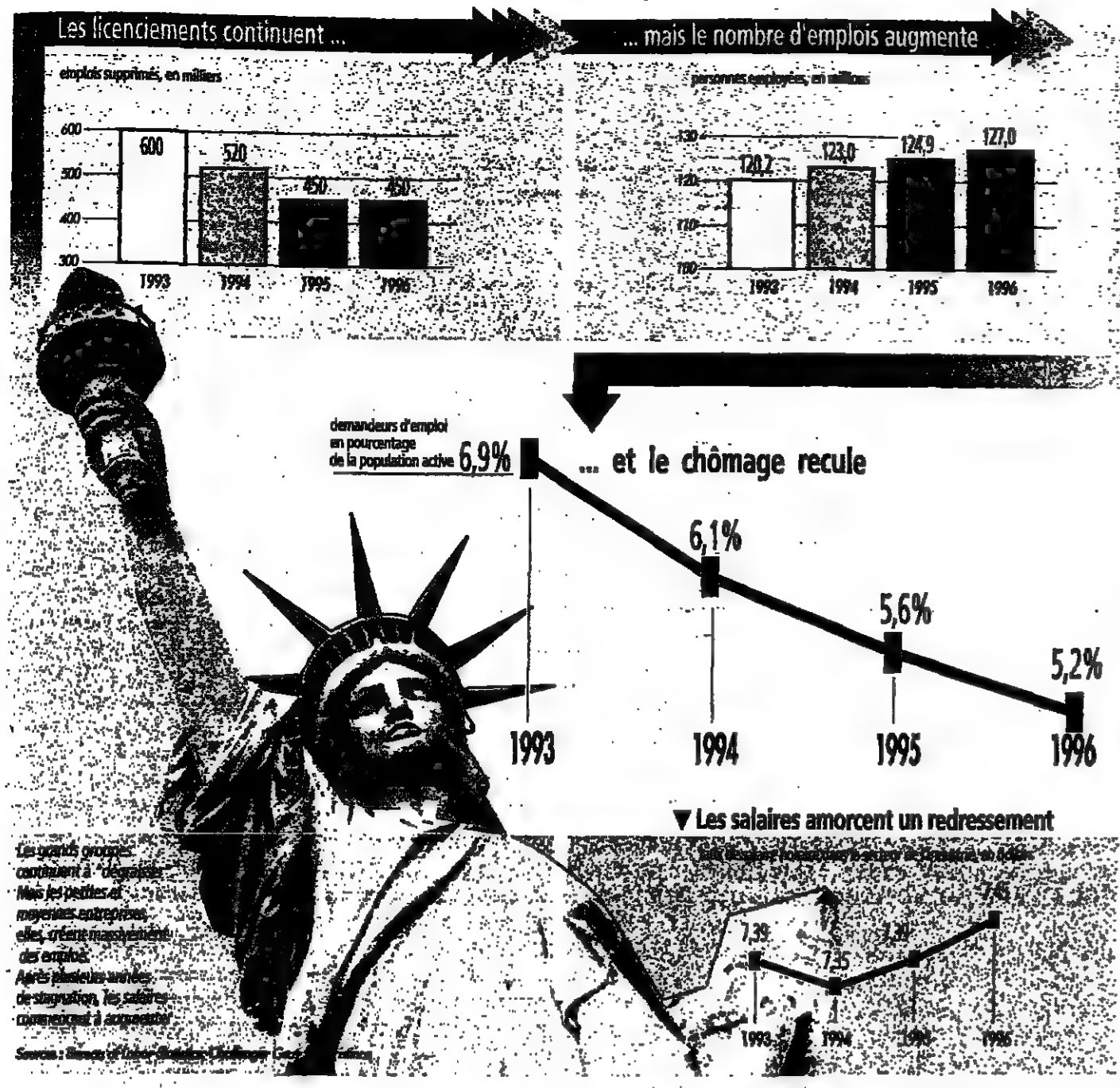
La machine américaine à créer des emplois tourne à plein régime. Elle a bien quelques ratés. Mais à l'heure des élections, Bill Clinton a demandé à son QG de campagne de ne point trop les évoquer. L'opinion l'approuve. L'« anxiété » des classes moyennes, qui faisait en 1992 la « une » de l'actualité au début de l'année, a soudainement disparu. Il est vrai qu'avec 10,5 millions d'emplois créés, le président sortant peut affirmer avoir fait du bon boulot. Et espérer sauver, grâce à cela, son propre emploi.

Eric Lacroix  
(Envoyé spécial à Washington)





## Le système américain : la "destruction créatrice"



Thomas Piketty, chargé de recherches au CNRS

## « Subventionnons les bas salaires en France »

« En quoi les États-Unis peuvent-ils être un modèle pour la France dans sa lutte contre le chômage ? »

Aux États-Unis, le problème n'est plus de créer des emplois. Ce qui importe, c'est d'éviter le sous-emploi et le retrait du marché du travail des populations non qualifiées. Pour remobiliser celles-ci, il faut rendre les emplois plus attractifs.

En France, l'approche est différente. La lutte contre le chômage s'est focalisée exclusivement sur la baisse du coût du travail à bas salaire, afin de relancer la demande des entreprises. Certains économistes estiment même qu'une diminution du salaire minimum pourrait augmenter le volume total d'emplois. Or, en baissant les cotisations patronales, on ne change rien à ce que perçoivent les employés, et c'est là tout le problème.

Il faudrait donc augmenter les bas salaires en France ?

Oui, et pour cela il y a deux stratégies possibles, toutes deux mises en œuvre aux États-Unis. Premièrement, on augmente le salaire minimum, comme vient de le faire Bill Clinton, ce qui revient à faire payer aux employeurs la redistribution vers les bas salaires. Mais en France, où le salaire minimum est relativement élevé comparé aux États-Unis, ce n'est certainement pas le mode d'action qu'il va privilégier.

La deuxième solution, également lancée par Bill Clinton, repose sur des mécanismes d'allègements fiscaux en direction des bas salaires. Actuellement, le principal dispositif, l'*Earned Income Tax Credit*, est un crédit d'impôt égal à 40 % du revenu gagné, jusqu'à concurrence de 9 000 dollars par an (soit un revenu annuel d'environ 45 000 francs). Si ce crédit excède les impôts à payer, le reliquat est versé sous forme de chèque à l'intéressé. Ainsi, un salarié gagnant l'équivalent de 4 000 francs par mois touchera 5 600 francs. Ce crédit d'impôt est ensuite dégressif jusqu'à disparaître à partir de 30 000 dollars par an (de l'ordre de

150 000 francs par an). Ce mécanisme existe depuis 1975, mais le montant a été considérablement augmenté en 1993. Il reste cependant limité puisqu'il ne s'applique à ceux qui ont des enfants ou plus. Son coût actuel atteint 0,3 % du PIB américain, à comparer au coût des baisses de charges patronales sur les bas salaires en France, qui se monte à 0,4 % du PIB. Si on voulait étendre ce dispositif à tous les bas salaires, sans paramètre familial, son coût passerait d'environ 25 milliards de dollars à 100 milliards.

Quelle est l'efficacité de ce mécanisme d'allègement d'impôts et que pourrait donner une telle réforme fiscale en France ?

**Aux États-Unis, l'aide fiscale aux petits revenus a été financée par une hausse importante des impôts des plus riches**

Une expérience menée au Canada peut servir d'exemple. En 1994, 6 000 personnes touchant le *welfare* – le minimum social le plus répandu – depuis au moins un an ont été sélectionnées au hasard au Nouveau-Brunswick et en Colombie-Britannique. La moitié des gens se sont vu proposer un transfert fiscal s'ils trouvaient un emploi à plein temps au salaire minimum, ce qui avait pour effet de doubler l'écart de revenu disponible avec les allocations qu'ils touchaient. Un an après, plus de 25 % d'entre eux étaient employés, contre moins de 11 % pour les autres, ceux qui n'avaient pas bénéficié de l'avantage fiscal. L'incitation a donc fonctionné.

La stratégie française est de réduire les charges patronales sur les bas salaires. On peut se demander s'il ne serait pas opportun de s'inspirer du modèle américain en baissant les cotisations payées par les employés qui touchent le salaire minimum. Subventionnons les bas salaires ! On pourrait même agir

sur les deux leviers et, plutôt que d'alléger de 20 % les cotisations patronales, comme cela est fait actuellement, ne les diminuer que de 10 % et diminuer d'autant les cotisations salariales, ce qui ferait passer le SMIC *grosso modo* de 5 000 francs net à 5 700 francs. Une telle évolution permettrait, en France, d'augmenter les écarts de pouvoir d'achat entre les minima sociaux (RMI, allocation de solidarité spécifique, allocation de parent isolé...) et le SMIC.

A l'heure actuelle, les allègements de cotisations patronales s'accumulent à 1,3 fois le SMIC, et cette très forte concentration sur les bas salaires bloque toute progression salariale normale. Il faudrait donc également modifier ce

mode de calcul afin que la réforme puisse fonctionner à plein, par exemple en instituant un abattement uniforme pour la partie du salaire inférieure ou égale au SMIC. Le coût supplémentaire serait de l'ordre de 85 milliards de francs, et on pourrait en espérer de 400 000 à 600 000 créations d'emploi.

Comment pourrait-on financer cette réforme ?

Il serait illusoire de penser que cette redistribution peut se financer uniquement en taxant davantage les revenus de l'épargne actuellement exonérés. Il faudrait probablement augmenter les taux des cotisations pour les salaires élevés. De fait, aux États-Unis, l'augmentation des transferts fiscaux en direction des bas salaires s'est accompagnée d'une forte croissance du prélèvement sur les tranches supérieures de l'impôt sur le revenu, passé de 31 % à 39 % en 1993 ; leur extension à tous les bas salaires engendrerait que l'on augmente les recettes de l'impôt sur le

revenu de plus de 10 %, ce qui n'est guère à l'ordre du jour.

Du point de vue de la réglementation du travail, certains réclament une plus grande souplesse, à l'instar de ce qui se fait aux États-Unis.

En France, il y a une certaine hypocrisie à opposer le modèle américain au modèle français, car on développe la flexibilité au travers des temps partiels et des contrats à durée déterminée et par un très fort recours aux heures supplémentaires. Au final, cette tendance nous rapproche d'une flexibilité à l'américaine.

Des deux côtés de l'Atlantique, on se trouve de bonnes raisons de rejeter les politiques de l'emploi de l'autre. En France, nous nous rassurons en nous disant qu'en moins nous conservons un certain modèle social face à une paupérisation des bas salaires aux États-Unis. De leur côté, les États-Unis adoptent souvent une vision caricaturale en considérant que le problème du non-emploi est uniquement européen à cause des rigidités sociales.

En réalité, si on additionne le taux de chômage actuel aux États-Unis avec le taux de non-participation au marché du travail des populations les moins qualifiées, y compris le million et demi de jeunes en prison, on aboutit à un total de l'ordre de 10 %, qui n'est pas si éloigné du nôtre.

En France, il serait bon de reconnaître que la participation à l'offre de travail des populations sous-qualifiées est à prendre plus au sérieux. Mais un accroissement de l'écart de pouvoir d'achat entre le SMIC et les minima sociaux reste tabou. Il existe en effet deux méthodes : soit on augmente les bas salaires, soit on abaisse, voire on supprime, les minima sociaux. Aux États-Unis, le débat politique a intégré cette problématique à droite comme à gauche, les républicains prônant une amputation des minima sociaux, les démocrates une revalorisation des bas salaires.

Propos recueillis par Martine Larochette

## L'EMPLOI AUX ETATS-UNIS

### Questions-Réponses

#### 1 Le taux de chômage américain peut-il être comparé aux européens ?

La méthode d'évaluation du taux de chômage a été modifiée aux États-Unis en janvier 1994 et rapprochée de celles en vigueur en Europe. Si le taux américain (5,2 % en octobre) est de moitié inférieur aux taux européens, ce n'est pas tant une question de statistiques que d'approches différentes. Aux États-Unis, compte tenu de la faiblesse de l'allocation-chômage, les sans-emplois sont peu incités à s'inscrire au chômage. Par ailleurs, près de 1 % des hommes âgés de 20 à 64 ans sont en prison, écartés ainsi du marché du travail et des statistiques du chômage.

Dans leur rapport 1996-1997 sur *L'Etat de l'Amérique au travail*, les experts de l'Economic Policy Institute, un *think tank* proche des syndicats, estiment que le vrai taux de sous-emploi n'est pas, fin 1996, de 5,2 %, mais de 10,1 % de la population active. Le nombre cumulé des « sans-emplois », des « sous-employés » et des « travailleurs employés à temps partiel mais qui préféreraient un temps plein » serait, selon leurs estimations, de 13,5 millions.

#### 2 Le salaire minimum est-il assimilable au Smic français ?

Le salaire minimum aux États-Unis n'est pas obligatoire comme il l'est en France. Sa valeur est fixée au niveau fédéral, mais les États peuvent la modifier. Il n'y a aucun mécanisme de revalorisation automatique. Lors de la campagne électorale de 1992, le candidat Clinton avait promis de l'augmenter. Il n'a tenu sa promesse qu'en *extremis* : fixé à 4,25 dollars (environ 22 francs français) de l'heure depuis 1991, il a été porté à 4,75 au 1<sup>er</sup> octobre et atteindra 5,15 dollars en 1997.

Malgré cette augmentation, le pouvoir d'achat réel du salaire minimum restera encore inférieur à son niveau d'il y a trente ans, selon l'Economic Policy Institute. Environ 10 % des salariés sont payés au salaire minimum, notamment dans le commerce et la restauration. Ce sont surtout des jeunes (25 %), des salariés à temps partiel (plus de 50 %), des femmes et des membres des différentes minorités.

#### 3 Un chômeur américain a-t-il droit à des allocations ?

Lorsqu'il perd son emploi, le salarié américain a droit, au niveau fédéral, à une allocation-chômage qui représente une part variable et faible de son dernier salaire. Il ne la touche cependant

que pendant 26 semaines, et perd la couverture sociale (maladie, retraite...) que lui assurait éventuellement son employeur. Certains États ou collectivités locales apportent un complément de ressources. Cette situation incite les salariés licenciés à accepter tout nouvel emploi proposé, même s'il est moins bien rémunéré. Près des deux tiers des personnes « downsizées » avouent avoir repris un job moins bien payé que celui qu'elles avaient perdu. C'est là l'une des causes principales de l'« *anxiété* » qui se développe au sein des classes moyennes.

#### 4 L'« ascenseur social » est-il toujours en état de fonctionnement ?

Alors que les inégalités de revenus s'accroissent, de nombreux travaux tendent à montrer que l'« ascenseur social » continue néanmoins à fonctionner. Une étude du département du Trésor portant sur un large échantillon de familles et sur les années 1979-1988 donne quelques indications à ce sujet. Elle répartit la population en cinq catégories de revenus, du plus bas (niveau 1) au plus haut (niveau 5). Il en ressort que 14 % seulement des familles qui se trouvaient, en 1979, au niveau 1 (les revenus les plus faibles) y étaient toujours en 1988. Tous les autres ménages ont monté dans la hiérarchie, 14,7 % d'entre eux ayant même rejoint le niveau 5. Une autre enquête, de l'université du Michigan, portant sur les années 1975-1991, conforte ces données. Moins de 1 % des familles du groupe des revenus les plus faibles en 1975 y seraient restées sur toute la période.

#### 5 Qu'est-ce que le Nairu ?

A partir de quel niveau de chômage l'inflation risque-t-elle de repartir ? se demandent les économistes. Ce niveau, c'est le Nairu (*Non Accelerating Inflation Rate of Unemployment*), un taux de chômage en dessous duquel il ne serait pas sain, pour l'économie, de tomber. Jusqu'à présent, les économistes avaient tendance à considérer qu'avec un taux de chômage de 6 % les tensions sur le marché du travail conduiraient à des hausses de salaire et menaceraient donc de faire renaître l'inflation.

Depuis plus de deux ans, le taux de chômage américain est inférieur à 6 % sans qu'il y ait eu de résurgence de l'inflation. Les conditions nouvelles de l'activité économique conduisent désormais certains experts à s'interroger sur la valeur de ce concept, d'autres à réévaluer à la baisse le Nairu pour le ramener autour de 4 %, voire 3 %.

Grandes Ecoles

## Commerce, gestion : les nouvelles exigences

Une école supérieure de commerce et de gestion aujourd'hui, est une école de la vie pour l'entreprise : on y apprend à conduire les hommes, valoriser des produits pour les vendre, organiser des services, ordonner des événements, gérer des affaires, optimiser des flux financiers, se maintenir dans des espaces et cultures différents, connaître et maîtriser les technologies et les médias à mutation rapide, établir des stratégies, bref, manager.

### ISEG SUP - MANAGEMENT INTERNATIONAL

Cette filière forme des généralistes de haut niveau, polytechniques et commerciaux. Sa particularité : l'ouverture internationale : sessions en universités partenaires, séminaires en entreprises étrangères.

### ISEG CO - COMMERCE, MARKETING, COMMUNICATION

Cette filière cultive avec ses 5 cursus spécialisés, l'ensemble des carrières commerciales et de communication. Diplômes internationaux à Bac + 3, Bac + 4 (BES AG, CE, COM, DESS).

### ISEG FI - GESTION-FINANCE, EXPERTISE-COMPTABLE

Les diplômés ISEG ont accès à l'expertise comptable (DIPCF, DRCF, DRCF), à la gestion financière (DIPCF, DRCF, DRCF), à la gestion d'une grande école de gestion.



GRUPPE ISEG • PARIS • BORDEAUX • LILLE • LYON  
NANTES • STRASBOURG • TOULOUSE  
Pour tous renseignements, écrivez ou téléphonez à  
ISEG Paris : 23, rue des Francs-Bourgeois - 75003 Paris  
TEL 44 78 88 88



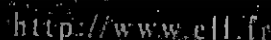
## LA SITUATION FRANÇAISE

Comptes de la France		Comptes de la République		Comptes de la République (en millions de F)	
<b>Consommation</b> (en mds de F 1988)		<b>Investissements</b>		<b>Exportations</b>	
sept. 1996	59,67 (-1,5 %)	prévisions 1996	763,5	août 1996	125,04
sur un an	-3,9 %	prévisions 1997	+0,2 %	cumul depuis le 1/1	973,50
<b>Immatriculations de voitures neuves</b>		<b b="" créations="" d'emplois<=""></b>		<b>Importations</b>	
sept. 1996	248 100	total 1996	+2 100	août 1996	111,15
sept. 1995	146 300	sur un an	+0,1 %	cumul depuis le 1/1	896
<b>Mises en chantier de logements</b>		<b>Nb de créat. d'entreprises</b> (sept. 1996)		<b>Taux de couverture</b>	
sept. 1996	23 300	total dont reprises	23 370 (+ 9,6)	août 1996	112,50
sur un an	273 700	créations nouvelles	14 740 (+ 11,2)	août 1995	108,34
<b>Taux de salaire horaire</b>		<b>Nb de défaillances</b> (sept. 1996)		<b>Solde agroalimentaire</b>	
2 <sup>e</sup> total 1996	+1 %	sept. 1996	3 595	août 1996	+5,43
sur un an	+3,4 %	évolution annuelle	-2,3 %	cumul depuis le 1/1	+39,45
<b>Pouvoir d'achat</b>		<b>Invest. français à l'étranger</b> (en mds de F)		<b>Solde industriel</b> (hors matériel militaire)	
2 <sup>e</sup> total 1996	-0,4 %	1 <sup>er</sup> semestre 1996	69,8	août 1996	+9,42
sur un an	-0,2 %	1 <sup>er</sup> semestre 1995	44	cumul depuis le 1/1	+54,88
<b>Taux d'épargne</b>		<b>Invest. étrangers en France</b> (en mds de F)		<b>Solde énergétique</b>	
2 <sup>e</sup> total 1996	12,6	1 <sup>er</sup> semestre 1996	46,3	août 1996	-5,1
				cumul depuis le 1/1	-44,6

**pourquoi il est r**  
**e inflation de**

**Véronique Riche:**

## Thierry Coville





## Pourquoi il est raisonnable de conserver une inflation de 3 % à 4 %

par Paul Krugman

La grande déflation des années 80, qui a fait revenir l'inflation d'environ 10 % à quelque 4 %, n'a été obtenue qu'au terme d'une longue période marquée par un chômage important et une surcapacité économique - aux États-Unis, le chômage n'est redescendu à son niveau de 1979 qu'en 1988, et la perte cumulée de la production a été de plus de 1 000 milliards de dollars.

Il y a tout lieu de croire que viser l'inflation zéro impliquerait un « taux de sacrifice » comparable. Ainsi, il en coûterait la somme de 500 milliards de dollars sur la production prévue, pour venir à bout des quelque 3 % d'inflation restants. Un énorme effort à court terme pour un gain à long terme faible et hypothétique. Et le processus pourrait bien ne pas s'arrêter là : l'on a certaines raisons de penser que l'inflation zéro n'entraîne pas seulement un sacrifice passager de la production, mais un chômage plus important et plus durable. La question reste l'objet de controverses. Le point de vue le plus répandu, qui s'exprime dans le courant Nairu (*Non Accelerating Inflation Rate of Unemployment* : taux de chômage n'accroissant pas l'inflation), veut qu'il n'y ait pas de rapport à long terme entre inflation et chômage. Mais une étude récente de George Akerlof, William Dickens et George Perry (*The Macroeconomics of Low Inflation*, Brookings Papers on Economic Activity, 1996) présente comme inévitable la disparition de cette règle lorsque l'inflation se situe à un très bas niveau.

L'hypothèse Nairu repose sur l'idée que les chiffres paient aux gens - que les travailleurs comme les patrons savent qu'une augmentation de salaire de 11 % combinée à une inflation de 10 % revient au même qu'une augmentation de salaire de 6 % avec une inflation de 5 %. Mais supposons un taux d'inflation très bas, et un marché « cherchant » à réduire le salaire réel de certains travailleurs (même dans un contexte de hausse des salaires, il y a toujours des secteurs de l'industrie où le salaire réel doit être réduit pour que soit maintenu le plein-emploi). Une augmentation salariale de 2 % avec une inflation à 5 % équivaut-elle à une réduction de 3 % des salaires avec des prix stables ? Le bon sens nous dit que, dans la pratique, il y a une différence psychologique énorme entre des salaires montant moins vite que les prix et une réduction salariale qui dit vraiment son nom. Akerlof, Dickens et Perry apportent la preuve formelle que les travailleurs sont en fait très peu enclins à accepter des diminutions salariales qui se présentent comme telles. On le voit dans l'évolution des salaires nominaux : les réductions sont rarissimes, mais la croissance zéro est fréquente, signe manifeste que le salaire réel de beaucoup de travailleurs « devrait » diminuer plus rapidement que l'inflation, sans que cela soit possible.

Cette rigidité des salaires nominaux signifie qu'en recherchant un taux d'inflation très bas,

on se prive de la marge de flexibilité du salaire réel, avec pour effet d'accroître le taux de chômage, même à long terme. Considérons le cas du Canada, où la banque centrale est tout entière orientée vers la stabilité des prix (le taux d'inflation actuel y est de moins de 1 %). Dans les années 60, le Canada avait le même taux de chômage que les États-Unis. Quand ce taux a commencé à augmenter de façon continue dans les années 70 et 80, beaucoup d'économistes ont expliqué le phénomène par les largesses de l'assurance-chômage. Mais les modifications apportées à cette dernière n'ont pas empêché le fossé de continuer à se creuser entre les deux pays : le taux de chômage est actuellement de 10 % au Canada. Pourquoi ? Un économiste canadien, Pierre Fortin, souligne que, de 1992 à 1994, les accords intervenus dans la négociation des conventions collectives comportaient un gel des salaires dans l'étonnante proportion de 47 % des cas. La plupart des spécialistes s'accordent sur le fait que les économies à fort taux de chômage comme le Canada souffrent d'un manque de souplesse salariale. La démonstration de Pierre Fortin laisse entendre, cependant, que les causes de cette rigidité ne sont pas uniquement micro-économiques et structurelles, et résident aussi dans le zèle anti-inflationniste de la Banque du Canada.

### La sincérité des banques centrales canadienne et française coûte à leur pays des centaines de milliers d'emplois

En bref, la conviction qu'une absolue stabilité des prix constitue un grand bien, qu'elle est porteuse de profits importants et d'engendre qu'un faible coût - ou pas du tout - repose non sur l'expérience, mais sur la foi. Les preuves indiqueraient plutôt le contraire : les bienfaits de la stabilité des prix sont incertains, le coût en est élevé, et l'inflation zéro pourrait n'être pas bénéfique, même à long terme.

Quelle politique adopter alors, sans préjugé ? D'abord, viser pour le long terme non pas l'inflation zéro, mais une inflation faible, de 3 à 4 %. Ce taux est suffisamment élevé pour permettre, dans l'ensemble, les réductions du salaire réel que les marchés imposent ; alors que le coût même de l'inflation reste très bas. La politique monétaire, cependant, n'agit sur l'inflation qu'avec beaucoup de retard, aussi a-t-on également besoin de se fixer un but interne distinct. La stratégie qu'impose la raison est d'essayer de stabiliser le chômage aux alentours du chiffre qu'on estime le plus compatible avec le

maintien d'une inflation au taux désiré, même si l'on sait que ces estimations sont imparfaites. Il faudra être prêt à ajuster la variable chômage si l'inflation se révèle meilleure ou pire que prévu.

Cette idée soulève sans doute des objections. Les partisans de la croissance dénoncent ce qu'ils considèrent comme une acceptation de la défaite, soulignant que l'Occident a besoin de plus de croissance pour élever le niveau de vie et résoudre ses problèmes budgétaires. Les partisans de la stabilité des prix, quant à eux, critiqueront le caractère irresponsable de cette stratégie, et le retour aux mauvaises habitudes inflationnistes des années 70. Mais une telle stratégie n'est pas extravagante. Au contraire, elle se veut conforme à la politique que suivent actuellement plusieurs grandes banques centrales dans le monde. Elle est proche notamment de la « méthode Taylor », qui propose que les taux d'intérêt soient fixés automatiquement, sur la base de la comparaison entre la production effective d'une économie et son potentiel. Cette stratégie décrit à peu près la politique de la Réserve fédérale américaine, la banque centrale la plus orientée vers la croissance et vers l'emploi, mais aussi celle de la Banque d'Angleterre, et même - osera-t-on le dire ? - celle de la Bundesbank, qui se prétend monétariste, mais se conforme rarement aux objectifs qu'elle affiche.

Certes, ces banques centrales - qui sont sensées - n'ont pas suivi une telle stratégie. C'est compréhensible. Quiconque a vu la presse fondre sur le débutant assez naïf pour s'exprimer de façon intelligible à la tête d'un tel établissement sait pourquoi, lorsqu'on a plus d'expérience à ce poste, on préfère envelopper son action de flou et d'hypocrisie. Mais si l'hypocrisie a son utilité, elle comporte aussi des dangers - le danger, surtout, de finir par croire ce que l'on s'entend dire. Ce n'est pas là une hypothèse d'école. Il existe aujourd'hui des banques centrales - le Canada et la France en sont des exemples manifestes -, qui semblent persuadées des propos qu'elles tiennent sur la stabilité des prix ; leur sincérité coûte à leur pays des centaines de milliers d'emplois.

Que se passera-t-il si l'Europe économique et monétaire se fait ? La nouvelle banque centrale européenne agira dans le cadre d'une constitution qui place au-dessus de tout la stabilité des prix ; mais, surtout, elle se sentira tenue de se montrer le digne successeur de la Bundesbank, ce qui veut dire qu'elle cherchera à appliquer dans la pratique la politique que la Bundesbank ne suit qu'en théorie. Résultat : le problème du chômage en Europe, déjà sérieux, s'en trouvera aggravé.

Paul Krugman est professeur d'économie au Massachusetts Institute of Technology.  
© The Economist

## LIVRES

### L'ère de l'immatériel

par Jean-Gustave Padioleau

TRAITÉ DES COMPTES ET DES ÉCRITURES  
de Luca Pacioli  
Éditions comptables Malesherbes, Paris, 1996, 207 p., 200 F.

LA GESTION DE L'IMMATÉRIEL  
de Christian Pierrat et Bernard Martory  
Éditions Nathan, Paris, 1996, 283 p., 152 F.

LE CONTRÔLE DE GESTION AUJOURD'HUI  
Gestion, volume 21, n° 3, septembre 1996, commande par fax (00-514) 340-6382.

Luca Pacioli, en religion Fra Luca (1447-1517), inventeur de la comptabilité moderne, exhorte le « vrai marchand » à « bien disposer toutes les transactions pour permettre de savoir rapidement ce que chacune coûte ou rapporte. Cette chose est la plus utile de toutes ». Disponible à nouveau dans une belle édition, grâce à une traduction exceptionnelle de Pierre Jouanique, son *Traité des comptes et des écritures* (1494) illustre les domaines où se nichent les révolutions managériales authentiques. Fra Luca les nomme des « dispositions », des dispositifs. Aujourd'hui nous padons de systèmes d'outils de gestion.

Le « bon marchand » inventorie tous ses meubles et immeubles. Des biens, des choses identifiables, palpables. « Je possède », écrit N., rue du Saint-Apôtre, à Venise, « tant de balles de gingembre sélectionnées, tant de sacs de poivre long ou rond ». Aujourd'hui, « l'économie de l'immatériel » bouscule cette vue physique du patrimoine de l'entreprise. Au sein des firmes, « une révolution culturelle est en cours », observent les professeurs et consultants Christian Pierrat et Bernard Martory dans un ouvrage d'une actualité pressante et d'avant-garde, *La Gestion de l'immatériel*.

Le management de l'immatériel ne va pas de soi. Qu'est-ce qu'un actif immatériel ? Pierrat et Martory en dessinent un tableau original s'écartant de l'orthodoxie anglo-saxonne. L'immatériel recouvre des droits (brevets), des quasi-droits (secrets de fabrication), des actifs incorporels matérialisables (bases de données) ou exploitables (catalogues de produits). Les auteurs y ajoutent les actifs de structures, par exemple les réseaux de relations avec les distributeurs. Ils avancent une idée forte et agaçante, celle des « révélateurs d'actifs incorporels ». Ainsi les parts de marché détenues par une firme symbolisent une source de valeur. Comment évaluer de tels actifs flous ? Une représentation inventive de l'immatériel met au jour des outils de mesure simples. L'investissement immatériel correspond, selon les auteurs, à un projet pluriannuel exigeant une gestion subtile, avec ses propres tableaux de bord. Les pratiques de contrôle et de pilotage sont illustrées par des exemples suggestifs : l'estimation des flux d'un investissement publicitaire, la gestion active d'une marque de farines... Cet ouvrage inédit participe à la « révolution » en cours des outils quotidiens de management.

Le dernier numéro de la revue québécoise *Gestion* y est consacré, sous le titre « Le contrôle de gestion aujourd'hui ». Cette livraison est une grande réussite. Au fil d'articles simples et lisibles, les auteurs décrivent avec sympathie des expériences de contrôle de gestion modernisées. *Gestion* met à la portée de tous des techniques pour mesurer les performances de l'entreprise. Quelques essais soulèvent des questions utiles, peu conventionnelles.

En vérité, les nouveaux outils de management déconcertent les conduites rituelles de la gestion ordinaire. Les entreprises compétitives savent y voir des occasions tout à fait « substantielles » de réaliser un « légitime profit », s'empresserait de préciser l'ami franciscain de Léonard de Vinci, le bon Fra Luca.

## Produits dérivés : quelques leçons d'histoire

par Didier Marteau et Véronique McCarroll

À la mi-avril 1994, la firme américaine Procter & Gamble annonçait une perte de 102 millions de dollars sur une opération isolée de swap (contrat d'échange de flux d'intérêt) et ajoutait son nom à une liste déjà imposante d'entreprises ayant subi des revers sur les marchés dérivés. Cette liste s'est depuis enrichie de quelques noms prestigieux, parmi lesquels le groupe allemand Metallgesellschaft (1 milliard de dollars de perte), le comté d'Orange, aux États-Unis (2 milliards), Gibson, Barings, Sumitomo, et en France, GIAT Industries.

Les années 90 ont été marquées par une sophistication croissante des instruments de couverture des risques de change et de taux d'intérêt. Changeant progressivement de visage, les swaps et options de « première génération » (au milieu des années 80) sont devenus « exotiques », marquant ainsi leur différence vis-à-vis des produits initiaux, aujourd'hui qualifiés de « plain vanilla » (instruments standards, par opposition à des produits plus complexes et, par analogie, aux parfums des glaces). L'origine fondamentale de cette mutation est double : d'une part, la recherche d'une réduction du coût de la couverture, d'autre part, la volonté d'associer à la couverture des gains de nature spéculative. Parfaite illustration de cette dernière situation, le swap à effet de levier, mis en place par Procter & Gamble en novembre 1993.

Endettée à taux fixe en dollars et souffrant de la baisse des taux qui s'annonçait, l'entreprise souhaite transformer par un swap son endettement en une dette à taux variable. Mais désireuse d'abaisser son coût de financement au-dessous de ses conditions habituelles, elle se voit proposer par Bankers Trust un montage par lequel elle paiera le taux du Libor (taux de référence coté à Londres et utilisé pour la majorité des emprunts), - 0,75 %. Sauf dans l'hypothèse d'une forte hausse des taux d'intérêt américains, auquel cas elle paiera le Libor, plus une fourchette calculée à l'aide d'une formule complexe intégrant un effet levier défavorable. Le 9 février 1994, la Réserve fédérale surprend en annonçant un resserrement de la politique monétaire américaine, entraînant une hausse des taux. La conséquence sur le swap est dra-

matique : une perte de plus de 100 millions de dollars. Cet exemple illustre bien la fragilité de la frontière entre couverture et spéculation, et l'absolue nécessité de disposer d'un système de contrôle interne des risques.

Le cas plus récent de GIAT Industries illustre les risques associés à l'utilisation de produits dérivés à prime « réduite ». La signature, en 1993, du contrat Emirat arabes unis (vente de chars Leclerc à Abu Dhabi) mettrait l'entreprise en risque de change sur la contre-valeur en dollars de 20 milliards de francs. Une partie de la position avait été couverte par des options de vente classiques (« plain vanilla »), c'est-à-dire par l'achat de droits de vendre le dollar à un cours fixé d'avance. Comme beaucoup de firmes qui trouvent la prime de l'option « chère », GIAT avait couvert une partie de sa position par des options à barrière désactivante, c'est-à-dire des options qui disparaissent si une barrière est franchie. Le dollar ayant baissé tout au long de l'année 1994, la réévaluation des options à barrière en fin d'année laissait apparaître des pertes latentes d'un montant estimé à 700 millions de francs.

L'exemple du comté d'Orange illustre un comportement légèrement différent, celui d'opérateurs ouvrant des positions spéculatives dans le but d'améliorer le rendement d'un placement ou de réduire le coût d'un financement. Empêché par la réglementation d'allouer les fonds publics collectés à l'achat d'actions, supposé être un investissement risqué, le trésorier du comté d'Orange détenait en portefeuille des titres obligataires qui lui servaient de supports à des opérations successives de « repo », qui mettaient le comté en risque sur un montant de titres environ trois fois supérieur au portefeuille initial. Les titres détenus étaient tout d'abord prêtés - sur une période de quelques mois - contre des dollars qui servaient à acheter d'autres titres, à leur tour prêtés contre une somme allouée à l'achat de titres obligataires réservés au même sort. Cette succession de prêts de titres, dont chacun s'analyse juridiquement comme la vente de titres avec promesse de rachat (« repurchase agreement »), engendrait un risque de taux d'intérêt considérable, le comté d'Orange récupérant à la fin de

chaque opération des obligations dont la valeur de marché, en cas de hausse des taux, s'était dégradée. L'année 1994 a été fatale, la perte enregistrée par le comté approchant les 2 milliards de dollars et conduisant la collectivité locale à la faillite.

Les quelques exemples tirés de l'histoire récente des produits dérivés montrent la nécessité de distinguer, parmi les pertes retentissantes enregistrées, celles qui sont imputables à des comportements frauduleux (Barings), à des prises de position spéculatives malheureuses (Sumitomo sur le cuivre, le comté d'Orange sur les obligations), ou encore celles résultant d'opérations de couverture (GIAT Industries). L'interprétation des pertes sur les marchés dérivés n'est en conséquence jamais immédiate. Dans le cas des opérations de couverture, il est également impératif de savoir dans quelle mesure les pertes enregistrées sont compensées par des gains sur la position initiale couverte.

Une entreprise exportatrice couverte par l'achat d'une option de vente de dollars enregistrera certes une perte sur sa couverture en cas de hausse de la monnaie américaine, mais cédera ses dollars à un cours plus élevé, réalisant un gain de change. Les pertes de couverture sont ici parfaitement légitimes. À l'inverse, et dans un scénario de baisse du dollar, l'exportateur couvert par l'achat d'une option de vente à barrière désactivante peut simultanément perdre sur sa couverture et réaliser une perte de change sur sa position.

L'analyse est d'autant plus complexe que le cadre comptable actuel ne rend pas correctement compte de la réalité économique des opérations. Dans certains cas, le règlement comptable prévoit d'enregistrer les pertes sur instruments dérivés dans le compte de résultat, sans reconnaître les gains sur la position couverte. Les pertes comptables ne sont alors que la partie émergée de l'iceberg. Cette asymétrie comptable engendre une grande confusion. Elle mériterait d'être l'objet d'une réflexion de la part de nos autorités comptables et fiscales...

Didier Marteau est professeur à l'ESCP, Véronique McCarroll est directeur chez Arthur Andersen.

## PARUTIONS

● « LE MANAGEMENT SELON MARY PARKER FOLLETT », de Marc Mousli

Dans un article remarquable, Marc Mousli, cadre dirigeant de la SNCF, analyse la modernité et la justesse des idées de Mary Parker Follett, la « prophétesse du management moderne », née en 1868 et morte à Boston en 1933. Le management à la japonaise s'inspire directement d'elle : gestion participative, organisations en réseaux, etc. Tous les grands auteurs contemporains puisent à pleines mains dans ses conférences et ses écrits. Quelques hommes galants la mentionnent dans des notes en bas de page ou en bibliographie.

La géniale Mary Parker Follett, comme tous les créateurs, est une déviante. Titulaire d'un doctorat en sciences politiques, femme de gauche mais séductrice d'hommes d'affaires américains ou britanniques, dirigeante de centres sociaux pendant vingt-cinq ans dans des quartiers difficiles de Boston, elle publie, après la première guerre mondiale, des ouvrages agrémentés d'une prose limpide sur le management. Au vu de tous, elle partage la vie d'une Anglaise de vingt ans son aînée. A lire. (*Futuribles*, n° 209, mai 1996, pp. 69-75, 70 F.)

● L'INDUSTRIE INFORMATIQUE, de Gérard Dréan

Gérard Dréan est modeste. La carte de visite de cet ancien cadre supérieur d'IBM est énigmatique : « conseil indépendant ». Peu importe les parchemins, son ouvrage est d'une rare qualité. Une leçon magistrale. (Masson, 390 p., 200 F.)

● INTRODUCTION AUX SCIENCES SOCIALES, de Bernard Valade

La sociologie infiltre les modes managériales. Souvent nous avons affaire, comme disent les Québécois, à de la « pop-sociology ». Les Presses universitaires de France publient deux ouvrages sérieux, de belle facture et accessibles à tous. A conserver près de soi. (PUF, 634 p., 149 F. et PUF, 240 p., 80 F.)



**EVALUATION DU PERSONNEL**

Concepts et Méthodes de l'évaluation

Pour une gestion dynamique des carrières

En vente en librairie 155 F. 248 pages


LES ÉDITIONS D'ORGANISATION



## Secteurs de Pointe

REPRO

Informatique



## Avec vous, le Monde Sans Fil avance.

**Pionnier dans la conception, la réalisation et la maintenance de réseaux nationaux en téléphonie mobile, SFR, avec l'appui de son principal actionnaire, la Compagnie Générale des Eaux, s'affirme comme un précurseur en matière de service aux abonnés.**

**Ingénieur, mathématicien ou physicien :** nous vous offrons l'opportunité d'un métier stratégique. A 30/40 ans, vous êtes ingénieur, mathématicien ou physicien. Vous avez déjà une expérience en radio ou en études mathématiques conceptuelles. Nous vous offrons une opportunité unique. En effet l'attribution des fréquences radio a une importance stratégique pour notre entreprise : elle conditionne notre couverture géographique et la performance de nos réseaux.

Après une période de formation, et pour le compte du pôle télécommunication de notre groupe - la Compagnie Générale des Eaux - vous intervenez en tant qu'expert et effectuez une veille technique sur l'attribution du spectre radioélectrique aux opérateurs. Ambassadeur de notre Groupe, vous nous représentez auprès des comités et acteurs institutionnels nationaux et internationaux, vous défendez avec force et conviction nos projets et nos ambitions. Plus qu'un profil technique, nous recherchons une personnalité capable de s'adapter et de s'investir dans cette mission de haut niveau. Réf. GK/NFR/LM.

**Ingénieur services et terminaux**  
Au-delà du suivi de la conception et de l'installation du réseau de commutation et de transmission, vous gérez la mise en œuvre des services à offrir à nos clients : vous définissez les plates-formes, les outils et les procédures de gestion des services clients. Vous suivez également l'intégration technique de ces services.

Ingénieur grande école, vous possédez environ 5 années d'expérience dans les services et réseaux intelligents. Vous faites preuve de créativité et d'un excellent sens relationnel. Réf. SMA/IST/LM.

**Ingénieur architecture et réseaux**  
Dans le cadre du développement de nos activités télécom, vous suivez la conception et l'installation du réseau de commutation et de transmission. A ce titre, vous réalisez l'architecture et le dimensionnement du réseau, suivez la définition et l'installation des conditions de recettes, participez à la mise en œuvre des interconnexions avec les autres opérateurs ou réseaux.

Ingénieur grande école, vous possédez environ 5 années d'expérience dans les protocoles et systèmes de commutation et/ou de transmission. Votre forte sensibilité aux aspects opérationnels complète vos capacités d'analyse et de synthèse. Réf. SMA/IA/LM.

**LE MONDE SANS FIL EST A VOUS.**

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions), sous la référence choisie, à SFR, Département Recrutement/Intégration, La Défense 6, 1 place Carpeaux, 92915 Paris-La Défense Cedex.

Ingénieurs  
Réseaux/Telecoms

REF. LMOE.21

36% de croissance.  
1 Md de francs de CA.  
Altran est le leader du conseil et de l'ingénierie en technologies innovantes.  
Partenaires de plus de 250 groupes européens dont nous accompagnons la progression, nous offrons de véritables opportunités pour qui veut dynamiser sa carrière.

**MÉTIER**  
Architecture, Commutation, Administration, Interconnexion, Déploiement de réseaux


**COMPÉTENCES**  
Réseaux haute débit : SCH, ATM, FRAME RELAY...  
Réseaux LAN : TCP/IP, INTERNET  
Réseaux WAN : X25, RNIS...  
INTERNET : HTML, JAVA...  
Radiofréquences, Propagation  
Normes : GSM, DCS 1800, DECT, CT2

**INTERVENTIONS**  
Analyse, Etude, Conception de produits  
Spécification, Mise en œuvre de solutions  
Management de projets

**ENVIRONNEMENTS**  
Opérateur TELECOM  
Constructeur TELECOM  
Réseaux privés d'entreprise  
Télécommunications satellites

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant sur l'enveloppe la référence indiquée à Jean-Michel Martin, ALTRAN, 88 Bd Garibaldi 92-Cyc, 75058 Paris Cedex 17.

**ALTRAN**  
Les ingénieurs de l'innovation



## INGÉNIEUR MÉTHODES INSTALLATION GSM

En relation avec les équipes R&D, vous participez à l'élaboration des nouveaux produits et vous intervenez sur le terrain pour leur mise en œuvre sur site (installations, essais). En collaboration avec les équipes R&D, vous participez à la validation des produits NPI, R&D, Engineering, Product Validation, vous définissez puis validez les méthodes d'installation, de mise en service des produits ainsi que les outils et moyens de test sur site. Afin de permettre l'application de ces méthodes d'installation et de mise en service sur les contrats, vous transférez aux équipes opérationnelles les connaissances acquises lors de vos interventions de terrain.

Ingénieur de formation, votre expérience d'environ 3 ans "Méthodes" ou "Ingénierie" dans un environnement "intervention terrain" vous confère de solides compétences techniques : réseaux, traitement du signal, hyperfréquences, industrialisation. Outre une rigueur d'analyse et de méthode, ce poste requiert un bon sens de la formalisation, une réelle aisance rédactionnelle ainsi que des qualités de négociation. Anglais nécessaire.

Pour rejoindre nos équipes, merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV, photo et gr.) en précisant la réf. IMIMS à Nortel Matra Cellular, DRH, Armelle Commaille, 1, place des Filles du Calvaire, 78042 Guyancourt.

**NORTEL MATRA  
CELLULAR**

Organisme subsois spécialisé dans les domaines de la distribution publique d'électricité et d'éclairage public, recrute un

## INGÉNIEUR MAÎTRE D'ŒUVRE ÉLECTRICITÉ

Chargé de la conception des projets, du suivi technique, administratif et financier des travaux, vous serez également coordinateur (loi 93-1418 du 31.12.1993) pour la sécurité des chantiers.

Diplômé ENPC, ENGREF, INPC ou équivalent, une expérience en réseaux de distribution publique d'électricité et en installations d'éclairage public serait un atout supplémentaire.

Pour ce poste motivant basé à Troyes (Aube), nous vous offrons une formation permanente, une voiture de service.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, salaire actuel ou prétentions sous réf. IS 137/LM à notre Conseil CDL RESSOURCES HUMAINES, Grande Rue, 10190 Prunay. Discretion assurée.

**CDL  
RESSOURCES HUMAINES**

## Pour répondre aux attentes de nos clients... des experts

Première société mondiale de services en technologies de l'information, EDS est leader en Europe avec plus de 19 000 personnes dans 23 pays. EDS est en France la deuxième SSII dans le secteur de l'industrie, le numéro un du marché de l'ingénierie et l'un des leaders de l'intégration de systèmes. Pour faire face à notre développement, nous recherchons des profils de haut niveau.

**L'équipe EDS France vous attend.**

Ces postes requièrent une formation initiale de type grande école de commerce ou d'ingénieurs, et une pratique courante de l'anglais.

Contactez-nous en envoyant votre dossier de candidature (préciser la référence choisie) à EDS, Direction des Ressources Humaines, 4 avenue Pablo-Picasso, 92024 Nanterre Cedex.

EDS peut être visitée sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.eds.fr>.

**Directeurs de projets - R&T, DP**  
Pour des entreprises leaders sur leur marché, vous serez chargé de conduire de grands projets d'intégration de systèmes dans un environnement client-servant. Vous possédez une expérience réussie dans cette fonction et de bonnes connaissances en méthodes. Votre sens du service, votre excellent relationnel et vos qualités de meneur d'équipe de plus de 20 personnes sont reconnues.

**Architectes techniques - R&T, AT**  
Vous participerez à la conception de grands projets et élaborerez les architectures fonctionnelles et techniques. Vous maîtrisez les technologies nouvelles et votre curiosité pour le développement des technologies émergentes est prouvée. Vous possédez une expérience significative d'au moins 7 ans dans une fonction similaire.

**EDS**

## SEQUENT

**RESPONSABLES MARKETING**

**OFFRE INFORMATION DÉCISIONNELLE**  
Réf. DEC

**OFFRE INFORMATION TRANSACTIONNELLE**  
Réf. TRA

**OFFRE DE SERVICES TECHNIQUES ÉVOLUÉS**  
Réf. SER

Votre fonction, liée à la relation avec le client, vous permettra de participer à la mise en œuvre de nos services. A vos côtés, vous bénéficierez de nos 30/35 ans, de la gestion/marketing, compétence technique et une fonction de chef de service de l'analyse incontestable de nos clients. Pour ce poste, la motivation est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature à SEQUENT COMPTON, 6, rue Chateaubriant.

**SEQUENT**



هنا مكان العمل

# Informatique - Réseaux Télécommunications

Dans la course à la compétitivité, contribuez à notre avance technologique.

## Confirmés

### Chefs de projet

Votre expérience de 5 à 10 ans vous confirme comme un professionnel des télécom et de la R & D. Votre aptitude prouvée à l'encadrement d'équipes vous permettra de prendre en charge la coordination des développements logiciels et matériels de nouveaux équipements télécom. Votre connaissance du domaine des réseaux d'accès des opérateurs vous permettra d'exercer votre créativité pour proposer de nouveaux développements. Réf. CP

### Ingénieurs

Riches d'une expérience de 3 à 5 ans, vous souhaitez aujourd'hui intégrer une structure de taille humaine qui saura vous proposer des postes évolutifs. Attaché à une équipe projet, votre expertise vous permettra de participer activement aux spécifications et au développement de nouveaux équipements télécom.

- Spécialiste des développements « hard », vous maîtrisez en outre l'une de ces techniques : électronique analogique, amplificateurs faibles bruits, électronique numérique, VHDL, outils de simulation, interfaces SDH et/ou ATM. Réf. HC
- Spécialiste des développements « soft », vous maîtrisez les architectures des protocoles OSI, l'utilisation du langage C et au moins l'une des techniques suivantes : logiciels temps réel embarqués, développements sur PC, bases de données, moniteurs temps réel. Réf. SC

## Débutants

### Ingénieurs

Vous êtes jeune diplômé ou vous êtes déjà en possession d'une première expérience. Vous avez la volonté affirmée d'exercer votre potentiel dans la Recherche et le Développement.

- Vos connaissances télécom : X25, Frame Relay, ATM - sont complétées par la maîtrise du langage C. Réf. SD
- Vous goûtez passionnément l'électronique s'exerçant sur l'électronique numérique : FPGA, XILINX... Réf. HD

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs, parlez l'anglais et correspondez à l'un de ces profils, alors merci d'adresser votre candidature, CV et prétentions en précisant la référence choisie à CS Télécom, SRH, 11 rue de Cambrai, 75945 Paris Cedex 19.

Branche du groupe industriel Compagnie des Signaux, CS Télécom (500 millions de francs de CA en 1995) est à la fois constructeur d'équipements et fournisseur de solutions de télécommunication. De grands comptes privés ou publics nous font confiance pour optimiser l'architecture de leurs réseaux. Composées à 90 % d'ingénieurs, nos équipes se distinguent par leur parfaite maîtrise de l'électronique professionnelle et leur savoir-faire en logiciels temps réel. Experts reconnus dans la mise en œuvre des protocoles de réseaux de communication ou spécialistes de la radiocommunication et des transmissions optiques, ils relient des centaines de milliers d'abonnés dans le monde. Pour anticiper les évolutions d'un domaine en mutation constante, nous recherchons les ingénieurs qui sauront construire avec nous l'avenir des télécoms.



Des technologies aux solutions



Notre groupe CAP GEMINI SOCIÉTÉ est leader européen dans le domaine des services et du conseil en informatique et télécommunications. Notre division des Systèmes Bancaires EXA basée à Montpellier, développe et commercialise des systèmes d'information bancaires de haut niveau technologique et crée deux postes :

### Ingénieurs d'affaires logiciels bancaires France et International

Votre mission : Commercialiser, en France et à l'étranger, des logiciels bancaires EXA, en collaboration avec le réseau commercial CAP GEMINI

Sous l'autorité de notre Directeur commercial, vous serez entièrement responsable de vos missions. Secondé par une équipe de support commercial performante, vous aurez la charge du montage, de la négociation et du suivi des projets ainsi que de la satisfaction du client.

Votre profil : A 28/35 ans, ressortissant CEE, vous êtes de formation supérieure (grande école scientifique ou commerciale). Vous possédez une expérience de 3 à 5 ans acquise chez un constructeur ou un éditeur de logiciels, de préférence dans le domaine bancaire.

Français/anglais courants, vous maîtrisez si possible l'allemand ou l'espagnol.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) sous réf. PG/733 à notre conseil META Conseil, Département informatique, PIT de la Pompadour, rue de la Vieille-Poste, 34093 Montpellier Cedex 1. Email : meta@unet.fr.

## De nouvelles Equipes Projets au service de l'électronique automobile



Aujourd'hui le développement de l'électronique automobile s'accroît pour améliorer les performances, le confort, la sécurité, la fiabilité et le coût des véhicules. Dans ce contexte de croissance, la Branche Electronique constitue une force de proposition et de développement pour l'électronisation de toutes les fonctions de Valeo : Systèmes Thermiques, Systèmes Electriques, Systèmes d'Essuyage, Eclairage-Signalisation, Embrayage, Sécurité Habitacle.

### Chefs de Projet

Vous assurez la conduite d'un ou plusieurs projets de développement électronique, de la définition du cahier des charges au lancement en production.

Vous pilotez leur avancement dans les différentes phases et êtes responsable du respect des objectifs fixés en termes de délais, coûts et Qualité. Animateur d'un groupe multi-projets composé des représentants de chaque fonction (Achats, Qualité, Conception, Etudes Hardware et Software, Essais, Méthodes-Projets) et de fournisseurs agréés, vous assurez une communication régulière avec le ou les Clients pour l'ensemble des aspects techniques.

Ingenieur Electronicien, vous avez déjà une expérience de la fonction où vous avez démontré vos qualités opérationnelles et de manager.

Réf. CP/LM

### Ingénieurs d'Etudes Hardware

An sein d'une équipe projets pluridisciplinaire, vous êtes techniquement responsable du développement d'un sous-ensemble électronique qui vous a été confié, de l'analyse du cahier des charges jusqu'à la validation du produit.

Ingenieur Electronicien de formation, après une première expérience significative, vous souhaitez participer à la conception de nouveaux produits dans un secteur en pleine expansion qui vous permettra de vivre concrètement de nouveaux challenges. Pour cela, vous maîtrisez l'électronique analogique et numérique.

Réf. EH/LM

### Ingénieurs d'Etudes Software

Ingenieur Electronicien de formation, avec une expérience similaire, vous souhaitez valoriser vos compétences en réalisant des études de façon autonome et responsable.

An sein d'une équipe projets pluridisciplinaire, spécialisée dans le développement de logiciels et dotée d'outils modernes, vous participez à l'évolution de l'environnement méthodologique pour améliorer sans cesse la fiabilité des développements réalisés.

Grâce à votre rigueur et à votre professionnalisme, vous êtes le garant de l'atteinte des objectifs fixés.

Votre flexibilité et vos qualités relationnelles vous permettent d'être un interlocuteur privilégié du responsable de projets.

Réf. ES/LM

### Ingénieurs Achats

Intégré dans une équipe projets pluridisciplinaire, vous êtes chargé de minimiser les coûts d'acquisition des nouveaux produits.

Vous sélectionnez les meilleurs fournisseurs dans le panel existant, dans le cadre d'une industrialisation très grande série et en fonction des critères internes. Vous avez également en charge leur suivi au cours du développement des projets : optimisation du coût de la nomenclature, réalisation des échantillons en temps et en heure. Expert de la négociation des produits électroniques, vous définissez les politiques d'achats : veille technologique, globalisation des besoins, sélection et introduction des nouveaux fournisseurs dans le panel...

Homme de dialogue et de leadership, vous possédez une formation technique supérieure consolidée par une expérience comparable dans une fonction Achats en industrie.

Réf. IA/LM

### Ingénieurs Qualité

Vous garanziez la conformité de nos produits au regard des exigences Clients. Membre d'un groupe projets, vous veillez au bon déroulement du développement suivant la charte de Qualité Valeo. Vous développez et faites évoluer les outils et méthodologies Qualité des équipes R&D.

De formation Ingenieur Electronicien, vous avez déjà acquis une expérience dans le développement hardware ou dans la production grandes séries. Vous désirez évoluer vers une fonction relationnelle où l'analyse et la rigueur se conjuguent avec des aptitudes pédagogiques et de négociation.

Réf. IQ/LM

### Ingénieurs Méthodes

Expert industriel, garant de l'intégrité et de la qualité des produits dont vous avez la charge, vous assurez l'industrialisation et l'introduction en production des nouveaux produits dans le cadre d'une ingénierie simultanée.

De la définition du synoptique de fabrication (investissements, planning, conformité-produit, stratégie de tests...) à la garantie de l'industrialisation (choix technologiques, qualification produit/processus...), vous êtes responsable de l'introduction en production des nouveaux produits.

Vous gérez également les actions correctives (plans d'amélioration, requalifications, obsolescences...) de la production des produits en série. De formation Ingenieur Electronicien, vous justifiez d'une première expérience d'au moins 3 ans.

Ce poste est basé près d'Orléans (des déplacements sont à prévoir en Région Parisienne).

Réf. IM/LM

Les autres postes sont basés en Région Parisienne dans nos Centres de Recherche et Développement (des déplacements sont à prévoir sur notre site de production situé près d'Orléans).

Pour l'ensemble des fonctions, enthousiasme et aptitudes relationnelles feront de vous les acteurs de notre réussite.

La maîtrise de l'anglais est bien sûr indispensable.

Par sa dimension Valeo offre, à des candidats ambitieux et qui veulent relever des défis, l'opportunité de développer une carrière internationale.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo en précisant sur l'enveloppe la référence choisie à Marie BOURDAIS VALEO ELECTRONIQUE - 2, avenue Fernand Pouillon - Europe - 94042 Créteil Cedex.

Valeo, présent sur les marchés automobile mondiaux conçoit, fabrique et commercialise des équipements et systèmes innovants à destination des plus grands constructeurs. Notre Groupe compte plus de 31 000 personnes réparties en neuf Branches d'activités, dispose de 82 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires supérieur à 25 milliards de Francs, dont près de 66 % hors de France.



L'EQUIPEMENT  
AUTOMOBILE

vous en parlerez  
soit avec  
soit avec

Envie

MEICER A VOUS DONNER

Vous de haut niveau, est d'ambition très complète. Développement, vous êtes responsable d'une offre dont vous assurez l'efficacité études de marché et analyses de la concurrence et l'impact des concurrents et en formalisant l'offre. Chargé de la mise en œuvre de la stratégie, vous êtes également l'interlocuteur des clients et de vos homologues étrangers dans le groupe SEQUENT.

Vous êtes électronicien/informatique complétée par un 3ème cycle en ce 2 ou moins trois ans dans une fonction marketing se double de l'expérience ou en bases de données. Idéalement, vous avez assuré la mise en œuvre d'une vision globale et marketing.

Vous maîtrisez la créativité et capacité d'anticipation sont les vos atouts.

Langues : anglais courants à l'étranger, fluent English is absolutely

se soumettre (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) à nos Ressources Humaines en précisant la référence choisie à Valeo.

TT



## L'enseignement supérieur français s'exporte dans les pays de l'Est

Il a vingt-six ans, un diplôme d'ingénieur-architecte décroché à Bruxelles et préparé depuis trois ans dans le service expertises et conseil en immobilier du cabinet anglo-saxon Coopers et Lybrand à Budapest. Tamas Polster fait partie de la première promotion de quarante-cinq étudiants hongrois engagés dans le master gestion de l'immobilier. Mise en place cette année par l'Essec, en collaboration avec l'Université technique de Budapest et celle de sciences économiques, cette formation, qui durera deux ans en cours du soir en Hongrie, a débuté par un séminaire de quinze jours en France, en septembre. « Ce type d'enseignement n'existait pas en Hongrie, explique le jeune homme dans un français impeccable, et, en tant qu'architecte, j'estimais ne pas avoir suffisamment de connaissances en économie et en gestion pour pouvoir mener à bien de grands projets à Budapest. »

Tamas Polster est l'un de ces milliers de cadres et d'étudiants qui bénéficient, depuis la chute du mur de Berlin, de l'impressionnante vitalité des relations nouées entre l'enseignement supérieur de l'Europe de l'Ouest et celui des pays de l'Est. Echanges de professeurs et de stagiaires, bourses d'études, ouverture de filières francophones au sein des universités, etc. Difficile, dans ce foisonnement, de recenser les initiatives auxquelles la France participe, surtout quand les financements sont d'origines multiples. Ils proviennent de l'Union européenne, du programme Tempus du gouvernement français, voire des collectivités locales.

### BESOINS EN ÉVOLUTION

D'après les données du ministère des affaires étrangères et de la délégation aux relations internationales et à la coopération (DRIC) du ministère de l'éducation nationale, 4 600 étudiants ont été for-

### Formation Comment exercer une influence sur les futures élites des jeunes économies de marché

Mes depuis 1991 dans les filières francophones des universités des anciens pays communistes. La fondation France-Pologne, créée en 1989, et l'association Initiatives France-Hongrie, constituée en 1994, gèrent, respectivement, des dotations du ministère des finances de 36 et 10 millions de francs. Sur la Pologne, la fondation soutient une vingtaine de cursus de type master, DESS ou de second cycle, dans lesquels une trentaine d'établissements français sont impliqués. Ils ont formé plus de mille étudiants et cadres d'entreprises. Initiatives France-Hongrie intervient de son côté dans quatre masters.

Les domaines abordés changent au fil des années, en fonction de l'évolution des besoins. « La plupart du temps, ce sont des formations en droit et en finances, indique-t-on à la DRIC, car il s'agit, pour ces pays, de préparer leur entrée dans l'Union européenne. » Les cursus soutenus par la Fondation France-Pologne portent, quant à eux, sur des domaines tels que le génie industriel, l'agroalimentaire, la gestion, etc. « Il existe déjà une forte concurrence sur ces masters entre pays européens », indique-t-on à la fondation.

Le master en gestion immobilière de l'Essec est né d'une demande de l'ambassade de France en Hongrie. « Après le changement de régime, souligne Alain Saliez, professeur d'économie urbaine et directeur de l'Institut des villes,

des territoires et de l'immobilier, créé par cette école avec plusieurs partenaires français, l'Etat hongrois a remis son patrimoine immobilier aux collectivités locales, qui l'ont revendu à très bas prix à des particuliers. Or ceux-ci n'ont pas les moyens d'entretenir ces bâtiments très dégradés. La législation non plus n'est pas adaptée. Il y a quarante années à rattrapper. » La formation est dispensée par des professeurs français et hongrois, presque toujours en binôme.

L'Edhec (Ecole des hautes études commerciales du Nord) de Lille a mis en place, en 1994, un master d'ingénieur d'affaires internationales, en collaboration avec cinq universités de Lublin. Cette formation de 450 heures de cours est dispensée en Pologne, en langue française, accompagnée de 250 heures de mise à niveau en français. Pour ce type de master, les droits d'inscription des étudiants sont parfois minimes, comme pour l'Edhec, mais, le plus souvent, « ils sont de l'ordre de 10 000 francs », précise la DRIC. Une somme considérable dans ces pays, « mais, si l'étudiant a l'espoir d'en tirer un bénéfice, un travail intéressant par exemple, il fait l'effort ». Et, apparemment, les volontaires ne manquent pas.

DEA (diplôme d'études approfondies), master, MBA, filières francophones, formation continue... toutes les formules existent. Des formations inspirées par le

modèle français des instituts universitaires de technologie se montent également en Hongrie et en Pologne. « Ce type d'enseignement n'existait absolument pas auparavant », remarque-t-on à la DRIC. En Roumanie, des modules d'enseignement francophone ont été créés. Il s'agit de formations de

se déplacent pour donner leurs cours. Mais le processus inverse existe. L'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG), qui rassemble neuf grandes écoles d'ingénieurs, a déjà organisé la venue en France d'une centaine d'étudiants roumains dans le but de suivre des DEA ou des projets

bouchés », assurent en chœur les écoles françaises. Les entreprises occidentales implantées dans les anciens pays de l'Est, ou qui cherchent à investir, préfèrent ce vivier de cadres dotés d'une double culture plutôt que de recourir à des expatriés. « La plupart de nos stagiaires qui avaient un emploi ont eu une promotion ou bien ont quitté leur entreprise pour prendre un poste de plus grande responsabilité », observe Charles Tondeur, responsable de la formation continue à l'EDHEC. Quant aux étudiants en fin d'études, 30 % ont créé leur entreprise. »

Tout n'est pas rose cependant. Faute de financement, l'école franco-polonaise de télécommunications vient de fermer ses portes. D'autres établissements soulignent la difficulté d'établir des relations claires avec ces pays qui « attendent de l'argent et nous croient plus riches que nous ne le sommes ». Par ailleurs, certains étudiants profitent de leur stage en France pour quitter leur pays. Rien d'étonnant, puisque c'est toujours aux plus brillants que ces stages sont offerts. Une fuite des cerveaux qui n'arrange aucun des États partenaires. Ni le pays d'origine, qui perd ses élites, ni la France, qui, comme le dit un fonctionnaire, cherche avant tout dans ces coopérations « à développer l'influence française » à l'Est.

Francine Aizicovici

### Financements européens

Le programme Tempus, mis en place en 1990, est destiné à soutenir la restructuration de l'enseignement supérieur dans les pays d'Europe centrale et orientale. Il accorde des subventions à des projets qui doivent être menés par au moins trois partenaires : deux établissements d'enseignement supérieur (ou bien un établissement et un partenaire économique) implantés dans deux pays de l'Union européenne, et un établissement au moins à l'Est. Ils doivent collaborer durant trois ans pour refondre des cours, créer de nouvelles filières, développer des services de formation continue, etc. Le projet doit répondre aux besoins définis conjointement par le gouvernement du pays bénéficiaire et la Commission européenne. Le financement communautaire, de 400 000 écus en moyenne (soit 2,6 millions de francs) par projet, est accordé pour trois ans. Tempus couvre désormais treize pays de l'Est et treize pays de la Communauté des États indépendants (CEI). En 1996, 183 projets sur les 611 proposés ont été retenus sur toute l'Europe. L'ensemble représente un montant de 150 millions de francs sur trois ans.

24 heures minimum, dans des domaines très pointus (politique agricole commune, matériaux composites, etc.), qui, intégrées dans des cursus de troisième cycle, peuvent se transformer en DEA francophones, soutenus financièrement par l'ambassade. Souvent, les professeurs français

de fin d'études. « Ce qui les intéresse, c'est d'être en contact avec des équipements qu'ils n'ont pas chez eux », explique Martine Béroud, chargée de mission des relations internationales de l'INPG.

Ces coopérations portent apparemment leurs fruits. « Les étudiants n'ont aucun problème de dé-

## La chute de l'école des télécommunications de Poznan

La brochure, sur papier glacé et en couleurs, qui présente l'Ecole franco-polonaise (EFP) des nouvelles technologies de l'information et de la communication de Poznan, en Pologne, est périmée. L'établissement a fermé ses portes le 1<sup>er</sup> octobre, faute de financement. L'aventure est née d'une idée : greffer en Pologne le système français des grandes écoles d'ingénieurs de télécommunications. Un principe de financement équilibré entre les deux pays avait été adopté.

Une fondation a donc été créée, dans laquelle se sont retrouvés, côté français, France Télécom - et les trois écoles d'ingénieurs de la Direction de l'enseignement supérieur des télécommunications (DEST) - plus deux industriels ayant des activités en Pologne, Bull et Alcatel. Des collectivités locales avaient également décidé de s'impliquer. Côté polonais, l'opérateur Telekomunikacja Polska SA (TPSA), détenu par l'Etat, deux ministères,

dont celui de l'éducation nationale, ainsi que la ville de Poznan rejoignent la Fondation. En octobre 1992, l'école ouvre ses portes.

Le succès est au rendez-vous. Chaque étudiant de la première promotion, sortie en 1995, s'est vu proposer cinq offres d'emploi en moyenne. Les offres ont doublé pour la promotion suivante. Pourtant l'école a fini par fermer ses portes. « Il y a deux ans et demi, le ministère polonais de l'éducation nationale et TPSA ont dénoncé leurs engagements en disant qu'ils n'avaient pas assez d'argent », indique Jacques Billard, président de la Fondation pour l'EFP.

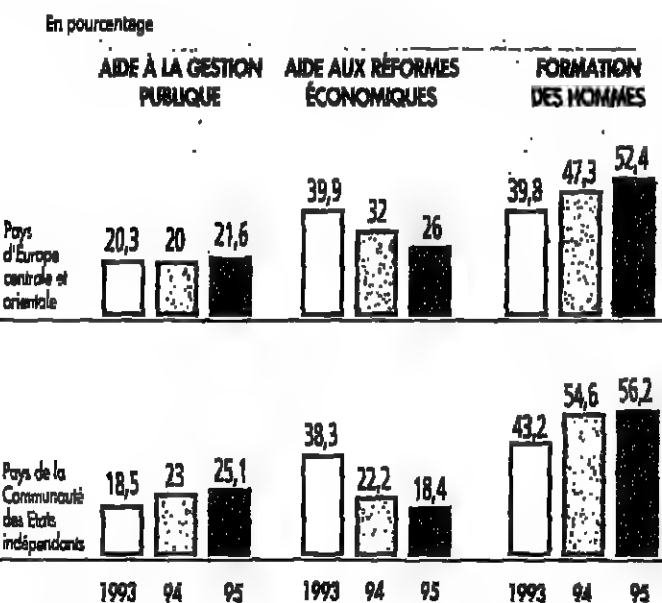
De source diplomatique, les Polonais indiquent que le poids des financements avait peut-être été sous-estimé. Dans le projet de budget pour l'année scolaire 1995-1996, la contribution polonaise était de 8 % contre près de 80 % pour la France. En fait, sur les quatre années de fonctionnement, l'école a obtenu

83 millions de francs de subventions, dont 62 millions versés par la France - 32,5 millions provenant de France Télécom. Mais les Polonais estiment que le changement futur de statut de France Télécom et les barrières juridiques qui ont empêché l'opérateur français de faire une offre sur le marché du téléphone cellulaire en Pologne expliquent aussi son retrait.

Le personnel enseignant, en quasi-totalité polonais, est aujourd'hui au chômage. Pour les étudiants, le ministère français des affaires étrangères et France Télécom ont décidé de financer les études en France des étudiants de troisième année et de la moitié des étudiants qui entament leur seconde année. Des solutions doivent encore être cherchées pour que les autres puissent reprendre leur scolarité en France l'an prochain.

F.A.

### Les affectations des crédits français



Disponible en librairies et grandes surfaces. 98F 188 pages

### Trouvez un job sur internet

Le premier livre sur internet et l'emploi.

Simon Milan et Stéphane Amis sont respectivement chef de projet nouveaux médias, et PDG de Média PA, l'une des premières agences en communication de recrutement en France.

L'article d'Eric Izraelwicz « Erreurs sur l'emploi », publié le 22 octobre 1996, a suscité de nombreuses réactions.

### N'OUBLIONS PAS LA PRODUCTIVITÉ...

L'auteur critique la proposition de réduction du temps du travail pour diminuer le chômage à partir d'une argumentation dont la cohérence n'est peut-être qu'apparente. Il compare trois périodes au cours desquelles la relation entre durée du travail et emploi fut chaque fois différente. Pendant les « trente glorieuses », stabilité de la durée du travail et croissance de l'emploi allèrent de pair : de 1974 à 1982, le chômage s'enleva malgré la baisse de la durée du travail. Et depuis 1982, le chômage continue de croître avec une durée du travail à peu près stable. Comme tous les cas de figure sont ainsi représentés, il en conclut que c'est la présence ou l'absence de la croissance économique qui constitue le facteur déterminant de l'emploi.

Quelle est la validité d'un raisonnement sur le contenu en emplois de la croissance qui ne mentionne pas ce qui fut simultanément l'évolution de la productivité du travail ? Si pendant l'après-guerre l'emploi grandit pendant que la durée du travail resta stable, c'est parce que la croissance de la production fut légèrement supérieure à celle de la productivité. Si pendant la période suivante, au contraire, le chômage s'accrut avec le ralentissement de la croissance et malgré la baisse de la durée du travail, c'est parce que les progrès de la productivité furent ralentis, mais moins que ceux de la production. De même dans la troisième période, où les progrès de la productivité, quoique nettement plus faibles qu'après-guerre, furent tout de même supérieurs à la croissance économique.

La deuxième erreur consiste à faire implicitement, sans aucune justification, l'hypothèse que si la

croissance économique repartait avec plus de vigueur, la productivité continuerait à croître selon la tendance actuelle et que l'écart qui se constituerait serait de nature à favoriser la hausse de l'emploi. Or rien n'est moins sûr, puisque, les deux phénomènes étant en tendance fortement corrélés, la reprise de la croissance s'accompagnerait vraisemblablement de celle des gains de productivité. De plus, si, dans le meilleur des cas, la croissance annulait le poids du chômage conjoncturel, qu'en serait-il du chômage dont l'origine se situe dans les mutations techniques et les transformations de l'économie mondiale ?

La troisième erreur consiste à mettre en doute l'efficacité de la diminution de la durée du travail pour diminuer le chômage et à sous-estimer le développement du temps partiel et la flexibilité croissante de la durée du travail. Ne sommes-nous pas en face d'une incohérence pure et simple, puisqu'il s'agit dans les deux cas d'une action sur la durée ? Il faut craindre qu'il s'agisse ici de mettre le salarié à la merci de l'employeur, puisque la logique du temps partiel est celle des contrats emploi solidaire et des contrats précaires avec salaires réduits. (...)

Jean-Marie Harribey  
professeur de sciences sociales  
université  
Montesquieu-Bordeaux-IV

### NI L'ÉVOLUTION DU NOMBRE DES ACTIFS

En France, les actifs sont passés de 19,7 millions en 1955 à 22,4 millions en 1975. Ils sont aujourd'hui 25,3 millions, soit une augmentation de 28 % en quarante ans. En déduisant le nombre de chômeurs et en appliquant aux actifs occupés en 1995 (soit 22,1 millions) la durée annuelle du travail de 1955 (2 130 heures), un calcul simple montre que, sans diminution du temps de travail depuis 1955, la France compterait aujourd'hui plus

de 8 millions de chômeurs. En 1955, les 19,7 millions d'actifs ayant un emploi travaillaient 41,5 milliards d'heures par an ; en 1995, les 22,1 millions d'actifs occupés (durant 1 626 heures par an) n'en ont fourni dans l'année que 36 milliards. M. Izraelwicz passe ainsi sous silence les remarquables gains de productivité de l'économie puisque, en quarante ans, le PNB a été multiplié par 3,16.

Puisqu'il ne met pas en parallèle les courbes de durée du travail et des demandes d'emploi, il est plus juste de mettre en relation cette dernière avec celle de l'évolution des actifs. Depuis 1975, la population active a augmenté de 2 900 000 personnes, soit à peine plus que le chômage (+ 2,2 millions). Depuis 1960, chaque année, conséquence du baby-boom d'après-

guerre et de l'augmentation de l'activité des femmes, ce sont ainsi entre 140 000 et 200 000 actifs supplémentaires qui arrivent sur le marché du travail par rapport aux générations creuses d'avant-guerre qui prennent leur retraite. Et cette situation, selon l'INSEE, durera jusqu'en 2010, date à laquelle, de façon significative, les enfants du baby-boom qui partiront à la retraite seront remplacés par des générations moins nombreuses.

Certes, la croissance économique constitue le facteur essentiel de réduction du chômage, mais peut-on tout attendre d'une reprise qui devrait être, sur une longue durée, supérieure à 3 % par an et doit-on balayer d'un revers de main toute autre alternative ?

Michel Huard  
urbaniste

De 1944 à nos jours  
Cinquante ans d'histoire économique

l'histoire au jour le jour  
Croissance  
et crises

En vente chez votre marchand de journaux, 70 F



# Secteurs de Pointe

## Chassez vos experts, cadres et dirigeants par voie d'annonces

Messieurs,

Vous l'avez sans doute remarqué ces derniers mois, en lisant la presse, les annonces sont de plus en plus nombreuses concernant des postes stratégiques pour l'entreprise. Désormais, les pages recrutement sont lues par tous, y compris les hommes et les femmes du plus haut niveau, en poste. Nous pouvons, grâce à elles, vous garantir des candidats de tout premier plan, dans tous les secteurs, pour tous types de postes, quelle que soit la rémunération proposée.

De nombreuses références nous permettent de mesurer tous les jours l'efficacité de cette approche pour renforcer vos équipes. Nous nous tenons à votre disposition pour vous renseigner et réfléchir avec vous à vos prochains projets de recrutement.

*M. Gosselin*

Marc GOSSELIN  
Directeur Général NBS France

**Directeur du Développement International**  
Rattaché au directeur général, vous serez responsable de la mise en œuvre de la politique commerciale internationale de la société. Vous serez en charge de la recherche, du recrutement et de la formation des cadres et du personnel. Vous serez également responsable de la gestion administrative et financière de la filiale.

**NBS**

"Rapidité, originalité et diversité des CV reçus, flexibilité du cabinet NBS par rapport à notre demande, le bilan est réellement performant !"

Madame DUCOTTET  
Président Directeur Général  
THUASNE

**Chef de projet client/serveur EMEA\***  
Rattaché au directeur général, vous serez responsable de la mise en œuvre de la politique commerciale internationale de la société. Vous serez en charge de la recherche, du recrutement et de la formation des cadres et du personnel. Vous serez également responsable de la gestion administrative et financière de la filiale.

**NBS**

"L'économie internationale s'est si profondément modifiée que, désormais, nous trouvons 90% de nos spécialistes informatiques par voie d'annonces, y compris pour les postes techniques pointus".

Monsieur DUPRAT  
Directeur Marketing Europe  
VERIFONE

**Attachés Commerciaux**  
Rattachés au directeur général, vous serez responsables de la mise en œuvre de la politique commerciale internationale de la société. Vous serez en charge de la recherche, du recrutement et de la formation des cadres et du personnel. Vous serez également responsable de la gestion administrative et financière de la filiale.

**NBS**

"Afin de pourvoir des postes stratégiques de ce type, j'ai constaté qu'une annonce restait un moyen très efficace. Dans ce cas précis, nous avons touché les candidats de grande qualité que nous recherchions".

Monsieur LERICHE  
Directeur Ressources Humaines  
ABBAY NATIONAL

**Responsable de la Communication Europe**  
Rattaché au directeur général, vous serez responsable de la mise en œuvre de la politique commerciale internationale de la société. Vous serez en charge de la recherche, du recrutement et de la formation des cadres et du personnel. Vous serez également responsable de la gestion administrative et financière de la filiale.

**NBS**

"Nous utilisons les annonces pour recruter en France et à l'international. Les résultats sont là : pour ce poste, nous avons très rapidement trouvé notre mission et ainsi résolu le vrai problème que nous posait ce recrutement".

Monsieur BONNET  
Directeur Marketing Europe  
BRADY

N.B.S. - 44 rue du Colisée - 75008 PARIS - Tél. 33 (0) 1 42 56 90 70 - Fax 33 (0) 1 42 56 90 60



NBS SELECTION LTD  
a BNB Resources plc company



Paris • London • Aberdeen • Birmingham  
Bristol • City • Edinburgh • Glasgow • Leeds  
Manchester • Slough • Madrid

**PRISMA PRESSE**

### Chef de Projet Informatique Finance

**PRISMA PRESSE**, un des groupes leaders de la presse magazine avec 13 titres à forte notoriété, plus de 600 collaborateurs, 3 Mds de CA, recherche un Chef de projet finance.

Rattaché directement au Directeur Financier, ce chef de projet aura pour mission de participer à la refonte globale du système d'informations comptables de PRISMA PRESSE. En relation avec les différents interlocuteurs internes concernés, il établira un cahier des charges et participera très activement au choix d'un progiciel, à son installation et dans un troisième temps à son exploitation.

De formation supérieure, Finance/Comptabilité et Informatique (MAGE et troisième cycle finance par exemple), vous avez une expérience opérationnelle dans ce domaine et avez déjà assumé directement la mise en place d'un progiciel comptable.

Vous avez 4 à 6 ans d'expérience professionnelle et souhaitez exprimer votre potentiel dans un groupe dynamique, qui peut vous proposer à terme des évolutions professionnelles dans le domaine de la Gestion ou de la Finance.

Vos qualités personnelles (rigueur, disponibilité, savoir-faire relationnel...) seront vos meilleurs atouts pour mener à bien cette mission et vous intégrer dans un contexte exigeant mais convivial.

Ce poste est basé à Paris 8ème.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature, CV, lettre de motivation, photo et prétentions sous la référence CHFI 10.96 à notre Conseil, Monsieur Philippe MARME, Cabinet MASTERLINE, 7 rue Châteaubriand, 75008 Paris. Tél. 01.53.78.22.22.

LAFARGE BETONS GRANULATS

### Responsable des applications automatisées

LAFARGE est leader mondial des matériaux de construction, activité 40 pays, 35 Mds de CA, 35 000 collaborateurs. Le groupe occupe des positions de premier plan dans chacune de ses activités : ciment, bétons et granulats, pierre et matériaux de spécialité. Sa vocation est de faire progresser les matériaux et contribuer ainsi à l'amélioration du cadre de vie.

Lafarge Bétons Granulats gère des sociétés de bétons prêts à l'emploi et des carrières de granulats sur toute la France (3,5 Mds de CA, 3 000 collaborateurs).

Rattaché à la direction technique, vous accompagnerez et piloterez la transformation d'équipements d'automatisme prévue sur plusieurs années pour plus de 200 centrales à béton. Vous participerez à la mise en réseau des centrales dans le système d'information du Groupe. Vous êtes l'interlocuteur privilégié des fournisseurs de matériels et de logiciels dans les domaines relevant des achats, des garanties et de la gestion des litiges techniques. Vous animez et coordonnez les actions des responsables régionaux chargés de la mise en place de ce projet.

De formation ingénieur à dominante électricité/automatisme (ENSIEG, ENSEM, ESME...) ou l'équivalent, votre expérience réussie de 2 à 4 ans chez un constructeur d'automatismes ou dans une entreprise utilisatrice vous a permis de développer des qualités de rigueur et de négociateur.

De nombreux déplacements en province sont à prévoir. Pour ce poste basé à Saint-Cloud (92), merci d'adresser votre candidature, sous réf. MO/21, à DORH, Lafarge Bétons Granulats, 5 bd Louis-Loucheur, BP 302, 92124 Saint-Cloud Cedex.



LES MATERIAUX POUR CONSTRUIRE LE MONDE



## Secteurs de Pointe



Notre métier : • conseiller les Directions Générales dans la conduite du changement opérationnel • assurer la maîtrise d'œuvre et la réalisation de grands projets de développement et d'intégration de systèmes. Notre forte progression nous conduit à rechercher, sur PARIS-IR, plusieurs professionnels de haut niveau :

### Consultants seniors

Vous comprenez les enjeux du client (métier, stratégie, organisation...) et en organisez les impacts sur l'évolution du système d'information. Votre solide connaissance d'un métier client et/ou d'un grand domaine fonctionnel (gestion commerciale, logistique, GRH, finance/comptabilité...) vous permet d'intervenir en véritable conseil des Directions d'entreprise. Vous pouvez être

amené à encadrer plusieurs consultants sur vos missions. Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, vous possédez une solide culture en systèmes d'information et une expérience de 5 à 15 ans acquise en cabinet de conseil, en SSII ou dans des fonctions de management en entreprise. Des compétences en intégration de projets seraient un atout.

### Directeurs de projets

En avant-vente, vous constituez et conduisez des équipes de réponse (appels d'offres ou propositions spontanées), en véritable maître d'œuvre de la proposition (5 à 300 MF). Vous participez activement à la négociation et à l'établissement du contrat. Vous assurez ensuite la direction du projet ou supervisez plusieurs projets en parallèle. Interlocuteur privilégié du client, vous êtes le garant de sa totale satisfaction, dans le respect de nos engagements coûts/délais/qualité. En fonction de votre expérience, vous encadrez

10 à 50 personnes. Vous êtes capable de gérer des sous-traitants et des projets d'intégration de systèmes. Avant tout, vous savez maîtriser, manager et développer une affaire dans sa globalité. Ingénieur grande école, vous possédez une solide expérience (7 à 15 ans) de la conduite de projets de systèmes d'information, acquise en SSII, en cabinet de conseil ou au sein d'une grande entreprise. Vous maîtrisez les environnements client-serveur, SGBDR, réseaux.

Vos qualités personnelles seront déterminantes : autonomie, forte implication, tempérament opérationnel, leadership, sens du service et du contact client, goût de l'efficacité et du résultat. Votre potentiel et vos capacités d'encadrement vous permettront d'évoluer au sein du Groupe CAP GEMINI, en France comme à l'international.

Pour nous rencontrer rapidement avec notre Conseil, merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, rémunération actuelle) à MERCURI URVAL, 14bis rue Daru, 75378 PARIS CEDEX 08, sous la référence 59-4560 LM (portée sur lettre et enveloppe) en précisant la fonction souhaitée.



**Scapa tapes**  
 Message de l'entreprise de développement et de production de films pour le cinéma et la télévision. Nous recherchons des personnes compétentes et motivées pour participer à l'élaboration de nos produits et à leur distribution. Les compétences requises sont : une expérience professionnelle dans le domaine de la production et de la distribution de films, une maîtrise de l'anglais, une capacité d'organisation et de gestion d'équipe. Nous offrons une rémunération attractive et des conditions de travail agréables. Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, rémunération actuelle) à Scapa tapes, BP 126 - 28001 Valence Cedex.

**Directeur Recherche Développement Qualité**



THOMSON multimedia est le 4<sup>e</sup> groupe mondial d'électronique grand public avec 55 000 personnes réalisant 40 mds F de CA dans plus de 100 pays. Dans le cadre du renforcement de notre centre de développement logiciel (software engineering center) de Rennes, nous recherchons un

### Software Configuration Manager

Rémunération motivante

Rennes

#### LE POSTE :

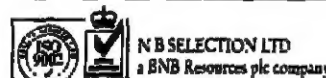
vous appartenez à l'équipe responsable des développements logiciels pour l'ensemble des produits numériques. Vous êtes personnellement responsable de la conception et de la mise en place des méthodes et procédures de configuration des applications logicielles. Vous êtes aussi le garant du respect de normes strictes en matière d'assurance qualité (DoD, Iso).

#### PROFIL RECHERCHE :

excellente formation supérieure type grande école d'ingénieur

expérience réussie d'au moins 3 ans dans la conception et la mise en place de méthodologies de configuration logicielle, si possible pour des applications temps réel  
 excellente connaissance des outils de configuration ("clear case") disponibles sur le marché  
 méthodique, rigoureux et organisé, vous êtes non seulement apprécié pour vos qualités techniques uniques mais aussi pour vos indéniables talents de communicateur.  
 anglais indispensable.

Ecrire à NBS sous réf. LM 611 02 (à préciser sur lettre et enveloppe) - 44 rue du Colisée 75008 PARIS. Fax 01 42 56 90 60



Paris - London - Aberdeen - Birmingham  
 Bristol - City - Edinburgh - Glasgow - Leeds  
 Manchester - Slough - Madrid

### prenez en main notre croissance

HIGH TECH

PARIS EST

Etablie en France depuis deux ans, notre filiale de distribution connaît un développement très important sur le marché des MONITEURS.

Avec 4 usines dans le monde, nous sommes l'un des premiers constructeurs.

Pour répondre aux besoins du marché français et en devenir l'un des leaders, nous avons décidé de rechercher notre Jeune DIRECTEUR GÉNÉRAL H/F.

Sous l'autorité du Directeur Général Europe, il sera responsable de la totalité de notre activité en France : marketing, ventes, gestion administrative, comptable, stocks, avec un reporting mensuel. Il a une équipe de 5 personnes.

Avec une formation supérieure (ingénieur ou autre...), après une première expérience d'au moins 3 ans en encadrement, dans un environnement international, vous souhaitez vous investir avec enthousiasme dans un projet ambitieux.

Vous connaissez l'industrie électronique (PC, périphériques), votre compétence en gestion et vos qualités de manager sont vos atouts pour relever ce challenge. Vous êtes bien sûr bilingue anglais.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (C.V. et prétentions) sous réf. BG 72 à notre Conseil qui vous garantira une stricte confidentialité.

2, rue Louis David - 75116 PARIS  
 8, rue Duquesne - 69008 LYON

**COCEPLAN**

Notre groupe industriel est spécialisé en mécanique de précision, composants et systèmes hyperfréquences. Nous recherchons aujourd'hui pour l'une de nos filiales située en proche banlieue parisienne :

### Responsable BUREAU D'ETUDES

Véritable moteur du développement technologique de notre société, vous proposez des solutions et anticipez les évolutions des marchés intégrant des composants et systèmes pour les transmissions hyperfréquences.

En outre, organiser et gérer l'activité de notre bureau d'études implique des investissements en moyens de calcul et de modélisation que vous conduirez.

Ce poste d'envergure nécessite une formation de type INGENIEUR ELECTRONICIEN OU TELECOMS, renforcée par une expérience de 3 ans minimum dans une fonction similaire au sein d'une société travaillant pour le spatial et/ou les télécommunications.

Familiarisé avec les logiciels de CAO hyperfréquences, vous êtes rapidement opérationnel dans une fonction où votre sens du management et vos aptitudes relationnelles sont vos atouts.

Une excellente maîtrise de l'anglais facilite vos relations avec nos clients internationaux.

Pour saisir cette opportunité, adressez votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV et prétentions) sous réf. LM/612 à : Youcan 26, rue Jacques Dulud - 92200 Neuilly-sur-Seine, qui transmettra.

### CENTRE DE RECHERCHE domaine des métaux non ferreux recrute pour ses Départements de Métallurgie Extractive

- INGENIEUR senior, 6 à 10 ans d'expérience en recherche ou production en pyrometallurgie.
- INGENIEUR débutant ou 1ère expérience pour étude des procédés d'extraction des métaux par hydrometallurgie ou pyrometallurgie.
- INGENIEUR débutant ou 1ère expérience pour étude des métaux et développement d'applications.
- Formation : Ingénieurs Grandes Ecoles, généralistes, Mines, Chimie, Procédés, Matériaux ou équivalent.
- Possibilité d'évolution ultérieure vers l'exploitation.
- Lieu de travail : banlieue Ouest
- Anglais indispensable • Allemand souhaité.

Envoyer CV et lettre de motivation manuscrite à :

**METALEUROP RECHERCHE**  
 BP 120 - 78193 TRAPPES Cedex

Groupe industriel français de 1 500 personnes, leader sur nos marchés (convecteurs électriques et chauffe-eau), nous recrutons pour notre service Recherche basé à La Roche sur Yon - Vendée, un

### Ingénieur Labo-Essais HF Débutant ou presque

Sous la responsabilité du Chef de service R & D, vous participerez à l'étude de faisabilité technique et à la conception détaillée de nouveaux produits. En suivant les normes requises, vous aurez à mettre en place les nouveaux moyens d'essai ainsi que les études qui s'y rattachent. Pilote de l'évolution et de la maintenance de nos outils informatiques, vous serez, à terme, l'un de nos experts pour les outils d'aide à la conception.

Dans cette fonction à la fois technique et relationnelle, des qualités de rigueur, autonomie, créativité, disponibilité, ouverture d'esprit, esprit critique et d'analyse sont essentiels pour réussir.

De formation généraliste, vous possédez également des connaissances significatives en thermique, mécanique, instrumentation, CAO et simulation numérique. Vous maîtrisez l'anglais technique.

Si vous êtes intéressé par ce contrat à durée indéterminée, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions (en précisant la référence 011AB) à : ATLANTIC INDUSTRIE Direction du Personnel - BP 65 - 85002 La Roche sur Yon cedex.

**atlantic**  
 ça marche, tout simplement.



# Informatique Réseaux Télécommunications

Groupe leader dans le domaine de la mode féminine - 9000 personnes - CA en constante progression - l'informatique est un outil stratégique au service de notre métier. Nous recherchons pour notre Direction des Systèmes d'Information, (une vingtaine de personnes, environnement VAX, Client/Serveur, Oracle...), basées à Paris Nord (Métro) notre

## Responsable des Etudes

- A 35 environ, vous avez :
- une formation d'ingénieur,
  - une solide expérience de la conduite de projets acquise de préférence dans une entreprise dotée d'une informatique stratégique pour son métier,
  - des compétences et un fort intérêt pour les nouvelles technologies (environnement Client/Serveur, Développement Objet, RAD, NT, SQL),
  - des capacités pour animer une équipe d'une dizaine de personnes dans un contexte technologique et méthodologique de haut niveau.

Proactif, rigoureux, vous savez apporter des réponses concrètes, rapides et adaptées à vos clients internes.

Vos capacités d'écoute et de compréhension des besoins, votre adaptabilité et votre implication seront des atouts déterminants pour votre réussite.

Merci d'envoyer CV et présentations, sous réf. RE/JA à EL CONSEIL 67 rue d'Amsterdam - 75008 Paris, qui vous garantit toute confidentialité.



El Conseil - 67, rue d'Amsterdam - 75008 PARIS

## Directeur de filiale

Paris ouest

Excellent salaire

■ **LA SOCIÉTÉ** : Nous sommes la filiale d'un groupe de services informatiques à taille humaine. Intervenant dans le conseil et l'assistance technique auprès d'une clientèle industrielle de premier plan, nous employons environ 110 personnes pour un chiffre d'affaires de 55 MF.

■ **LE POSTE** : Vous serez chargé essentiellement de la prospection de nouveaux clients industriels et de la fidélisation des clients existants. De plus, vous organiserez et encadrerez une équipe de plus de cent consultants ainsi qu'une petite équipe commerciale et administrative au siège. Enfin, vous aurez toutes les autres responsabilités de gestion d'un centre de profit.

■ **LE CANDIDAT** : De formation ingénieur, vous bénéficiez d'une expérience réussie d'environ 10 ans dans le monde de l'informatique industrielle et de l'assistance technique. Votre sens commercial, votre charisme et votre ténacité vous permettront d'accéder rapidement à des responsabilités larges et autonomes.

■ **Merci d'adresser votre dossier complet de candidature sous référence 3005/IAM à Ivor ALEX, NORMAN PARSONS, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS, par fax au 01 47 23 38 00 ou par e-mail (format mime ou binhex) «norman@parsons.grolier.fr».**



**Norman Parsons**  
GROUPE ROBERT HALF

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 120 BUREAUX SUR 5 CONTINENTS

Filiale (1100 personnes - 1,4 milliard de Frs de CA) du groupe WARNER LAMBERT (36000 personnes - 35 milliards de Frs de CA), nous développons nos activités, tant dans le domaine pharmaceutique, que dans celui de la grande consommation (hygiène/soins et confiserie). Nous recherchons un :

## Organisateur Informaticien Gestion Commerciale

CDD 18 mois

H/F

Rattaché au directeur des systèmes d'informations et en étroite liaison avec les directions opérationnelles de nos différentes lignes d'activité, vous prenez en charge la conduite de projets d'organisation et/ou d'informatisation concernant le domaine commercial.

Vous êtes chargé de proposer et de promouvoir les organisations les plus adaptées à la conduite du business, vous assurez une interface efficace (planification, coordination) entre les besoins des utilisateurs et les équipes de développement. Enfin, vous accompagnez l'évolution des applications existantes.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez d'une expérience d'environ deux à trois ans dans une fonction organisation ou de chef de projet, de préférence pour des applications concernant le domaine commercial.

Dynamique, adaptable, votre capacité à travailler en équipe et vos qualités d'organisateur font de vous un interlocuteur crédible et reconnu.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et présentations sous la réf. orgcom à notre Conseil : J.S.A. - 10, avenue Maignon 75008 Paris.

**PARKE-DAVIS**  
groupe WARNER LAMBERT  
De l'être au bien-être



## Responsable marché Grands comptes

Quatrième Distributeur National de Produits et Services Informatiques, notre Société, en croissance constante, crée le poste de Responsable marché Grands comptes afin de développer la promotion de ses offres auprès des Grandes Entreprises Privées et Publiques.

Votre mission essentielle sera de prendre en charge toute la gestion des appels d'offre, que vous traiterez sur le plan commercial, administratif et technique. Vous travaillerez pour cela en étroite collaboration avec les principaux constructeurs et éditeurs.

Agé de 25 à 35 ans, vous avez une expérience de 3 ans minimum dans la vente de solutions complètes (matérielles, services, ingénierie). Rompu à la négociation à haut niveau et déjà bien introduit dans notre milieu, vous savez allier combativité commerciale, crédibilité technique et rigueur de gestionnaire. Nous vous offrons une rémunération motivante de 300K€ et + (fixe + primes).

Poste à Pourvoir à PARIS-14-DEFENSE.

Merci d'adresser directement votre dossier de candidature à notre Conseil s/réf IM/RCC à SCORER CONSEIL 4, rue des Cloes - 93000 CERGY.

Le Monde Economie le lundi \*

Le Monde Emploi le mardi \*\*

Deux rendez-vous à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière

\* date mardi

\*\* date mercredi

## Formation Professionnelle

**UNIVERSITÉ PANTHEON-ASSAS PARIS II** ..... propose aux salariés .....  
Centre de Formation Permanente ..... pédagogie adaptée .....  
à la reprise d'études débouchant sur un diplôme ou un universitaire.

**DESS Fonction Humaine et Sociale** (1 an)  
Accès : Bac+2 ou expérience professionnelle pouvant être validée à titre d'équivalence.  
Objectif : approfondir la réflexion sur les enjeux et les outils de la fonction humaine.

**DESS de Droit des Entreprises Commerciales** (2 ans)  
Accès : maîtrise en droit ou accès normal aux nouvelles parties enseignées du 3e cycle.  
Pour tous renseignements : Centre de Formation Permanente : 14 rue de la Harpe - 75005 Paris - Tél : 01 44 08 51 08 - Fax : 01 43 37 01 87 - Minitel : 3615 UP2\*CFP

**CADRES** Gestionnaires  
Commerciaux, Techniciens

**Nouvelles Technologies de l'Information,**  
**Commerce électronique,**  
**Réseaux et télécommunications,**  
**Echanges de Données Informatisés,**

sont indispensables à votre évolution professionnelle.

**SYSTEMIA** et ses partenaires pédagogiques vous proposent des formations labellisées, de 1 jour à 15 mois, en continu ou en alternance, pour mettre à jour vos connaissances ou effectuer une reconversion professionnelle, en vous appuyant sur un actif réseau d'anciens.

Ecoles partenaires :  
Télécom Paris (ENST)  
Ecole des Mines d'Alès,  
INSEE

**SYSTEMIA**

**Management Économique et Social du Développement local**

Un diplôme Bac + 5 en Formation Continue

Public : Cadres des collectivités territoriales, sociétés d'économie mixte  
Responsables d'organismes sociaux, d'entreprises

Organisation de la formation  
400 h, en 3 journées bloquées par mois de janvier 97 à décembre 98

Conditions d'admission  
BAC + 4 ou validation des acquis professionnels  
+ 5 ans d'expérience professionnelle  
Admission après sélection des dossiers et entretiens

Renseignements et Dossier d'inscription  
Sophie DUPUIS Tél. (01) 49 76 80 23 - Fax (01) 49 76 80 50

Chaque semaine, retrouvez la rubrique

**"FORMATION PROFESSIONNELLE"**

Pour vos annonces publicitaires,  
contactez Michèle FERNANDEZ au

☎ 01.44.43.76.17 - (Fax : 01.44.43.77.32)



# Dirigeants d'entreprise, pour parler emploi parlons compétences

Chaque recrutement doit enrichir l'entreprise. Au-delà de l'identification des compétences recherchées, l'entreprise éprouve parfois des difficultés à trouver la personne qui répond à son besoin. Leader de l'outplacement en France et en Europe depuis 1978, PCM Europe accompagne chaque année plus de 1 000 cadres qu'elle évalue sur le plan des compétences et de la personnalité. Des femmes et des hommes qu'elle aide aussi bien dans la définition de leurs objectifs que dans la mise en œuvre de transferts de compétences d'un

métier ou d'un secteur à un autre. Une organisation pointue par "filères métiers" et une présence dans 17 bureaux répartis dans les plus grandes métropoles favorisent la proximité avec les entreprises et facilitent la mobilité.

Aujourd'hui, 60 candidats sont prêts pour un nouveau départ. Dans cette page, ils présentent leurs compétences, validées avec PCM Europe. Des compétences qui ne manqueront pas d'enrichir votre entreprise.

## Offres de compétences

### Manager et entreprendre

Ref. 001 - Objectif : implanter/redresser activité Indus. Exp. : 15 a. DG/DAF Filiales groupes intern. secteurs agro/chimie/BTP. Europe Sud-Amér. lat./France. Sup de Co/DECF. Espagnol/angl. Mobilité. 45 ans.

Ref. 002 - Objectif : direction PME/PMI. Exp. DG gres agro. multinat. Grande exp. mgt unités de prod. (+ 500 p.). R&D, mktg, RH, ingé. 54 ans.

Ref. 004 - Objectif : manager centre de profit. mktg, ventes, dist., après-vente, secteurs indus. et bioméd. Exp. : multinationale dont 3 a. siège européen. Anglais/espagnol. Mobilité géographique.

Ref. 010 - Objectif : manager le développement d'une sté indus. Exp. : 12 a. dir. R&D + 9 a. dir. établ. de service tech. avec mise en place commerciale & mktg. Ing. ENI + IFG.

Ref. 011 - Objectif : direction gén./dir. division int. Exp. : 11 a. DG sté high-tech 600 pers. Activités mondiales. R&D, marketing, fabrication, finance. Plus de 30 a. en électronique.

Ref. 012 - Objectif : manager, animer un réseau franchises-succursales. Exp. : 6 a. dir. opt. com. avec réseau + 5 a. dir. com. et dévpt réseau. ESC.

Ref. 015 - Objectif : diriger entreprise de service pleine évolution. Exp. : consultant puis dir. ventes et opérations entr. transports (2 500 pers., CA : 850 MF). Polytechnique. Anglais.

Ref. 019 - Objectif : manager centre de profit et grands projets d'équipements au service du privé et des collectivités. Exp. : 23 a. aménageur du territoire, gestion, marketing, commercial.

Ref. 020 - Objectif : direction générale/dir. division internat. Exp. : 30 a. électronique. 11 a. DG sté high tech. 600 pers. Activités mondiales. R&D, marketing, fabrication, finance.

Ref. 024 - Objectif : DG d'entr. ind. multistats. Groupes intr. Exp. : 10 a. développement B + B, reconfigurations et animation. 1 000 MF + 1 000 pers. INSEAD. Centrale. 41 ans.

Ref. 025 - Objectif : dir. technique ou dir. de département productif. Exp. : 10 a. commercial projets + 10 a. centre de profit sect. industriel. Ingénieur HEI. Anglais courant.

### Carrières internationales

Ref. 026 - Objectif : dir. bureau commercial représent. générale. Exp. : spécialiste export/coopération Asie/monde chinois. 8 a. expat. Asie. Chinois/anglais courant. BCP + Langues O.

Ref. 027 - Objectif : international import/export sales manager. Exp. : good knowledge of transport, equipment within gr. Europe and Middle-East. Fluent in Dutch, English, French + German.

Ref. 028 - Objectif : responsable labo R&D. Exp. : internationale. 15 a. chimie fine, polymères. Ingénieur chimiste ENSCS - doctorat d'Etat. Anglais, vietnamien.

### Finance - Gestion - Administration - RH

Ref. 030 - Objectif : fonction globale compt./contr. gestion. Exp. : 10 a. contrôle de gestion. DECF, ESC Nantes. Anglais.

Ref. 033 - Objectif : directeur comptable gpe indus. et BTP. Exp. : animation équipes compta. 20 pers. et mise en place syst. inf. de gestion. DECS.

Ref. 034 - Objectif : contrôle de gestion industriel. Exp. : 12 a. en contrôle de gestion, production et qualité. Mines de Paris + ICG.

Ref. 035 - Objectif : audit-organisation-risque bancaire banque ou cabinet de conseil. Exp. : 8 a. audit bancaire, contrôle fin. DEA + DES5 gestion/finance. Anglais, 32 ans.

Ref. 036 - Objectif : DAF ou secrétaire général en PME. Exp. : 18 a. secteurs informatique et high-tech. société en développement ou en restructuration. HEC/JF. Anglais courant.

Ref. 042 - Objectif : dir. gestion immob. Exp. : 20 a. mise en place organisation/mangement équipes décentralisées.

Ref. 047 - Objectif : contrôleur financier en milieu international. Exp. : 5 a. cabinet audit + 7 a. entreprise (groupe France + Filiales Europe). ESSEC expert. compt. Anglais, Allemand, 38 ans.

Ref. 049 - Objectif : développement commercial + gestion risques. Marché PME. Portefeuille bancaire + spécialiste financement mlt + cb. Exp. : 14 a.

Ref. 050 - Objectif : mettre en place gestion risques de changes et finants. Exp. : + 10 a. trésorerie indus. international. ESCB. Anglais.

Ref. 051 - Objectif : DRH groupe industriel multistat et catégories. Exp. : opérationnel de la fonction, conseil, audit, résolution situations de crise. Droit, IEP. Anglais, allemand.

### Informatique - Télécoms - High-Tech

Ref. 053 - Objectif : resp. formation. Exp. : 18 a. tech. informatique + 8 a. formateur + 10 a. méthodes, logistique de production, management production (80 pers.), marketing produit.

Ref. 058 - Objectif : professional services Unix chez construct. ou éditeur de logiciels. Exp. : 13 a. de dévlop sur minis + mainframes et 13 a. av. vente et prof. serv. Unix.

Ref. 059 - Objectif : commercial solutions télécom - réseaux, voix, données, images. Exp. : 15 a. 2 constructeurs. Missions : IC, chef des ventes, animation distrib., secteur Rhône-Alpes.

Ref. 060 - Objectif : maîtrise d'ouv. syst. info. banque/fin./assur. Exp. : 15 a. schéma dir. opérat./intégration syst./dir. projet en SST/banque, étab. fin. Arts et Métiers + IAE. Anglais.

Ref. 061 - Objectif : architecte concepteur syst. informatique. Exp. : 11 a. ingénierie projets. Compétence : conseil inform. répartie, managt projets intégration syst. ENSÉEHT. Anglais.

Ref. 062 - Objectif : direction de projets organisation et systèmes d'informations. Exp. : 17 a. organisateur maître d'ouvrage banques et finances.

Ref. 063 - Objectif : ingénieur réseaux avant vente ou TTC constructeur/intégrateur. Exp. : 8 a. ing. réseaux projets/services + 8 a. ing. réseaux support. ENSI + msc wln. nt. Anglais.

Ref. 064 - Objectif : optimiser vos systèmes d'information. Directeur informatique (CDI ou mission). Exp. : révision comptable + 20 a. BTP, services, industrie, international. Centralien. ICG.

### Production - Logistique - R&D

Ref. 016 - Objectif : chef atelier auto importateur. Exp. : 18 a. manager SAV (+ 20 pers.), responsable véhicules presse.

Ref. 065 - Objectif : manager unité prod. ou animer syst. qualité. Exp. ind. auto (plast. + caout.) : 1 a. resp. indus., 2 a. resp. qual., 8 a. tech. qual. Ingénieur méca. Anglais.

Ref. 066 - Objectif : améliorer rentabilité produits, productivité process et gérer projets ind. Exp. : gestion prod. 2 a., méthodes 4 a. ECAM.

Ref. 068 - Objectif : manager développement industriel. Exp. : 10 a. management grands projets (lancements, reorganisations, optimisations). Ing. A&M, MBA, bilingue anglais.

Ref. 069 - Objectif : manager structure logistique de 20/100 pers. Exp. : 11 a. logistique serv. généraux et travaux neufs en PMI 200/300 pers. Formation ingénieur. 35 ans.

Ref. 070 - Objectif : manager centre de profit indus. sect. bois et ameublement. Exp. : 10 a. méthodes, logistique de production, management production (80 pers.), marketing produit.

Ref. 073 - Objectif : chef projet CAD. Exp. : 6 a. administrat./Cada/bureautique/resp. dossier BE (10 pers.), personnalisation Cada + dévlop + 6 a. R&D équipement aéro. ENSAM. Anglais.

Ref. 074 - Objectif : recherche analytique dans labo R&D/qualité-maîtrise techniques analytiques. Exp. : 12 a. dans IAA, chimiste conf. Anglais courant. Reg. Paris/Picardie. 38 ans.

Ref. 075 - Objectif : conduite de projets internationaux en R&D : environnement, diagnostic, IAA. Exp. : 10 a. en R&D. Docteur en biologie végétale. Anglais.

Ref. 076 - Objectif : directeur logistique international. Exp. : situations complexes des achats à la distribution, secteur santé. Polytechnicien, MBA. Bilingue anglais.

Ref. 077 - Objectif : dir. prod. s/traitant auto (300 p.) ou dir. ind. ds PME, centre de profit gpe série. Exp. : poste équiv. Ingénieur A&M. Mobilité France. Anglais.

### Santé

Ref. 078 - Objectif : responsable application, formation, assurance qualité, relations avec adm. Exp. : 11 a. industrie diagnostic in vitro. Pharmacien.

Ref. 079 - Objectif : business développement ou consulting. Exp. : 17 ans ind. pharma., 7 ans resp. développement projets cliniques, 10 ans dir. licensing international. Médecin + ICG. Anglais.

Ref. 080 - Objectif : développer relations avec leaders d'opinions du secteur santé. Exp. : 12 a. communication scientifique dans indus. pharmaceutique. Docteur sciences biol.

Ref. 081 - Objectif : manager en toxicologie/pathologie R&D. Exp. : multinationale secteur pharmaceutique, cosmétique, agro-alimentaire. Trilingue anglais/français/allemand. Mobilité géographique.

Ref. 082 - Objectif : gestion projets développement pharmaceutique. Exp. : bioéquivalence générique. Pharmacien. Anglais/français. Mobilité géographique.

Ref. 083 - Objectif : manager biométrie/clinical data management. Exp. : France, Grande-Bretagne, USA, sect. pharmaceutique + DTC. Bilingue anglais/français.

### Vente - Marketing - Communication

Ref. 084 - Objectif : directeur du marketing. Exp. : 12 a. groupe Danone + 4 a. agence de publicité. Anglais, néerlandais.

Ref. 085 - Objectif : marketing, communication dans sté d'équipement de la personne ou de la maison. Exp. : 20 a. en entreprise et agence. Expérience terrain.

Ref. 086 - Objectif : dir. com. et marketing PGC. Exp. : négociation et développement d'affaires, de management, d'organisation de réseau, d'élaboration de stratégie. 39 ans. ESSCA.

Ref. 087 - Objectif : chef de produits grande consommation. Exp. : 6 a. de développement de gamme de produits internationaux. Bilingue anglais.

Ref. 088 - Objectif : participer à l'élaboration du produit et le vendre auprès d'une clientèle industrielle. Exp. : 12 a. dans la vente dont 6 a. export, secteur papier carton. Anglais.

Ref. 089 - Objectif : développement, conseil, expertise, market., organisation. Exp. : 13 a. responsable commercial marché biens équipements, BTP, transport, carrières, lev-manut.

Ref. 090 - Objectif : directeur marketing hygiène, beauté, santé. Exp. : 13 ans grde cons., marketing et stratégie groupe international, management équipe. ESC. Anglais courant. 34 ans.

Ref. 091 - Objectif : resp. marketing direct. Exp. : 14 a. B to B, campagnes marketing direct, fidélisation et prospections, catal. VPC, formation/animation équipes. Anglais. Mobilité.

Ref. 092 - Objectif : responsable développement immobilier. Exp. : 1 a. analyste crédit + 5 a. négociateur immo. entreprise + 2 a. charge expansion & études dév. MSG Dauphine. Anglais.

### Service - Conseil

Ref. 094 - Objectif : consultant cabinet stratégie sociale. Exp. : 13 a. RH, nég. part. sociaux, conseil des dir. en dt social, études accords pl. sociaux. 2 DEA en droit.

Ref. 095 - Objectif : resp. communication, chargé mission ou dir. cabinet coll. locales/stés services. Exp. : 12 a. études et dévpt. sect. transport public/agriculture. Scs Po. 35 ans.



**PCM Europe**  
GROUPE COURTAUD

PCM Europe, 26 rue de Berri, 75008 Paris  
Tél. : 01 45 62 20 00 Fax : 01 45 62 30 04  
Vous pouvez consulter d'autres offres sur Internet  
<http://www.groupecourtaud.com>  
rubrique : Offres de compétences

Paris - La Défense - St-Quentin-en-Yvelines - Cergy-Pontoise - Lille - Nancy - Strasbourg - Lyon - Sophia-Antipolis - Aix-en-Provence - Nîmes - Toulouse - Bordeaux - Nantes - Rennes  
Allemagne - Belgique - Danemark - Espagne - Finlande - Irlande - Italie - Norvège - Pays-Bas - Royaume-Uni - Suède - Suisse

Member of EUROPEAN CAREER PARTNERS